

**A C T E S**

**de la Section  
des Sciences Morales et Politiques**

*Volume XVI*

Publication réalisée par Georges ALS

**2013**

Préface du président.....	5
<b>I. COMMUNICATIONS (ordre alphabétique).....</b>	<b>9</b>
1. ALS Georges : Sacrifier l'avenir pour préserver le présent ? Les impasses des finances publiques ..... et KIEFFER Robert : L'avenir de nos pensions ..... Interventions : M. Wagner – R.Urbé – J. Hamilius..... (11.6.2012)	11 33 38
2. ELSEN Charles : Les accords de Schengen : Bilan et perspectives (1.2.2012).....	47
3. ELVINGER André : Historique et évolution du droit d'auteur au Luxembourg, avec application aux travaux de l'Institut (23.10.2012).....	81
4. HOLLERICH Jean-Claude Mgr : Le Japon: une expérience vécue ..... (23.1.2013)	123
5. JAANS Pierre : L'association monétaire entre le Luxembourg et la Belgique (Communication libre).....	149
6. PRUM André : Les ambitions et défis de la faculté de droit, d'économie et de finance (23.4.2012).....	165
7. TARRACH Rolf : Une université haut de gamme au Luxembourg: écueils, défis, stratégies (10.12.2012).....	193



*Photo de la couverture*  
Portrait de Descartes (1596-1650) par Frans Hals

© Institut Grand-Ducal 2013  
Imprimez-le ! S.A., Bertrange  
ISBN 978-2-9599794-6-0

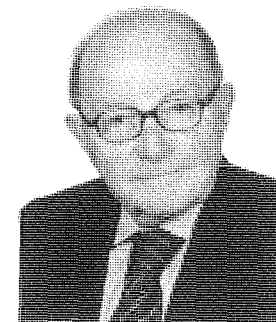
pour la vente



<b>II. IN MEMORIAM .....</b>	<b>217</b>
Jules Stoffels .....	219
Gérard Rasquin .....	221
Annette Schwall-Lacroix .....	230
 <b>III. Tableau des membres.....</b>	 <b>233</b>
a) Membres effectifs .....	235
b) Membres correspondants.....	241
c) Membres d'honneur.....	242
 <b>IV. Publications de la Section 1967-2013 .....</b>	 <b>245</b>
 <b>V. Législation concernant la Section des sciences morales .....</b>	 <b>277</b>
Règlement ministériel du 23.11.1966 portant création d'une section des sciences morales.....	279
Règlement organique de la section des sciences morales.....	280
 <b>VI. Organisation de l'Institut.....</b>	 <b>285</b>
Introduction - Sites Internet.....	287
1. Législation .....	294
2. Adresses et administration des sections.....	295
3. Membres des sections .....	296
4. Fonctionnement des sections : Consultation.....	v. Actes Vol. XV
 <b>VII. Projet de réorganisation de l'Institut.....</b>	 <b>307</b>
Pourquoi une réorganisation ?.....	309
Texte de l'avant-projet de loi (version 30.1.2013).....	309
Exposé des motifs .....	316
Commentaire des articles.....	318

## Préface du Président

Cette année, nous surprendrons nos lecteurs par le texte de la conférence prononcée par le Père Evêque Jean-Claude Hollerich sur « *Le Japon : une expérience vécue* ». Même si cette conférence est, en ordre chronologique, la dernière de celles qui paraissent dans le volume XVI de nos Actes, je me crois autorisé à la présenter en premier lieu, s'agissant, tant par la personne du conférencier que par son sujet, d'une communication qui se place « *hors série* ». L'« *expérience vécue* » se situant à l'extrémité de notre globe, la communication aurait pu paraître exotique. Rien de tout cela : le Père Evêque nous a parlé pendant presque une heure librement, avec une élocution parfaite – alors qu'on aurait pu penser qu'il eût perdu son français au Japon – répondant aux questions, dont certaines évidemment critiques telles que celles touchant aux « *missions* », avec une aisance, une amabilité et une tolérance que notre auditoire, pourtant de bords très différents, a accueillies avec chaleur. Le Père Evêque avait insisté à l'avance sur le caractère libre de sa présentation qui allait relever d'une causerie, au meilleur sens du terme, et que nos lecteurs découvriront avec le même plaisir que ceux qui ont eu le privilège d'assister à la conférence.



Le Père Evêque nous a parlé en termes chaleureux de l'Université Sophia dont il était le Vice-recteur avant qu'il fût appelé à sa haute tâche au Luxembourg, or c'est l'université, cette fois-ci l'Université du Luxembourg, qui se trouve au centre du volume XVI de nos Actes.

Déjà en avril, notre membre André Prüm, alors Doyen de la Faculté de droit, d'économie et de finance, à qui nous devons une conférence antérieure sur « *La liberté académique* », nous avait parlé, dans sa communication, des « *ambitions et défis* » de sa faculté. Nul n'aurait pu mieux en parler que le Doyen au moment où il allait terminer sa charge en continuant sa chaire de professeur.

Six mois plus tard, le Recteur de l'Université du Luxembourg, Rolf Tarrach, nous présentait une conférence sur le sujet : « *Une université haut de gamme au Luxembourg : écueils, défis, stratégies* ». Je rappelle avec reconnaissance que le Recteur Tarrach nous avait déjà fait l'honneur

d'un exposé sur ses projets quelques mois après avoir accepté la charge de Recteur, quittant l'Université prestigieuse de la Catalogne.

Ces deux conférenciers, sans se faire d'illusions, expriment l'espoir dans une institution dont nous constatons tous les jours combien elle est essentielle à notre vie scientifique autant que culturelle.

Sur un tout autre plan, Monsieur Charles Elsen, qui n'est pas membre de notre Section, mais lui réserve une sympathie attentive, nous a parlé des « *Accords de Schengen* » pour en tirer un « *bilan* » et des « *perspectives* ». Charles Elsen est à la fois coauteur et témoin de cette institution, mais ne sous-estime pas pour autant les difficultés qu'elle crée et qui, de nos jours, reviennent encore plus à l'actualité avec, d'une part, l'afflux de personnes de l'est de l'Union Européenne souvent qualifiés de réfugiés économiques, et d'autre part un accroissement considérable de réfugiés de pays tiers quittant leur pays pour des raisons de religion, de tradition, sinon simplement pour sauver leur vie.

Votre président a récidivé par rapport à la conférence qu'il prononçait l'an dernier sur « *Le triomphe du droit* », s'agissant cette fois de la matière plus technique du *droit d'auteur* dont il a retracé l'histoire et l'évolution toute particulière au Luxembourg. Mais il a aussi tenu à placer le droit d'auteur au sein des travaux de notre Institut dont les membres sont une véritable pépinière d'auteurs méritant cette protection. Cette partie de son exposé, à la suite du rappel des questions qui s'étaient posées au cours du temps à certaines Sections, a retenu beaucoup d'attention sur un sujet qui, jusque là, n'avait pas préoccupé l'Institut.

Mais la palme des débats revient à notre secrétaire Georges Als, qui n'a pas hésité à définir son sujet par ce qui pourrait paraître comme une boutade : « *Sacrifier l'avenir pour préserver le présent* » en parlant des « *impasses des finances publiques* ». Le conférencier, qui avait tenu à qualifier son intervention de « *conférence-débat* » avait fait appel à plusieurs de nos membres et à certains de nos amis, relevant de bords très différents, entre ceux qui croient à l'importance de finances publiques saines et au danger d'en méconnaître les règles, et ceux qui estiment que les efforts d'austérité faits sur le plan européen en vue de l'assainissement des finances dans plusieurs pays très touchés mettent en cause la croissance. Nos lecteurs liront avec admiration le texte de la conférence de Georges Als qui n'a pas caché qu'aux yeux de certaines instances gouvernementales il fait figure de prophète dans son pays.

Cette conférence-débat a comporté, en outre, une intervention très remarquée de M. Robert Kieffer, Directeur de la Caisse nationale d'assurance pension, qui a démontré avec force combien le Luxembourg s'est engagé dans des dépenses de pension qui vont croître dans les années à venir en présence d'une croissance faible, voire nulle.

Last not least, j'ai le plaisir d'annoncer une communication écrite et n'ayant donc pas donné lieu à un débat préalable, de la part de Monsieur Pierre Jaans, sur « *L'association monétaire entre le Luxembourg et la Belgique* ». L'auteur, ancien directeur général de l'Institut Monétaire Luxembourgeois – qui, sans être membre de notre Section, nous honore en acceptant sa publication dans nos pages – présente dans sa communication un plaidoyer habile pour une institution qui est restée en place jusqu'à l'avènement de l'Euro. Les Luxembourgeois avaient eu des difficultés à pardonner une dévaluation décidée, à un moment donné, par la Belgique sans consultation préalable du Luxembourg. En faisant l'apologie de cette défunte association, le conférencier s'inscrit en contradicteur de notre membre d'honneur Jean-Claude Juncker qui, le 3 juin 2011 sous le titre « *La gouvernance économique dans la zone Euro* », avait prôné les avantages pour le Luxembourg de l'Euro par rapport à l'association belgo-luxembourgeoise.

---

Sur le plan institutionnel, la réactivation de l'Institut Grand-Ducal, en son ensemble et indépendamment des Sections, se concrétise. L'assemblée annuelle de l'Institut, telle que prévue par le Règlement organique de 1868, s'est tenue le 30 octobre 2012. A cette occasion, la Section historique – la plus ancienne des Sections et qui avait donc assumé la présidence sous l'assemblée générale antérieure – a passé le relais à la Section des sciences naturelles en procédant à la désignation du nouveau président de l'Institut en la présence du professeur Pierre Seck, ancien président du Centre Universitaire, et à la désignation de son secrétaire général, Monsieur Paul Heuschling, doyen de la Faculté des sciences de l'Université du Luxembourg.

Sur le plan institutionnel, le Ministère de la culture, représenté par le Directeur de la culture Bob Krieps et les juristes du ministère, s'est exprimé favorablement quant au principe d'une modification par le législateur du Règlement organique de 1868 et sur les grandes lignes de l'avant-projet de loi qui avait été élaboré par les soins de notre Section, en recommandant

certaines ajouts ou modifications à ce projet. Ces modifications ont trouvé l'accord de tous les présidents des Sections lors d'une réunion convoquée par M. Pierre Seck et une nouvelle version de l'avant-projet a récemment été adressée au Ministère de la culture. Il est donc permis de penser que cet avant-projet sera prochainement repris dans un projet de loi à présenter par le Ministre de la culture, et suivra, à ce moment, la procédure parlementaire.

Notre Section est fière d'avoir ainsi contribué à remettre sur les rails cette vénérable institution. D'ores et déjà on constate, encore à l'application du vieux Règlement, que les organes de l'Institut fonctionnent, ce qui va de pair avec une coopération accrue entre les différentes Sections.

Luxembourg, février 2013  
André Elvinger

## **I. COMMUNICATIONS**

Séance du 11 juin 2012

# **SACRIFIER L'AVENIR POUR PRÉSERVER LE PRÉSENT ?<sup>1</sup> LES IMPASSES DE NOS FINANCES PUBLIQUES**

---

par  
Georges Als

---

Georges Als a été directeur du Statec (Service central de la statistique et des études économiques) et professeur extraordinaire à l'Université Libre de Bruxelles (ULB) où il a enseigné l'économie politique ainsi que l'histoire de la pensée économique



## **Résumé**

*Depuis 2008 le Luxembourg n'est plus ce qu'il était : la croissance est arrêtée, les recettes budgétaires ne couvrent plus les dépenses et la dette publique augmente rapidement. L'étude analyse trois causes : la crise immobilière américaine de 2007, la mondialisation, la politique des gouvernements successifs consistant à dépenser tous les fruits de la croissance sans constituer un fonds souverains pour le cas de crise. Face à cette situation sont analysées dix thèses visant à nier la réalité de la crise. En conclusion l'Etat luxembourgeois n'échappera pas à la nécessité de réduire son train de vie.*

---

<sup>1</sup> Pour lui conserver son actualité, l'étude a été mise à jour fin 2012, en y intégrant les discussions relatives au projet de budget pour 2013.

## SACRIFIER L'AVENIR POUR PRÉSERVER LE PRÉSENT ? LES IMPASSES DE NOS FINANCES PUBLIQUES

Chers amis,

Le projet de budget de l'Etat pour 2013 a fait couler des torrents d'encre. Les documents officiels couvrent un millier de pages et pèsent dix kilos. Je suis peut-être le seul homme qui ait lu tout cela. Qu'est-ce qu'on y apprend ?

Le Luxembourg n'est plus ce qu'il était. Comparés aux voisins, nous étions un lieu privilégié. D'autres avaient du chômage, des budgets en déséquilibre, des dettes publiques croissantes – chez nous, tout marchait comme sur des roulettes : pas de déficit, des budgets en excédent, si le gouvernement émettait un emprunt, c'était pour faire plaisir aux assurances qui devaient placer leurs réserves, nous n'avions guère de dettes. Notre niveau de vie ne cessait de croître, on se disait les plus riches du monde ; et nous tendions les mains quand le gouvernement jetait l'argent par la fenêtre !

Mais depuis 2007, quel chambardement !

Les recettes de l'Etat ne suffisent plus à couvrir les dépenses. En 6 ans notre dette publique est passée de rien, 6% du PIB au niveau inquiétant de 25%. Les impôts ont été relevés, et ce n'est qu'un début. Le chômage devient préoccupant. L'impensable est arrivé : nos deux principales banques, la BGL et la BIL, ont dû être sauvées par l'Etat. Les garanties accordées au groupe Dexia, des milliards d'euros, constituent une épée de Damoclès suspendue au-dessus de nos têtes, - sans même parler de nos engagements envers l'union monétaire européenne.

Les institutions ont exprimé leur inquiétude. Le Conseil d'Etat écrit à l'occasion du projet de budget 2013: *«Il est à craindre que la crise actuelle ne transforme en profondeur les structures économiques du Luxembourg par une remise en cause des facteurs qui ont fait le succès du pays pendant les trois décennies précédant la crise.»*

### Table des matières

Introduction : la crise .....	3
1. Quelles sont les causes de la crise ?.....	4
2. Face à la crise : les dix thèses en présence.....	9
3. En conclusion : quels remèdes ? .....	17

La Banque Centrale du Luxembourg « déplore l'absence de réformes structurelles. Selon ses simulations : en l'absence de nouvelles mesures de consolidation budgétaire et de réforme des pensions, la dette publique du Luxembourg dépasserait 60% du PIB avant 2030, et plus de 200% en 2060 » – avez-vous bien entendu : 200% du PIB, 80 milliards d'euros !

En d'autres termes : nous glissons vers le genre de problèmes dont pâtissent actuellement la Grèce, l'Espagne, l'Irlande etc

La Chambre des députés vient de voter deux importantes lois, la réforme des pensions et le budget 2013, mais il est entendu que ces lois ne règlent pas les problèmes sous-jacents

Dès lors se posent deux questions: Pourquoi cette crise ? et : Quels peuvent être les remèdes ? Entre les deux, nous discuterons les points de vue en présence.

### 1. Quelles sont les causes de la crise ?

Je vois trois coupables : les Etats-Unis avec leur crise hypothécaire - la mondialisation - enfin les gouvernements luxembourgeois successifs.

*1<sup>er</sup> coupable : la crise hypothécaire, honte de Wall Street*

Aux États-Unis, les financiers ont longtemps encouragé les ménages à acquérir des maisons avec de l'argent emprunté, en leur exposant cette vieille théorie: «Achetez une maison. Elle augmentera de valeur, du fait de la croissance de la population. Si même un jour vous n'aviez pas de quoi rembourser votre emprunt, vous ne risquez rien, car votre maison vaudra toujours plus que votre prêt. » Puis, ces financiers ont fait un pas de plus en transformant les documents nominatifs qu'étaient les hypothèques sur immeubles en des titres boursiers anonymes circulant à travers le monde. On appelle ça des produits financiers dérivés, ..... parce qu'ils vont à la dérive. En 2007 les emprunteurs prirent soudain peur et voulurent vendre leurs immeubles. Le prix des maisons s'effondra, et avec lui la valeur des titres boursiers; la crise se transmit au monde entier, par le canal des titres acquis par les institutions financières.

Cette crise a eu **deux conséquences** graves :

- elle a mis de grandes banques en difficulté – chez nous la BGL et la BIL – elle a obligé les Etats à intervenir, fait chuter les bourses et provoqué une crise générale de l'économie;

ensuite, les difficultés financières dues à la crise ont transformé des États amis en des bêtes voraces capables de transgresser les limites de la légalité dans leur chasse à l'évasion fiscale. L'Allemagne et l'Amérique ont corrompu des employés pour se procurer des listes de clients de banques suisses. La France a dépêché chez nous une équipe de reporters munis de caméras et d'appareils enregistreurs, qui ont produit un film projeté sur un canal officiel de télévision et qui dépeint le Luxembourg comme un paradis fiscal qui priverait la France de milliards d'euros. Les attaques lancées contre le pays ont évidemment porté préjudice à nos banques.

La crise dite « subprime » a éclaté en automne 2007. Sur 5 ans, de la fin de 2007 à la fin de 2012, notre croissance est nulle. Je me rappellerai toujours ma réaction face à la crise bancaire en automne 2007. Je me disais : « C'est un coup fatal porté à notre prospérité. Ma pension de fonctionnaire va devoir être réduite. » Cinq ans après, ma pension est toujours intacte. Mais M. Juncker a dû emprunter de l'argent pour me payer. Il aurait très bien pu me dire : « Ecoutez, cher ami ! Vous avez assez pour vivre convenablement, alors que moi je n'ai plus rien. Ne soyez pas fâché si je dois un peu réduire votre pension. » (J'aurais compris cela). Il ne l'a pas fait. C'est très gentil de sa part.

*2<sup>e</sup> facteur de notre crise : la mondialisation*

Le progrès des communications et des transports a rétréci le monde et avivé la concurrence. La généralisation de la croissance à l'échelle mondiale nous vaut de nouveaux clients, voire des investisseurs, la Chine, l'Inde, la Russie, .... ces pays pauvres qui nous avancent de l'argent. Mais à côté de ces aspects positifs, la mondialisation nous expose plus qu'autrefois à la concurrence de pays à salaires modestes. Il en résulte des transferts d'industries vers des pays à coûts de production moins élevés. La crise des pays riches prend les formes du chômage et de l'endettement – nous ne sommes qu'au début d'une évolution qui va transformer le monde, au détriment des pays industrialisés.

*3<sup>e</sup> coupable : les gouvernements luxembourgeois successifs*

Dans le monde occidental, nous assistons à un paradoxe: les riches – Europe occidentale, USA, Japon – sont endettés, alors que des pays pauvres sont créanciers. Le monde riche vit à crédit et semble incapable d'endiguer son endettement. Pourquoi l'Europe est-elle endettée? Est-ce seulement en raison de la crise ? Ou serait-ce à cause de la faiblesse

des gouvernements qui, incapables de résister aux groupes de pression, pratiquent la fuite en avant? Dans ce cas, la crise de l'endettement serait une crise de la démocratie.

Le Luxembourg en fournit l'exemple parfait. Jusqu'en 2007 il a connu un quart de siècle d'une prospérité exceptionnelle – 4 à 5% de croissance annuelle, ce qui correspond à un doublement du produit national en 15 ans. Au lieu de profiter de cette manne pour constituer un **fonds souverain** en prévision de mauvais jours – comme l'ont fait la Norvège avec les revenus du pétrole, ou les Etats arabes, la Chine etc dont les fonds souverains accumulent jusqu'à 100% du PIB – nos gouvernements successifs ont tout consommé. Le Luxembourg, c'est la **cigale** ; la fourmi, c'est le Qatar. Lorsque le Qatar demande : Que faisiez-vous au temps chaud ? Notre gouvernement répond : « Nuit et jour, à tout venant, nous chantions, ne vous déplaie. » C'est pour cela que nos ministres sont si populaires.

Sur la période de 23 ans 1985-2007, la croissance exceptionnelle a pu se traduire par une plus-value fiscale que j'estime grossièrement à une dizaine de milliards d'Euros. Si cette somme gigantesque n'avait pas été entièrement distribuée, nous ne serions pas obligés de nous endetter. Dans une interview au tageblatt du 5 décembre 2012, M. Jean-Claude **Reding**, le patron de l'OGBL, vient de formuler la même critique que moi : « On aurait dû, dit-il, créer un fonds souverain comme la Norvège ». Mettons qu'on ait créé un tel fonds, avec seulement 5 milliards d'euros, qu'est-ce que cela changerait maintenant? Tout ! Car : 1° nos dépenses publiques seraient moins élevées ; 2° la dette, s'il y en avait encore une, pourrait être payée avec le capital du fonds, et 3° le plus important, nous pourrions trinquer avec M. Reding, au lieu de nous quereller.

Qu'a-t-on donc fait de notre argent? On a fait des Luxembourgeois les gens les plus riches du monde. Pour savoir où est passé l'argent, voyons les trois parties majeures du budget : Sécurité sociale, fonction publique et pensions.

### 1. Sécurité sociale

Les transferts à la **sécurité sociale** représentent le plus gros poste du budget de l'Etat, 32% du total ou 3.7 milliards d'euros pour 2013. Cette somme est financée par trois sources : les cotisations aux assurances maladie et pension, des impôts spéciaux comme la contribution dépendance ou la contribution de crise, enfin des versements de l'Etat à toutes les branches. Mais c'est toujours le contribuable qui paie. De nouvelles branches sont venues s'ajouter à la panoplie, comme l'assurance dépendance, qui absorbe déjà 450 millions d'euros, le revenu minimum garanti qui coûte

125 millions par an, l'allocation de vie chère (35 millions), l'allocation de rentrée scolaire, l'allocation spéciale pour enfants handicapés, le congé parental (65 millions) etc...

Quatre traits caractérisent notre sécurité sociale:

- elle croît sans limite, du fait notamment du vieillissement de la population et du progrès de la médecine ;
- elle est la plus généreuse d'Europe ; la dépense publique de sécurité sociale par habitant est plus importante que dans nos pays limitrophes ;
- elle fonctionne selon le principe de l'arrosoir, c'est à-dire n'est pas basée sur les vrais besoins et ne fait pas de distinction selon le revenu ;
- elle n'était soutenable que moyennant une croissance économique vigoureuse. Actuellement, elle dépasse nos ressources financières et devrait être réformée. Or, toute réforme est qualifiée chez nous de « mesure antisociale ».

### 2. Fonction publique

La même conclusion s'applique à la **fonction publique** qui représente près de 20% des dépenses de l'Etat, plus de 2 milliards d'euros par an. Elle a su profiter de la croissance économique exceptionnelle d'un quart de siècle pour obtenir des accroissements réguliers de revenus qui en font l'une des plus chères et, de notoriété publique, parmi les mieux payées du monde. Il est vrai que la petite dimension rend les charges administratives plus élevées que dans un grand pays, mais cela peut faire une différence de 10 ou max. 20%, pas de 90%. Or, il résulte de calculs effectués par notre banque centrale que les dépenses par habitant des Administrations publiques luxembourgeoises atteignent environ le double de la moyenne correspondante de la zone euro, à savoir 25.800 euros, contre 13.500 pour la zone euro (avis p.57). En particulier, les dépenses par habitant consacrées à l'enseignement sont 2.8 fois plus importantes au Luxembourg qu'en Allemagne, écrit la Banque centrale (p.60).

Ce qui soulève un problème d'efficience. En particulier, l'étude PISA de l'OCDE ne suggère pas que les étudiants<sup>2</sup> luxembourgeois soient plus performants que leurs collègues étrangers, quoiqu'ils « coûtent beaucoup plus cher ».

Actuellement, nos ressources ne suffisent plus à financer ce train de vie : les traitements de la fonction publique, comme d'ailleurs la sécurité sociale, sont payés pour partie avec de l'argent emprunté, c'est à-dire à charge des générations futures. On y reviendra.

2 V.ég. ci-dessous : 8<sup>e</sup> thèse

### 3. Assurance pension

Les **pensions** font partie de la sécurité sociale, mais en raison de leurs caractères particuliers, il faut leur vouer une section spéciale. Il y a actuellement trois régimes de pension :

- l'ancien régime des fonctionnaires qui durera encore 30 ans ;
- le régime général hors fonctionnaires, couvrant le gros de la population,
- enfin le nouveau régime rapprochant les fonctionnaires du reste de la population et courageusement introduit par le gouvernement en 1998, contre une résistance acharnée de la CGFP ; mais il a été décidé qu'il ne s'appliquerait qu'au personnel nouvellement engagé ; il ne fonctionnera que dans trente ans – quand nous serons tous morts, comme disait Keynes.

Dans le régime général, un tiers des cotisations est suppléé par l'Etat, une particularité qui n'existe dans aucun autre Etat.

Le régime général nous confronte à deux **paradoxes** :

Il se porte très bien et enregistre chaque année des excédents de recettes de cotisations sur les dépenses de pension – l'assurance a ainsi accumulé une réserve de 11 milliards d'euros, soit l'équivalent de plus de 3 années de pensions. Mais on sait que dans 15 ans ces réserves seront épuisées et que les cotisations ne suffiront plus à payer les pensions. Il faudra alors réduire considérablement les pensions – à moins de les réduire un peu dès maintenant, afin de répartir les sacrifices dans le temps.

Cette situation paradoxale s'explique par la croissance exceptionnelle de l'emploi. Pendant un quart de siècle, grâce aux frontaliers, notre emploi intérieur a augmenté chaque année de plus de 5000 personnes – c'était le miracle luxembourgeois. Le nombre des cotisants a augmenté plus vite que celui des pensionnés, de ce fait, les recettes de l'assurance-pension ont chaque année dépassé les dépenses. Mais la population active vieillit et le rapport entre cotisants et pensionnés se dégrade. Fatalement il arrivera un moment où l'excédent financier se transformera en déficit.

Le second paradoxe, c'est qu'on sait tout cela depuis 35 ans. Dès 1978 le Conseil économique et social avait remis un rapport mettant en garde contre toute augmentation des charges de l'assurance pension, pour éviter qu'il n'y ait un jour une rupture de l'équilibre, et donc une injustice à l'égard de la génération suivante. Qu'a fait le gouvernement de ce rapport ? Il a fait le contraire de ce que lui recommandait le CES. Il n'a cessé d'augmenter les charges de l'assurance-pension, pour faire plaisir aux assurés, et il nous a manœuvrés dans l'impasse. M. Robert Kieffer,

directeur du service national d'assurance-pension et grand expert en la matière, écrit à ce sujet :

*« Les assurés plus jeunes seront confrontés à l'augmentation du taux de cotisation et à la réduction de leur pension. Le poids de l'ajustement nécessaire pour garantir l'équilibre financier du régime de pension reposera donc essentiellement sur les générations les plus jeunes, et ce poids ira en augmentant pour les générations successives. Il me semble totalement inéquitable que les générations actuelles de bénéficiaires de pension soient totalement exemptées de toute contribution à l'assainissement, alors que dans une perspective historique, elles vont être les générations qui auront profité au maximum du régime de pension sans contrepartie correspondante. »*

Réduire les pensions maintenant serait dénoncé comme antisocial ; quant à devoir les réduire bien davantage plus tard, on préfère n'y pas penser.

### 2. Face à la crise : Quels sont les points de vue en présence ?

Le débat sur les finances publiques fait rage comme jamais au paravent. Une constatation inquiétante s'impose. Nous ne vivons pas seulement une crise économique et financière, mais encore une crise psychologique et sociale, parce que certains continuent à nier la réalité de la crise.

Cette attitude est d'autant plus préoccupante qu'il n'y a plus de dialogue basé sur une discussion objective des réalités. Les chambres salariales font semblant d'ignorer les arguments développés par le Conseil d'Etat et la Banque centrale du Luxembourg.

Dans l'avis supposé être celui de la Commission des finances de la Chambre des députés, la première partie porte la marque du seul rapporteur, M. Lux, qui brosse (après Karl Marx) une sorte de manifeste du parti socialiste pour une société meilleure, soustraite aux lois sauvages du capitalisme, et où régneraient « la justice, le courage et la responsabilité, un projet pour nos jeunes, un projet de confiance ». C'est très beau, mais le lien avec nos problèmes est mince.

Pour nous extraire de cette guerre civile larvée, discutons les arguments présentés par la Chambre des salariés, et résumés en dix thèses. Je vais donc me quereller avec Jean-Claude II (Reding), mais amicalement,

3 In : Robert Kieffer : L'avenir de nos pensions. Institut Grand-ducal, Section des sciences morales Actes Volume XVI - et Robert Kieffer : L'impossible réforme du régime de pension au Luxembourg in : Forum 303 Dossier

puisque nous sommes d'accord sur l'essentiel, qu'il aurait fallu créer un fonds souverain.

### 1<sup>ère</sup> thèse : La crise est purement cyclique

*La crise est conjoncturelle, dit la Chambre, et non pas structurelle. Elle en tire trois conclusions :*

- *Il faut de nouvelles dépenses pour relancer l'économie, mais pas d'austérité ;*
- *La croissance reprendra, à la fin de la crise cyclique*  
*Aucune réforme incisive n'est justifiée*

De l'avis du Conseil d'Etat, de la Banque centrale du Luxembourg et des chambres professionnelles patronales, il s'agit d'une crise structurelle et non conjoncturelle. Pourquoi ? La crise bancaire qui a débuté fin 2007 a détruit un fondement essentiel de la prospérité luxembourgeoise, à deux titres :

- En menant au bord de la faillite les principales banques, dont deux ont dû être sauvées par des interventions financières de l'Etat ;
- Par l'abolition progressive du secret bancaire, fondement du « private banking » ou gestion de fortunes par les banques.

Bien sûr, la crise actuelle peut comporter des éléments conjoncturels, et il y aura une reprise. Mais comme notre principale source de revenus, le secteur financier, est mise en question, le Luxembourg vit une crise existentielle. Il faut relancer l'économie, dit M. Reding, l'austérité mène à la récession. Je suis d'accord avec lui ; si on dépense moins, on freine l'économie, et même les recettes fiscales. Mais on a essayé la relance, et dépensé plus en 2009-2010. Cela nous a plongés dans les dettes, sans résultat économique. Il faut maintenant avaler la pilule amère.

### 2<sup>e</sup> thèse : Les prévisions de recettes budgétaires sont toujours sous-évaluées

Il est vrai que les recettes fiscales étaient souvent sous-estimées – mais c'était le bon vieux temps, aujourd'hui hélas les recettes réalisées restent inférieures aux prévisions, alors que pour les dépenses c'est le contraire !

### 3<sup>e</sup> thèse : Le déficit du budget est à calculer hors investissements publics

(p.37) : ..., hors investissements, dit la Chambre des salariés, les comptes publics courants sont « structurellement » excédentaires. (v.ég. p.21 et graphique p.24)

C'est là une question de théorie capitale, autour de laquelle tourne tout le débat. **M. Reding** affirme que le déficit du budget serait à calculer hors investissements publics, parce que les dépenses courantes de l'Etat seraient à financer par les recettes courantes et les investissements par des emprunts.

Ce raisonnement a reçu l'appui du premier ministre qui a dit le 31 mai:

*«Il est normal de s'endetter quand on le fait pour assurer l'avenir.»*

Cette thèse se défend dans une comptabilité privée où les investissements génèrent des revenus qui serviront à rembourser les emprunts. Avec quoi rembourse-t-on les emprunts de l'Etat nous ? Avec de nouveaux emprunts !!

Les investissements au sens administratif, c.-à-d. les voitures et ordinateurs des ministères, les instruments de la musique militaire, et même les infrastructures des transports, dans la mesure où elles sont gratuites et ne génèrent pas de revenus, font partie des **responsabilités normales** de l'Etat, qui doivent être financées par les recettes courantes, les emprunts étant réservés à des événements exceptionnels. On ne peut pas traiter les routes comme des investissements à retrancher de la dette<sup>4</sup>. Ce ne serait le cas que si elles étaient à péage, en vue de leur autofinancement.

Les investissements publics sont donc à financer par les recettes courantes et en capital de l'Etat, et les dépenses non couvertes par les recettes constituent le déficit. Depuis 5 ans l'Etat central s'endette, au rythme d'un milliard d'euros par an. Est-ce que cela signifie que les dépenses courantes – fonction publique, services sociaux – sont payées avec de l'argent emprunté? Evidemment oui, du moins en partie ! En d'autres mots, nous vivons au-dessus de nos moyens.

### 4<sup>e</sup> thèse : Notre endettement est un des plus faibles d'Europe, avec 20 à 25% du PIB, loin du seuil de 60% du traité de Maastricht – inutile de se faire des soucis.

C'est encore vrai actuellement. Mais l'argument appelle 3 critiques :

4 Stiftung Marktwirtschaft/ Tatsächliche Staatsverschuldung im Vergleich p. 10

- 1° notre dette est celle qui croît le plus vite, en quelques années elle est passée de 6% à 25% du PIB ;
- 2° en euros par habitant, notre dette atteint déjà 21000 euros, on rattrapera bientôt l'Allemagne dont la dette, 81% du PIB, est de 25.700 euros par habitant;
- 3° enfin, la dette explicite ne représente qu'une partie des engagements à long terme de l'Etat et qui constituent une dette cachée. A moyen terme, notre dette deviendra la plus forte de l'Europe. On y reviendra.

#### 5<sup>e</sup> thèse : Les actifs de l'Etat viennent-ils en déduction de la dette ?

*La Chambre des salariés propose de considérer la dette « nette », après déduction des actifs de l'Etat, donc des participations de l'Etat dans des entreprises (SES, BNP, Arcelor ..), et des autres actifs financiers de l'Etat*

Pour analyser cette thèse, il faut distinguer trois catégories d'actifs :

Les participations de l'Etat dans des entreprises privées constituent un actif générant des revenus et susceptible d'appréciation, mais aussi de dépréciation. On pourrait donc songer à les retrancher de la dette publique, à leur valeur de marché. Il faut quand même observer que les participations les plus importantes résultent d'opérations de sauvetage (Arbed, BGL) et ne sont pas le résultat d'une politique d'expansion, comme le sont les participations acquises par les Etats pétroliers, les Etats russe et chinois etc.

Quant aux infrastructures des transports, leur comptabilisation dans ce contexte ne semble guère opportune, tant qu'elles sont seulement sources de frais d'entretien, sans générer de revenus monétaires.

Enfin, comme l'a montré le drame grec, lorsqu'un Etat est aux abois, il peut songer à vendre des trésors reposant dans les musées nationaux ou des portions du territoire, comme ultime recours ! Ce serait sans doute de très mauvaise politique que d'envisager déjà cette extrémité en déduisant de tels actifs du montant de la dette. D'ailleurs, je vous demande : qu'aurions-nous à vendre, en matière de grands trésors ?

#### 6<sup>e</sup> thèse : La dette cachée est un mythe (p.36)

*La « prétendue « dette cachée, représentée par les engagements de l'Etat en matière de pensions et de sécurité sociale, en réalité n'existe pas.*

Les chambres salariales refusent d'analyser les études d'organismes de recherche sur les dépenses futures résultant d'engagements de l'Etat

en matière de pensions et de maladie. Dans son interview au tageblatt, Jean-Claude Reding disait : « On ne peut pas faire de prévisions sur 40 ans. » C'est évident, l'avenir comporte trop de surprises. Mais ce qu'on peut faire, avec les moyens mathématiques modernes, c'est construire un modèle économétrique intégrant toutes les variables économiques et certaines hypothèses (espérance de vie, croissance du PIB, inflation...), et montrant où mènerait notre système si la politique ne changeait pas. Cette méthode est acceptée par tous les experts.

Fin 2011 un organisme de recherche allemand a semé le trouble au Luxembourg par une comparaison des pays de l'Union européenne sous le rapport de l'avenir de leurs finances publiques jusqu'en 2060<sup>5</sup>. Cet institut chiffrerait toutes les variables qui influencent les finances publiques, du fait de l'arrivée à l'âge de la pension de générations de plus en plus nombreuses, ainsi que de l'allongement de la vie humaine; il en résulte une croissance rapide des effectifs à charge 1° de l'assurance pension, 2° du budget de la santé et 3° de l'assurance dépendance. L'étude essaie donc de chiffrer des variables qui jusqu'à présent étaient restées en partie en dehors des calculs.

Quelle conclusion ? Alors qu'aujourd'hui encore nos finances occupent une position enviable dans le classement international, ce sera le contraire dans 50 ans. Le rapport de Berlin dit textuellement: «*La prochaine Grèce se trouve au Luxembourg*».

Cette conclusion est confirmée par les simulations effectuées par notre banque centrale, et dont les résultats sont publiés dans l'avis de la BCL sur le projet de budget 2013. La banque a mis au point un outil permettant de simuler les recettes et dépenses du secteur public, en intégrant l'effet de l'allongement de la vie humaine sur les dépenses de pension, de santé et de dépendance, telles qu'elles ont été anticipées par un organisme européen nommé Age Working Group<sup>6</sup>, et qui arrive, lui aussi, à la conclusion que le Luxembourg sera le pays de l'Union européenne confronté à la plus forte progression des dépenses de 2010 à 2060<sup>7</sup>.

Quels sont les résultats de ce modèle, compte tenu de la réforme des pensions qui vient d'être votée ? La dette publique consolidée croîtrait de façon exponentielle. Elle franchirait le seuil de Maastricht des 60% du

5 Stiftung Marktwirtschaft, Berlin : Ehrbare Staaten? Tatsächliche Staatsverschuldung in Europa im Vergleich. Heft N°115 Dezember 2011

6 2012 Ageing report, Economic and budgetary projections for the 27 EU Member states (2010-2060) European Economy 2,2012

7 Le modèle utilisé par la BCL permet d'évaluer l'évolution des finances publiques de manière « intégrée », ce qui veut dire qu'il tient compte de la rétroaction p.ex de la hausse du montant total des pensions sur les cotisations sociales et sur l'impôt sur les traitements et salaires. (avis BCL p.31)

PIB dès 2026, et dépasserait 200% en 2060, fin de la période de projection - même dans l'hypothèse où les pensions ne seraient plus ajustées aux salaires réels. Quant au **déficit annuel** du budget, il dépasserait dès 2016 le seuil de Maastricht des 3% du PIB, et ne cesserait de croître à des niveaux incompatibles avec nos engagements internationaux. : 4.9% dès 2020, 18% en 2040 et ainsi de suite.

C'est dire que les niveaux actuels de nos traitements publics, pensions et autres dépenses nous mèneraient inéluctablement à une catastrophe financière.

#### **7<sup>e</sup> thèse : L'assurance pension est sans soucis**

*La situation de l'assurance pension est saine, car elle a des réserves accumulées de 11 milliards d'euros. Donc, pas de soucis pour le financement des pensions !*

Après ce qui vient d'être dit, la thèse que l'assurance pension est sans problème peut paraître naïve. Toutes les études d'experts, nationales et européennes, prédisent un retournement de la situation financière. Vouloir préserver le présent en sacrifiant la génération à venir est une attitude antisociale.

**8<sup>e</sup> thèse : Nos coûts de la fonction publique et de la sécurité sociale sont modérés. En pourcentage du PIB, la comparaison fait ressortir un coût relatif moindre que dans les pays voisins. (avis Ch. Fonct. p.46 et CSL p.23).**

Les chiffres mis en avant par les chambres salariales sont basés sur le PIB. Or, des comparaisons reposant sur les dépenses en pourcentage du PIB sont dénuées de pertinence, parce que le PIB est beaucoup plus élevé au Luxembourg. Des comparaisons significatives ne peuvent se fonder que sur les dépenses **par habitant**. Il résulte de calculs effectués par notre banque centrale et par la chambre de commerce que notre dépense publique par habitant est près du double de celle des pays voisins pour différentes fonctions de l'Etat telles que la sécurité sociale, l'enseignement etc. En particulier, un enseignant au Luxembourg gagne près du double de la moyenne des trois pays limitrophes

Des comparaisons internationales de traitements sont considérées par la CGFP comme des attaques. Il y a 20 ans, lors de la grève des facteurs des Postes, le premier ministre avait brandi une menace terrible, laissant entendre qu'il pourrait - peut-être - rendre publique une comparaison des barèmes de rémunération de nos postiers et de leurs collègues belges.

Devant une perspective aussi effrayante, les postiers ont préféré reprendre le travail.

#### **9<sup>e</sup> thèse : Ce sont les salariés qui portent le gros du fardeau de l'assainissement budgétaire**

Qui doit porter le fardeau de l'assainissement budgétaire ? Le sacrifice doit évidemment être réparti équitablement. Malheureusement, la matière se prête à la démagogie.

Mais d'abord, il faut distinguer entre réduction des revenus par la crise et alourdissement de la fiscalité.

A part les personnes tombées en chômage, les salariés ont été moins touchés par la crise que les entreprises, notamment les banques et la sidérurgie où les baisses de profits sont énormes. Il est donc normal que depuis la crise le rendement de l'impôt sur les salaires augmente plus que celui de l'impôt sur le revenu des collectivités. Cela ne signifie pas que les salariés sont désavantagés, comme le soutient la Chambre des salariés, mais le contraire. Si les entreprises ne payaient plus d'impôts parce qu'elles auraient disparu, cela ne signifierait pas que les entreprises seraient fiscalement avantagées.

Quant au rendement d'une hausse de la fiscalité, il sera arithmétiquement fonction de la masse des revenus à imposer ; or, celle-ci est probablement plus importante chez les salariés (et pensionnés) que chez les entreprises.

#### **10<sup>e</sup> et dernière thèse : Comme après chaque crise conjoncturelle, notre croissance traditionnelle reprendra**

Selon les chambres salariales, on résoudra nos problèmes en extrapolant la croissance du passé. C'est ce qu'a fait le ministre de la sécurité sociale dans sa réforme de l'assurance-pension, qui repose sur l'hypothèse d'une croissance exponentielle de 3% par an sur les 50 prochaines années, dont 1.5% d'accroissement de l'emploi, et 1.5% de progrès de la productivité.

Or, quelles sont les **réalités** ?

Notre croissance depuis 1985 reposait en majeure partie sur les abondants revenus de la place financière. Un second pilier de nos bonnes fortunes, ce fut l'exploitation de ce qu'on appelle si gentiment les « niches de souveraineté », sous forme de taux de TVA ou d'accises plus favorables que dans des pays voisins. Le « tourisme à la pompe » fait rentrer chaque année plus d'un milliard d'euros dans les caisses de l'Etat, le commerce électronique près de 600 millions.

Or, sur tous ces fronts nous sommes sur la **défensive**. Le secret bancaire est pratiquement aboli. La Commission européenne pousse à de nouveaux rapprochements des impôts indirects. On sait déjà qu'après 2015 nous perdrons progressivement les 600 millions dus au commerce électronique. Par quoi la remplacer ? Si vous avez une bonne idée, écrivez à M. Luc Frieden, qui vous en sera reconnaissant.

Quant à la politique de **diversification industrielle**, celle-ci se révèle de plus en plus difficile du fait de nos niveaux de salaires et d'autres obstacles. Le départ impromptu du ministre de l'économie Jeannot Krecké en février 2012 a été un signe éloquent du caractère frustrant de ce travail face aux difficultés rencontrées.

Nos perspectives économiques ne sont donc pas trop brillantes. Que disent les **professionnels** ?

Malgré le coup sensible porté au secteur financier par la suppression du secret bancaire, les professionnels ne baissent pas les bras. En particulier, ce qu'on appelle improprement « l'industrie » des fonds d'investissement continue à se développer : le volume total des fonds atteignait fin septembre 2300 milliards d'euros et l'emploi a continué à progresser. D'autre part, Luxembourg reste attractif comme siège des centrales européennes de firmes internationales et d'instituts financiers. Le prestige du pays est encore attesté par la nomination de notre ministre des finances comme président du FMI et de la Banque mondiale, et la nomination de M. Yves Mersch au directoire de la Banque centrale européenne.

La **Chambre de commerce** estime qu'aujourd'hui encore 30% des recettes fiscales de l'administration centrale proviendraient de sources incertaines et volatiles. Pour diversifier l'économie, le pays devrait miser sur le développement endogène, basé sur des « niches de compétence » encore un nouveau mot. Comme secteurs prometteurs à développer, la chambre nomme les technologies environnementales (M. **Reding** les cite aussi), et puis la gestion de la propriété intellectuelle, la logistique, l'activité des quartiers généraux de sociétés multinationales etc – ce qui suppose une main d'œuvre qualifiée qui n'est pas actuellement disponible en quantité suffisante au Grand-duché.

En définitive, quel pourrait être le **résultat** de ces initiatives ? De l'avis des experts, ce ne seraient plus les taux de croissance faramineux du passé. Les modèles de la Banque centrale, plus ou moins confirmés par les calculs de l'OCDE, dégagent des taux de croissance à moyen terme d'un maximum de 1.7% par an, et proches de la moyenne européenne.

Or, cela ne suffit pas pour financer les engagements que notre Etat a pris à la légère. A quoi mène dès lors la politique du statu quo prônée par les chambres salariales, dont le but est de maintenir intact le niveau actuel des revenus et des prestations sociales ?

Selon l'analyse de la Banque centrale du Luxembourg, leur maintien à des niveaux économiquement insoutenables mènera à un endettement rapidement croissant de l'Etat qui, dans 10 ou 15 ans sera forcé de réduire drastiquement les revenus de la nouvelle génération, alors que notre génération aura égoïstement maintenu un niveau de vie indument élevé. Faut-il donc sacrifier l'avenir pour préserver le présent ?

### 3. En conclusion : quels remèdes ?

Depuis la crise, il y a chaque année un trou de l'ordre du milliard d'euros, parce que les recettes ne croissent plus comme avant, alors que les dépenses continuent d'augmenter comme avant. En théorie, ce problème peut se résoudre soit par l'augmentation des impôts, soit par la réduction des dépenses. On a essayé un mélange des deux à propos du budget 2013.

Côté **recettes**, on a porté le taux de l'impôt de solidarité de 4% à 7%, presque un doublement, relevé le taux marginal de l'impôt sur le revenu de 39 à 40%, et pratiqué diverses augmentations de l'impôt sur les collectivités. Une augmentation de la pression fiscale peut se défendre, car les impôts ont été réduits à plusieurs reprises dans le passé – n'oublions pas que le taux marginal avait un jour atteint 50% – mais nous ne pouvons pas faire cavaliers seuls, ce qui mettrait en danger l'attractivité internationale du pays. De l'avis de la BCL la marge de manœuvre est limitée, car selon ses études, le Luxembourg se situe au-dessus de la moyenne européenne en termes de taux d'imposition maximum – il reste une petite marge de manœuvre en ce qui concerne la TVA et davantage pour l'impôt foncier, étant donné que les valeurs unitaires ne reflètent plus la réalité. Remarquons aussi que les impôts spéciaux introduits sous les noms d'impôt de solidarité et de contribution dépendance faussent l'image de l'impôt sur le revenu. Compte tenu de ces impôts, le taux marginal d'imposition n'est plus de 40%, mais bien de 44%.

Quant aux **dépenses**, il y a deux problèmes : elles sont trop élevées et elles croissent trop vite. Elles sont trop élevées en raison des engagements pris pendant la prospérité. Et on n'arrive pas à maîtriser leur croissance. L'exposé des motifs du budget explique cela par la « rigidité croissante » des dépenses, par « *leur automatisme, leur autonomie, leur indépendance par rapport à l'évolution économique* ». L'automatisme est prononcé dans la fonction publique où les traitements augmentent à la fois par le jeu de biennales, et par les avancements automatiques dans la carrière, sans lien avec le rendement du travail. D'autres automatismes font progresser les prestations de sécurité sociale. Or, ces automatismes, qui ont été introduits

par la loi, pourraient être défaites par la loi. Mais à cela on oppose les vaches sacrées, les « droits acquis » auxquels il est défendu de toucher.

Pire que cela : le Conseil d'Etat rappelle que depuis le début de la crise le gouvernement a créé une série de dépenses récurrentes, sans s'assurer de la disponibilité de moyens financiers supplémentaires.

Quant aux **économies** de dépenses, le plus simple est de couper dans les investissements qui, eux, ne poussent pas de hauts cris – mais, en principe, c'est le dernier poste à réduire, car ils sont une condition de la croissance future. M. **Reding** est d'avis que toutes les dépenses de l'Etat devraient être analysées quant à leur efficacité. Bravo, bravo ! Quant à sa proposition de supprimer le budget militaire, il reste à voir ce qu'en pense notre ministre des affaires étrangères, M. Jean Asselborn, qui vient d'obtenir un siège pour le pays au Conseil de sécurité. Pour ce qui est des économies décidées par le gouvernement le 6 novembre dernier, l'opposition avait sans doute raison d'y voir un bric-à-brac décidé sans conception d'ensemble. Malheureusement l'opposition n'a pas de plan non plus. Il y a surtout un mot magique qu'on a peur de prononcer de peur d'être taxé d'antisocial – c'est celui de réduction de revenus et de prestations sociales.

M. Reding est d'avis qu'une politique économique doit aussi être sociale, et qu'il s'agit de défendre nos acquis sociaux. Ce qu'il oublie d'ajouter, c'est que notre système social est beaucoup plus généreux que celui des pays voisins, et qu'il ne pourra plus être financé par le niveau prévisible de nos ressources.

En attendant trop longtemps d'opérer une coupe indispensable, on compliquera le problème par un alourdissement rapide de la dette qui, elle aussi, devra être financée.

Notre Banque centrale, qui parle un langage scientifique choisi, arrive à la conclusion que l'effort de consolidation budgétaire devrait atteindre 2.5 milliards d'euros, soit quelque de 5% du PIB. Qu'est-ce que cela signifie ? Traduit en français, voici ce que cela donne : Les revenus de la fonction publique, les prestations sociales et les autres dépenses publiques devraient être amputés de 20%. Horreur ! Voilà pourquoi les hommes politiques ne lisent pas les publications de la Banque centrale.

Il y a quand même un rayon de lumière sous forme d'une unanimité nationale : tout le monde est d'avis que l'effort d'économie doit commencer chez les autres. La méthode actuelle des économies ponctuelles ne pourra jamais aboutir à l'assainissement budgétaire, car son impact est forcément limité et, en outre, elle déclenche des remontrances interminables. Il n'y a qu'une seule méthode susceptible de conduire au résultat visé, c'est celle de l'effort collectif et de la solidarité nationale. Si le manque de recettes de

l'Etat est de x% du total des dépenses, il faut réduire toutes les dépenses de x% – remède juste en ce qu'il impose des sacrifices non seulement à la fonction publique, mais à tous les bénéficiaires de dépenses publiques. Une précaution est à prendre, la mesure doit s'accompagner de sélectivité pour éviter de créer des situations graves parmi les plus démunis.

Aux opposants on pourra offrir une garantie essentielle : les avantages seront rétablis après retour à la prospérité antérieure.

Pour terminer, un espoir et une mise en garde.

L'espoir, c'est que la pression exercée par les organisations internationales, et notamment le traité européen sur la stabilité et la gouvernance, forcent le Luxembourg à réformer sa procédure et ses objectifs budgétaires. Selon l'OMT (Objectif à moyen terme) du gouvernement, l'équilibre des finances publiques devrait être atteint en 2014 et un « surplus structurel » de 0.5% du PIB atteint en 2015. Cet objectif semble hors de portée, alors que la Banque centrale estime même nécessaire un surplus de l'ordre de 1 à 1.5% du PIB (p.46). L'attention internationale sera donc attirée sur le fait que le Luxembourg s'enfonce dans le marasme par l'inaction de ses autorités. Peut-être que cette pression aura des résultats.

La mise en garde concerne **l'information du public, question essentielle.**

Le patient ignore tout de sa maladie, quoique le diagnostic soit connu, et le remède aussi. Comment voulez-vous que la population soit informée ? Les avis autorisés ne sont pas lus, les syndicats clament que le discours de crise n'est que du vain bruit, et le gouvernement se tait. Nos gouvernants, qui nous ont manœuvrés dans l'impasse, se taisent. Le gros de la population n'a pas encore été touché dans ses traitements, salaires et pensions. La tentation est donc de croire qu'il n'y a pas de problème. Le premier ministre se fait interviewer sur toutes sortes de sujets, mais il n'a rien à dire sur les finances et sur l'avenir du pays. Tant que le premier ministre ne descendra pas dans l'arène pour mettre son génie de la communication au service de l'information des gens, rien ne se fera. Cela d'autant plus que 2013 sera une année préélectorale. On continuera donc à faire la noce. Ceux qui viendront après nous paieront. Mais n'y avait-il pas autrefois une devise de la politique qui disait que : gouverner c'est prévoir ?

Mesdames et Messieurs,

Il me reste à espérer que mon pessimisme est sans fondement, que les prévisions de la Banque centrale sont fausses, et que le Luxembourg est à la veille d'un nouveau miracle. Prouvez-le-moi, s'il vous plaît !

## DISCUSSION

Par un malencontreux incident technique, la discussion substantielle qui a suivi l'exposé, n'a pas été enregistrée. Il n'a dès lors pas été possible de la reproduire ici.

## BIBLIOGRAPHIE

### Chambre des Députés

Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'Etat 2013 octobre 2012 : Vol. I Exposé introductif – Budget 596 pages

Vol. II Programme pluriannuel des dépenses en capital 2012 – 2016 70 pages

Vol. III Le cadre européen de la politique budgétaire 44 pages

Id. Amendements gouvernementaux du 6.11.2012 22 p.

Addendum : Tableaux récapitulatifs

Rapport de la Commission des finances et du budget 2012 227 p.

Rapport de la Commission des finances et du budget 2013 105 p.

Projet de loi 6387 portant réforme de l'assurance pension (et avis officiels)

### Avis des Chambres professionnelles

Avis de la Chambre de commerce : Budget de l'Etat 2013 – Le Luxembourg à la dérive ... et pourtant les solutions existent 14.11.2012 124 pages + 6 annexes

Avis de la Chambre des métiers 12.11.2012 63 pages

Avis de la Chambre d'agriculture 29.10.2012 8 pages

Avis de la Chambre des fonctionnaires et employés publics 82 pages

Avis de la Chambre des salariés 22.11.2012 74 pages + Annexes 25 p.

Chambre des salariés : Finances publiques luxembourgeoises : Entre mythes et réalités 7 mai 2012 30 pages

### Autres avis officiels

Avis du Conseil d'Etat 20.11.2012 22 pages

Avis de la Banque Centrale du Luxembourg (BCL) 74 pages

OCDE : Etudes économiques de l'OCDE Luxembourg Décembre 2012 100 p. + Synthèse 31 pages

Perspectives économiques de l'OCDE 2012 : Scénarios à moyen et long termes pour la croissance et les déséquilibres mondiaux

### ABBL

Conférence de presse ABBL :

Stabilité, mais d'où vient la croissance ? 26.4.2012

Statistical overview : Luxembourg economy and financial centre

E.W. Contzen, Chairman ABBL : Offener Brief an die Präsidenten der Gewerkschaften Aleba, LCGB und OGBL

Luxembourg for Finance, Haut Comité de la Place financière: Etude d'impact de l'industrie financière sur l'économie luxembourgeoise.

Janvier 2012 Deloitte 66 pages

Ministère de l'Economie :

Bilan compétitivité 2012 Perspectives de politique économique N°25 Octobre 2012 297 pages

Chambre de Commerce : Série Actualité et Tendances

N°4 Les fonds souverains :

une solution d'avenir pour le Luxembourg ? mars 2008 44 pages

N°5 Maitrise des dépenses publiques :

quelles options pour le Luxembourg ? septembre 2008 94 pages

N°12 Le rayonnement transfrontalier de l'économie luxembourgeoise : la diversité règne, l'intégration piétine mars 2012 176 pages

### Points de vue

Robert Kieffer : L'impossible réforme du régime de pension au Luxembourg in : Forum 303 Dossier Januar 2011 5 p.

## L'AVENIR DE NOS PENSIONS

### Etudes européennes

Stiftung Marktwirtschaft, Berlin :

Stefan MOOG, Bernd Raffelhüschen: Ehrbare Staaten?

Tatsächliche Staatsverschuldung in Europa im Vergleich.

Heft N°115 Dez. 2011 24 p.

Stiftung Marktwirtschaft: Nachhaltigkeit der öffentlichen Finanzen  
im internationalen Vergleich im Lichte der (griechischen) Staatsschuldenkrise

2012 Ageing report, Economic and budgetary projections for the 27  
EU Member states (2010-2060) European Economy 2,2012

---

par

Robert Kieffer

---

### Introduction

Pour mon exposé sur l'avenir du financement des pensions au Luxembourg, je vais le structurer en formulant trois thèses que je vais développer.

Cette conférence se base essentiellement sur un article que j'ai publié au mensuel Forum en janvier 2011 que les personnes intéressées pourront consulter.

Le système de pension luxembourgeois connaît actuellement trois types de régimes, à savoir

- le régime général qui concerne la population active du secteur privé (salariés et indépendants) et qui couvre environ 93% de la population active totale (370.000),
- le régime spécial qui concerne les agents publics de l'Etat, des communes et des CFL, entrés en service après 1998 et qui disposent maintenant des mêmes droits à pension que dans le régime général,
- le régime spécial transitoire qui concerne les agents publics (Etat, communes, CFL) entrés en service avant 1999 et qui continuent de bénéficier d'un droit à pension calculé sur le dernier salaire (taux 5/6 progressivement réduit à 72%).

Mes réflexions se réfèrent essentiellement au régime général, qui de toute façon s'étendra progressivement à l'ensemble de la population active. Une discussion sur les particularités du régime spécial transitoire ne peut être abordée dans un cadre si strictement limité.

### **Première thèse :**

**La croissance économique exceptionnelle entre 1985 et 2007 a induit les décideurs politiques à relever de façon inconsidérée la promesse de pension.**

Au cours des années 70, le Gouvernement avait chargé le CES de faire des propositions concernant le financement et la structure des pensions au Luxembourg. Dans son avis de 1978, le CES avait proposé l'introduction d'un régime unique pour le secteur privé et le secteur public, une réduction du niveau général des pensions (taux de majoration de 1,4% contre 1,6% à l'époque) et des améliorations ponctuelles pour des situations bien définies (invalides, couples, réversion, etc.). Le CES avait prévu que le coût du régime proposé allait se situer entre 36% et 40% de la masse des revenus cotisables à l'état stationnaire.

Les Gouvernements suivants n'ont pas retenu l'idée du régime unique. Ils ont en grande partie réalisée la réforme du financement avec l'introduction d'une communauté de risque pour le secteur privé (1985) et ont modifié la formule de calcul de pension (1987). C'est à la suite de la fin de la crise de la sidérurgie au début des années 80 et grâce au boom économique prenant naissance en 1985, que l'emploi a commencé de croître sur une période de plus de 20 ans de l'ordre de 4% par an. Cette croissance de l'emploi a généré une croissance des recettes en cotisations produisant des excédents de recettes du régime général, de sorte que les Gouvernements ont relevé à trois reprises de façon substantielle les droits à pension des assurés actifs et des pensionnés (1987, 1991 et 2002). Au lieu de réduire le taux de majoration à 1,4%, comme proposé par le CES, ils l'ont finalement relevé à 1,85%. Ils ont augmenté l'ancienne part fixe de l'ordre de 20 pour cent, relevé le taux de réversion pour les pensions de survie de 66% à plus de 75%, introduit une allocation de fin d'année et des majorations échelonnées, de sorte que le niveau de la pension a été relevé structurellement de plus de 29%. Le Luxembourg est le seul pays parmi ceux de l'OECD à avoir procédé à un tel relèvement des droits à pension.

Cette augmentation du niveau des pensions, combinée avec l'abaissement de l'âge de la retraite à 57 ans et compte tenu de l'augmentation de l'espérance de vie qui s'est produite entre-temps a eu pour effet de d'augmenter la valeur de la promesse de pension au-delà de 55% de la masse des revenus cotisables. Ce niveau de la valeur de la promesse de pension doit être comparé avec le taux de prélèvement de 24% de la masse des revenus cotisables en vigueur actuellement.

Pour garantir la viabilité du régime de pension avec une telle promesse de pension, il faudrait pouvoir compter sur une croissance

infinie de l'emploi d'au moins 3,4% par an, ce qui correspond quasiment à un doublement du nombre de cotisants tous les 20 ans. A défaut de cette croissance de l'emploi à l'avenir, le maintien de l'équilibre financier ne sera possible qu'avec une hausse substantielle du taux de prélèvement. En cas de stagnation à long terme de la population active, ce taux de prélèvement pourrait atteindre les 55% de la masse des revenus cotisables. Inutile d'ajouter qu'un tel prélèvement pour la seule assurance pension est absolument intenable.

### **Deuxième thèse :**

**Il n'existe plus de droits acquis en matière d'assurance pension dans le régime légal**

C'est à ce niveau que se situe le problème de la dette implicite du Luxembourg, mentionné dans presque tous les documents internationaux concernant la soutenabilité à long terme des finances publiques au Luxembourg. Cette dette publique implicite des finances publiques résulte finalement de l'écart entre la valeur de la promesse de pension exprimée par rapport à la masse des revenus cotisables et le taux de prélèvement actuel.

Cependant, cette dette implicite a une autre nature qu'une dette réelle formalisée vis-à-vis de créanciers identifiés. En effet, le montant de cette dette implicite se base sur la promesse de pension figurant dans la législation actuelle. Or toute réforme de la législation de l'assurance pension va modifier le montant de la dette implicite. Alors que les trois réformes mentionnées ci-avant ont effectivement eu pour effet d'augmenter cette dette implicite, une nouvelle réforme peut évidemment réduire le montant de cette implicite en réduisant la valeur de la promesse des droits à pension (augmentation de l'âge à la retraite, augmentation des périodes de stage, réduction du montant de la pension, réduction du taux de réversion, freinage de l'adaptation des pensions).

Cette réduction de la promesse de pension concerne en premier lieu les actifs, dans la mesure où l'on va réduire les expectatives à leur pension. Une telle politique a déjà été menée au Luxembourg en 1998 avec la réforme des pensions du secteur public. Pour les fonctionnaires actifs, l'expectative à une pension de vieillesse a été réduite progressivement de cinq sixièmes du dernier traitement à 72% du dernier traitement. Pour les futurs fonctionnaires, la formule du dernier traitement a été abandonnée au profit de la formule de pension du régime général qui est nettement moins favorable. Cependant, cette réforme n'avait pas touché aux droits acquis des personnes qui bénéficiaient déjà de leur pension.

Et c'est à ce niveau qu'il faut prendre acte du changement de paradigme qui s'est opéré au cours du demi-siècle dernier. Le régime d'assurance pension est devenu au fil du temps un mécanisme national et homogène de redistribution des revenus, comparable par son ampleur uniquement au système fiscal. Si au cours des 25 dernières années il a été possible de relever le niveau des pensions en fonction de l'augmentation de la richesse nationale, on ne peut plus caractériser ces droits à pension comme des droits acquis, puisque les droits des pensionnés ont été augmentés sans aucune contrepartie de leur part. En conséquence, il devra être possible également de réduire les droits à pension des pensionnés en cours lorsque la situation économique n'est plus aussi brillante.

La réduction de la dette implicite pourra donc être obtenue tant par une réduction de l'expectative des assurés actifs que par une réduction des droits à pension en cours des bénéficiaires.

### **Troisième thèse :**

#### **Le projet de réforme induit une répartition inéquitable de la charge**

Le projet de réforme proposé par le Ministre de la sécurité sociale envisage de réduire progressivement le niveau futur des pensions nouvellement attribuées de 15% sur une période de 40 ans. En plus, il propose de freiner l'ajustement des pensions au niveau réel des salaires sous des contraintes assez complexes liées à la relation entre le taux de cotisation et la prime de répartition pure. L'économie résultant du freinage de l'ajustement se base sur l'hypothèse que le niveau réel des salaires augmentera de 1,5% par an durant toute la période de projection, alors que les statistiques historiques montrent que la croissance du niveau réel des salaires accuse une tendance régressive et se situe actuellement sous 1%.

Sauf en ce qui concerne la suppression de l'allocation de fin d'année, à intervenir prévisiblement vers l'an 2020, les bénéficiaires de pension en cours ne sont pratiquement pas concernés par cette réforme.

Le projet de loi ne modifie pas les âges pour l'octroi de la pension de vieillesse anticipée ou de la pension de vieillesse, malgré l'augmentation avérée de l'espérance de vie à tous les âges.

En admettant que cette réforme soit la réforme définitive, on constate que la variable d'ajustement pour réaliser l'équilibre entre les recettes et les dépenses devra être à l'avenir le taux de cotisation global.

Cependant, grâce à l'existence de réserves de 11 milliards d'euros (3,74 fois les prestations annuelles), il sera procédé en premier lieu à la résorption de la réserve de sorte qu'une augmentation du taux de cotisation n'est à prévoir qu'au plus tôt vers les années vingt.

Il en résulte que les bénéficiaires de pension actuels qui ont bénéficié de la multiplication miraculeuse de leurs droits à pension sans contrepartie et les assurés actifs dépassant 55 ans ne seront pratiquement pas touchés par cette réforme. Au contraire, les assurés plus jeunes seront confrontés à l'augmentation du taux de cotisation et à la réduction du montant de leur pension. Le poids de l'ajustement nécessaire pour garantir l'équilibre financier du régime de pension reposera donc essentiellement sur les générations d'actifs les plus jeunes, et ce poids ira en augmentant pour les générations successives.

Il me semble totalement inéquitable que les générations actuelles de bénéficiaires de pension soient totalement exemptées de toute contribution à l'assainissement, alors que dans une perspective historique, elles vont être les générations qui auront profité au maximum du régime de pension sans contrepartie correspondante.

## INTERVENTIONS

à la suite des communications de MM. Als et Kieffer

### 1. Intervention de Marco Wagener

J'ai suivi avec grand intérêt l'exposé passionné, très bien documenté et recherché, de notre confrère.

Permettez-moi toutefois de faire quelques commentaires moins pessimistes pour ce qui est de la situation de la dette du Luxembourg, mais très préoccupés quant à l'évolution au niveau européen.

#### La dette publique luxembourgeoise

Notons tout d'abord que l'endettement de l'Etat a été très faible avant 2008, de l'ordre de 6,5% du PIB. C'est la crise financière et économique intervenue à ce moment-là qui a conduit à une brusque augmentation de la dette publique.

Pour ce qui est de la structure de la dette, presque la moitié est affectée à des investissements de l'Etat (44%), suivent ensuite par ordre de grandeur la participation bancaire (30%) les communes (13%), la loi de garantie (8%) et le Fonds européen de stabilité financière FESF (5%).

Au sujet du recours à l'endettement, il faut rappeler que, conformément à la loi sur le budget, la comptabilité et la trésorerie de l'Etat, les recettes provenant de l'émission d'emprunts ne peuvent servir qu'au financement de projets d'investissements de l'Etat.

Cette véritable règle d'or est bien respectée par le Luxembourg, qui connaît une épargne nette positive caractérisée par l'excédent des recettes courantes sur les dépenses courantes. L'endettement ne finance donc que les dépenses en capital et non pas les dépenses courantes.

La dette ne doit cependant pas être appréhendée uniquement du côté du passif du bilan, mais elle a évidemment aussi une contrepartie à l'actif. A côté des nombreux investissements effectués par l'Etat, celui-ci possède également des participations élevées tant dans des entreprises privées que dans les entités publiques.

La dette, lorsqu'elle est limitée et finançable, n'a rien de diabolique.

Recourir à l'endettement ne signifie pas que nous vivons au détriment de nos enfants : les investissements que nous réalisons aujourd'hui profitent essentiellement à nos enfants. Ne pas les réaliser ou couper dans les dépenses d'éducation, dans les dépenses familiales et de santé pourrait justement nuire aux enfants et hypothéquer leur avenir. La génération active actuelle ne peut pas financer les dépenses pour subvenir à ses propres besoins et garantir en même temps tous les transferts sociaux et toutes les dépenses d'investissements liés aux besoins des générations futures, qui auront évidemment aussi leur contribution à payer.

Au 19<sup>e</sup> siècle, l'économiste allemand Lorentz von Stein écrivait : « Ein Staat ohne Staatsschuld tut entweder zu wenig für die Zukunft oder er verlangt zu viel von der Gegenwart ».

#### La dette cachée

La dette cachée est une notion laissant sous-entendre que les pouvoirs publics cachent aux citoyens le véritable état des finances publiques. La dette cachée est entrée de force dans le débat public luxembourgeois suite à une étude de la « Stiftung Marktwirtschaft », groupe de réflexion allemand, qui évaluait la dette du Luxembourg à la proportion absurde de 1.116% du PIB.

Ce sont essentiellement les dépenses **futures** en matière de pension qui sont à l'origine de cette dette fabuleuse. Or, utiliser cette notion de dette cachée, plus correctement dette implicite, n'a pas beaucoup d'intérêt dans un régime de répartition, comme celui applicable pour notre régime de pension. Le provisionnement de l'ensemble des déficits futurs à l'heure actuelle se fait dans un régime de capitalisation

La valeur élevée de la dette implicite ne serait un motif d'inquiétude que s'il y avait un risque réel d'obligation de fermeture du système, tel le cas d'une entreprise qui pourrait disparaître du jour au lendemain. Dans un régime de répartition, les ajustements de cotisations et de prestations se font toujours de manière graduelle.

J'ajouterais encore d'autres éléments qui rendent la comparaison d'une dette implicite avec un PIB actuel scabreuse. D'abord, on met en relation un stock (dette) avec un flux (PIB). C'est un peu comme si l'on ramènerait la dette qu'a contractée un ménage pour acheter son logement à son revenu annuel.



D'autre part, le choix du taux d'actualisation et de l'horizon temporel ont également une influence notable sur le montant de la dette implicite.

### **La crise de confiance européenne**

Tout ceci ne veut pas dire qu'il faut adopter un optimisme béat, attitude qui d'ailleurs n'est pas celle des représentants des travailleurs.

La véritable crise est celle dans laquelle se trouve la zone euro et c'est la crise la plus grave depuis l'entrée en vigueur de l'Union économique et monétaire. Il ne s'agit pas pourtant d'une crise de la dette, ni même d'une crise de l'euro, mais d'une profonde crise de confiance, qui a pris cette ampleur avec la crise économique et financière de 2008 dont nous ne sommes pas encore sortis, notamment parce que les remèdes proposés en vue d'une augmentation de la compétitivité ne font qu'aggraver la crise.

L'austérité fiscale et salariale ne fonctionnera pas. Il existe déjà de nombreux indices que les programmes d'austérité actuellement applicables constituent la base de nouvelles coupes encore plus sévères. Loin de restaurer la confiance et la croissance, l'austérité poussera les économies dans un cycle infernal de stagnation, voire de déflation.

Les populations européennes sont en train de perdre la confiance dans les institutions européennes et les gouvernements, avec le risque d'une implosion ou du moins d'une perte du pouvoir des institutions démocratiques.

Pour redresser la barre, deux voies sont désormais possibles.

La première voie serait une gouvernance économique renforcée orientée vers la croissance permettant de réduire le chômage, scandaleusement élevé, surtout celui des jeunes. Cette gouvernance renforcée se traduirait aussi par une mutualisation des dettes et une régulation plus efficace des marchés financiers.

Toutefois, le renforcement de la coopération économique et financière ne peut se faire sans une harmonisation sociale et politique plus ambitieuse. Des salaires minima européens et un meilleur respect de la politique salariale conventionnelle ainsi qu'une extension du vote au suffrage universel européen pourraient contribuer à résorber le déficit démocratique.

La deuxième possibilité est le partage de la zone euro en deux groupes de pays qui formeraient une union monétaire du Nord et une union du Sud. La frontière entre les deux zones pourrait même séparer la France et l'Allemagne. Quel sera le choix du Luxembourg dans une telle éventualité ?

L'Union économique et monétaire a souvent été présentée comme un projet de paix. L'économiste américain Martin Feldstein écrivait toutefois il y a 15 ans que l'union politique et la monnaie commune américaine n'avaient pas empêché la guerre civile au 19<sup>e</sup> siècle.

Les scènes qui ont lieu dans les rues d'Athènes et d'autres villes européennes ont parfois bien un air de guerre civile et je crains que de telles violences ne deviennent plus fréquentes, si nous ne réussissons pas à abandonner le chemin de l'austérité et à retrouver celui de la confiance et de la croissance.

## **2. Intervention de Robert Urbé**

**Quelques remarques isolées se rapportant à certains passages de l'exposé :**

La crise n'a pas commencé par la crise de l'euro.

Les coupables sont à chercher ailleurs.

Ce qu'on peut d'abord reprocher aux gouvernements est qu'ils n'ont pas réussi à réglementer le secteur financier assez vite et assez bien pour éviter que les mêmes agissements qui ont conduit à la crise ne se reproduisent. Je ne cite que J.P.Morgan comme exemple : les casinos tournent de nouveau ; les états, donc les contribuables, ont payé une fois pour les « too big to fail », donc on peut bien admettre que cela va continuer (encore aucune tentative pour avoir des entités plus petites, des banques d'investissement séparées etc. n'a vu le jour jusqu'ici) ; ...

Les années 2009-2010 la Commission européenne, soutenue en cela par le Conseil a incité les états membres à adopter une politique anticyclique pour la relance et pour sortir de la crise. Le Keynesianisme qui avait été complètement oublié depuis les années 1980 a été redécouvert. Or pour pratiquer une politique anticyclique il faut augmenter les dépenses de l'état en temps de crise et il faut faire des épargnes en temps de conjoncture

haute. Ce qui n'avait pas été fait ! Des états comme la Belgique, l'Italie, l'Allemagne, la France avaient déjà des dettes souveraines démesurées dans les années 90, voire 80. Ceci étant, ils n'avaient pas les réserves requises en 2009/2010 pour suivre vraiment une politique anticyclique, et comme la croissance n'est pas revenue assez vite, les dettes se sont accumulées.

Ceci n'est pas le cas du Luxembourg qui avait alimenté ses Fonds avec les surplus budgétaires des années précédentes, mais qui devait aussi contracter une dette publique à cause de la durée de la crise, dette qui en comparaison avec celle d'autres pays, est encore assez modeste et en partie au moins contrebalancée par des avoirs.

Néanmoins, au vu de la bonne situation des finances étatiques, le Luxembourg a aussi fait des erreurs dans le passé :

- 1) comme d'autres pays, il a réduit l'imposition d'environ 20 points de pourcents en 20 ans plus ou moins, se privant ainsi des recettes qui lui manquent cruellement aujourd'hui pour pallier à ses besoins ;
- 2) et il a aussi dépensé trop d'argent, le premier ministre l'avouant pratiquement lors du discours sur l'état de la nation en annonçant e.a. que dorénavant l'état allait construire des écoles qui coûteraient la moitié de celles construites dans le passé.

Il y a donc plutôt lieu de critiquer les gouvernements des années passées que ceux en place aujourd'hui (de manière générale pour ce qui est des états membres de l'UE, mais aussi de manière plus précise pour ce qui est du Luxembourg, même si le Premier Ministre porte depuis quelques années le même nom.

Encore faut-il accepter qu'ici au Luxembourg on vit depuis un certain nombre d'années par-dessus **nos** moyens, en utilisant ceux d'autrui : je ne mentionne que les frontaliers et les niches souveraines...

Il y a dans l'exposé aussi un certain nombre d'affirmations erronées. Par exemple une croissance de 3% par an jusque 2060 engendrait une population active et une population résidente beaucoup plus forte que les 700.000 vous énoncée dans l'exposé. En plus il est quand-même exagéré de dire que cela rendrait le pays invivable. L'observatoire de la compétitivité présente demain matin une comparaison entre Luxembourg et Singapour. A Singapour vivent plus que 5 millions d'habitants sur une superficie qui mesure moins d'un tiers de la nôtre. N'allons pas dire que Singapour est invivable !

Il faut aussi accepter qu'épargner encore plus contient le danger de ce que la conjoncture en accuse le coup.

Certes il ne faut pas faire des dettes à l'infini, mais pour le moment leur niveau n'est pas encore inquiétant. Et le gouvernement a déjà entamé certaines démarches qui vont dans la bonne direction, même si pour moi elles ne vont pas encore assez loin, comme p.ex. la réforme des pensions. Je vois encore de la marge de manœuvre du côté des impôts, et je félicite le gouvernement de ne pas avoir misé sur l'austérité comme beaucoup d'autres l'ont fait. J'espère aussi qu'il continuera dans la ligne que les épaules plus larges doivent aussi porter plus que les autres. Une politique qui diminuerait d'une manière linéaire toutes les dépenses d'un même pourcentage, une politique à l'arrosoir inverse mènerait à la longue à des problèmes beaucoup plus graves. « Sélectivité sociale » et « Réformes structurelles » que j'ai déjà qualifiés de « Unwort des Jahres », restent pour autant des lettres mortes qu'on n'a pas le courage de dire clairement quel est le contenu à mettre derrière. Et ce contenu ne doit pas créer plus de problèmes sociaux qu'il n'en prétend vouloir résoudre !

### 3. Intervention de Jean Hamilius

Monsieur le Président,  
Mesdames, Messieurs,

Pour sortir de la crise provoquée par l'endettement inconsidéré de quelques Etats membres de l'Union Européenne, nous assistons depuis plus de deux ans à un affrontement de deux approches opposées, personnifiées aujourd'hui par Madame Merkel et par Monsieur Hollande: priorité à la réduction des dettes publiques pour l'une, priorité à la relance économique pour l'autre.

Cette controverse doit nous intéresser. Difficile, en effet, pour le Luxembourg d'être, à la longue, prospère dans une Europe qui ne le serait pas.

Cela dit, la pertinence de cette discussion pour la menée de notre politique nationale me paraît réduite. Or, notre Gouvernement a affirmé sa volonté de mettre en œuvre des mesures anticycliques, même si cela doit se faire par un recours à l'emprunt. Intention conforme à la thèse française.

Je ne crois pas qu'il faille s'en féliciter.

Monsieur Hollande, en agissant ainsi, peut raisonnablement espérer stimuler l'économie française. Contrairement à la France, notre pays importe la majeure partie de ses biens de consommation et d'équipement. Si nous essayons de soutenir notre économie par des aides financières, nous soutenons aussi, sinon surtout, l'économie des pays d'où proviennent nos importations. En prenant pour ce faire recours à l'emprunt, alors, au point où nous en sommes et avec les perspectives qui sont les nôtres, je crains que nous faisons fausse route.

Cela me mène à une question centrale du débat de ce soir: comment mettre un terme à la croissance de notre dette publique?

Eh bien, certainement et entre autres, par des économies budgétaires. Permettez-moi de donner un exemple d'une telle possibilité d'économie, celui de nos aides aux économies d'énergie.

Et, pour ne pas abuser de mon temps de parole, je le ferai succinctement, sans nuances, d'une façon quasi pamphlétaire.

Je prétend, Monsieur le Président, que la plupart de nos subventions pour économiser l'énergie, aussi bien intentionnées qu'elles soient, n'atteignent pas leurs buts, sont souvent contreproductives, devraient être abolies.

Pourquoi?

Tout d'abord, en justifiant ces aides, on ne tient pas compte de l'énergie consommée pour les rendre possibles, à les mettre en œuvre. Tels les matériaux d'isolation, les panneaux voltaïques, ou encore la construction des nouvelles voitures, plus économiques, remplaçant celles qui le sont moins.

Il ne s'y ajoute que l'intérêt écologique, avancé pour justifier ces subsides, fait fi de la diversité des situations. L'intérêt de remplacer une voiture âgée diffère selon que son propriétaire est un conducteur de dimanche ou un chauffeur de taxi.

L'Etat est incapable de juger de ces situations individuelles.

Si cette constatation n'est pas spécifique à la France, elle ajoute, comme en matière de politique anticyclique, un aspect purement luxembourgeois. Encourager les ventes d'autos, peut se justifier en France ou en Allemagne. Doper chez nous, avec l'argent du contribuable, la vente d'automobiles, risque d'ajouter un non-sens économique à un non-sens écologique.

Il y a plus grave:

Normalement les économies d'énergie ont comme résultat des économies financières. Pour les usagers, ces économies rendent possibles de nouvelles dépenses. D'où de nouvelles consommations d'énergie, compensant l'économie d'énergie initiale.

Les écologistes sont conscients de ce phénomène assez consternant. Ils le désignent sous le terme de «rebound effect». On n'en parle cependant guère, et pour cause.

Inexorablement on en vient ainsi à conclure, Monsieur le Président, que l'Etat luxembourgeois devrait s'abstenir à encourager financièrement les économies d'énergie. La consommation d'énergie resterait de ce fait plus ou moins inchangée. L'Etat, quant à lui, économiserait l'argent des subventions.

Pour finir, Monsieur le Président, et aussi pour me faire pardonner le caractère lapidaire de mes propos, je ne saurais résister au plaisir de citer un savant fort célèbre:

*... Auch finde ich dass die Alten, die kaum noch etwas zu verlieren haben, für die viel mehr gehemmten Jungen, das Maul aufreißen müssen ...*

Paroles d'Albert Einstein.

Merci.

Séance du 1<sup>er</sup> février 2012

**LES ACCORDS DE SCHENGEN:  
BILAN ET PERSPECTIVES.  
OU: FAUT-IL RÉINTRODUIRE LES CONTRÔLES  
AUX FRONTIÈRES INTÉRIEURES ?**

---

par

Charles Elsen

---

Charles Elsen né à Luxembourg en 1939.  
Etudes de droit à Nancy et Paris.  
Diplôme de Docteur en Droit en 1964.  
Stagiaire au Barreau de Luxembourg de  
1964 à 1967.

De 1967 à 1994 : fonctionnaire au Ministère  
de la Justice à Luxembourg, depuis 1987 en tant  
que Premier Conseiller de Gouvernement.

De 1994 à 2004 : Directeur Général  
au Secrétariat Général du Conseil de l'Union  
Européenne responsable pour le domaine  
« Justice et Affaires Intérieures ».



**Résumé**

*Les premiers chapitres sont consacrés à l'histoire des Accords de Schengen. L'objectif des Accords – la suppression du contrôle aux frontières intérieures de l'Union Européenne – a pu être réalisé grâce à des mesures compensatoires efficaces telles que le contrôle renforcé et uniforme aux frontières extérieures, une politique commune des visas, l'amélioration de la coopération policière et judiciaire. L'intégration de l'acquis de Schengen dans l'Union Européenne paraît dès lors décisif pour la réalisation de l'espace de liberté, de sécurité et de Justice.*

*Ce constat vaut-il encore après les flux migratoires importants de 2011 constatés notamment en Italie et au Luxembourg ?*

*Doit-on dès lors mettre en question le principe même de la libre circulation des personnes et réintroduire les contrôles aux frontières intérieures ?*

### Table des matières

1. Introduction.....	3
2. 1984-1985 – Les débuts modestes.....	3
3. Pourquoi à Schengen ?.....	4
4. Pourquoi à cinq ? .....	4
5. Le contenu des Accords.....	6
6. Le développement géographique.....	7
7. Période 1990-1999 : les voies parallèles.....	8
8. Les problèmes dans la coopération Schengen .....	9
9. Le Traité d'Amsterdam ou l'intégration de Schengen dans l'UE.....	9
10. Un premier bilan en 1999 .....	10
11. L'après 1999.....	12
12. Le rôle des institutions européennes.....	13
13. Les problèmes actuels.....	15
14. Lampedusa – Printemps 2011.....	16
15. La réglementation Schengen en vigueur.....	17
16. Les suites au niveau des institutions européennes.....	18
17. Les demandeurs d'asile au Luxembourg en 2011.....	21
18. Lampedusa et Luxembourg : deux facettes d'un même problème .....	22
19. Liberté et sécurité .....	23
20. Bronislaw Geremek .....	23

## LES ACCORDS DE SCHENGEN: BILAN ET PERSPECTIVES. OU: FAUT-IL RÉINTRODUIRE LE CONTRÔLE AUX FRONTIÈRES INTÉRIEURES ?

### 1. INTRODUCTION

2011 a été, pour l'Europe et l'Union Européenne, une année difficile. Les acquis les plus directement perceptibles pour les citoyens européens, l'euro et la libre circulation des personnes, ont été remis en question. Le 10<sup>ème</sup> anniversaire de l'introduction de l'euro – le 01.01.2012 – n'a pas été fêté, alors que 2 ans plus tôt nous avions encore, dans la liesse et en présence de tous les dignitaires européens et nationaux, fêté les 25 ans des Accords de Schengen, synonyme d'abolition du contrôle aux frontières.

Le Gouvernement luxembourgeois continue toutefois de croire fermement en l'euro et en Schengen. Témoignage le plus récent une interview du Ministre Frieden (LW 31.12.2011) : Seien wir uns bewusst : Der Euro ist mehr als eine Währung. Schengen und der Euro sind die sichtbarsten Symbole für die Einheit Europas, die uns Frieden, Sicherheit und Wohlstand sichern“.

L'heure est dès lors peut être propice à l'analyse des Accords de Schengen qui tout à coup apparaissent parmi les fondamentaux de l'Europe.

### 2. 1984 – 1985 LES DEBUTS MODESTES

Rien ne laissait présager pourtant une telle évolution. Rappelons nous : le premier accord signé à Schengen porte le titre modeste d'« Accord entre les Gouvernements des Etats de l'Union économique Benelux, de la République Fédérale d'Allemagne et de la République Française relatif à la suppression graduelle des contrôles aux frontières communes ».

Aucun ministre des Affaires Etrangères ne s'est déplacé, et l'accord porte la signature de cinq secrétaires d'Etat (De Keersmacker, Schreckenberger, Lalumière, Goebbels et van Eekelen).

Il faut croire qu'aux yeux des chefs des départements des Affaires Etrangères il s'agissait d'une affaire mineure. Dans une interview qu'on peut écouter au Musée Européen à Schengen, inauguré en 2010, Robert Goebbels se rappelle : « On a convoqué une conférence dite intergouvernementale qui, pour des raisons pratiques, s'est tenue au siège du Benelux à Bruxelles. Et comme par hasard le Luxembourg avait la présidence tournante du Benelux, je me suis vu bombardé président de cette conférence internationale sans réellement savoir ce que serait le début et surtout la fin de cette aventure. C'est la raison pour laquelle tous les pays avaient envoyé des seconds couteaux ».

Il faut encore élucider deux autres questions quant à la genèse des Accords de Schengen : pourquoi une coopération à cinq, et pourquoi une signature dans le petit village mosellan de Schengen, jusque là connu seulement pour la qualité de ses pinots blancs et pour le séjour que Victor Hugo y fit en 1871, court séjour dont on trouve trace dans le carnet de voyage du grand écrivain ainsi que dans deux dessins qu'il y fit de la vieille tour du château.

### 3. POURQUOI À SCHENGEN ?

Le choix de la localité de Schengen s'explique par le fait qu'il revenait à notre pays, qui présidait les travaux d'élaboration de l'accord au moment où celui-ci était prêt à la signature de déterminer le lieu de la signature. Il nous semblait peu approprié de choisir la capitale, pour éviter une possible confusion avec les travaux des Communautés Européennes – dont nous assumions la même année la présidence. Dès lors les fonctionnaires nationaux en charge du dossier proposèrent à notre Ministre des Affaires Etrangères de signer l'accord à Schengen, seul point de rencontre où la France, l'Allemagne et le territoire du Benelux se touchent. Le fait de signer sur un bateau à quai sur les bords de la Moselle ajouta à la symbolique du geste : en effet les accords de Schengen ont pour seul but la suppression du contrôle aux frontières intérieures des Etats membres et la Moselle symbolisait cette frontière.

### 4. POURQUOI À CINQ ?

La présence de cinq Etats fondateurs de Schengen découle d'un processus en deux phases.

D'abord la France et l'Allemagne signent le 13 juillet 1984 un accord à Saarbrücken par lequel ils simplifient le passage à leur frontière commune et lancent un programme plus complet de suppression du contrôle à réaliser dans une phase ultérieure.

Cette décision paraît surprenante au vu d'une décision prise à peine trois semaines plus tôt au sommet de Fontainebleau (donc dans le cadre communautaire) qui, dans ses conclusions, demande au Conseil « de parvenir ... avant la fin du premier semestre 1985 ... à la suppression de toutes les formalités de police et de douane aux frontières intercommunautaires pour la circulation des personnes » L'accord de Saarbrücken n'y fait toutefois aucune référence.

L'interprétation la plus plausible de cette démarche franco-allemande, dont l'initiative semble revenir à H. Kohl, est d'ordre pratique : le chancelier s'était ému du fait que le contrôle aux frontières entre les deux pays faisait perdre temps et argent aux travailleurs et entreprises des deux pays. Les pays du Benelux se sont joints à l'initiative en présentant en décembre 1984 un mémorandum. C'est de la discussion et de la fusion des deux textes (Saarbrücken et Mémorandum Benelux) que sont issus les textes de Schengen : l'Accord du 14 juin 1985 et la Convention d'Application de l'Accord de Schengen (CAAS) signée – encore une fois à Schengen – le 19 juin 1990. Il mènerait trop loin, dans le contexte de cet exposé, d'analyser l'apport particulier des pays du Benelux dans la genèse de Schengen. Il est toutefois considérable et dû notamment au fait que traité Benelux, en vigueur depuis environ 25 ans, avait permis à ces pays de démontrer que le contrôle aux frontières n'était pas indispensable.

Notons p.ex. que le Mémorandum Benelux propose la création d'un visa valable pour le court séjour pour l'ensemble du territoire des pays contractants. Et c'est – autre exemple – plus tard lors des négociations sur la coopération policière que les délégations du Benelux imposeront dans le texte le droit de suite, c'est-à-dire la possibilité pour les forces de police d'un pays de suivre un criminel au-delà de la frontière et de l'arrêter ou immobiliser dans le pays voisin. De telles mesures existaient dans la coopération Benelux.

C'est dès lors une belle occasion de citer ici les mots de Jacques Delors [Mémoires p. 220] : « On ne comprend rien à la construction européenne si on ne tient pas compte du rôle joué par chaque pays, du

plus petit jusqu'au plus grand ». Et ce qui doit particulièrement nous réjouir dans cette analyse, c'est qu'elle a été faite à propos de la présidence luxembourgeoise du 2<sup>ème</sup> semestre de 1985 au moment de la négociation de ce qui allait devenir l'Acte Unique. Ces temps nous paraissent bien lointains maintenant.

Mais revenons à nos Accords de Schengen et penchons-nous sur leur contenu et leur développement.

## 5. LE CONTENU DES ACCORDS

L'objet des Accords de Schengen tient en une phrase, c'est l'article 2 alinéa premier de la Convention d'Application (CAAS) « Les frontières intérieures peuvent être franchies en tout lieu sans qu'un contrôle des personnes soit effectué ». Ce principe de la libre circulation des personnes est tempéré par une série de mesures compensatoires qui ont pour but de garantir que cette liberté ne va pas au détriment de la sécurité.

D'abord la CAAS établit des règles précises en ce qui concerne le contrôle aux frontières extérieures.

Un visa Schengen valable pour l'ensemble du territoire Schengen est institué pour les séjours de courte durée (moins de trois mois).

La coopération judiciaire est renforcée, le principe « ne bis in idem » est introduit.

La coopération policière est sensiblement améliorée grâce à des mesures de coopération entre services de police, à l'observation transfrontalière, au droit de suite et à la création du Système Informatique Schengen (SIS), système qui permet aux autorités nationales, grâce à une procédure d'interrogation automatisée, de disposer de signalements de personnes et d'objets à l'occasion de contrôles effectués à l'intérieur du territoire Schengen ou à l'occasion de contrôles à la frontière extérieure.

Quelques données concernant le SIS (chiffres de mai 2011).

Le SIS contient plus d'un million de signalements relatifs à des personnes dont 4% (+/- 40000) concernant des personnes recherchées en vue d'une arrestation sur base d'un mandat d'arrêt européen.

[7]

77 % (ou 770.000.) interdites d'entrée et de séjour dans l'Espace Schengen.

37 millions de données stockées concernant des objets perdus ou volés dont surtout des documents d'identité délivrés ou vierges volés (86 %), véhicules volés (12 %), armes à feu volées, billets de banque volés.

En 2010 le système a produit plus de 90.000 réponses positives. Près de 70.000 personnes et 20.000 objets ont été retrouvés, y compris plus de 13000 véhicules volés. (Source : Secrétariat Général du Conseil).

Je cite ces chiffres pour documenter que le système Schengen fonctionne au jour le jour et que les mesures compensatoires instituées se révèlent efficaces et soutiennent la comparaison avec les résultats obtenus autrefois à l'occasion des contrôles aux frontières intérieures effectués par des garde frontières et autres douaniers.

## 6. LE DEVELOPPEMENT GEOGRAPHIQUE

Un mot maintenant sur le développement géographique de Schengen.

Schengen n'était pas un club fermé, ni une institution qui devait durer dans le temps, ni une institution concurrente aux Communautés Européennes.

Deux articles des dispositions finales de la CAAS le montrent clairement.

D'abord l'article 134 aux termes duquel les dispositions « Schengen » ne sont applicables que dans la mesure où elles sont compatibles avec le droit communautaire. En d'autres mots chaque fois que les Communautés Européennes légiféraient sur une matière Schengen, celle-ci sortait du cadre de Schengen (exemple : les textes en matière d'asile, comme la Convention de Dublin, remplace les dispositions Schengen).

Ensuite l'article 140, aux termes duquel tout Etat membre des Communautés Européennes peut devenir Partie à la convention.

Très vite, et l'un après l'autre, la plupart des Etats membres des Communautés Européennes se joignent aux cinq membres fondateurs.

Ainsi lorsqu'en 1995 les Accords de Schengen sont mis en application, c'était déjà avec l'Espagne et le Portugal. Plus tard l'Italie, la Grèce, l'Autriche adhèrent. L'intérêt manifesté par les pays nordiques de l'Union (Danemark, Finlande, Suède) soulève un problème spécifique : du fait de l'existence de l'Union des Passeports Nordique la Norvège et l'Islande doivent être associés. Ce qui se fera grâce à une convention signée à Luxembourg en décembre 1996. Désormais l'entreprise Schengen, tout comme l'Union Européenne, comprend 15 membres, mais ils ne sont pas identiques : à Schengen Norvège et Islande ont remplacé le Royaume Uni et l'Irlande qui ne sont pas intéressés.

Schengen n'était pas fait pour durer ni pour faire concurrence aux travaux en cours au sein des Communautés Européennes.

Notre Ministre de la Justice de l'époque, Marc Fischbach, l'avait dit de façon très claire lors d'un séminaire organisé par l'IEAP à Luxembourg en juin 1992 « les travaux de Schengen ne sont pas en opposition avec les activités à 12, mais constituent bien un laboratoire d'essai, une position en pointe de la construction d'une Europe sans frontières (la politique de Schengen, les Accords de Schengen, Alexis Pauly IEAP 1993).

## 7. PERIODE 1990 – 1999 LES VOIES PARALLELES

La période de 1990 à 1999 est ainsi caractérisée par une situation bizarre.

Les Accords de Schengen sont ratifiés peu à peu et commencent à fonctionner le 26 mars 1995.

Au même moment sur le plan des Communautés Européennes la première priorité consistera à réaliser le grand marché intérieur en se conformant aux règles et délais inscrits dans l'Acte Unique : en clair il s'agit de réaliser la suppression du contrôle aux frontières intérieures pour la fin de 1992. Cette entreprise s'avère être une mission impossible, notamment pour trois raisons : d'abord, au moins jusqu'à l'entrée en vigueur du Traité de Maastricht le 1er novembre 1993, les Traités ne prévoient guère de compétences dans les domaines touchés par la libre circulation des personnes, ensuite il n'y a pas de structures de travail et enfin les décisions se prennent à l'unanimité. Un groupe de coordonnateurs a bien élaboré en 1988 un plan d'action (le document de Palma) mais la première tentative d'établir une convention relative au contrôle aux frontières extérieures échoue en 1991.

On peut donc résumer en disant que les Accords de Schengen fonctionnent et se développent sur une base intergouvernementale et en dehors des Communautés Européennes – la mise en vigueur au 26.03.1995 et donc l'abandon de tout contrôle aux frontières intérieures, s'est passée sans problème - tandis que les travaux au sein des Douze, puis des Quinze n'avancent guère. L'entrée en vigueur du Traité de Maastricht crée certes des structures plus solides et des infrastructures plus performantes, mais les instruments juridiques mis à disposition par le nouveau Traité (l'action commune et la position commune, instruments du 3<sup>ème</sup> pilier) sont complexes, les compétences de la CJCE sont très limitées et la règle de l'unanimité tire les projets vers le plus petit commun dénominateur commun.

En somme Schengen et l'Union Européenne suivent des voies parallèles, avec des résultats différents.

## 8. LES PROBLEMES DANS LA COOPERATION SCHENGEN

Mais dans la coopération Schengen des problèmes graves auxquels certains pays étaient particulièrement sensibles s'étaient aussi accumulés. En particulier le Conseil d'Etat néerlandais reprochait au système Schengen de ne pas avoir de légitimité démocratique, aucun parlement national ni européen n'intervenant dans le processus d'élaboration du droit dérivé. Le contrôle juridictionnel faisait également défaut. On ajoutera aussi le manque de transparence de l'appareil administratif : il n'existait aucune publication officielle des décisions du Comité Exécutif (le Comité des Ministres). Par ailleurs des problèmes administratifs et financiers avaient empêché le secrétariat Schengen d'ajouter les cinq langues des pays nordiques aux autres langues de travail.

Ainsi il apparaissait que le laboratoire d'essai Schengen, après avoir fait la preuve de son efficacité, avait atteint ses limites.

Un concours de circonstances heureux a voulu qu'une solution rapide soit trouvée à l'occasion de la négociation du Traité d'Amsterdam.

## 9. LE TRAITE D'AMSTERDAM ou L'INTEGRATION DE SCHENGEN DANS L'UE

C'est notamment le secrétaire d'Etat néerlandais Patijn qui s'est efforcé d'amener une solution via l'intégration de l'acquis de Schengen dans l'Union Européenne. Le fait que le nouveau Traité d'Amsterdam

introduisait la possibilité de la coopération renforcée, permettait d'offrir aux Anglais et Irlandais, qui en 1997 étaient les seuls à être restés à l'écart de la coopération Schengen, le choix de participer, en tout ou en partie, ou de rester à l'écart de l'acquis de Schengen et de ses développements. C'est le début de la technique dite du opt in.

Deux scénarios étaient en balance : ou bien inscrire le principe de l'intégration de Schengen dans le Traité tout en laissant la décision sur la date au Conseil, ou bien inscrire dans le Traité que l'intégration se ferait le jour même de l'entrée en vigueur du Traité. C'est cette dernière solution qui a été – heureusement – retenue. Ainsi, avec l'entrée en vigueur du Traité d'Amsterdam, le 1<sup>er</sup> mai 1999, Schengen cessa son existence propre.

Si le Royaume Uni et l'Irlande avaient accepté intégralement l'acquis de Schengen, et si des Etats non-membres de l'Union (en 1999 il s'agissait de l'Islande et de la Norvège) n'avaient pas été admis à participer, on ne remarquerait plus de différence entre des matières relevant de l'acquis de Schengen et les autres dispositions des traités européens.

Mais la réalité est bien plus complexe.

## 10. UN PREMIER BILAN EN 1999

A ce stade de nos réflexions il paraît indiqué de tirer quelques conclusions sur les mérites de la coopération Schengen.

- a) Schengen a d'abord apporté la preuve qu'il était possible de réaliser un espace sans contrôle aux frontières intérieures. Le système a fonctionné depuis 1995 sans difficultés majeures.
- b) Le fait que les accords aient été négociés à cinq a permis d'obtenir un degré de convergence élevé. Les pays qui ont adhéré par la suite devaient accepter le texte sans modifications ni réserves.
- c) Une réalisation de cette envergure n'aurait pas été possible à l'intérieur de l'Union Européenne et les possibilités de coopération renforcée n'ont été introduites que par le Traité d'Amsterdam en 1999.
- d) Le même Traité d'Amsterdam énumère à l'article 2 TUE parmi ses objectifs « de maintenir et de développer l'Union en tant qu'espace de liberté, de sécurité et de justice au sein duquel est assurée la libre

circulation des personnes »: il est permis de conclure que grâce aux Accords de Schengen un grand pas a été accompli dans cette direction, car on ne peut pas imaginer un tel espace cloisonné par une multitude de frontières intérieures.

- e) Schengen est le premier exemple de coopération renforcée. Il s'agit d'une coopération renforcée avant la lettre, sui generis, car elle ne commence pas dans les structures de l'Union mais en dehors.

Mais elle apporte la démonstration des avantages de cette méthode :

- un démarrage avec un nombre réduit d'Etats membres permet d'atteindre des objectifs plus élevés ;
- l'obligation pour ceux qui accèdent par la suite d'accepter le texte sans renégociation permet de maintenir ce haut niveau de convergence ;
- lorsque la coopération renforcée fonctionne correctement d'autres Etats se joignent à l'entreprise.

En même temps l'intégration des Accords de Schengen dans l'UE a permis de gommer leurs imperfections.

- à l'avenir le Parlement Européen participe à la prise des décisions développant l'acquis de Schengen
- la Cour de Justice des Communautés Européennes obtient de larges compétences y compris en matière de recours préjudiciel.

La Commission exerce ses compétences normales conformément aux règles du Traité.

Le Protocole Schengen oblige les nouveaux Etats membres à accepter l'acquis de Schengen dans son intégralité.

On sait que depuis Amsterdam l'UE est passée de 15 à 27 Etats membres auxquels s'ajoutent pour les matières Schengen, désormais quatre Etats non membres (Islande, Norvège, Suisse et Liechtenstein).

On conclura donc que l'intégration de Schengen dans l'Union Européenne est une des grandes avancées du Traité d'Amsterdam. Elle a été techniquement difficile en raison de la position des deux Etats membres disposant du opt in et des Etats non membres pour lesquels il a fallu régler les modalités de la participation au développement de l'acquis de

Schengen. Elle le sera aussi parce que le développement de l'acquis de Schengen se fera, dans un premier temps, sur des bases juridiques et avec des instruments juridiques différents selon qu'il s'agit du 1<sup>er</sup> ou du 3<sup>ème</sup> pilier.

## 11. L'APRES 1999

L'année 1999 a été une grande année pour la coopération dans le domaine de la justice et des affaires intérieures. L'entrée en vigueur du Traité d'Amsterdam, y compris l'intégration de l'acquis de Schengen, donnera une nouvelle impulsion aux travaux, la Convention Europol entrera en vigueur et dans la 2<sup>ème</sup> moitié de l'année, la présidence finlandaise consacrera son Sommet européen de Tampere exclusivement aux activités dans le domaine JAI. Les conclusions du Conseil Européen définissent de façon très précise les travaux pour les cinq années à venir.

Les conclusions du Sommet de Tampere sont surtout marquées par des avancées dans le domaine de la coopération judiciaire. Le principe de la reconnaissance mutuelle des décisions judiciaires et le rapprochement des législations sont les axes sur lesquels l'espace européen de justice se développera.

La création d'Eurojust (décision du Conseil du 28 février 2002) une unité composée de procureurs et de magistrats et destinée à améliorer la coopération dans le domaine de la criminalité organisée, sera réalisée rapidement.

La conclusion tout aussi rapide de la Décision-cadre du Conseil du 13 juin 2002 relative au mandat d'arrêt européen est une concrétisation très importante du principe de reconnaissance mutuelle. Désormais on n'extrade plus entre les Etats membres de l'Union Européenne mais on remet – entre autorités judiciaires et sans intervention du pouvoir exécutif – la personne réclamée par la justice de l'autre pays.

Le programme de Tampere sera remplacé en 2004 par le programme de La Haye qui, en 2009 fait place au Programme de Stockholm. Ces programmes ont l'avantage de présenter une plus grande cohérence par rapport au passé ou les présidences successives ne se privaient souvent pas de mettre à l'ordre du jour des sujets qui présentaient pour elles un intérêt sur le plan national, mais un intérêt relativement réduit sur le plan européen.

Parmi les acteurs de la coopération dans le domaine de la Justice et des Affaires Intérieures nous avons évoqué brièvement Europol et Eurojust. Il faut aussi mentionner un nouveau venu, l'agence européenne pour les frontières extérieures FRONTEX, qui est un développement de l'acquis de Schengen. FRONTEX a commencé ses activités en 2005 ; son siège se trouve à Varsovie. L'agence organise et coordonne des opérations d'intervention aux frontières extérieures, notamment dans la lutte contre la criminalité organisée et l'immigration illégale. Elle assiste les Etats membres dans la formation des personnes chargées du contrôle aux frontières, procède à des analyses de risque et dispose d'équipements pour des missions d'intervention rapide aux frontières extérieures (y compris maritimes).

## 12. LE ROLE DES INSTITUTIONS EUROPEENNES

Avec l'intégration de Schengen dans l'Union Européenne par le Traité d'Amsterdam le rôle et l'attitude des institutions européennes ont changé profondément.

Ainsi le *Parlement Européen* jusque là très critique à l'égard des résultats de la coopération dans laquelle il n'était pas impliqué, découvre petit à petit les vertus de l'acquis Schengen. Au fur et à mesure des modifications des traités son rôle ne cessera d'augmenter : avec l'abolition du système des piliers et la généralisation de la procédure de codécision réalisés par le Traité de Lisbonne il obtient enfin une position stratégique importante dans un domaine très sensible.

La *Commission* n'a pas été hostile aux travaux intergouvernementaux menés dans les instances Schengen – celles-ci avaient eu la sagesse d'inviter la Commission comme observateur. Dans ce rôle d'observateur la Commission a pu mesurer qu'à long terme les travaux de Schengen pouvaient lui être utiles et qu'ils pourraient aider à débloquer des situations compromises par la règle de l'unanimité. Mais à partir de l'entrée en vigueur du Traité d'Amsterdam la Commission essaiera partout de renforcer sa position par rapport à celle des Etats membres.

Le *Conseil* a repris le rôle joué du temps de Schengen par le Comité Exécutif (niveau ministériel). Il a fallu trouver des solutions techniques pour régler la participation des Etats non membres de l'Union Européenne. Les réunions du Conseil (composé des ministres de la Justice et de l'Intérieur) sont à l'avenir accompagnées de réunions d'un Comité mixte

auquel participent tous les Etats Schengen. Le Comité mixte négocie les décisions (décision shaping) qui sont formellement prises par le Conseil (décision taking).

La Cour de Justice a eu très rapidement à connaître des premières affaires préjudicielles concernant notamment le principe « ne bis in idem » inscrit à l'article 54 CAAS.

Dans les affaires Gözütok et Brugge elle a examiné la question de savoir si le principe « ne bis in idem » devait être interprété restrictivement et limité aux affaires terminées par une instance judiciaire, ou s'il s'appliquerait également aux cas où le litige a trouvé sa solution dans une transaction.

La Cour, dans cette affaire où le juge rapporteur était le juge luxembourgeois M. Schintgen, a choisi l'interprétation extensive même dans l'hypothèse où le 2<sup>ème</sup> pays ne connaîtrait pas un régime de type transactionnel.

En résumé la Cour estime que la disposition « ne bis in idem » repose sur la confiance mutuelle dans le système juridictionnel de l'autre, même si la solution en droit national avait été différente. Dans une série d'arrêts sur cette même question la Cour continue à maintenir cette interprétation large.

D'autres décisions de la Cour ont porté sur le développement des dispositions de l'acquis de Schengen. Dans deux cas – la création de FRONTEX et le règlement relatif au système d'information sur les visas (VIS) (décision 2008/633/JAI) le Royaume Uni souhaitait participer aux nouveaux instruments. La Cour a estimé que ces instruments constituent des développements d'activités relevant de l'acquis de Schengen pour lesquels le Royaume Uni n'avait pas fait de opt in (contrôle des frontières extérieures et visas de courte durée) et que dès lors le Royaume Uni ne pouvait pas participer au développement de ces instruments. En conséquence le deux recours en annulation ont été rejetés par la Cour.

Plus récemment la Cour a eu à juger une affaire Melki Abdeli (renvoi préjudiciel : arrêt du 22 juin 2010) relative aux contrôles nationaux qui restent permis dans la zone frontalière de 20 km au-delà de la frontière interne Schengen. En l'espèce la Cour a interprété le règlement 562/2006

(appelé communément Code des frontières Schengen) dans le sens qu'il ne permettrait que sous certaines conditions « d'encadrement nécessaire » ce contrôle pour garantir que l'exercice pratique d'une telle disposition nationale ne puisse par revêtir un effet équivalent à celui des vérifications aux frontières.

On le voit : avec les compétences relatives aux affaires Schengen – tout comme avec bien d'autres dispositions concernant le domaine « Justice et des Affaires Intérieures » - la Cour de Justice a trouvé un nouveau champ d'action.

Je pense pouvoir conclure des développements qui précèdent que l'intégration de l'acquis de Schengen dans l'Union Européenne a été bénéfique, que les faiblesses du fonctionnement de Schengen ont été corrigées et que les institutions jouent leur rôle dans le fonctionnement et le développement de Schengen.

### 13. LES PROBLEMES ACTUELS

Depuis plusieurs années deux problèmes relatifs aux développements de Schengen occupent les instances européennes : il s'agit des questions de l'élargissement et de la création d'un système informatique Schengen de deuxième génération (SIS II) dont la réalisation, prévue déjà pour 2006, bute toujours sur des problèmes techniques et juridiques.

Concernant l'élargissement : aux termes de l'article 8 du Protocole intégrant l'acquis de Schengen dans le cadre de l'Union Européenne, l'acquis de Schengen est considéré comme un acquis qui doit être intégralement accepté par tous les Etats candidats à l'adhésion. Il existe toutefois une différence essentielle concernant l'entrée en vigueur. Elle tient à une déclaration annexée à la CAAS qui stipule que « la convention ne sera mise en vigueur que lorsque les conditions préalables à l'application de la Convention seront remplies et que les contrôles aux frontières extérieures seront effectifs ». Cette disposition que l'on pourrait appeler « de méfiance » est surprenante alors qu'elle figurait déjà dans le texte de Schengen à cinq. Alors que normalement une convention est basée sur une certaine confiance (au moins pour le démarrage, quitte à prévoir des mécanismes de monitoring par la suite) ici l'enjeu semble trop important. Un texte précisera les matières à contrôler et les modalités des contrôles et un groupe SCHEVAL (Schengen Evaluation) sera créé.

En résumé des équipes d'experts examinent pour les nouveaux Etats Schengen si les frontières extérieures sont gardées conformément aux standards Schengen, si les gardes frontières sont en nombre suffisant et suffisamment formés et équipés, si le système SIS est prêt pour devenir opérationnel, si les aéroports et les ports répondent aux normes Schengen, si les bureaux chargés de délivrer les visas sont opérationnels, etc...

Un rapport est soumis à l'approbation des Ministres qui donnent (ou non) le feu vert. Cette décision requiert l'unanimité. C'est seulement à ce moment que le contrôle aux frontières disparaît et que l'Etat en question fait partie de l'Espace Schengen. C'est ainsi que les dix pays qui ont adhéré à l'Union en 2004 ne sont devenus membres de l'Espace Schengen que fin 2007 (à l'exception de Chypre) et que la Bulgarie et la Roumanie, membres de l'Union depuis 2007, ne font pas encore partie, à ce jour, de l'Espace Schengen.

Lors du dernier Conseil des Ministres en décembre 2011 aucune solution n'a pu être trouvée pour l'entrée de la Roumanie et de la Bulgarie et le dossier a été reporté au prochain Conseil.

Mais l'année 2011 a surtout été marquée par les suites du « Printemps arabe » ou ce qu'on peut appeler l'affaire de Lampedusa.

#### 14. LAMPEDUSA / PRINTEMPS 2011

Rappelons brièvement les faits :

Dans le cadre de ce qu'on appelle « le printemps arabe » des mouvements de foule assez importants ont eu lieu, en particulier de la Lybie et de la Tunisie vers l'Italie, et plus particulièrement vers la petite île de Lampedusa, première terre européenne pour ceux qui traversent la Méditerranée en direction du Nord, et dans une moindre mesure Malte. Le mouvement, assez brusque, concernait +/- 25.000 personnes, surtout des ressortissants tunisiens. Il s'agit certes d'un déplacement de personnes important, mais non pas totalement imprévisible en raison des événements. Ces personnes sont arrivées sans papiers, mais le Gouvernement italien, contrairement à toutes les pratiques Schengen, leur a établi des documents de voyage et des titres de séjour leur permettant de se déplacer dans l'Espace Schengen et donc de quitter l'Italie. Réaction immédiate du Gouvernement français qui ferme sa frontière avec l'Italie et fait arrêter, à Vintimille, un train contenant quelques centaines de Tunisiens auxquels

l'entrée en France est refusée au motif qu'ils ne disposent pas des moyens de subsistance nécessaires. L'affaire suscite un intérêt incroyable dans la presse qui annonce la fin des accords de Schengen et la réintroduction du contrôle aux frontières. Il mènerait trop loin d'analyser dans le détail les arguments français et italiens. Notons que dans un premier stade la Commission annonce qu'elle ne manquera pas de saisir la Cour de Justice si son analyse juridique devait l'amener à conclure à une infraction de l'un ou de l'autre Etat : trois mois plus tard elle déclarera que ni l'Italie ni la France n'ont enfreint les règles de Schengen, mais que ni l'une ni l'autre n'a respecté l'esprit de Schengen.

Entretemps l'affaire a été portée au plus haut niveau : le 26 avril les présidents Sarkozy et Berlusconi s'adressent aux présidents Van Rompuy et Barroso pour faire part de leurs inquiétudes concernant la situation migratoire en Méditerranée et pour réclamer une action autour des axes suivants :

- un nouveau partenariat avec les pays tiers ;
- une nouvelle solidarité entre Etats membres ;
- une sécurité renforcée au sein de l'Espace Schengen comprenant :
- des moyens accrus pour l'agence FRONTEX ;
- une meilleure protection des frontières extérieures ;
- l'examen de « la possibilité de rétablir temporairement le contrôle aux frontières intérieures en cas de difficultés exceptionnelles ».

Le président Barroso répond trois jours plus tard, notamment sur la question du rétablissement temporaire du contrôle aux frontières que « le rétablissement temporaire des frontières est une possibilité parmi d'autres qui, à condition d'être soumise à des critères spécifiques et bien déterminés, pourrait constituer un élément pour renforcer la gouvernance de l'accord de Schengen ».

#### 15. LA REGLEMENTATION SCHENGEN EN VIGUEUR

A ce stade il est utile de faire le point sur les règles Schengen existantes. Si l'article 2 alinéa 1er de la CAAS prévoit le franchissement des frontières intérieures sans contrôle des personnes, l'alinéa 2 du même article, dans sa version originale de 1990 avait déjà prévu, « lorsque l'ordre public ou la sécurité nationale l'exigent », la réintroduction des contrôles aux frontières intérieures, durant une période limitée, après consultation des autres parties contractantes. Cette règle était invoquée au fil du temps

par les Etats membres pour réintroduire – pour un temps très limité – des contrôles aux frontières à l'occasion d'événements exceptionnels (p.ex. visites d'Etat, réunions du Conseil Européen ou du G7 / G8, manifestations sportives d'ampleur (JO, championnats du monde)).

Cette règle avait été remplacée par le règlement 562/2006 du Parlement Européen et du Conseil du 15 mars 2006 appelé communément le « Code Frontières Schengen ». C'est l'article 23 qui prévoit la réintroduction temporaire du contrôle aux frontières intérieures « en cas de menace grave pour l'ordre public ou la sécurité intérieure ». Durée maximum 30 jours. On ne peut aller au-delà de ce qui est « strictement nécessaire pour répondre à la menace grave ».

La procédure repose sur une information, par l'Etat demandeur, des autres Etats et de la Commission et prévoit, l'avis facultatif de la Commission et des consultations pour arrêter le détail des mesures. En cas d'urgence l'Etat membre concerné peut, exceptionnellement et immédiatement, réintroduire le contrôle et en aviser les autres Etats et la Commission.

Concernant l'arrivée de 25.000 Tunisiens à Lampedusa on peut se demander s'il y avait menace grave pour l'ordre public ou la situation intérieure du pays qui a pris la mesure. On notera au passage que le règlement de 2006 donne peu de pouvoirs à la Commission ; son rôle se limite à un avis facultatif.

Il est dès lors permis d'interpréter la réaction positive – quoique prudente - de la Commission à la requête des deux présidents dans le sens qu'elle voyait une occasion pour modifier un texte qui, jusque là, la privait de vrais pouvoirs.

Ceci d'autant plus qu'elle avait déjà présenté, un an plus tôt, un texte qui doit lui conférer de nouveaux pouvoirs dans un domaine voisin, à savoir l'évaluation du fonctionnement des règles de Schengen dans les différents Etats participant à l'Espace Schengen.

## 16. LES SUITES AU NIVEAU DES INSTITUTIONS EUROPEENNES

En juin 2011 un Conseil JAI et un Conseil Européen se penchent sur la question. Les conclusions rappellent les principes gouvernant la matière :

[19]

- 1) la libre circulation des personnes consacrée par le traité, est l'une de plus grandes réussites de l'intégration européenne et constitue une liberté fondamentale.
- 2) les frontières extérieures doivent être gérées d'une manière efficace et cohérente, sur la base d'une responsabilité commune, de la solidarité et d'une coopération pratique renforcée.
- 3) le système d'évaluation Schengen doit être amélioré et consolidé ; l'évaluation doit se faire « au niveau de l'UE ».
- 4) il faut mieux régler les circonstances exceptionnelles mettant en péril le fonctionnement global de Schengen. En tout dernier ressort une clause de sauvegarde pourrait être introduite autorisant le rétablissement des contrôles aux frontières intérieures.

Sur ces deux derniers points il convient de noter la formulation prudente du Conseil Européen ; toutefois la Commission prend l'engagement d'agir.

Dès la rentrée, le 16 septembre, la Commission présente le résultat de ses réflexions.

Un document sur la gouvernance Schengen réaffirme le principe d'un espace sans frontières intérieures dont le fonctionnement doit être garanti par deux mesures :

- le renforcement de la gestion de Schengen et notamment le contrôle aux frontières extérieures grâce à un système d'évaluation Schengen amélioré :
- de nouvelles règles permettant, dans des situations exceptionnelles, le contrôle aux frontières intérieures.

Deux propositions de règlement sont présentées :

- a) La proposition sur un système d'évaluation de l'acquis Schengen prévoit, par rapport à la situation actuelle, les modifications suivantes :
  - 1) c'est la Commission, et non les Etats membres, qui gère l'organisation des missions d'experts ;

2) les missions sont suivies de rapports et la Commission surveillera la façon dont les Etats remédient aux problèmes constatés ;

3) les visites peuvent avoir lieu à l'improviste.

Sur ce texte – actuellement en discussion – la majorité des Etats membres contestent la base juridique (article 77) et les pouvoirs accrus de la Commission.

b) L'autre proposition, directement en rapport avec l'affaire de Lampedusa, est un règlement modifiant le règlement 562/2006 sur ses dispositions existantes (art 23 ss) concernant la réintroduction de mesures temporaires de contrôle aux frontières intérieures. La proposition prévoit que la mesure peut être demandée pour une période de 30 jours. C'est la Commission qui prend la décision, le cas échéant après consultations.

Dans des cas urgents l'Etat membre concerné peut exceptionnellement et immédiatement introduire une mesure valable pour 5 jours. Au-delà des 5 jours, et en cas de persistance de la situation, c'est la Commission qui prend les mesures nécessaires.

Les dispositions relatives à la prolongation d'une mesure de réintroduction d'un contrôle à la frontière intérieure sont reprises mutatis mutandis du Code Frontières Schengen.

L'article 26 de la proposition est nouveau en ce qu'il prévoit une situation où les contrôles de la frontière extérieure et les mesures de rapatriement continuent à présenter de sérieuses faiblesses. Dans ce cas la Commission peut décider de la réintroduction du contrôle aux frontières des pays voisins pour une période de 6 mois renouvelable trois fois.

On peut imaginer des situations d'immigration insuffisamment contrôlés en raison de défaillances des services de contrôle à la frontière (formation insuffisante, présence insuffisante, corruption p.ex.). Dans une telle situation il faudrait évidemment contrôler toutes les frontières intérieures de ce pays avec le reste de l'Espace Schengen.

On le voit, la principale différence réside dans la procédure, la Commission se substituant à l'Etat membre concerné pour prendre la décision. Sur les critères « menace grave pour l'ordre public ou la sécurité intérieure » le texte n'a pas changé.

Je cite du document de la Commission accompagnant la proposition le commentaire suivant : « a serious threat to public policy or to internal security will remain the only grounds for the reintroduction of internal border controls » et encore « the main role under the reinforced EU based approach would be that any decision on the reintroduction of internal border controls would be taken by the Commission as an implementing act involving the Member States accordingly ».

La discussion sur cette proposition a débuté dans les instances du Conseil ; selon les informations dont je dispose plusieurs pays sont farouchement opposés au texte sur la table.

## **17. LES DEMANDEURS D'ASILE AU LUXEMBOURG EN 2011**

Quant à la situation des demandeurs d'asile au Luxembourg, elle a aussi un lien avec Schengen et le fonctionnement du contrôle aux frontières extérieures.

D'abord quelques faits :

Les chiffres officiels des demandeurs d'asile pour 2011 présentés lors d'une conférence de presse par le ministre Nicolas Schmit montrent une augmentation des demandes de près de 300% - à près de 2200 personnes - par rapport à 2010. Par pays d'origine les pays de l'ex-Yougoslavie représentent près de 80% du total des demandes. Dès phénomènes semblables sont notés dans d'autres Etats membres (Belgique, Suède notamment – et dans une moindre mesure l'Allemagne). Il faut voir ces chiffres comme résultant des facilités de circulation accordées à certains Etats avec l'abolition de la formalité de visa en 2010. Néanmoins on peut être d'avis qu'ils sont dus aussi à certaines défaillances du contrôle à la frontière extérieure de l'Union Européenne où le contrôle des moyens de subsistance semble être négligé. Il est avéré que la grande majorité de ces personnes ne remplissent pas les conditions pour se voir accorder le statut de réfugié et qu'ils retourneront, après avoir épuisé les voies de recours judiciaires, volontairement ou par décision de l'autorité administrative, dans leur pays d'origine. Entretemps ils auront posé dans les pays d'accueils respectifs, une série de problèmes.

Ces problèmes peuvent trouver des solutions par plusieurs biais. Il existe, à mon avis, des remèdes qui ne mettant pas en péril les principes fondamentaux de Schengen.

[22]

D'une part les mécanismes de contrôle Schengen dont il a été question ci-dessus peuvent permettre d'identifier des problèmes dans le pays Schengen qui a l'obligation d'effectuer le contrôle à la frontière extérieure.

D'autre part une coopération bilatérale entre le pays d'origine et le pays d'accueil peut aboutir à des solutions partielles.

Une idée nouvelle est actuellement discutée à Bruxelles. Elle consiste à prévoir la possibilité de réintroduire les visas lorsqu'il est établi que la suppression de l'obligation de visa a entraîné un accroissement significatif des demandes d'asile dans ou un plusieurs Etats membres. Les Etats membres voient dans cette mesure une possibilité sérieuse pour amener l'Etat d'origine à collaborer ou à réduire le nombre de départs pour l'étranger.

## **18. LAMPEDUSA ET LUXEMBOURG : DEUX FACETTES D'UN MÊME PROBLEME**

Les deux exemples traités montrent que les règles de Schengen sont constamment confrontées à des réalités provenant de bouleversements politiques ou de considérations d'ordre économique. Ces situations créent des problèmes à tel ou tel Etat, mais ne devraient pas mettre en cause les principes fondamentaux de la Coopération Schengen.

Quoi qu'on fasse le poids de l'immigration est difficile à répartir de façon équitable entre les Etats membres. Beaucoup pourra être amélioré lorsque les règles gouvernant les procédures et les conditions d'accueil des demandeurs d'asile auront été harmonisées, mais il reste des différences notamment en raison de la situation géographique des pays européens par rapport aux flux d'immigration qui peuvent être sud-nord ou est-ouest.

Ici la réponse est : plus de solidarité. Ce mot de solidarité figure dans le Traité de Lisbonne – v. not. Art 67, 78 et 80 TFUE - et réapparaît régulièrement dans les documents et conclusions du Conseil, de la Commission et du Parlement Européen, mais il n'a pas été possible d'élaborer des règles précises à ce jour.

Par ailleurs les fonds de la Commission, notamment le fonds pour les réfugiés ne permettent que de façon limitée d'apporter une aide matérielle concrète aux Etats qui sont en première ligne. De même rares sont les

[23]

exemples où un Etat membre prend en charge, sur base volontaire, certains réfugiés pour réduire le poids de la charge d'un autre Etat.

Enfin l'agence FRONTEX peut apporter une certaine aide matérielle dans la gestion des frontières extérieures les plus exposées, mais son action reste limitée.

## **19. LIBERTE vs SECURITE**

Les exemples de Lampedusa et de Luxembourg montrent aussi que chaque fois que les règles de Schengen sont mises à l'épreuve, la question de l'équilibre entre les notions de liberté et de sécurité se pose. Les contrôles aux frontières extérieures sont-ils suffisants où faut-il renforcer les mesures de sécurité ? Peut-on mettre en question le principe de liberté, à la suite de l'épisode de Lampedusa ? Quelles conséquences en découleront pour la libre circulation en Europe ? Jusqu'à présent toutes les instances européennes – le Conseil Européen, le Conseil, la Commission et le Parlement Européen ne manquent pas d'occasion pour affirmer haut et fort que le principe de la libre circulation des personnes est un des principes fondamentaux auxquels il ne faut pas toucher.

## **20. BRONISLAW GEREMEK**

En décembre 2007 une cérémonie avait été organisée à Schengen pour célébrer l'adhésion des Etats de l'Europe centrale à l'Espace Schengen. L'ancien ministre polonais des affaires étrangères et parlementaire européen Bronislaw Geremek, avait à cette occasion, dans un discours émouvant, souligné l'importance de l'ouverture des frontières en particulier pour les pays de l'Europe de l'Est.

Il avait conclu par les mots suivants :

« Mais cette étape du 21 décembre 2007 est un moment de haute importance historique et de grande valeur symbolique, car elle correspond à l'un des succès de l'intégration européenne les plus tangibles et les plus significatifs, dont chaque citoyen de l'Union européenne peut sentir concrètement la valeur et la portée dans sa vie quotidienne. C'est là un jalon important sur le chemin d'une identité européenne et en même temps, dans les yeux des citoyens des nouveaux pays membres, c'est la véritable fin de l'époque du rideau de fer, quant dans le corps vif de l'Europe existait une profonde rupture entre ses deux parties – l'Est et l'Ouest ».

## DISCUSSION

**M. Marc Thewes :** Il y a un incident de parcours que vous n'avez pas évoqué ou, j'avais un peu de retard, évoqué avant que j'arrive : c'est la situation du Danemark. Si j'ai bien compris, parce que je n'ai pas suivi cela dans le détail, le Danemark a fermé sa frontière avec l'Allemagne non pas à cause d'une pression extérieure, comme c'était le cas avec Lampedusa, mais parce que ce pays pensait être confronté à une crise politique intérieure, à une pression. En fait je ne sais pas trop en détail quelles sont les explications, mais j'ai l'impression, ou bien que le Danemark a arrêté de le faire, ou bien que l'explication fournie pour ces contrôles ponctuels, la réintroduction des points de contrôle avait été acceptée et finalement j'aimerais savoir quel est à l'heure actuelle le résultat de cette situation.

**Conférencier :** Le Danemark a partout dans le domaine JAI des règles très spécifiques. Cette affaire danoise se situait à peu près à la même époque que l'affaire de Lampedusa, à un moment où dans le gouvernement danois il y avait un parti antieuropéen très prononcé qui a forcé au fond le gouvernement à prendre cette attitude. Lorsqu'on a demandé aux Danois de s'expliquer, c'était très confus : d'abord le contrôle devait être non pour les personnes, mais pour les marchandises, ensuite cela ne devait être que temporaire et sporadique à certains points de frontière, ensuite on disait ce ne sont que dix ou quinze personnes qui ont été affectées à cette tâche. De toute façon avec le nouveau gouvernement tout est rentré dans l'ordre.

**M. Paul Helminger :** L'image qui nous a été dressée du fonctionnement de Schengen a été finalement assez positive, les problèmes on sait ce qu'ils sont, les solutions on les a plus ou moins trouvées. On a eu l'occasion dans une commission de la Chambre des Députés de voir le nouveau quartier général de la police et d'entendre d'ailleurs aussi Madame Colas s'expliquer un peu sur la situation policière, mais je me demande quand même si les instruments qui ont été mis à la disposition de l'espace Schengen pour vraiment assurer d'un côté la coopération policière et judiciaire à l'intérieur de l'espace et aussi surtout contrôler les frontières extérieures, est-ce que tu pourrais un peu nous expliquer quelle importance ils ont et si véritablement, dans la réalité des faits, ils suffisent à assurer aux frontières extérieures ce que l'opinion publique parfois estime devoir être le cas, ou ce qui a été le cas avant dans les frontières nationales.

**Conférencier :** C'est une question un peu complexe. Je me suis toujours étonné que dans tous les débats on parle toujours, aussi dans les instances officielles, des frontières extérieures comme si toutes les frontières extérieures se ressemblaient. Or, pour moi, il y a au moins trois

types de frontières, il y a les frontières terrestres, les frontières aériennes et les frontières maritimes. La plus facile à gérer est la frontière aérienne, puisque là on arrive dans un aéroport, on arrive devant un contrôle et lorsqu'on n'est pas en règle on est renvoyé ; il y a même une obligation pour le transporteur de ramener la personne qui n'est pas en règle. C'est la situation idéale et du point de vue luxembourgeois nous n'avons qu'une seule frontière extérieure, c'est le Findel. Donc nous devrions de ce point de vue être du bon côté. A l'opposé les gens qui arrivent, qui échouent, sur un vieux radeau ou une vieille barque sur Lampedusa ou ailleurs, qu'ils soient réguliers ou non, il faut les tirer de l'eau et on ne peut pas les renvoyer, on ne peut pas dire : faites demi-tour avec votre barque et essayez de retourner en Lybie. La frontière terrestre, vous pouvez selon le cas la surveiller, mais on n'a jamais réussi à surveiller les frontières maritimes. Du temps de la guerre c'était le passage pour s'enfuir. Une frontière n'est imperméable que jusqu'à un certain point. Ceci dit, on a fait beaucoup notamment pour les nouveaux Etats dans les programmes de soutien, par des programmes Taïex et autres. Il y avait même, à un moment donné, ce qu'on appelait dans le budget de l'Union, une « facilité Schengen » avec un budget permettant d'équiper les pays de façon correcte, puisque maintenant un équipement correct c'est du personnel formé en nombre suffisant et disposant d'équipements sophistiqués etc. Par ailleurs, il y a la coopération entre les services. Le Luxembourg constitue un bon exemple pour la coopération policière, puisque c'est, je pense, le seul endroit où la police de quatre pays travaille ensemble dans un centre policier commun, ce centre étant supposé remplacer la coopération qu'il y avait autrefois aux frontières intérieures. Donc, à mon avis, beaucoup a été fait, mais il y a des pays où il y a des faiblesses et il y a des pays où la corruption joue probablement également un rôle.

**M. Ben Fayot :** J'ai un autre exemple, celui des Pays-Bas qui vont essayer de filmer par des caméras sur les autoroutes qui entrent sur leur territoire les personnes qui viennent et on ne sait toujours pas pourquoi ils vont faire cela. Mais j'ai l'impression quand même que de plus en plus avec un certain repli identitaire dans certains pays, comme par exemple les Pays-Bas, le territoire national délimité par la frontière nationale est considéré comme un refuge face au danger de la globalisation. Et donc les Etats vont chercher dans la suite des moyens pour contourner les obligations qu'ils auront prises dans le Traité Européen et surtout aussi vis-à-vis de Schengen. Je voudrais demander à Charles Elsen ce qu'il pense de cette méthode néerlandaise.

**Conférencier :** C'est évidemment une méthode dangereuse pour les libertés. Ceci étant, je pense qu'autrefois, avec des moyens beaucoup moins sophistiqués, on essayait de faire des choses comparables. Je peux m'imaginer qu'à un certain moment nos douanes aient été à la frontière, du côté de Maastricht, pour noter les voitures qui venaient de Maastricht et pour ensuite les contrôler à Luxembourg avec l'idée qu'ils auraient pu acheter des drogues aux Pays-Bas. Je pense par ailleurs que les équipements techniques en général posent des problèmes, dans tous les domaines. Je peux vous illustrer par exemple comment il est devenu maintenant beaucoup plus facile pour la police de rechercher une voiture volée. Maintenant la police dispose d'équipements qui permettent de passer devant une rangée de voitures qui est à l'arrêt et alors une caméra filme tous les numéros des voitures et donc en une minute elle peut contrôler cinquante voitures qu'elle dépasse sur la voie rapide à côté. Mais, chaque fois qu'on contrôle des voitures ou des personnes, d'une certaine façon ont réduit leur liberté. Je pense que c'est toujours la même question : liberté ou sécurité. Quand vous prenez l'avion maintenant c'est beaucoup plus compliqué pour votre liberté de vous déplacer, mais apparemment c'est le prix à payer maintenant pour la sécurité.

**Madame Marie-Christine Wirion :** A la fin de votre exposé vous avez parlé du principe de solidarité qui était de plus en plus évoqué ainsi que de l'harmonisation de la législation concernant le droit d'asile. Or il me semble que tout récemment, au mois de janvier, au niveau européen, l'harmonisation du droit d'asile et l'appel de solidarité en matière d'asile des pays de l'Europe du Sud n'aient pas connu la suite espérée. Pouvez-vous confirmer ceci ?

**Conférencier :** Les ministres de l'immigration ont parlé la semaine dernière, ou il y a deux semaines, à Copenhague des problèmes de la solidarité sur base d'un document, je crois qui était préparé par la présidence mais qui repose sur un texte que la Commission a sorti au mois de décembre. Les premiers débats, d'après mes renseignements, n'ont pas donné grand-chose. En fait, la solidarité entre les Etats membres de l'Union Européenne n'existe pas par rapport à des situations concrètes comme celle de Lampedusa. Et cela est dommage. Le seul exemple concret concerne une initiative appelée EUREMA consistant à répartir, sur base volontaire, en 2010, un certain nombre de personnes réfugiées à Malte. Les chiffres totaux des demandeurs d'asile dans l'Union Européenne ne sont pas encore connus pour 2011 ; tout ce qu'on sait c'est qu'ils sont plus élevés qu'en 2010 (en 2010 il y en avait 258.000). Si je pars d'une estimation de

300.000 demandeurs d'asile en 2011 répartis équitablement, comparé au nombre d'habitants dans les différents Etats Membres, on arriverait à 300 à 400 personnes pour le Luxembourg. Or, nous avons eu 2.200 demandeurs d'asile. C'est-à-dire que nous en avons presque 8 fois plus que la moyenne, même si en nombre absolu nos chiffres restent relativement peu élevés par rapport à ceux des grands pays européens. Le nombre des demandeurs d'asile n'a pas tendance à baisser. Beaucoup parmi ces demandeurs d'asile ne vont pas obtenir le statut de réfugié ; nos statistiques sont de 5 % à peu près. Donc ce sont des « faux demandeurs d'asile », des réfugiés dits économiques qui sont renvoyés dans leur pays d'origine, mais qui épuisent toutes les procédures et évidemment les procédures durent, le traitement des dossiers dure lorsqu'il y en a trop, et malgré toutes les améliorations des procédures judiciaires qui ont été introduites, c'est une charge pour l'Etat et pour les communes.

**M. Jacques Radoux :** J'ai plutôt une double question. Premièrement, quel est le poids qu'un pays comme le Luxembourg peut encore avoir dans le développement de l'acquis ou dans tout ce qui se développe actuellement en parallèle, même associé à des partenaires comme la Belgique ou à d'anciens partenaires comme les Pays-Bas ? Deuxièmement, quel est le rôle joué par le Royaume-Uni, vous l'avez invoqué juste auparavant dans cette discussion, dans cette élaboration de l'acquis ou de son développement ? Est-ce que les Anglais sont là pour systématiquement torpiller, est-ce qu'ils sont *fair play* comme ils devraient l'être, puisqu'ils sont généralement très fiers de dire qu'ils le sont ; quel est le rôle réellement joué par ce pays, même lorsqu'on voit de quelle manière il a « joué » dans les différentes affaires qui ont été soumises à la Cour ?

**Conférencier :** Je pense que le Luxembourg joue son rôle et défend les dossiers l'un après l'autre souvent selon ses intérêts et surtout selon ses convictions. Ainsi dans un dossier d'actualité, celui de l'évaluation des Etats membres, le Luxembourg a une position où il est assez près de la Commission, alors que d'autres pays défendent bec et ongle une position où seuls les Etats membres peuvent organiser le contrôle dans d'autres Etats. Sur la question du Royaume-Uni je pense fondamentalement qu'au moment d'Amsterdam les Anglais ont été *fair play*. Ils auraient pu dire « *On ne veut pas de Schengen* ». S'ils avaient dit non on n'aurait pas pu intégrer Schengen dans l'Union Européenne. Ils ont accepté cet *opt-in* qui leur est évidemment taillé sur mesure et ils l'ont utilisé. Ils ont fait le *opt-in* pour des parties de Schengen, pour la coopération policière, pour la coopération judiciaire. Au fond ils ont accepté l'ensemble de Schengen,

sauf les frontières et sauf les visas. Ils disent : « *Nous sommes une île, il est facile pour nous de contrôler nos frontières et nous faisons plus confiance à nos contrôles qu'aux contrôles des autres* ». Il y a une autre raison, c'est qu'une fois que vous êtes en Angleterre, plus personne ne vous contrôle. Il n'y a pas de carte d'identité, et c'est une faiblesse qu'ils n'avouent jamais. C'est donc leur système qui veut qu'ils n'ont pas d'intérêt à accepter tous ces acquis de Schengen. Mais cela leur cause aussi évidemment quelques désagréments. Je voudrais ajouter une autre remarque concernant les négociations du Traité de Lisbonne qui ont été menées deux fois, une fois pour le Traité Constitutionnel (qui devait être « coulé dans le marbre ») et qui a échoué, et ensuite pour l'autre traité qu'on a négocié à Lisbonne. Chaque fois les Anglais ont rajouté une couche. Maintenant ils ont partout des *opt-out* et des *opt-in* et donc c'est vraiment devenu pour eux une Europe à la carte. Ils le disent franchement « *Nous acceptons ce qui est dans notre intérêt* ». Evidemment si tout le monde a cette position là, on ne fait pas une Europe de solidarité ; je ne sais pas si c'est *fair play* ou non, c'est peut-être un *fair play sui generis*.

**M. Jean Mischo** : Je dois avouer que j'ai une certaine compréhension pour la position britannique car, comme ce pays est une île, tous ses ports sont nécessairement des frontières extérieures de l'Union européenne (sa seule frontière intérieure étant celle entre les deux parties de l'Irlande).

Mais je voudrais poser la question suivante. Suivant la Convention de Dublin les demandes d'asile doivent être traitées par le pays de l'Union où le demandeur est entré en premier lieu. Or, je viens de lire dans la presse qu'une juridiction européenne aurait interdit à un Etat européen de renvoyer un demandeur d'asile en Grèce. Pouvez-vous nous donner des précisions au sujet de cet arrêt ?

**Conférencier** : Je regrette, je n'ai pas la réponse à cette question précise. Quelqu'un dans la salle a-t-il des éléments de réponse, peut-être Sylvain Wagner, le Directeur de l'Immigration ?

**Madame Marie-Christine Wirion** : La situation des demandeurs d'asile en Grèce se détériorant constamment, la Cour Européenne des Droits de l'Homme a demandé aux Etats Membres de l'Union Européenne de se retenir de renvoyer les demandeurs d'asile en Grèce.

**M. Jean-Jacques Kasel** : Je voudrais souligner et amplifier ce que Charles Elsen a dit à propos de l'intégration de Schengen dans le Traité.

Je représentais le Grand-Duché dans la négociation d'Amsterdam et ce n'était pas chose aisée, je peux vous l'assurer. Je crois que ce qui a joué, finalement, en notre faveur, c'est l'arrivée au pouvoir de Tony Blair. Regardez un peu l'historique de cette négociation commencée au mois de mars de l'année d'avant sous présidence italienne. C'est incontestablement le nouveau Premier ministre qui, au nom des intérêts britanniques peut-être, avec une autre conception à l'époque que celle développée par la suite, a estimé que ce n'était pas à l'Angleterre de s'y opposer, et l'Irlande a évidemment suivi.

Mais cela n'est pas mon problème. Je ne cherche pas – nous sommes en fin de réunion – à faire de plaisanterie ; mais je me dois de vous signaler l'affaire qui s'est déroulée ce matin à la Cour de justice, donc institution de l'Union européenne : il se fait que la Cour a été saisie d'un recours par la Hongrie, dont le Président, qui devait – sur invitation d'une association de la minorité hongroise en Slovaquie – inaugurer une statue représentant Saint Étienne, a été refoulé par les autorités slovaques alors qu'il voulait franchir la frontière de ce pays. On est loin de l'esprit de Schengen. On est loin du principe de libre circulation. Est-ce que toi, Charles, puisque nous sommes tous un peu estomaqués quant à la solution à trouver – et là, j'anticipe –, tu pourrais m'expliquer comment cette situation peut être compatible avec Schengen ? Tout cela pour vous dire que, dans le motif qui a été invoqué, Schengen n'a pas été mentionné ; en revanche, le raisonnement slovaque repose sur une directive selon laquelle, lorsqu'il y a danger pour la sécurité publique, un Etat membre peut suspendre le droit d'entrée sur son territoire. Il est vrai que la date du 21 août, qui est la date anniversaire de l'invasion de la Tchécoslovaquie par les troupes du Pacte de Varsovie, à laquelle ont participé des troupes hongroises, a été considérée comme inappropriée de ce fait. Il n'en reste pas moins que ce n'est pas évident : Schengen est un grand acquis de l'Union qu'il faut toujours remettre sur le métier. Merci

**Conférencier** : La question soulevée par Jean-Jacques Kasel est difficile. Pour réintroduire temporairement un contrôle aux frontières intérieures, les Etats Membres doivent respecter les règles du Code Frontière Schengen telles qu'elles sont en vigueur depuis 2006. Je ne suis pas en mesure de juger si ces règles ont été respectées.

**M. André Elvinger** : J'aurais une question d'ordre un peu pratique. Un récent article dans la Neue Zürcher constate le problème qui est causé par la durée des procédures pour l'admission du statut de réfugié et les difficultés que cela cause aux vrais réfugiés. En d'autres termes, s'il y a,

comme la Suisse le constate, une affluence extraordinaire de réfugiés dont 9/10 au moins ne seront pas reconnus, et ne pourront pas être reconnus, comme réfugiés, les malheureux 10 % qui sont de vrais réfugiés vont souffrir les longueurs de la procédure. Il y a là quelque chose d'assez difficile à accepter lorsqu'on prend les cas avec lesquels la Suisse et notre pays sont confrontés à l'heure actuelle. Nous avons des réfugiés qui viennent de pays qui, comme Monsieur Juncker l'a dit il y a un certain temps, sont « sûrs ». Evidemment, il y a des pays sûrs et des pays encore plus sûrs. Mais enfin, la Serbie est donc à considérer comme un pays sûr. Je ne sais pas si ma question s'adresse à notre conférencier ou à Monsieur Sylvain Wagner. Dans la mesure où les réfugiés viennent collectivement d'un pays, appelons-le avec Monsieur Juncker « sûr », est-ce que l'examen de la qualité de réfugié ne devrait pas être beaucoup plus facile que pour ceux qui viennent de pays qui ne sont sûrs qu'en partie ou ne le sont pas du tout. Lorsqu'un Serbe passe la frontière en toute légalité puisqu'il n'est pas soumis à l'obligation d'un visa et reste plus de trois mois, il n'y a pas grand problème, on peut le renvoyer. Mais ce n'est pas ce qu'il fera, car il va présenter une demande de réfugié et, puisque la procédure s'allonge avec l'affluence de ses compatriotes – je n'emploierai pas, comme la Neue Zürcher, le terme « *Winterquartiere* » – il va rester très longtemps ou jusqu'au refus, manifeste dès le début de sa demande, et pendant ce temps des personnes qui viennent de pays qui ne sont vraiment pas sûrs souffrent du délai dû à l'affluence de prétendus réfugiés dont on sait à l'avance qu'ils ne le sont pas. Question pratique : peut-on procéder, pour l'examen du statut de réfugié, par groupes, par exemple par pays ? Qu'est-ce qui interdit de le faire ?

**M. Sylvain Wagner :** Il y a un principe d'abord : c'est que chaque demande qui est déposée, doit être traitée individuellement, parce que chaque cas pourra être différent. Même si on vient du même pays, même si on vient de la même souche sociale, même si on est de la même ethnie. Maintenant il est vrai qu'on a des demandeurs d'asile qui ne sont pas des demandeurs d'asile à vrai dire, parce qu'apparemment ils n'ont pas la possibilité d'avoir le statut. S'il y a une affluence de ces gens là pour une raison ou pour une autre, cela encombre le système. On l'a vu, on a été submergé par des gens qui nous parviennent des Balkans notamment, parce qu'il y a liberté de circulation, parce qu'il y a abolition de l'obligation du visa. Ces gens n'auraient jamais eu de visa s'ils avaient dû demander un visa. Vu une certaine nonchalance de la part des agents de frontière hongrois à la frontière extérieure Schengen serbo-hongroise, ces gens

nous arrivent et demandent l'asile. Pourquoi ? Pour la simple raison qu'ils n'ont pas les moyens nécessaires pour pouvoir rester les trois mois qu'ils pourraient rester en tant que touristes, parce qu'ils viennent en fait en tant que touristes. Donc, ils demandent l'asile pour être hébergés par l'Etat dans des conditions plus ou moins acceptables qui par la suite, vu l'affluence, se sont détériorées vers le début d'automne. Maintenant il existe quand même la possibilité d'accélérer la procédure. On a un règlement grand-ducal qui accompagne la loi sur la protection internationale qui établit une liste de pays d'origine sûrs. La Serbie s'est vue rajouter sur cette liste il n'y a pas si longtemps que cela. C'est-à-dire procédure accélérée, c'est-à-dire que le ministre doit trancher dans les deux mois. Reste qu'il peut y avoir un recours devant les juridictions administratives et vu l'affluence, il faut savoir que la seule matière immigration et asile prend plus de 48 % du rôle des juridictions administratives, cela va prendre quand même un certain temps si les gens veulent aller jusqu'au bout de leurs droits. Pourquoi nous, pourquoi la Suède, pourquoi la Belgique, pourquoi l'Allemagne, qui ont été les pays les plus encombrés ? C'est parce qu'en fait il y a deux causes essentielles qui jouent, c'est d'abord la longueur de la procédure et puis les conditions d'accueil. En France il y a une procédure pour pouvoir accéder à la procédure, au Luxembourg on est accepté de suite dans la procédure. Nous avons renforcé nos agents, nos moyens en les doublant à courte échéance. Ces gens sont maintenant formés de façon assez radicale par l'EASO, (European Asylum Support Office) c'est-à-dire le bureau européen de support en matière d'asile auquel on a demandé assistance pour qu'effectivement ils soient opérationnels le plus vite possible pour évacuer les dossiers dans les délais voulus. Mais néanmoins la conséquence, on l'a vue : grève de la faim des Irakiens, début septembre Place Clairefontaine. Abstraction faite de circonstances dans lesquelles ils sont venus au Luxembourg, ces Irakiens catholiques peuvent avoir droit au statut de réfugié et ne pas être renvoyés chez eux. Mais cela obstrue les canaux et cela retarde effectivement le traitement des dossiers des gens qui peut-être devraient être traités plus rapidement qu'ils ne le sont malheureusement du fait de cette affluence de ces, comme quelqu'un les a appelés, « *faux demandeurs d'asile* ».

**M. Henri Etienne :** Grâce à Monsieur Elsen je me suis remis à relire mes textes du passé et je me suis aperçu que votre question est en somme d'une très grande actualité juridique. Je vous pose tout simplement la question : Est-ce que l'accord de Schengen ou la convention d'application existent encore ? A mon avis non, tout est absorbé par l'Union Européenne

maintenant. Alors, si mon analyse est juste, mais je peux me tromper, je pose une autre question : Est-il encore sage de parler de Schengen ?

Vous avez parfaitement rappelé les conditions dans lesquelles Schengen est né. J'étais de l'autre côté de la barrière à la Commission (je n'ai pas eu le souvenir à l'époque, vu de mon côté, qu'il y a eu une sympathie énorme pour Schengen, puisque nous étions en train de mettre en place le marché unique et visiblement Schengen était un concurrent). Mais cela c'est le passé. Ce que je constate, c'est que les textes du Traité Union Européenne sont maintenant d'une certaine rigueur et d'une grande limpidité sur les obligations de l'Union. Il me semble important maintenant d'insister sur ce point.

Parlons maintenant un peu de la politique des visas qui a été mentionnée. Je suis un lecteur intense des journaux et je regarde la télévision. Si on me demande où en est la politique de l'Union Européenne en matière de visas, j'aurais du mal à répondre. Les différentes catégories de pays, les sanctions, les critères pour déterminer les pays sûrs, tout cela n'est pas clair pour le citoyen. Je pense que le ballon est entièrement entre les mains des institutions de l'Union Européenne qui ont eu un certain nombre de compétences et Schengen c'est un épisode extrêmement intéressant, c'est un esprit, mais le fond c'est l'Union Européenne maintenant.

**Conférencier :** Je pense que vous avez raison, mais je ferais une petite restriction. En effet, Schengen est intégré dans l'Union Européenne. Schengen fonctionne maintenant d'après les règles de l'Union Européenne et quand ces règles changent, les règles Schengen changent aussi. Toutefois, lorsqu'il y a des choses qui sont développées à partir de l'acquis de Schengen, les articles 4 et 5 du Protocole de Schengen annexé au Traité d'Amsterdam définissent quand et où les pays non membres de l'Union Européenne participent à ce développement et quand et où le Royaume-Uni et l'Irlande ne sont pas parties et ont seulement le *opt-in*. Une de ces affaires par exemple est Frontex, une nouvelle agence qui n'existait pas, qu'on a créée lorsque Schengen était déjà dans l'Union. On a créé une agence Frontex, on a dit : voilà une agence qui est une agence comme Europol ou Eurojust ou d'autres. Elle a pour mission de faire la formation du personnel aux frontières, de faire des évaluations sur les risques, d'assister les pays en cas de crise etc. Et donc, c'est quelque chose qui est un développement de Schengen. Et c'est pour cela que le Conseil et ensuite la Cour de Justice ont dit aux Anglais : « *Vous n'avez pas le droit de participer à Frontex, parce que vous n'avez pas accepté au départ le contrôle aux frontières ; or ceci est un développement de la règle du contrôle des frontières et donc vous devez rester dehors* ». Selon qu'un nouvel instrument est – ou n'est pas – un développement de l'acquis de Schengen, le cercle des Etats liés par

l'instrument change : lorsqu'il s'agit d'un développement de Schengen, certains pays membres de l'UE ne participent pas ; à l'inverse, la Norvège, l'Islande, la Suisse et le Liechtenstein participent à ce développement. Il y a des cas limite qui sont très difficiles à juger. Un exemple : le fameux mandat d'arrêt européen. Est-il un développement de Schengen ? Le Conseil a décidé que non.

**M. André Elvinger :** J'ai grand plaisir à remercier le conférencier, à la fois pour l'excellence de sa conférence et pour la patience dont il a témoigné à l'égard des intervenants. La chose valait le temps que nous y avons consacré, que vous y avez consacré, que le conférencier y a consacré. Cela restera un grand moment dans les séances de notre Section. Merci encore.

**LE DROIT D'AUTEUR :  
HISTORIQUE ET ÉVOLUTION AU LUXEMBOURG**

**LE DROIT D'AUTEUR ET  
L'INSTITUT GRAND-DUCAL**

---

par  
André Elvinger

---

Né en 1929, André Elvinger est avocat au Barreau de Luxembourg depuis 1953. Il a été Bâtonnier de l'Ordre des Avocats de 1986 à 1987. André Elvinger est membre de l'Institut Grand-Ducal, Section des sciences morales et politiques depuis 1978, et président de la Section depuis 2004.



*Dans une première partie, le conférencier traite de l'historique, de l'évolution et des tendances du droit d'auteur. A la lumière de la comparaison de la loi du 18 avril 2001 avec les textes du passé, on constatera l'élargissement du domaine du droit d'auteur, sous l'emprise du droit européen, vers des champs d'application nouveaux qu'appellent la communication tous azimuts et l'informatique débordante. On assistera, au regret de certains, à une « dérive » d'un droit à l'origine « pur » vers un droit faisant une large part à l'économie. La composante patrimoniale prend ainsi, à certains égards, le pas sur l'élément moral qui est dorénavant, lui aussi, cessible. Alors qu'on avait pu hésiter à introduire dans notre loi l'aliénabilité du droit moral de l'auteur, qui n'est pas admise dans cette mesure par le droit des pays voisins, on ne manquera pas, d'un autre côté, de saluer cette liberté qui peut être le remède à un verrouillage excessif de la création dont la durée de protection a été portée de 50 à 70 ans.*

*Sur un tout autre plan, la loi sur la liberté d'expression de la presse dans les médias est venue confirmer; s'il le fallait, l'application de la loi sur les droits d'auteur aux œuvres journalistiques.*

*La deuxième partie de l'exposé traite de l'incidence du droit d'auteur sur les travaux de l'Institut Grand-Ducal, qui est par vocation une pépinière d'auteurs.*

*Qu'est-ce qui, dans nos œuvres, est protégé ? Et qui est l'auteur à protéger; le conférencier et l'écrivain ou les Sections de l'Institut Grand-Ducal, ou l'Institut lui-même, personnes morales, ou les deux, ou encore, dans certains cas, une institution qui soutient l'œuvre par sa contribution financière ? Qui est éditeur et quels sont ses droits ? Enfin, dans quelle mesure ces travaux de haut niveau, mais peu accessibles au public, prêtent-ils le flanc à la contrefaçon et quel est donc le degré d'utilité de leur protection ?*

### Table des matières

<b>I. Historique et évolution du droit d'auteur</b> .....	3
La législation .....	3
L'évolution marquée par la loi de 2001 : le poids de l'économie .....	4
La cessibilité des droits d'auteur .....	7
La durée de protection des droits d'auteur.....	11
Protection et liberté.....	13
Les exceptions au droit d'auteur .....	14
L'œuvre dirigée .....	15
Le droit d'auteur et les personnes morales .....	17
Le journaliste et le droit d'auteur.....	19
<b>II. L'Institut Grand-Ducal et le droit d'auteur</b> .....	21
Quant au domaine protégé par le droit d'auteur .....	22
Qui, dans les travaux de l'Institut, est protégé comme titulaire du droit d'auteur ?.....	24
L'Institut Grand-Ducal et ses Sections sont-ils titulaires ou cotitulaires du droit d'auteur ?.....	26
L'Institut Grand-Ducal et ses Sections peuvent-ils être titulaires du droit d'auteur en tant que personnes morales ?.....	31
<b>Conclusion</b> .....	32

# LE DROIT D'AUTEUR : HISTORIQUE ET ÉVOLUTION AU LUXEMBOURG

## LE DROIT D'AUTEUR ET L'INSTITUT GRAND-DUCAL

### I. Historique et évolution

#### La législation

1. Le droit d'auteur est ancien au Luxembourg. La première loi qui porte ce titre remonte au 10 mai 1898. Un embryon de droit d'auteur remonte même à une date antérieure : deux arrêtés grand-ducaux des 11 mai 1838 et 13 juillet 1838 portant publication sur le territoire luxembourgeois des résolutions prises au sein de la Confédération germanique concernaient déjà la lutte contre la contrefaçon et l'imitation des productions industrielles et intellectuelles<sup>1</sup>.

2. La loi de 1898 n'était pas une invention de chez nous. Elle était le fruit de l'adhésion du Luxembourg à la Convention de Berne pour la protection des œuvres littéraires et artistiques du 9 septembre 1886 que le Luxembourg avait ratifiée le 20 juin 1888. Cette convention et les nombreuses révisions qui l'ont suivie forment encore à l'heure actuelle le fondement international de notre législation. Le Luxembourg a encore adhéré à la Convention universelle sur le droit d'auteur du 6 septembre 1952, approuvée par la loi du 13 juin 1955, qui contient des dispositions à caractère très général, mais dont le nombre d'adhésion est moins large que celui de la Convention de Berne. Depuis lors, quoique seulement dans

<sup>1</sup> Jean-Luc Putz, Le droit d'auteur au Luxembourg, no 60, note 36. Cet ouvrage, véritable traité du droit d'auteur au Luxembourg, mérite tous les éloges pour la profondeur de l'étude, son caractère très complet, sa forme et sa présentation.

le permis européen, le droit luxembourgeois est régi par plusieurs directives européennes.<sup>2</sup>

3. Ce sont ces impulsions internationales qui ont conduit, après la première loi de 1898, à la loi organique du 29 mars 1972 sur le droit d'auteur, suivie de celle du 23 septembre 1975 sur la protection des artistes, interprètes ou exécutants des producteurs de phonogrammes et des organismes de radiodiffusion, elle-même complétée par la loi du 24 avril 1995 sur les programmes d'ordinateur, de la loi du 8 septembre 1997 modifiant la durée de protection du droit d'auteur et de la loi du 8 septembre 1997 sur les distributions par câble et par satellite et concernant la location et le prêt de droit d'auteur. Il en résultait à ce stade un ensemble hétéroclite<sup>3</sup>.

4. Mais c'est le « développement vertigineux » de la « société de l'information et des nouvelles technologies de la communication informatique », donnant lieu notamment à la directive européenne 16/9/CE du 11 mars 1996 sur la protection juridique des bases de données, qui a conduit – avec retard et après condamnation du Luxembourg par la Cour de justice de l'Union Européenne – à la naissance de la loi actuelle, celle du 18 avril 2001 sur les droits d'auteurs, les droits voisins et les bases de données, ensuite complétée par celle du 18 avril 2004.

### L'évolution marquée par la loi de 2001 : le poids de l'économie

5. Rien que le pluriel dans l'intitulé de cette loi montre le profond changement qui marque le droit d'auteur. De l'art et de la littérature « purs » que le droit d'auteur était sensé protéger à l'origine, on est passé vers les créations de l'industrie et du commerce et à la distribution de masse. Des auteurs ont parlé d'un « nivellement vers le bas » et du passage

2 Les dispositions internationales ont ceci en commun que plus leur vocation territoriale est large plus elles contiennent des options d'adhésion (« *opt in* ») ou de non-adhésion (« *opt out* »). Ainsi la Convention de Berne permet aux législations des pays de l'Union – nous parlons ici de l'Union de Berne qui a créé ce que les spécialistes appellent le « *droit universel* », aucun rapport avec l'Union Européenne – de prévoir que les œuvres littéraires et artistiques ne sont pas protégées tant qu'elles n'ont pas été fixées sur un support matériel. Ici, comme nous le verrons, le Luxembourg n'a pas opté « *out* ». Dans le sens « *opt in* » l'article 7 de la Convention de Berne réserve aux législateurs des pays de l'Union d'appliquer le droit d'auteur aux arts appliqués et aux dessins et modèles industriels: ici le Luxembourg a opté « *in* ». Pour les États de l'Union Européenne, l'étau se resserre et les facultés d'option se font plus rares.

3 un « *foisonnement* » suivant l'exposé des motifs du projet de loi 4431, page 2.

« d'un droit de la personnalité vers un droit quasi « *entrepreneurial* ». Monsieur Jean-Luc Putz, un auteur qui a le mérite, rare au Luxembourg, d'avoir écrit sur ce sujet un véritable traité, note ici la tendance actuelle qui est de « greffer » sur l'acquis en matière de droit d'auteur des créations qui « n'ont trouvé refuge ailleurs », tels les programmes d'ordinateur et les bases de données.<sup>5</sup> Ces regrets ne sont, de la part de certains, pour ne pas dire du côté français, pas exempts d'orientation politique. Ainsi, dans le savant Répertoire Civil Dalloz, le professeur Philippe Gaudrat<sup>6</sup> n'hésite pas à parler longuement d'un « vent néolibéral qui souffle sur le monde depuis les années Reagan et Thatcher et qui n'a pas épargné notre discipline ».

6. Au Luxembourg le souci de la protection de la propriété intellectuelle s'est imposé de plus en plus sur le plan économique, et cela déjà en présence des concessions de radiodiffusion et de télédiffusion – Radio Luxembourg, devenue CLT – ensuite au regard de l'exploitation et de la diffusion des satellites. À tel point que le droit d'auteur, ou plutôt les supports du droit d'auteur, sont devenus un des éléments centraux de la politique de diversification économique. Ainsi le service ministériel des médias et de l'audiovisuel a pour objectif « la promotion du Grand Duché comme un centre européen pour les activités de l'audiovisuel et de la communication ».

7. Le législateur a encouragé ce développement par des faveurs fiscales. On peut citer dans ce sens déjà la loi du 13 décembre 1988 instaurant un régime fiscal temporaire spécial pour les certificats d'investissement audiovisuel<sup>7</sup>. Dans le domaine propre de la propriété industrielle et intellectuelle, on note que l'article 50 bis de la loi concernant l'impôt sur le revenu exonère à hauteur de 80% les revenus et les plus-values provenant de brevets, marques de fabrique, noms de domaines et dessins et modèles, mais en ce qui concerne le droit d'auteur seulement les revenus des logiciels informatiques. Il est significatif que les revenus provenant

4 Putz, op. cit. no 35 et suivants.

5 op. cit. no 32.

6 Dalloz, répertoire civil vo, Propriété littéraire et artistique, première partie, Propriété des créateurs, introduction générale nos 5 à 9.

7 voir sous le titre « *Des ambitions audiovisuelles du Luxembourg* », conférence de Me Jacques Neuen et de M. Daniel Schwall in Bulletin Droit et Banque no 16, 1990.

de droits d'auteur classiques restent pleinement imposés, étant jugés peu dignes de la faveur de l'État<sup>8</sup>.

8. À vrai dire la désacralisation que certains regrettent n'est pas aussi nouvelle que l'on voudrait le prétendre. Certes, l'extension du droit d'auteur aux bases de données, et cela non seulement quant à leur contenant mais même, par la protection du droit sui generis sur les bases de données, également sur leur contenu, constitue un pas majeur et nouveau vers un droit d'auteur des entreprises.

Il convient cependant de rappeler que depuis toujours le droit d'auteur luxembourgeois, suivant en cela le droit français et le droit belge, voire le droit anglais, ne requiert pas un niveau intellectuel particulièrement élevé, le seul critère du droit d'auteur étant l'originalité, sans exiger, comme c'est le cas en droit allemand, un seuil particulier de créativité<sup>9</sup>, la « Schöpfungshöhe ». Cette conception se reflète depuis longtemps dans la jurisprudence luxembourgeoise : déjà sous la loi la plus ancienne sur le droit d'auteur, celle du 10 mai 1898<sup>10</sup> et encore sous la loi du 29 mars 1972<sup>11</sup>, la jurisprudence disait que la loi protège « le droit d'auteur, même en l'absence d'un caractère artistique exprimé (sic) et sans que l'auteur de l'œuvre ait réalisé une conception intellectuelle originale ».

On trouvera une confirmation nuancée quant à l'appréciation de l'originalité en présence d'une œuvre à caractère partiellement technique dans un jugement de référé du 30 septembre 2011<sup>12</sup> et dans les motifs d'un arrêt en référé de la Cour du 25 avril 2012<sup>13</sup>.

<sup>8</sup> Sur le plan des impôts indirects, avec un succès considérable, le taux de la T.V.A. plus favorable que celui des autres pays de l'Union Européenne sur le commerce électronique a apporté au Luxembourg « *un petit air de Silicon Valley* » (Luxemburger Wort du 21 juillet 2012). Hélas, l'avantage disparaîtra à l'horizon de 2015 lorsque le taux applicable ne sera plus celui du pays de résidence du prestataire du service, devenu le Luxembourg, mais celui du pays de résidence du destinataire du service.

<sup>9</sup> Putz, op. cit. n° 104 et suivants, doc. parl. n° 4431, page 21.

<sup>10</sup> Cour, 4 juin 1973 Pas. 22, page 334.

<sup>11</sup> Cour, 13 juin 1990 Pas. 28, page 45.

<sup>12</sup> TA Luxembourg, 1ère ch., n° 138.280, ID Legicorp n° 16359 publié in Jurisnews – Droit de la Propriété Intellectuelle, vol. I – n° 2/2012.

<sup>13</sup> n° 38033, ID Legicorp n° 17830, même publication. L'arrêt de la Cour confirme les motifs du premier juge quant aux critères d'application de la protection des droits d'auteur, quoique sur le fond cet arrêt rejette la demande pour défaut de contrefaçon par l'ouvrage incriminé.

## La cessibilité des droits d'auteur

9. Sur un autre plan, le caractère pragmatique de notre droit d'auteur s'est manifesté, dans la loi du 18 avril 2001, par la disposition de l'article 11 de cette loi qui consacre la cessibilité des droits d'auteur tant moraux que patrimoniaux. L'alinéa premier de cet article prévoit que « indépendamment des droits patrimoniaux d'auteur, et même après la cession des dits droits, l'auteur jouit du droit de revendiquer la paternité de son œuvre et de s'opposer à toute déformation, mutilation ou autre modification de celle-ci ou à toute autre atteinte à la même œuvre préjudiciable à son honneur ou à sa réputation ». Cependant l'alinéa 2 dispose que « l'auteur peut céder et transmettre tout ou partie de ses droits moraux », pour autant qu'« il ne soit pas porté atteinte à son honneur ou à sa réputation ».

10. La lecture des articles 2 et 11 de la loi – outre que, curieusement, l'article 11, premier alinéa figure également et littéralement à l'article 2, premier alinéa – s'analyse comme suit :

- lorsque l'auteur ne cède que ses droits patrimoniaux, il jouit de la paternité de son œuvre et du droit de s'opposer à toute modification de celle-ci ou à toute autre atteinte à cette œuvre préjudiciable à son honneur ou à sa réputation : autrement dit, plus simplement, de ses droits moraux ;
- lorsque l'auteur cède également ses droits moraux, cette cession et l'effet de cette cession ne doivent pas porter atteinte à son honneur ou à sa réputation.

11. Le texte des articles 2 et 11 reflète le caractère laborieux des travaux préparatoires. Le projet de loi qui a mené à la loi de 2001 ne parlait pas encore du droit de « céder et transmettre » les droits moraux, mais de celui de « renoncer à l'exercice » de ces droits<sup>14</sup>. Le commentaire des articles<sup>15</sup> reprenait littéralement sur ce point l'étude de M. Alain Berenboom, professeur à l'Université Libre de Bruxelles qui, comme le rappelle l'exposé des motifs<sup>18</sup>, avait assisté un groupe de travail ad hoc comprenant les représentants des ministères impliqués. L'étude de M. Berenboom constatait que la Convention de Berne permet aux législations nationales de « modaliser » l'exercice des droits moraux, tout en reconnaissant que le droit pour l'auteur de renoncer à ses droits moraux n'est pas admis par tous les pays voisins. Le commentaire, toujours en suivant l'étude Berenboom,

<sup>14</sup> doc. parl. n° 4431, p.11.

<sup>15</sup> doc. parl. n° 4431 p.37.

constate que la loi française est « la plus stricte » en ce qu'elle interdit toute espèce de convention relative aux droits moraux, alors que d'autres pays européens, notamment les lois allemande et hollandaise, « sont plus souples » et que la loi belge propose une formule « plus compliquée » qui « sous-entend que l'auteur peut renoncer au droit moral à condition que cette renonciation ne soit pas globale ».

Le Conseil d'Etat s'était ému de cette « renonciation », constatant que le texte proposé différait fondamentalement de l'article 9 de la loi de 1972 dont le Conseil d'Etat proposait le maintien afin de s'en tenir au modèle français<sup>16</sup>.

Les amendements adoptés par la Commission de l'Economie, de l'Energie, des Postes et Transports<sup>17</sup> tout en reconnaissant que « la renonciation à un droit moral, qui est fondamental et intimement attaché à la personne de l'auteur, est difficilement possible », admettait que « par contre, l'auteur peut céder et transmettre tout ou partie de ses droits patrimoniaux ». Paradoxalement, c'est cette position qui amenait la Commission à proposer ce qui est devenu la formule actuelle de l'article 11 alinéa 2, permettant donc de « céder et transmettre » tout ou partie des droits moraux.

12. Ce qui relève des droits moraux, c'est tout le fond de ce droit : on y inclut non seulement la « paternité », mais encore le droit de s'opposer à toute altération de l'œuvre et le droit de la divulguer, tandis que les droits patrimoniaux sont ceux qui permettent d'exploiter le droit d'auteur par la reproduction, la communication et la distribution au public, la location et le prêt.<sup>18</sup>

La cession permise par l'alinéa 2 de l'article 11 permet donc de céder jusqu'à la paternité de l'œuvre. On cite à l'extrême le cas du ghost writer<sup>19</sup>.

13. Ce faisant la loi luxembourgeoise, par la cessibilité des droits, se démarque de celle de la Belgique et, plus nettement encore, de celui de la

<sup>16</sup> La Chambre de commerce (doc. parl. n° 4431, p.3) s'était antérieurement prononcée de façon favorable à la nouvelle disposition.

<sup>17</sup> doc. parl. n° 4431<sup>3</sup>.

<sup>18</sup> Putz, op. cit. nos 40 et suivante

<sup>19</sup> Putz, op. cit. n° 215.

France qui consacre le caractère inaliénable des droits moraux<sup>20</sup>.

Monsieur Jean-Luc Putz constate qu'« en rupture » avec la législation sur les droits d'auteur de la Belgique et de la France, « la loi luxembourgeoise admet bien l'aliénabilité des droits d'auteur même moraux ». L'auteur s'en console cependant en admettant qu'il subsiste « un noyau dur de droits moraux fondamentaux qui crée un lien permanent et indélébile avec son œuvre ».

C'est vrai puisque, comme constaté plus haut, selon les textes identiques de l'article 2 et de l'alinéa 2 de l'article 11 de la loi, même en présence d'une cession des droits moraux, l'auteur est protégé contre l'atteinte à son honneur et à sa réputation.

14. La comparaison avec la loi française n'en est pas moins impressionnante. L'article L121-1 du Code de la propriété intellectuelle français exclut la cession des droits moraux et déclare solennellement que le droit de l'auteur au respect de son nom, de sa qualité et de son œuvre, est « perpétuel, inaliénable et imprescriptible ». Seuls les droits patrimoniaux sont cessibles et parmi ceux-ci, avec des restrictions, le droit de représentation et le droit de reproduction<sup>21</sup>.

Même là où le droit d'exploitation peut être cédé, l'article L121-4 du code de la propriété intellectuelle français réserve à l'auteur un « droit de repentir » et un « droit de retrait », même postérieurement à la publication de son œuvre. Un tel droit de retrait et de repentir ne se retrouve pas dans la loi luxembourgeoise, et cette omission est volontaire. L'avis du Conseil d'Etat s'était prononcé en ce sens déjà sous le projet de loi n°359<sup>22</sup>, et le projet de loi n°4431<sup>23</sup> écartait clairement tout droit de l'auteur, une fois l'œuvre divulguée, de revenir sur cette divulgation.<sup>24</sup>

<sup>20</sup> Putz, op. cit. n° 199. L'auteur parle d'une « rupture » avec la législation sur le droit d'auteur de nos pays voisins (l'ouvrage vise, par erreur, le second alinéa de l'article 2, alors qu'il s'agit bien de l'article 11).

<sup>21</sup> article L 122-7

<sup>22</sup> qui avait été destiné à modifier la loi de 1898 et qui fut repris par le projet de loi n°1377 ayant abouti à la loi de 1972

<sup>23</sup> conformément à l'avis Berenboom, doc. parl. n° 4431, commentaire des articles p.28

<sup>24</sup> Putz, op. cit. n° 232, voir également l'étude Berenboom qui note que le droit au repentir et au rachat existe également en Allemagne (ad article 2, commentaire).

15. La grande liberté de cession ainsi introduite par la loi en 2001 comporte cependant une condition: selon l'article 12 la cession se prouve par écrit. Nonobstant la référence dans ce texte à la preuve, il semble, à lecture des travaux préparatoires, que la formalité de l'écrit ne serait pas une simple règle de preuve, de sorte que la sanction de l'absence d'écrit serait que l'auteur serait «considéré comme n'ayant pas cédé ses droits»<sup>25</sup>. Sous la loi antérieure, la preuve, à défaut de disposition contraire, restait régie par l'article 1341 du code civil. L'article 12 de la loi comporte une deuxième réserve en disposant que la cession s'interprète restrictivement en faveur de l'auteur<sup>26</sup>.

16. La loi connaît, en revanche, certaines présomptions de cession: ainsi les articles 50 et 51, dans le domaine des droits voisins, prévoient que les artistes formant un ensemble sont censés avoir cédé à celui qui les dirige, tels les chefs d'orchestre, le pouvoir d'autoriser en leur nom la reproduction de l'œuvre à laquelle ils participent.

17. Des dispositions spéciales régissent la cession des œuvres plastiques.

Tout d'abord, l'article 26 de la loi dispose que « comme pour les autres œuvres, la cession d'une œuvre plastique n'emporte pas le droit d'exploiter celles-ci ». En d'autres mots, l'achat d'un tableau ou d'une sculpture ne confère pas d'autres droits d'auteur sur cette œuvre.

La formule introductive de cet article, un peu surprenante, « comme pour les autres œuvres », semble viser la comparaison avec des œuvres littéraires où, bien évidemment, l'achat d'un livre ne vaut pas acquisition des droits d'auteur sur ce livre. Sans doute le traitement spécial ainsi réservé à l'œuvre plastique s'explique-t-il par le fait que ces œuvres sont soit uniques soit présentes, comme souvent pour les sculptures, un tirage limité, ou encore

<sup>25</sup> doc. parl. n° 4431, commentaire des articles, ad. article 12.

<sup>26</sup> On peut s'étonner de ce que ces deux éléments de réserve à l'article 12 ne semblent porter, quant à la cession, que sur les «droits patrimoniaux». Faut-il croire que la cession des droits moraux pourrait se faire même en l'absence d'un écrit, et que ces droits ne seraient pas sujets à l'interprétation restrictive? Ce serait étonnant, pour ne pas dire absurde, et il faut donc supposer que l'article 12 a été introduit à la loi du 18 avril 2001 avant le texte de l'article 11 qui, à l'origine, au projet de loi n° 4431 ne visait la cession et la transmission que pour les droits patrimoniaux. L'article 12 soulève d'ailleurs une deuxième énigme: l'exigence de l'écrit n'est énoncée qu'«à l'égard de l'auteur». En d'autres termes, l'auteur peut-il, à l'égard du cessionnaire, prouver la cession selon les modalités de preuves du Code Civil?

un tirage toujours limité mais plus large pour les lithographies et autres œuvres plastiques non « originales » au sens du terme dans ce contexte.

La cessibilité des droits d'auteur, telle que régie par l'article 11 de la loi s'applique donc, pour le surplus, à l'œuvre plastique comme à toutes les autres œuvres.

L'article 27 de la loi se réfère à une autre particularité de l'œuvre plastique en ce qu'il confère à l'acquéreur d'une telle œuvre le droit de l'« exposer » dans des conditions non préjudiciables au droit, à l'honneur et à la réputation de l'auteur, normalement donc dans des musées ou autres collections.

Une disposition plus particulière encore est consacrée au portrait où l'article 28 introduit une protection qui concerne la personne représentée dans le portrait : ni l'auteur ni le propriétaire du portrait ne peuvent, pendant vingt ans à partir du décès de la personne représentée, reproduire ni communiquer ce portrait ou l'exposer publiquement sans l'assentiment de cette personne.

Enfin l'article 30 introduit ce que l'on désigne par le « droit de suite ». À la suite de la cession de l'œuvre plastique, lorsqu'elle est originale c'est-à-dire lorsqu'elle n'est pas le résultat d'une reproduction, l'acquéreur n'est pas, sauf certaines exceptions, libre de revendre l'œuvre lorsque cette vente est faite à l'intervention d'un professionnel du marché de l'art et, d'une manière générale, d'un commerçant d'œuvres d'art, sans que l'auteur participe au produit d'une telle revente. La loi prévoit à ce sujet un tarif à fixer par règlement grand-ducal: ce règlement est intervenu le 25 août 2006.

### La durée de protection des droits d'auteur

18. Sous le régime de la Convention de Berne, la durée de la protection, telle qu'elle était prévue à l'article 7, était celle d'un minimum en ce sens que, aux termes du paragraphe 6 de cet article, les pays de l'Union avaient la faculté d'accorder une durée de protection supérieure aux durées prévues par la Convention. Cette durée était celle de la vie de l'auteur et de cinquante ans après sa mort ; par exception, le minimum de la durée de protection des œuvres photographiques et des arts appliqués était de vingt-cinq ans à compter de la réalisation de l'œuvre.

Sous la loi du 29 mars 1972, la durée de protection était ainsi fixée à cinquante ans, mais ce également pour les œuvres photographiques et celles des arts appliquées.

19. La Directive 93/98/CEE du 29 octobre 1993 allait, dans la Communauté, d'une part dans l'intérêt de l'harmonisation des législations des Etats membres, substituer au régime de la durée minimum celui d'une durée fixe et, d'autre part, porter cette durée, pour les droits d'auteur, à soixante-dix ans après la mort de l'auteur et, pour les « les droits voisins », c'est-à-dire les droits des artistes, interprètes ou exécutants, ceux des producteurs de phonogramme, des producteurs de films et des organismes de radiodiffusion, à cinquante ans.

Dans son considérant (5) la Directive avait noté que la durée de protection prévue par la Convention de Berne, de cinquante ans après la mort de l'auteur, était « destinée à protéger l'auteur et les deux premières générations de ses descendants » et que « l'allongement des durées de vie moyennes dans la Communauté est telle que la dite durée n'est plus suffisante pour couvrir deux générations ». Le considérant (6) notait également que certains Etats Membres avaient accordé des prolongations de la durée au-delà de cinquante ans « afin de compenser les effets des guerres mondiales sur l'exploitation des œuvres ».

20. En transposition de la Directive, la durée de soixante-dix ans pour les droits d'auteur, tout comme celle de cinquante ans pour les droits voisins, furent introduites par la loi du 8 septembre 1997 et maintenues par les articles 9 et 45 de la loi actuelle qui prévoit à son article 69 une durée de 15 ans pour les banques de données.

21. Les avantages et les inconvénients de l'harmonisation dans la Communauté et de la fixation impérative de la durée allongée des droits d'auteur n'avaient pas échappé aux législateurs. L'exposé des motifs du projet de loi avait évoqué le risque « d'entraver la diffusion des œuvres et leur libre incorporation dans le processus cumulatif de la création intellectuelle et artistique ».

22. Cependant, sur un point important, la Directive renonçait à l'harmonisation : l'article 9 de la Directive déclare en effet qu'elle « ne porte pas atteinte aux dispositions des Etats membres régissant les droits moraux ».

C'est ainsi qu'en France, la loi peut continuer à consacrer la perpétuité des droits moraux alors qu'au Luxembourg les limites temporelles de soixante-dix ans et de cinquante ans s'appliquent aux droits moraux comme aux droits patrimoniaux<sup>27</sup>, l'article 9 de la loi ne faisant aucune distinction à cet égard.

Au cours de la discussion, animée sur ce point, qui a suivi la présente communication, il s'est avéré qu'il existe une forte pression à l'encontre de cette longue durée de protection, et ce non seulement du côté des jeunes, avides de ressources informatiques, mais encore de la part des instances publiques, telles que les bibliothèques, nationales ou autres, désireuses d'être autorisées plus rapidement à la numérisation des œuvres littéraires.

### Protection et liberté

23. La liberté de céder même les droits moraux d'une œuvre peut être un remède à la durée de la protection, si on la considère comme excessive, et à un verrouillage excessif des œuvres. Ainsi la veuve de Tintin – pardon de Georges Rémi alias Hergé – et son second mari sont critiqués pour leur excès de protection de l'œuvre de Tintin. Selon Le Monde des 14-15-16 juillet 2012, ils gèrent le patrimoine de Tintin d'une « main de fer », à tel point que « de nombreux tintinophiles s'en agacent ». Leurs actions en justice auraient fait dénoncer à l'encontre de la veuve d'Hergé une « stratégie d'enterrement ». On cite comme exemple l'action entreprise par voie de saisie-contrefaçon contre un éditeur français de romans humoristiques qui s'appelle joliment « Gordon Zola », nom qui rappelle étrangement celui du très méchant « marquis de Gorgonzola » qui, dans un des albums de Tintin<sup>28</sup>, fait des pas de danse avec la Castafiore mais qui n'est autre que l'affreux Rastapopoulos déguisé. Or l'action entreprise par les Hergé paraissait à première vue justifiée, à voir des titres choisis par Monsieur Zola comme « Le Crado pince fort » ou « Saint-Tin au Gibet » qui n'y vont pas par quatre chemins dans l'imitation. Et pourtant M. Zola fut acquitté par la Cour d'Appel de Paris déclarant que sa maison d'édition n'avait pas « dépassé les lois du genre ». La référence aux « lois du genre » vise l'exception de la parodie qui constitue, également en droit luxembourgeois, l'une des exceptions à l'interdiction de l'infraction au droit d'auteur : il s'agit de l'article 10.6 qui permet « la caricature, la parodie ou le pastiche qui a pour but de railler l'œuvre parodiée, à la condition qu'ils

<sup>27</sup> Putz, op. cit. n° 196 et doc. parl. n° 359/1377, exposé des motifs p. 384.

<sup>28</sup> Coke en stock.

repondent aux bons usages en la matière et notamment qu'ils n'empruntent que les éléments strictement nécessaires à la caricature et ne dénigrent pas l'œuvre».

Cela dit, Tintin se porte tellement bien que, selon Le Monde, il est traduit en 77 langues, dont « le tibétain, le khmer et le chinois, mais aussi l'alsacien, le breton ou le basque » – bien sûr Le Monde ignore la traduction en luxembourgeois où les Dupont et Dupond apparaissent comme Biever et Biewer. À donner envie aux vaillants auteurs des travaux de notre Institut.

### Les exceptions au droit d'auteur

24. La loi du 18 avril 2001 énumère très restrictivement, à son article 10, les exceptions au droit d'auteur, parmi elles, celle de la parodie rappelée plus haut. Certaines exceptions qui furent proposées dans le projet de loi qui a abouti à la loi modificative du 18 avril 2004 ne furent pas adoptées<sup>29</sup>, telle que l'exception de la reprographie, pourtant autorisée sur le plan communautaire<sup>30</sup>, qui consiste à prendre des « reproductions dont le support final est un support papier ou similaire » et qui aurait été exemptée lorsqu'elle aurait été effectuée par des individus ou des entreprises « à des fins privées ou commerciales ».

25. Le droit d'auteur est donc fort bien protégé en droit luxembourgeois et les organismes de gestion collective, tels que LUXORR, SACEMLux et ALGOA, y veillent jalousement.

Certaines sociétés ou associations, telles que des organisations professionnelles, qui sont conduites, dans le cadre de leurs activités, à réaliser des reproductions d'œuvres protégées, sont ainsi amenées à avoir recours à un tel organisme de gestion collective en vue d'être autorisées à procéder à la reprographie et, pour les panoramas de presse, à la reproduction par numérisation.

26. La Convention de Berne, en son article 6, réserve à la législation des pays de l'Union la faculté d'exclure de la protection les discours politiques et les discours prononcés dans les débats judiciaires. L'article 10.8 de la loi fait usage de cette faculté et dispose que ne bénéficient pas du droit d'auteur les actes de l'autorité ainsi que les discours prononcés dans

29 doc. parl. n° 5128, page 15 et n° 5128<sup>2</sup>, page 4

30 Putz, op. cit. no 376

les assemblées délibérantes, dans les audiences publiques, ni les jugements ni les plaidoiries ne tombent donc sous la protection – ou dans les réunions politiques. Toutefois, l'auteur a seul le droit de tirer à part ou de réunir en recueil ses discours.<sup>31</sup> Quant aux conférences publiques, elles sont protégées<sup>32</sup>, mais l'orateur ne peut pas s'opposer à l'utilisation de courts extraits de ces conférences dans la mesure justifiée par le but d'information poursuivie et pour autant que la source, y compris le nom de l'auteur, soit indiqué, à moins que cela ne s'avère impossible.<sup>33</sup>

### L'œuvre dirigée

27. Pour revenir au caractère « entrepreneurial » de notre loi, l'article 6 y consacre la notion de « l'œuvre dirigée ». L'œuvre dirigée est définie comme celle « créée par plusieurs auteurs à l'initiative et sous la direction d'une personne physique ou morale qui l'édite ou la produit et la divulgue sous son nom et dans laquelle la contribution des auteurs participant à son élaboration est conçue pour s'intégrer dans cet ensemble ». Dans ce cas, ajoute le 2<sup>e</sup> alinéa de l'article 6, « sauf disposition contractuelle contraire, la personne physique ou morale sous le nom de laquelle l'œuvre dirigée a été divulguée, est investie à titre originaire des droits patrimoniaux et moraux d'auteur sur l'œuvre ».

28. La notion d'œuvre dirigée est, là encore, particulière au droit luxembourgeois. Le terme d'œuvre dirigée a été préconisé par le professeur Berenboom, suivi en cela par le commentaire des articles au projet de loi qui a conduit à la loi de 2001<sup>34</sup>. La notion d'œuvre dirigée a intentionnellement été retenue plutôt que celle d'œuvre collective figurant à l'article L113-2 alinéa 3 du Code de la propriété intellectuelle français. Par rapport à la notion d'œuvre collective, le choix de celle d'œuvre dirigée, selon le professeur Berenboom, entendait marquer qu'elle, « ne s'applique qu'aux œuvres dont l'entrepreneur commercial a véritablement dirigé la conception », cela aussi pour éviter toute discussion sur l'attribution des droits moraux sur l'œuvre dirigée qui, dans la notion de l'œuvre collective restaient, comme s'exprime la Commission parlementaire<sup>35</sup>, réservés à l'auteur individuel

31 Putz, op. cit. n° 368

32 article 10.13 de la loi

33 Putz, op. cit. n° 364

34 doc. parl. n° 4431, page 32

35 doc. parl. n° 4431<sup>3</sup>

dirigé. Et, l'avis de la Chambre de commerce<sup>36</sup>, commentant l'article 6, alinéa 2, disait que « les droits patrimoniaux et moraux appartiennent dans un tel cas à titre originaire à l'employeur ».<sup>37</sup>

29. Le plus souvent, dans l'œuvre dirigée, celui qui la « dirige » est celui qui rémunère à un titre ou un autre ceux qui fournissent les contributions individuelles et la plupart du temps l'employeur.

Il convient de rappeler à ce sujet que la situation du contrat de travail n'est visée expressément par aucun des textes de loi successifs sur le droit d'auteur. Cependant une jurisprudence déjà ancienne rendue sous le régime de la loi de 1972 s'exprimait en ce sens « qu'en matière de droit du travail, il est de principe que, sauf convention contraire (...), le droit du travail du salarié appartient à l'employeur ». L'article 6, alinéa 2 érige l'attribution du droit d'auteur à titre originaire en une présomption simple qui, à ce titre, vaut « sauf disposition contractuelle contraire ». Dès lors, et notamment lorsque le contributeur individuel est lié à celui qui édite, produit et divulgue l'œuvre dirigée par un contrat de travail, l'attribution du droit d'auteur à titre originaire à celui-ci ne requiert pas la conclusion d'un contrat par lequel le contributeur individuel lui céderait ses droits.

36 doc.parl. n° 4431<sup>1</sup>, page 2

37 Dans son premier avis du 30 novembre 1999 (doc.parl. n° 4431<sup>2</sup>), le Conseil d'Etat avait émis certaines hésitations sur la conception de l'œuvre dirigée et avait préconisé plutôt le recours à la notion française d'œuvre collective. Le Conseil d'Etat se référait (page 4 de l'avis) à des cas tels que ceux des « *Mélanges* » rédigés « en l'honneur de personnalités illustres ». Avec le respect dû à la Haute Corporation il est permis de penser que de tels « *mélanges* », même s'ils sont recherchés et collectés par une personne ou un comité de rédaction, et même si l'on peut, selon le cas, les considérer comme une œuvre collective au sens de la loi française, ne sont pas une œuvre dirigée puisque chacun des auteurs fournit librement sa propre contribution. Nous reviendrons à l'œuvre dirigée par comparaison avec certains recueils de notre Institut.

Le Conseil d'Etat, dans la suite de son avis (page 5), en pensant à des œuvres dirigées à caractère plutôt commercial, se ralliait à la formule proposée, mais en suggérant de prévoir que, lors de telles œuvres dirigées, les droits patrimoniaux et moraux respectifs seraient à fixer « contractuellement ». Cette proposition ne fut pas retenue lors des amendements adoptés par la Commission parlementaire (doc.parl. n° 4431<sup>3</sup>), la Commission estimant (commentaires des articles, page 22), comme l'avait fait le professeur Berenboon, que celui qui dirige l'œuvre doit être investi non seulement des droits patrimoniaux, mais également des droits moraux, « alors que l'œuvre collective, telle que définie en droit français, laisse l'attribution de ces droits moraux à la décision des tribunaux ». Dans son avis complémentaire du 10 octobre 2000, le Conseil d'Etat n'est plus revenu à l'article 6 du projet de loi et à la proposition qu'il avait faite à ce sujet, de sorte que l'article 6 fut finalement adopté dans la forme originellement proposée (. Voir également sur la notion d'œuvre dirigée et les travaux préparatoires cités ci-dessus, Putz, op.cit. nos 570 ss).

## Le droit d'auteur et les personnes morales

30. L'article 7 de la loi, en disposant que la qualité d'auteur appartient, sauf preuve contraire, à celui ou à ceux sous le nom de qui l'œuvre est divulguée, ne fait pas de distinction entre les personnes physiques et les personnes morales.<sup>38</sup>

La jurisprudence luxembourgeoise ne fait pas davantage une telle distinction ainsi qu'on le constate à l'examen d'un arrêt de la Cour d'appel du 13 juin 1990 qui, sous le régime de la loi de 1972, reconnaît implicitement, mais nécessairement, le droit d'auteur à une société à responsabilité limitée en prononçant une condamnation à des dommages-intérêts en sa faveur en réparation de la contrefaçon dont elle était la victime<sup>39</sup>. Il en va de même d'un jugement en référé du 30 septembre 2011 et d'un arrêt en référé de la Cour du 25 avril 2012<sup>40</sup>: les premiers juges allouent des dommages-intérêts pour contrefaçon au droit d'auteur d'une société à responsabilité limitée ; l'arrêt, dans ses motifs, confirme implicitement le droit d'auteur de cette personne morale, mais, sur le fond, rejette la demande pour défaut de contrefaçon.

31. Dans certains cas, la loi vise expressément une « personne physique ou morale ». Il en est ainsi à l'article 6 de la loi pour l'œuvre dirigée, à l'article 20 pour l'œuvre audiovisuelle et à l'article 67 pour les bases de données. Ces cas sont si importants qu'ils paraissent exprimer plutôt la règle que l'exception, de sorte que là où la loi parle de « la personne », et sauf contexte manifeste contraire, tel que la référence au décès de l'auteur, il s'agit de la personne morale au même titre que de la personne physique.

32. Là encore le droit luxembourgeois se démarque, comme sur d'autres points, des conceptions françaises, ou à tout le moins des termes adoptés par la Cour de Cassation de France qui affirme que « seule une personne physique peut être reconnue comme auteur ». D'ailleurs même en France cette conception est battue en brèche par l'article 1113-2, 3<sup>e</sup> alinéa, du code de la propriété intellectuelle qui, à l'instar de l'article 6 de notre loi pour l'œuvre dirigée, définit l'œuvre collective comme celle créée sur l'initiative d'une « personne physique ou morale qui l'édite », et par l'article L-1113-5 du même code qui précise que l'œuvre collective est,

38 Il en était de même déjà sous l'article 6 de la loi de 1972.

39 Pas. 28, p.45.

40 cités supra n° 8

sauf preuve contraire, la propriété de la personne physique ou morale sous le nom de laquelle elle est divulguée. Et la doctrine en France, à propos de l'œuvre collective, constate qu'en pratique en ce qui concerne l'œuvre collective, le titulaire des droits est presque toujours une personne morale<sup>41</sup>.

En Belgique, alors que l'article 6, alinéa 1<sup>er</sup>, dit que « le titulaire originaire du droit d'auteur est la personne physique qui a créé l'œuvre », ce texte ne vise selon la jurisprudence que le « titulaire originaire » du droit d'auteur, alors que, selon l'alinéa 2 du même article 6, la personne qui apparaît sur l'œuvre par la mention de son nom ou d'un sigle permettant de l'identifier, et qui est ainsi présumée être l'auteur, soit originaire, soit cessionnaire, peut être une personne morale<sup>42, 43</sup>.

41 A. et H.J. Luca, op. cit. n° 201.

42 Cass. 1<sup>er</sup> ch. 12 juin 1998, Auteurs et Media, 1999, p.59.

43 M. Jean-Luc Putz estime cependant (op. cit. n°144) qu'il découlerait de ce que « l'auteur est celui qui a créé l'œuvre » que cet auteur ne pourrait être qu'une personne physique. L'auteur considère que « Dans la conception continentale du droit d'auteur, il s'agit donc de la personne dont l'œuvre porte l'empreinte de personnalité » et encore qu'une « personne morale, telle une société ou une association ne peut pas être « auteur », donc être titulaire originaire de droits d'auteur ». M. Putz fonde son opinion sur la conception « qu'une personne morale n'est qu'un artifice juridique et n'a pas de personnalité ni de caractère propre dont elle pourrait imprégner une œuvre ».

Or la conception « continentale » du droit d'auteur dont il est question ici paraît plutôt être la conception française au sens le plus restrictif du terme et dont notre législation s'est démarquée sur des points majeurs. Et les temps sont révolus où l'on considérerait la personne morale comme un « artifice juridique ».

Nous ne sommes pas davantage convaincus par l'argument que l'auteur voit à sa thèse dans le fait que l'article 9 de la loi du 8 juin 2004 sur la liberté d'expression dans les médias dispose que « la qualité d'auteur, ainsi que les droits de l'auteur sur l'œuvre journalistique, sont régis par la législation concernant les droits d'auteur, les droits voisins et bases de données ». L'auteur cite l'exposé des motifs de ce projet de loi disant que « le journaliste est titulaire des droits d'auteur sur sa contribution » et que le paragraphe 9 a été introduit « à la demande expresse du Conseil de Presse ». Or, nous verrons (infra n° 34) que cette disposition est, comme l'a dit le Conseil d'Etat, « dépourvue de tout apport normatif et pouvait sans dommage être éliminée du projet de loi sous avis ». Ce texte est donc simplement confirmatif de l'applicabilité du droit d'auteur à l'œuvre journalistique. Il s'y ajoute que les produits d'un journal sont, en règle générale, une « œuvre dirigée » pour laquelle la loi prévoit expressément qu'elle émane d'une personne physique ou morale.

Peut-être ne sommes-nous pas opposés autant qu'il paraît à ce sujet. M. Putz prend soin en effet de dire qu'à son avis une personne morale ne peut être « titulaire originaire » du droit d'auteur. La jurisprudence belge (supra n° 32) s'est emparée de la distinction entre le « titulaire originaire » du droit d'auteur et le titulaire qui le devient en tant que personne morale.

33. Comme relevé plus haut, la question ne se pose pas pour celui se trouve devant une œuvre dirigée où la loi attribue expressément à celui qui la dirige la qualité de titulaire « à titre originaire », ce qui résout le problème dans le domaine industriel ou commercial où cette personne est l'employeur ou plus généralement l'entrepreneur au nom duquel l'œuvre est produite et divulguée.

### Le journaliste et le droit d'auteur

34. La législation sur la presse marque-t-elle, quant à l'œuvre des journalistes, un élargissement de plus du domaine du droit d'auteur? La loi du 8 juin 2004 sur la liberté d'expression dans les médias en son article 9, non modifié sur ce point par la loi du 11 avril 2010, dispose comme suit: « Les œuvres journalistiques sont protégées par le droit d'auteur au même titre que les œuvres littéraires et artistiques ». Serait-ce dire qu'avant cette loi le résultat du travail du journaliste n'aurait pas été à ranger dans les « œuvres littéraires et artistiques » au titre de l'article premier, paragraphe 1 de la loi sur les droits d'auteur?

Le commentaire de l'article 9 au projet de loi qui a conduit à la loi du 8 juin 2004 sur la presse<sup>44</sup> dit le contraire: « Le journaliste est titulaire des droits d'auteur sur sa contribution laquelle est protégée dès lors qu'elle remplit les conditions d'originalité et de mise en forme requise en application de notre législation sur le droit d'auteur et les droits voisins. La disposition sous examen a été introduite à la demande expresse du Conseil de Presse. Elle ne fait qu'affirmer un principe qui découle de la loi du 18 avril 2001 sur le droit d'auteur et les droits voisins. ». Et le Conseil d'Etat dans son avis du 3 juin 2003<sup>45</sup>, en se référant à ce commentaire de l'article 9 au projet de loi, confirme que cette disposition est « dépourvue de tout apport normatif et peut en conséquence sans dommage être éliminée du projet de loi sous avis. ». L'Union des Journalistes, dans son avis complémentaire du 17 juillet 2003<sup>46</sup> persiste cependant en disant: « Contrairement à l'avis du Conseil d'Etat, l'Union des Journalistes de Luxembourg soutient son attachement à l'article 9 concernant les droits d'auteur », estimant que « la

44 doc. parl. n° 4910, page 18

45 doc. parl. n° 4010<sup>7</sup>, page 23

46 doc. parl. n° 4910<sup>8</sup>

Quoi qu'il en soit, l'article 9 est resté en place, et s'il n'était pas indispensable il peut apporter une confirmation utile.

35. N'oublions pas cependant que ce n'est pas n'importe quel travail journalistique qui est ainsi protégé par le droit d'auteur. Comme c'est le cas pour toutes les œuvres littéraires et artistiques, la condition de leur protection est qu'elles soient originales, sans plus, comme nous l'avons constaté.

36. Et rappelons aussi que ce droit est cessible comme l'est le droit d'auteur en général ainsi que le dit l'article 11, deuxième alinéa, tant pour les droits patrimoniaux que pour les droits moraux. Le commentaire des articles au projet de loi sur la liberté d'expression dans les médias ajoutait au sujet de l'article 9<sup>48</sup> : « Dans la plupart des cas les droits d'auteur sont cédés aux termes d'une clause contractuelle à l'employeur/éditeur qui acquiert dès lors les droits d'exploitation l'autorisant à exploiter cette contribution, notamment en la communiquant au public moyennant un média ». En réalité, une telle cession par voie de contrat n'est pas indispensable depuis l'introduction dans le droit d'auteur de la notion de l'œuvre dirigée. Avant même l'avènement de la loi sur la liberté de la presse dans les médias en son article 9, la loi de 2001 sur les droits d'auteur devait faire ranger l'œuvre journalistique sous cette catégorie telle que définie par l'article 6. Un journal est en effet nécessairement créé par un nombre de journalistes à l'initiative et sous la direction de l'éditeur du journal. Aussi est-ce cet éditeur qui, selon l'alinéa 2 de l'article 6 de la loi sur les droits d'auteurs, est investi à titre originaire de tous les droits d'auteur sur l'œuvre que constitue le journal.

47 L'Union des Journalistes rappelle que lors de l'élaboration de cette loi, la commission *ad hoc* du Conseil de Presse était intervenue auprès du ministre compétent afin d'ajouter, dans l'énumération des œuvres protégées par cette loi, après les termes « artistiques, littéraires », les termes « journalistiques », mais qu'il y aurait été renoncé en vue de revenir à la question dans la loi sur la liberté d'expression dans les médias qui aurait été considérée comme : « mieux appropriée en la manière ». L'Union des Journalistes ajoutait qu' « une annulation de l'article 9 reviendrait à l'abolition du droit d'auteur pour les œuvres journalistiques qu'il faut d'urgence sauvegarder ». Avec le respect dû aux journalistes, il y avait là erreur.

48 doc. parl. n° 4910, page 38

37. Cela est d'autant plus garanti par la crédibilité lorsque l'article qui paraît dans la presse paraît sous sa signature et que l'éditeur du journal y apporte une modification substantielle sans son comportement. <sup>49</sup> Aussi l'article 4, paragraphe 1<sup>er</sup> de la loi sur la liberté d'expression dans les médias dispose-t-il que « tout journaliste a le droit de refuser la communication au public d'une information sous sa signature, lorsque des modifications substantielles y ont été apportées sans son consentement ».

Et l'alinéa 2 de l'article 4 protège encore le journaliste sur le plan du droit du travail en déclarant que le fait du journaliste d'avoir opposé un refus dans ces conditions ne constitue pas un motif de licenciement et ne justifie pas une autre sanction de quelque nature qu'elle soit.

Il est vrai qu'on aurait pu se poser la question de savoir si ce droit au refus n'aurait pas dû trouver application, même sans que la loi sur la liberté d'expression dans les médias ne l'eût dit expressément, en vertu de la Constitution, dont l'article 24 garantit la liberté de la presse, et de la Convention Européenne des Droits de l'Homme, dont l'article 10 garantit la liberté d'expression et d'opinion et la liberté de recevoir et de communiquer des informations.

## II. L'Institut Grand-Ducal et le droit d'auteur

38. Dans la deuxième partie de cette communication, il est proposé, en quelque sorte à titre de « case study », de se tourner vers les œuvres de l'Institut Grand-Ducal et de ses Sections. Le conférencier a bénéficié à ce sujet des réponses que les différentes sections ont données à des questions qu'il leur avait posées en vue de la présente communication sur les aspects factuels de l'incidence du droit d'auteur sur les travaux de l'Institut.

39. Tout d'abord il faut bien se rendre compte que les auteurs de ces travaux sont loin d'être exposés, comme Tintin, à une invasion de contrefaçon. Dans ses réponses, la Section des sciences morales et politiques a fait remarquer, au vu du faible tirage de ses Actes, que la contrefaçon pourrait remédier à sa faible visibilité. Cela pourrait être vrai si ces travaux étaient reproduits ailleurs, mais avec la mention des auteurs et de l'Institut

49 doc. parl. n° 4910, avis de la Chambre de commerce du 16 octobre 2004, p.4 ; Putz, *op. cit.* n° 216 et suivants.

Grand-Ducal, même si une telle reproduction excède l'étendue permise pour la reproduction. Mais ce serait grave si les textes de ces auteurs étaient copiés purement et simplement.

40. Le président de la Section des arts et des lettres se demande si l'on est suffisamment sévère à cet égard: la Lady Rosa de Sanja Inekovic serait-elle en infraction aux droits de Klaus Cito sur la Gëlle Fra? Ou faut-il admettre que Lady Rosa est à l'abri de ce reproche en vertu de l'article 10.6 de la loi<sup>50</sup> qui autorise la caricature et la parodie à la condition qu'elles répondent « au bon usage en la matière » et « n'empruntent que les éléments strictement nécessaires à la caricature, sans dénigrer l'œuvre », cette dernière exigence pouvant poser quelque problème?

41. D'un autre côté, notre confrère estime qu'il existe «un savoir collectif», un «Gedankengut» qui devrait être accessible à tous. On ne trouve pas, dans les exceptions qui figurent à l'article 10 de notre loi, une telle conception qui, en sa généralité, risquerait d'ébranler la protection du droit d'auteur qui constitue une valeur juste et incontestable.

Mais de plus elle serait inutile dans la mesure où la protection du droit d'auteur a ses limites dans le temps<sup>51</sup> qui font que le fonds commun des grandes œuvres est accessible à tous. Les Actes de la Section des sciences morales et politiques n'ont rien à craindre lorsque, depuis le Volume XI, ils montrent une œuvre d'art en page de couverture et, au Volume XV de ces Actes, la mosaïque de l'église San Vitale à Ravenne avec l'empereur Justinien.

Le président de la Section des arts et des lettres s'inquiète donc à tort aussi de savoir s'il peut parler de «langueur monotone» sans citer Verlaine, et son secrétaire, musicologue, n'a rien à craindre s'il lui arrive de parler des «göttliche Längen».

### Quant au domaine protégé par le droit d'auteur

42. Qu'est-ce qui, dans notre domaine, est protégé par le droit d'auteur? L'article premier, alinéa premier de la loi dit que « les droits d'auteur protègent les œuvres littéraires et artistiques originales, quel qu'en soit le

<sup>50</sup> supra n° 23

<sup>51</sup> supra nos 18 ss

genre et la forme ou l'expression ». Quant à la condition de l'originalité, le niveau des ouvrages de l'Institut n'a évidemment rien à craindre.

Ce sont donc les communications et conférences prononcées, et les livres et articles écrits, par les membres de l'Institut Grand-Ducal en ses diverses sections qui sont ainsi protégées par le droit d'auteur.

L'article premier de la loi de 1972 contenant encore une énumération de ce qu'il fallait entendre par « œuvres littéraires et artistiques ». Cette liste était reprise de la Convention de Berne et on doit dès lors la considérer comme étant toujours valable. La liste n'est en effet pas sans intérêt puisqu'elle inclut à côté des « livres, brochures et autres écrits », les « conférences, allocutions, sermons et autres œuvres de même nature ». Il en résulte que les conférences et communications qui sont prononcées à la tribune de l'Institut Grand-Ducal sont protégées par le droit d'auteur<sup>52</sup>, sans préjudice de l'article 10, paragraphe 3 de la loi qui, comme nous l'avons constaté, permet des extraits de ces conférences, lorsqu'elles sont publiques, dans la mesure justifiée par le but d'information poursuivi et sous la condition que la source, à savoir le type et l'endroit de la publication et de son auteur soient indiqués.

43. Ces travaux sont protégés avant même d'être transcrits, comme c'est régulièrement le cas entre autres pour la Section des sciences morales et politiques, dans des recueils tels que ses Actes, et cela même si elles ne sont jamais couchées par écrit. L'œuvre, comme le dit un auteur<sup>53</sup> est « indépendante de tout support matériel »<sup>54</sup>.

Relèveront également du droit d'auteur, dans la pratique de cette Section, les interventions de l'auditoire au cours de la discussion qui suit ses conférences avant même ou sans qu'elles soient transcrites dans ses Actes.

<sup>52</sup> supra n° 26

<sup>53</sup> Putz, n° 127, op. cit.

<sup>54</sup> C'est une option que notre loi avait prise alors que la Convention de Berne aurait permis de ne pas protéger les œuvres tant qu'elles n'ont pas été fixées sur un tel support matériel. La question peut évidemment être théorique puisque l'absence d'écrit rend difficile sinon impossible la preuve d'une contrefaçon ou d'un plagiat.

**Qui, dans les travaux de l'Institut, est protégé comme titulaire du droit d'auteur ?**

44. En premier lieu, ce sont ceux des membres des Sections ou de leurs invités qui présentent des communications ou rédigent des articles. Mais ces travaux sont le plus souvent regroupés dans des recueils publiés par nos Sections sous une forme collective. Il importe donc de déterminer d'abord les droits individuels de ces auteurs et, dans une deuxième partie, d'examiner si les Sections et l'Institut lui-même bénéficient de droits sur ces travaux.

45. C'est l'occasion de signaler ici les nombreuses et importantes publications collectives de l'Institut Grand-Ducal. Il s'agit, quant à la Section historique, de ce qu'elle désigne comme « Publications », quant à la Section des sciences, de ses « Archives », quant à la Section médicale, du « Bulletin de la société des sciences médicales », pour la Section linguistique, des « Annuaires » et depuis 1953 du « Bulletin linguistique et ethnologique », de ses « Beiträge zur Luxemburgischen Sprach- und Volkskunde » et de ses « Materialien zur regionalen Geschichte », pour la Section des arts et lettres, de sa « Revue arts et lettres » et pour la Section des sciences morales et politiques, de ses « Cahiers »<sup>55</sup> et, depuis 2000, de ses « Actes » et encore depuis ces dernières années, de ses « Tables rondes », telles que « Population luxembourgeoise » (2010) et « Révision de la Constitution » (2011).

46. Il importe donc, sur le plan juridique, de situer ces travaux par rapport à certaines notions prévues par la loi sur les droits d'auteur, celle qu'elle désigne comme l'« œuvre dirigée », celle appelée l'« œuvre indivise » et celle du « contrat d'édition », et encore à des notions non prévues par la loi sur les droits d'auteur, mais régies par le droit civil, comme « l'œuvre de commande ».

<sup>55</sup> *Libéralisation de l'Avortement* (1973), *le Suicide* (1979), *les Etrangers et leur Insertion à la Collectivité Luxembourgeoise* (1980), *Presse Ecrite et Télécommunications* (1983), *la Liberté de la Presse dans la Loi Luxembourgeoise* (1985), *Presse Ecrite et Télécommunications* (1983), *La Liberté de la Presse dans la Voie Luxembourgeoise* (1985), *L'Enseignement Public et Education Morale* (1987), *Commémoration des Cartes* (1998) ; *Réflexions sur la Réforme de la Constitution* (1998), *Le Marché Unique de 1993 et ses Répercussions sur le Luxembourg* (1999), *Mobilité et Flexibilité dans l'Economie* (1992), *Le Traité de Maastricht et la Constitution* (1993), *La Problématique de l'Union Monétaire Européenne* (1997), *Faut-il Dépénaliser l'Euthanasie* (2007), *Euthanasie et Soins Palliatifs* (2009)

[24]  
[25]  
47. Les communications des membres ou des invités, telles qu'elles paraissent dans les Actes, ne sont sous aucune de leur forme une « œuvre dirigée » au sens de l'article 6 de la loi. Dans le cas de l'œuvre dirigée, c'est l'entrepreneur, le plus souvent l'employeur qui devient, comme constaté plus haut<sup>56</sup>, titulaire originaire du droit d'auteur, et la contribution individuelle perd son autonomie et sa protection.

48. Il faut par contre situer le type de ces travaux collectifs par rapport à « l'œuvre indivise » visée par l'article 5 de la loi. Selon le premier paragraphe de cet article « lorsque les droits d'auteur sont indivis, leur exercice est réglé par convention ». Mais l'alinéa 2 prévoit que « chacun des coauteurs reste libre de poursuivre en son nom et sans l'intervention des autres l'atteinte qui serait portée au droit d'auteur et de réclamer des dommages-intérêts pour sa part à condition de mettre en cause les autres coauteurs ». Enfin, l'alinéa 3 de cet article 5 prévoit que lorsque « la contribution des coauteurs dans l'œuvre de collaboration peut être individualisée, chacun d'eux pourra exploiter isolément sa contribution personnelle ».

49. Dans quelle mesure les travaux de l'Institut constituent-elles de telles œuvres indivises ?

Le fait que ces travaux sont, à la fin de chaque année ou d'une autre période, réunis dans un volume commun ne les empêche en rien d'être individualisés non seulement par l'indication de l'auteur, mais encore dans leur forme, dans leur sujet et dans la discipline à laquelle ils se rattachent à l'intérieur d'une Section, et encore dans la liberté absolue de chaque auteur sur les plans scientifique et philosophique. A vrai dire, elles n'ont, à part des préfaces et des tables des matières, en commun que leur réunion dans une publication collective.

En ce qui concerne plus particulièrement les « Tables Rondes » de la Section des sciences morales et politiques, elles répondent, il est vrai, aux critères habituellement reconnus aux œuvres indivises : apport personnel et participation concertée<sup>57</sup>. On peut admettre pour ce type de travaux, qu'il y a indivision, mais que, comme le prévoit le paragraphe (3) de l'article 5, « la contribution des coauteurs dans l'œuvre de collaboration peut être individualisée », de sorte que, au vu de ce texte, « chacun d'eux peut, sauf

<sup>56</sup> supra n° 27 ss

<sup>57</sup> Putz, op. cit. n° 558

convention contraire, exploiter isolément sa contribution personnelle ». Encore la décence exige-t-elle que l'auteur marque clairement que sa contribution a été faite dans le cadre du recueil commun.

Tout cela justifie l'usage que ces auteurs font des « tirés-à-part » qui leur sont remis en fin d'année en vue de la distribution à leurs amis et lecteurs.

### **L'Institut Grand-Ducal et ses Sections sont-ils titulaires ou cotitulaires du droit d'auteur?**

50. La loi du 29 mars 1972 en son article premier, dernier alinéa, disposait que « les recueils d'œuvres littéraires ou artistiques qui, par le choix ou la disposition des matières, constituent des créations intellectuelles, sont protégés comme telles, sans préjudice des droits des auteurs sur chacune des œuvres qui font partie de ces recueils ». Le fait que ce texte ne figure plus dans la loi du 18 avril 2001, qui a supprimé l'énumération des droits protégés, ne l'empêche pas de rester valable puisqu'il reprend une disposition de la Convention de Berne, encore en vigueur aujourd'hui, à savoir l'article 2, paragraphe 5, qui continue à viser ces recueils.

On est donc pleinement en droit, en ce qui concerne par exemple la Section des sciences morales et politiques, de considérer ses Cahiers et ses Actes comme protégés, même si les communications de ses membres ou de ses invités sont protégées individuellement. Cela pourrait inclure les précieuses pages de ces Actes telles que par exemple celles décrivant « le Système des Publications ».

51. On peut aussi concevoir que des œuvres de l'Institut Grand-Ducal soient recueillies dans une banque de données au sens de l'article premier, paragraphe 2 de la loi du 18 avril 2001 : « Sont des bases de données, les recueils ou compilations d'œuvres ou d'autres éléments indépendants disposés de manière systématique ou méthodique et individuellement accessibles par des moyens électroniques ou d'une autre manière ». L'établissement et l'extension progressive des sites informatiques des Sections et du portail commun de l'Institut pourraient constituer des étapes éventuelles dans ce sens.

La Section historique a signalé qu'elle a discuté du problème de la numérisation de ses publications ensemble avec la Bibliothèque nationale et que Google a numérisé, sans demander son avis, certaines de ses publications qui se trouvent dans les bibliothèques universitaires

américaines. Il s'agit des premiers volumes parus au 19<sup>ème</sup> siècle et qui ne sont donc plus protégés par le droit d'auteur, dont la durée de protection est de 70 années.

La Section linguistique signale qu'elle est en voie de constituer une base de données. La protection des bases de données protège le contenant, donc la forme, à condition d'être originale<sup>58</sup>, tandis que le contenu n'est protégé « sui generis » que s'il est le résultat d'un investissement substantiel

52. Les références au droit d'auteur varient notablement, quant à leur présentation et leur contenu, selon les Sections. On constatera ainsi, à la page de couverture intérieure des Actes, que c'est la mention de l'Institut Grand-Ducal et non celle de la Section des sciences morales et politiques qui est précédée du sigle ©. La Section des Arts et des Lettres, quant à elle, appose sur ses publications le sigle © en ajoutant à « Institut Grand-Ducal », la mention « Section des Arts et des Lettres ». La Section des Sciences naturelles, physiques et mathématiques, dans ses « Archives » n'emploie pas un tel sigle ni le terme copyright, mais, dans le sens opposé, semble-t-il, ajoute, après la liste des membres de son comité de rédaction, la mention suivante : « La publication des articles et des rapports se fait sous la responsabilité personnelle des auteurs et ne pourra jamais engager celle de la Section ». Est-ce parce que des erreurs dans le domaine des sciences pourraient avoir des conséquences, sur le plan de la responsabilité civile, plus redoutables que des erreurs dans le domaine moral et politique ou des arts?

53. Le sigle ©, et en toutes lettres le mot « copyright », n'ont en eux-mêmes aucun effet juridique. Le propre du droit d'auteur est en effet qu'une œuvre qui satisfait au critère de l'originalité est protégée de ce fait dès sa création sans enregistrement ou inscription, et cela même en l'absence de toute mention de sa qualité donnant droit au droit d'auteur<sup>59</sup>. Le sigle © et le mot « copyright » ne renseignent pas non plus une inscription dans un registre : les articles 94 et 95 de la loi du 18 avril 2001 avaient bien prévu un tel registre dont les modalités auraient été précisées par règlement grand-ducal. Mais devant les difficultés qu'aurait créé l'organisation d'un tel registre, le règlement grand-ducal n'a pas vu le jour et ces articles ont

<sup>58</sup> article 2 de la loi du 18 avril 2001.

<sup>59</sup> Putz, op. cit. n° 82.

été purement et simplement supprimés lors de la modification de la loi par celle du 18 avril 2004<sup>60</sup>.

54. On rencontre un moyen de présentation intéressant quoiqu'un peu ancien dans le «Luxemburger Wörterbuch» qui indique ce qui suit: "Im Auftrag der großherzoglich-luxemburgischen Regierung herausgegeben von der Wörterbuchkommission, auf Grund der Sammlungen, die seit 1925 von der luxemburgischen Sprachgesellschaft und seit 1953 von der sprachwissenschaftlichen Sektion des großherzoglichen Instituts veranstaltet worden sind", mais ajoute „copyright 1975 by P. Linden, Luxembourg“ qui figure aussi comme „Buchdruckerei P. Linden“. Cette dernière mention est surprenante. La Section linguistique a confirmé que M. Linden n'était qu'imprimeur et que sa mention « copyright » était une erreur.

Quelle était le sens des termes « im Auftrag... » et « Herausgegeben » par rapport au gouvernement luxembourgeois ?

Il se peut qu'il se soit agi de l'indication d'une œuvre « de commande ». L'œuvre de commande est une notion pour laquelle on cherche en vain une référence dans la loi sur les droits d'auteur. C'est que la commande d'une œuvre est en elle-même régie par le code civil et le droit général des contrats.<sup>61</sup> En l'occurrence le terme « im Auftrag » pourrait indiquer qu'il s'agissait d'un contrat d'ouvrage de service entre l'Etat et la Section linguistique et son prédécesseur qui, à ce titre, ne retombait sous le droit d'auteur que par l'exploitation, s'il y en avait une, de l'œuvre par celui qui a passé la commande.

On croit savoir qu'à un certain moment une controverse avait surgi à cet égard entre le Gouvernement et la Section linguistique qui semblaient chacun se prévaloir de leurs droits de distribution, mais que la Section linguistique aurait cédé, le gouvernement étant son pourvoyeur de fonds.

55. Dans le cas de la Section des sciences morales et politiques on pourrait trouver une source éventuelle d'œuvre de commande, un peu oubliée, dans une disposition de l'article 2 de son Règlement organique.

<sup>60</sup> Putz, op. cit. n°172 qui parle du registre comme celui d'un « projet mort-né ».

<sup>61</sup> Putz, op. cit. n° 233 et suivants : l'auteur semble attacher au droit d'auteur le fait que l'auteur doit pouvoir décider seul de la réussite de son œuvre et de la divulgation à autrui. On peut se demander si l'on ne se trouve pas ici dans le domaine de l'obligation de faire où la non-exécution ne peut s'exercer en nature.

Il y est dit que: «la Section conseille le gouvernement» dans le domaine qui est le sien et qu'«elle donne son avis sur les questions scientifiques qui lui sont soumises». À part l'initiative que la Section elle-même pourrait prendre pour «adresser des rapports et des vœux au gouvernement», il pourrait donc y avoir ici matière à commande. Pour le moment la Section n'est pas mise à contribution à ce titre.

56. On connaît bien les difficultés auxquelles donnent lieu les œuvres de commande surtout dans les arts plastiques et notamment dans la commande d'un portrait, lorsque le résultat produit par l'artiste ne correspond pas ou ne correspond plus à ce qu'avait espéré celui qui a passé la commande.

57. Pour revenir à la Section linguistique et à son « Wörterbuch », le terme «herausgegeben» attribué à la «Wörterbuchkommission» aurait-il indiqué qu'il s'agissait, avant la lettre, d'un contrat d'édition?

Le contrat d'édition est défini à l'article 14 de la loi du 18 avril 2001 comme celui par lequel «l'auteur charge l'éditeur, sous la responsabilité financière de ce dernier, d'assurer la publication et la distribution publique d'exemplaires corporels de son œuvre littéraire, musicale ou graphique». Dans ce cas l'auteur, selon l'article 16, perd ses droits autres que ceux qu'il retire, selon le cas, de la redevance que l'éditeur lui doit conformément au contrat d'édition. Il ne récupère ces droits que lorsque l'ouvrage est épuisé et s'il n'est pas disponible sur le marché dans un certain délai, à savoir les 12 mois qui suivent l'envoi recommandé que l'auteur aura adressé à l'éditeur le mettant en demeure de rééditer l'ouvrage épuisé. L'auteur garde également selon l'article 18 de la loi le droit de s'opposer à la cession du contrat d'édition à un tiers sans son assentiment.

On trouvera un exemple de contrat d'édition dans les Annales du droit luxembourgeois où les Etablissements Emile Bruylant font mentionner leur adresse du sigle © avec la mention: « Tous droits même de reproduction, d'extrait, de reproduction photomécanique ou de traduction, réservés. ». On voit bien que ceux qui ont recours aux contrats d'édition sont ceux qui s'attendent à ce que leurs ouvrages aient une certaine valeur commerciale au regard de leurs sujets : ce n'est malheureusement pas évident pour les œuvres, quelque distinguées qu'elles soient, de l'Institut Grand-Ducal.

58. Il n'est donc pas étonnant que les publications de l'Institut Grand-Ducal ne font pas, en général, l'objet d'un contrat d'édition. Il est vrai que

la Section des sciences morales et politiques assume bien, quant à ses Actes, la responsabilité financière – grâce au secours de l'Etat – de la publication et de la distribution de ses Actes. Cependant il ne se forme pas de contrat, fût-il oral ou implicite, entre les auteurs et la Section. Tel est du moins le cas à l'heure actuelle. Le remarquable ouvrage de M. Henri Entringer, membre de la Section, sur « Les défis de l'Université du Luxembourg » (2010) est qualifié de « Publication de l'Institut Grand-Ducal, Section des sciences morales et politiques ». Le droit d'auteur, moyennant le sigle © est attribué conjointement à l'auteur et à la Section, mais là encore, aucune mention n'est faite quant à un contrat d'édition. Et celui qui assume la charge des publications de la Section, et notamment des Actes, le secrétaire général Georges Als, ne revendique pas pour lui-même d'être éditeur : il se contente de dire modestement qu'il s'agit d'une « publication réalisée par Georges Als ».

59. Au regard de l'autonomie des Sections, le droit d'auteur sur leurs recueils appartient non pas à l'Institut Grand-Ducal dans son ensemble mais, du moins en l'état actuel, à la Section qui les assume.

Dans le sens inverse, l'Institut et nos Sections devraient considérer comme protégées les œuvres de leurs membres. Ni l'Institut ni les Sections ne pourraient, sans leur consentement, publier ou republier ces travaux.

60. La question se pose davantage dans le sens de la protection de l'Institut et de ses Sections à l'égard des auteurs. La pratique, dans la Section des sciences morales et politiques est que les communications de ses membres ou de ses invités, telles que publiées dans nos Actes, ne peuvent être ouvertes à une autre publication qu'avec l'autorisation, généralement orale, de la Section et avec la mention de la publication du volume en question dans les Actes. À défaut, nos membres se trouveraient devant une situation d'auto-plagiat<sup>62</sup>.

À l'inverse, la Section accepte parfois la tenue d'une communication et sa publication dans les Actes d'une communication faite en tout ou en partie par le membre ou l'invité en question antérieurement dans un autre recueil ou périodique avec son consentement à condition que la publication dans les Actes mentionne cette publication antérieure.

62 Putz, op. cit. n°675

61. La discussion qui a suivi la présente communication a montré qu'il pourrait y avoir intérêt à avoir recours à des contrats d'édition pour éviter tout litige entre les auteurs et les Sections quant à leurs droits respectifs.

### **L'Institut Grand-Ducal et ses Sections peuvent-ils être titulaires du droit d'auteur en tant que personnes morales?**

62. La question générale de savoir si une personne morale peut être titulaire de droits d'auteur a été examinée dans la première partie de cette communication.<sup>63</sup>

La question pourrait, d'autre part, se poser de savoir si l'Institut Grand-Ducal et ses Sections sont des personnes morales, habilitées en cette qualité à se prévaloir du droit d'auteur et, au besoin, à agir en justice pour l'exécution de leurs droits. Le Règlement organique de l'Institut Grand-Ducal, qui date de 1868, n'emploie pas le terme « personne morale ». Ce n'est pas surprenant car la notion de personne morale est relativement récente: le premier arrêt de la Cour d'appel luxembourgeoise qualifiant les sociétés à caractère civil de personne morale date de 1875<sup>64</sup>. Cependant, notre Institut est calqué, toutes proportions gardées, sur l'Institut de France et il a toujours été admis que, même si le terme de personnalité morale ne figurait pas, et pour cause, en 1635 dans l'acte de création de l'Académie Française, ni dans les textes révolutionnaires des ans III et IV, ces textes ont affirmé l'indépendance de l'Institut et des Académies, de sorte qu'il a toujours été admis qu'ils bénéficiaient de la personnalité morale<sup>65</sup>.

63. On doit donc ne voir qu'une confirmation de cette reconnaissance dans le fait que la loi du 18 avril 2006, dans les « Dispositions relatives à l'Institut de France et aux Académies » déclare que l'Institut et les Académies sont « des personnes morales de droit public ». Aussi la proposition d'avant-projet de loi préparée par la Section des sciences morales et politiques, approuvée par l'assemblée générale de l'Institut du 25 octobre 2011, reprend-elle cette formule littéralement en son article premier en disant que « l'Institut est une personne morale de droit public

63 supra n°s 30 ss

64 Cour, 11 mars 1875, Pas. 1 p.63.

65 Rapport de la Commission Spéciale du Sénat n° 121 pour la loi du 18 avril 2006

(...) », et l'article 3 de ce projet dit, à son tour, à propos de chaque Section, qu'elle constitue une telle personne morale<sup>66</sup>.

## Conclusion

64. Sur la première partie de la présente communication, on a pu constater une tendance fondamentale, ancienne déjà, du droit d'auteur luxembourgeois dans le sens économique et pragmatique, clairement inspirée par nos gouvernements et la législation. L'exemple le plus caractéristique de cette tendance est la liberté de céder les droits d'auteur tant moraux que patrimoniaux, démarquant ainsi notre législation du régime que connaissent nos pays voisins auprès desquels nous puisons généralement notre inspiration. Cette orientation se manifeste encore dans la notion, inconnue dans le droit de ces pays, de l'œuvre dirigée qui investit le dirigeant de l'ensemble des droits et ce à titre originaire.

Quant à la deuxième partie de cette communication, qui portait sur les relations entre l'Institut Grand-Ducal et le droit d'auteur, cet exercice, même si les contacts entre le droit d'auteur et les travaux de l'Institut Grand-Ducal sont à la fois modestes et divergents dans leur perception, a permis de conclure que la floraison remarquable de ses travaux mérite, davantage que par le passé, notre attention au droit d'auteur.

<sup>66</sup> Exposé des motifs du projet d'avant-projet grand-ducal repris au volume XV des Actes de la Section des Sciences Morales et Politiques, pp. 322-323.

## DISCUSSION

**M. Pierre Seck :** Pour revenir à ce que dit André Elvinger, pourquoi la Section des sciences a-t-elle renvoyé la responsabilité à l'auteur en tant que tel ? Si vous publiez un article scientifique, et je pense un peu aux chimistes, où vous décrivez par exemple une synthèse d'un produit donné, et si quelqu'un imite dans son labo cette même synthèse et qu'il y a un problème, explosif ou autre, là, s'il y avait un recours, c'est la personne qui a publié l'article, donc l'auteur en question, et non la Section qui devrait assumer la responsabilité. Il s'agit donc d'éviter tout recours possible contre la Section. J'ai l'impression que ceci existe depuis que les archives existent, depuis le dernier siècle.

Encore merci pour ce remarquable exposé. J'ai une question. Si j'ai bien compris, la durée du droit d'auteur en France c'est perpétuel ou éternel, et pour nous c'est soixante-dix années.

**Le conférencier :** La durée de la protection du droit d'auteur était de cinquante ans au Luxembourg jusqu'à l'entrée en vigueur de la loi du 8 septembre 1997 qui a porté la durée de protection à soixante-dix ans par transposition de la Directive 93/98. Cette directive vaut évidemment également pour la France pour laquelle la durée de protection est donc la même que chez nous, à savoir de soixante-dix ans, avec la différence qu'en France la limitation dans la durée de la protection ne vaut que pour les droits patrimoniaux.

**M. Pierre Seck :** Une autre question : Le conférencier a parlé du droit de repentir et du retrait, qu'est-ce que cela veut dire ?

**Le conférencier :** Après que l'auteur a accompli son œuvre, donc après l'avoir écrite, ou après avoir modelé sa peinture, et après en avoir permis la publication ou l'exploitation, il lui est permis encore, en France, d'avoir le « regret » et d'exercer le « retrait » de l'œuvre, il est vrai, sous certaines conditions d'indemnisation des droits acquis par le cessionnaire des droits d'exploitation.<sup>67</sup> C'est une institution que notre Conseil d'Etat, dans son avis, a considérée comme peu justifiée et comme étant protectrice de l'auteur à l'excès, et que le droit luxembourgeois ne connaît donc pas.

**M. Pierre Seck :** Et cela annulerait donc l'œuvre en tant que telle ?

**Le conférencier :** Oui, l'auteur la retire de la publication et il la détruit s'il le veut. C'est surtout dans les arts plastiques que les grands artistes peuvent

<sup>67</sup> Article L 121-4 du Code de la propriété intellectuelle

aurait exercé le regret ou le retrait. Notre ami Alain Georges, ici présent, m'a signalé, dans un contexte un peu différent, plusieurs artistes, d'ailleurs bien connus dans nos parages, qui se sont opposés tantôt à l'acceptation tantôt à la non-acceptation d'une œuvre qui leur avait été commandée.

**M. Henri Etienne :** Mon intervention est toute autre. J'ai un vague souvenir que nous avons vécu au Grand-Duché une application du droit d'auteur qui m'avait frappée. Est-ce que je me trompe, et je parle en la présence de Joseph Lorent ici, que le Wort avait introduit une action en justice contre le Tageblatt qui avait reproduit les annonces mortuaires du Wort. Je ne vois pas là vraiment que du côté du Wort il y ait eu une œuvre collective ou quoi que ce soit de pareil. Peut-être j'ai rêvé ?

**M. Joseph Lorent :** Moi je parle d'un côté, de l'autre, c'est le conseiller juridique du Tageblatt qui est ici présent. C'est, par ailleurs, sur le niveau de la concurrence déloyale que cette affaire s'est jouée et non pas sur celui du droit d'auteur.

Mais comme j'ai le micro, permettez-moi d'apporter deux remarques complémentaires aux explications et constatations de M. Elvinger au sujet du droit d'auteur accordé aux journalistes. J'étais l'un des initiateurs et défenseurs de la disposition qui finalement a été inscrite dans la loi sur la presse en ce qui concerne le droit d'auteur accordé aux journalistes. On voulait avoir cela à tout prix malgré l'avis contraire du Conseil d'Etat, et ceci à toutes fins utiles. Je voudrais également citer l'article 5 de la loi modifiée du 8 juin 2004 sur la liberté d'expression dans les médias qui est complémentaire à l'article 4 que M. Elvinger vient de citer en ce sens que tout journaliste a le droit de refuser une communication au public lorsque des modifications substantielles y ont été apportées sans son consentement. La loi va encore plus loin: l'article 5 dit qu'en cas de changement fondamental de la ligne éditoriale, le journaliste professionnel, dont la conviction ou conscience personnelle est incompatible avec la nouvelle ligne éditoriale, peut rompre le contrat de travail qui le lie à l'éditeur sans être tenu le cas échéant au préavis. Cette rupture du contrat de travail ne saurait être opposée au journaliste professionnel pour le priver du bénéfice immédiat des indemnités de chômage complet. C'est là un complément important à ce que vous venez de citer.

**M. Henri Etienne :** Puisque nous sommes au Luxembourg il y a aussi la question de la perception du droit d'auteur, notamment en matière musicale, audiovisuelle etc. Nous sommes un grand lanceur de satellites qui diffusent de la musique, des images etc. qui sont protégés par le droit

139  
d'auteur. Ici je me réfère simplement à la presse d'autrefois avec la chaîne des responsabilités, si personne ne se manifestait, c'était l'imprimeur en responsabilité finale. Est-ce que SES n'a pas aussi une responsabilité finale ? Si quelqu'un ne paie pas ou s'il diffuse des œuvres pour lesquelles les droits d'auteur ne sont pas perçus etc., il me semble qu'il y a là un nombre de problèmes qui se posent dans notre pays.

**Le conférencier :** Nous avons un spécialiste des communications audiovisuelles, en plus compositeur, avec nous, notre confrère Jacques Neuen qui a écrit d'ailleurs sur le sujet.

**M. Jacques Neuen :** Du point de vue du droit d'auteur et de la communication d'œuvres protégées, c'est celui qui décide de les communiquer au public qui est responsable. En l'occurrence la SES est un « transporteur », qui transmet les signaux, mais ce n'est pas elle qui décide du contenu de ces signaux. Ce sont les diffuseurs, donc les organismes de radio-télévision, dont les programmes sont transportés par SES, qui doivent assumer, à l'origine de la diffusion, la régularité de leurs émissions au regard des droits d'auteur. Il y a toute une panoplie de législations, notamment internationales, pour les communications satellitaires qui permettent de régler les droits de communication par satellite. Ce n'est pas le transporteur, mais celui qui décide du contenu du programme transporté qui répond de cela.<sup>68</sup>

Je reviens à la question de la protection des droits, donc à la question du droit d'auteur au sein de l'Institut Grand-Ducal. Personnellement, il me semble que la solution la plus logique serait celle du contrat d'édition, où l'Institut est éditeur des contributions ou des œuvres de ses différents membres. Je crois qu'on serait bien avisé d'élaborer une sorte de contrat-type qu'on ferait signer à tous ceux qui font une communication, qui transfèrent alors, dans une mesure à déterminer, leurs droits pour l'édition à l'Institut, donc pour la publication dans les différentes Revues, Archives, Actes et autres supports. Je crois que ce serait le mécanisme le plus simple. Ou alors essayer de prévoir dans la loi ou le règlement organique que ceux des membres qui font une communication sont censés accepter qu'ils transmettent à l'Institut leurs droits d'édition sur leurs communications. Le plus sûr c'est évidemment d'avoir un écrit, puisque le contrat d'édition doit de toute façon se faire par écrit. N'oublions pas qu'en droit d'auteur tout ce qui n'est pas cédé formellement reste auprès de l'auteur. Dans cet ordre d'idées, l'Institut serait bien inspiré, je crois, de réfléchir également jusqu'où il veut aller en termes d'exclusivité des contributions pour ses

68 Articles 57 ss de la loi sur la communication par satellites et articles 60 ss de la loi sur la retransmission par câble, Directive 93/63 CEE du 27 septembre 1993

par rapport aux contributeurs.

**Le conférencier :** Je serais flatté si notre discussion d'aujourd'hui aboutissait à un texte qui nous régirait, comme il régit les journalistes, dans le contexte d'une loi organique. Je crains cependant que ce soit un peu malsain. Je pense qu'il faut laisser le droit d'auteur au droit d'auteur et les contrats aux contrats. De plus - mais vous avez bien fait, Jacques, de soulever la question - mon examen m'a amené à penser que ce serait inutile. Nous sommes soit devant des œuvres personnelles que nous, auteurs, permettons à l'Institut de publier, soit devant une œuvre indivise mais où la part de chacun peut être parfaitement individualisée de sorte que le droit d'auteur lui est acquis. Même si, dans le cas de notre Section, notre ami Georges Als, chaque année avec une patience finie, réunit toutes ces contributions dans un recueil, elles restent terriblement individuelles. Cela va de Schopenhauer et Nietzsche au droit d'auteur de ce soir en passant par toutes sortes d'autres sujets. Je crois donc que sous ce rapport nos auteurs sont réellement protégés par la loi elle-même et que les contrats pourraient tout au plus - quod abundat non vitiat - dire ce qui va tout seul sans contrat.

Mais voilà que Bob Krieps, qui est à la fois le directeur de la culture et un ancien du droit d'auteur, pourrait nous éclairer davantage encore.

**M. Bob Krieps :** Je dirais que c'est l'Institut qui n'est pas protégé contre les revendications éventuelles des auteurs. Si quelqu'un pense par exemple qu'il devrait être mis en première page des Actes et pas à la page 38, il pourrait y avoir litige entre les auteurs et l'Institut. C'est pour cela qu'on fait un contrat d'édition, pour les deux parties, et vous êtes deux parties.

**Le conférencier :** Merci pour cette remarque. Mais nous sommes un peu comme un club. L'Institut est heureux lorsque nous faisons une communication et nos membres sont heureux de disposer de notre tribune. Nous nous arrangeons en somme fort bien sans loi spéciale ni contrat. Notre Directeur de la culture semble envisager le cas, par exemple, où je ferais cette communication, qu'en décembre je l'enverrais à Georges Als pour la faire publier dans nos Actes et qu'il refuserait de la publier. A première vue, ce serait son droit, le droit de l'Institut le plus strict, car ma communication pourrait ne pas satisfaire les exigences de forme ou de fond de l'Institut ou être contraire à ses règles éthiques. Il est vrai qu'à ce moment je pourrais la distribuer ou la publier moi-même ou ailleurs. Dans l'expérience de notre Section, cela n'est pas arrivé. Mais la réflexion pourrait s'imposer, Nous avons vu que le seul cas que nous connaissions d'un litige éventuel, c'était entre l'Institut et le Gouvernement

pour le Wörterbuch. Ce qui prouve que des litiges peuvent effectivement survenir. Nous n'y avons peut-être pas suffisamment pensé, et je remercie très sincèrement nos deux intervenants de l'avoir rappelé.

**Pierre Schumacher :** Je pense que le concept d'auteur, parfois dans notre temps, est surévalué. On est tous des produits de l'air du temps, des idées en l'air, et l'auteur c'est le malin qui prend ces idées, qui prend le fruit sucré sur le gâteau pour résumer et pour écrire un savant discours qui appartient à tout le monde. Donc je trouve que le concept de l'auteur est un peu vieillot. On s'en rend compte avec internet, avec toutes les sources d'informations qui sont disponibles sans auteur. Donc il y a un Gedankengut. Gedankengut, pour moi c'est un bien commun et je suis choqué par l'arrogance d'un auteur qui prend les idées à droite et à gauche. Je pourrais écrire un article sur notre soirée sans citer personne et j'aurais volé les idées qui sont en l'air dans cette salle.

**Le conférencier :** Il y a pour cela dans la loi l'exigence de l'originalité : lorsque quelqu'un écrit n'importe quoi, il n'est pas protégé par le droit d'auteur. Si par contre l'œuvre est originale, quelque modeste qu'elle soit, l'auteur a droit à son respect.

**Mme Monique Kieffer :** Je remercie Monsieur Elvinger pour sa très intéressante communication. Le droit d'auteur c'est quelque chose d'extrêmement compliqué et pour nous, à la Bibliothèque nationale, c'est devenu notre pain quotidien. Alors, je voudrais revenir à ce qu'a dit M. Neuen et abonder dans sa direction. Je pense vraiment que l'Institut Grand-Ducal et ses Sections ont intérêt à régler et à clarifier la question du statut de leurs publications. C'est d'une importance absolument capitale si on se place non seulement dans une perspective à très court terme et tout à fait personnelle, mais dans une perspective à moyen terme et aussi dans une perspective je dirais d'intérêt public puisque nous sommes tous, l'Institut Grand-Ducal, la Bibliothèque nationale, aussi des organismes publics. Le plus grand danger que vous courez si vous ne clarifiez pas la question des droits d'auteur, ce n'est pas le danger du plagiat ; le principal danger c'est tout simplement que votre travail soit enterré pendant une centaine d'années. Je vous dirai pourquoi.

M. Elvinger a dit que le droit d'auteur a été étendu dans la plupart des pays européens. Une œuvre écrite est protégée jusqu'à 70 ans après la mort de son auteur. Alors, imaginez-vous, vous avez un auteur qui a écrit, jeune disons, un article en 1945, il a vingt ans à l'époque, il meurt disons en 1990. Donc il faut attendre 70 ans, c'est-à-dire jusqu'à 2060 pour qu'une bibliothèque comme la nôtre ait le droit de diffuser cette œuvre par voie

numérique. Or, il faut voir que la pression de la société, des jeunes et des moins jeunes, pour disposer d'œuvres sous forme numérisée et librement accessible, va croissante. Donc la bibliothèque, le secteur public est sous pression et je pense qu'il y a tout intérêt à diffuser les œuvres qui ont été éditées dans une instance ou par un organisme à caractère public, avec l'aide de subventions du secteur public, pour valoriser ces publications, pour les faire connaître. Nous ne pouvons pas le faire si les œuvres sont protégées. Alors vous me direz « Mais vous n'avez qu'à contacter les ayants-droit ». Mais où les trouver ? C'est une chose qui est quasi impossible au bout de quelque temps. Au Luxembourg, nous sommes un petit pays, on se connaît, mais nonobstant cela, comment faire pour retrouver les ayants-droit d'une personne qui est décédée il y a cinquante ans ? C'est un travail énorme et c'est toute la problématique des œuvres « orphelines » que la Commission européenne, les instances européennes, essaient maintenant d'attaquer dans un sens de libéralisation justement pour déverrouiller un peu cette législation sur les droits d'auteur. Tous les membres de l'Institut Grand-Ducal, j'en suis aussi, nous publions. Pourquoi ? Parce que nous sommes motivés pour partager nos réflexions. Nous voulons fournir une contribution à la société et il serait contreproductif, par une approche, je dirais erronée ou traditionnelle du droit d'auteur, de verrouiller la diffusion de toutes ces œuvres, produit de notre travail.

J'ajouterai une autre observation. On est en train de discuter au niveau européen d'une directive appelée « directive PSI » « public sector information directive ». Elle a pour objet de faire en sorte que tout ce qui est publié par le secteur public soit librement accessible. Alors se pose la question que vous avez justement posée tout à l'heure : quel est le statut de l'Institut Grand-Ducal ? Est-ce qu'il fait partie du secteur public ou non ? C'est une question pour les juristes. Personnellement, j'aurais plutôt tendance à dire oui. Et cela posera la question du droit d'auteur, en tout cas des droits patrimoniaux, de façon différente.

**Le conférencier** : Merci de ces observations pleines d'intérêt et très actuelles, y compris pour notre Institut. Nous devons y réfléchir et je n'aimerais pas y répondre dans le temps qui reste à notre disposition ce soir.

**M. Pierre Seck** : Juste pour revenir sur ce qu'a dit le président Pierre Schumacher sur le Gedankengut. En sciences, je pense de nouveau à la chimie, si tu publies une synthèse, un *procedere* par exemple pour faire une nouvelle molécule, il est important quand même que cela reste « *dein Gedankengut* », qu'il y ait un droit d'auteur, parce que cette molécule peut être intéressante pour l'industrie, donc l'industrie doit devoir acheter

le *procedere* que tu as fait. C'est important, on ne peut pas en faire un Gedankengut général, même sans brevet. Si tu as un *procedere*, c'est toi qui as fait cela, et si quelqu'un veut faire la même chose il faut qu'il vienne l'acheter. Pour les sciences il est donc important qu'il y ait un droit d'auteur pour les découvertes qu'on fait et qu'on publie et qui sont donc la propriété de l'auteur.

**Le conférencier** : Telle que vous posez la question, elle est très proche des problèmes qui se posent en matière de brevets.<sup>69</sup> D'un côté il faut la protection, d'un autre côté il ne faut pas verrouiller à l'extrême.

**M. Philippe Hoss** : Je voudrais réagir à l'intervention qui a eu lieu il y a un instant quant à la durée du droit d'auteur et de la critique de cette longue durée, pour attirer votre attention sur un cas très particulier qui pose un gros problème au Gouvernement du Land de Bavière et également, je pense, à Berlin. Le droit d'auteur de « *Mein Kampf* » appartient au Land de Bavière qui empêche toute publication de ce livre que je ne qualifierais pas autrement. Mais ce droit vient à échéance. Comme l'auteur est décédé en 1945, nous sommes assez proche des 70 ans. Selon la presse, le Land de Bavière ainsi que les autorités fédérales allemandes sont en train de réfléchir comment arriver à empêcher la publication de cet ouvrage et donc comment rester investis d'un droit leur permettant de l'empêcher. Vous voyez que la question de la durée peut se poser dans des termes tout à fait différents en rapport avec certaines « œuvres ».

**Le conférencier** : La réponse n'est-elle pas l'ordre public ?

**M. Philippe Hoss** : Il y aura peut-être d'autres moyens, mais qui n'offriront pas le même niveau de protection sur un plan international, le droit d'auteur bénéficiant d'une protection plus large que ne l'offrent des concepts comme l'interdiction de l'incitation à la haine raciale ou des interdictions similaires qu'on peut le cas échéant retrouver dans la législation de certains Etats mais pas dans tous. Il existe en outre des conceptions nationales différentes de l'étendue de la liberté de parole, dont on peut abuser. Je voudrais faire une autre observation en rapport avec ce qui a été dit du Gedankengut. C'est un débat qui fait rage dans le contexte des technologies nouvelles et notamment du download et du share d'œuvres surtout audiovisuelles où nous sommes en présence d'un combat entre les artistes et des propriétaires du droit d'auteur, on pense à Hollywood, aux grands studios d'une part, et la communauté des internautes, qui ont

<sup>69</sup> Sur la distinction entre droits d'auteur et brevets, voir Jean-Luc Putz « *Le droit d'auteur au Luxembourg* », nos 15, 22 et 24

d'ailleurs donné naissance à la Piratenpartei à Berlin d'autre part. C'est donc un débat qui n'est pas clos alors que surtout l'industrielaudiovisuelle avec les moyens qui sont les siens, essaie naturellement de combattre par tous les moyens cette liberté de partager. Il faut bien reconnaître qu'il y a des artistes qui investissent un temps considérable dans la création de leurs œuvres, audio- ou télévisuelles ou de cinéma, et que des sommes colossales sont en jeu. On peut donc comprendre que ces personnes cherchent à protéger leurs droits patrimoniaux contre une utilisation libre. D'un autre côté, et je crois que cela justifie un débat réservé au sujet, il y a les tenants de la liberté du partage des œuvres qui appartiendraient, estiment-ils, à la communauté.

**M. Bob Kriepps :** C'est effectivement beaucoup trop large comme sujet pour l'aborder aujourd'hui, mais j'aimerais indiquer une deuxième piste. Tout ce monde qui veut échanger gratuitement ou qui veut avoir accès gratuitement à l'œuvre de l'esprit de ses concitoyens à travers le monde, tous ces gens sont toujours prêts à payer le prix qu'il faut pour le petit appareil que nous avons tous en poche et dont le prix est surtout conditionné par les brevets qui sont dedans. Cela m'inquiète que dans une société de consommation on soit prêt à payer jusqu'à 300 à 400 euros pour une petite machine qui en fait ne coûte, au niveau de la fabrication, que peut-être quarante ou cinquante euros, alors que tout le reste revient à celui qui a créé le brevet. Je le donne simplement comme une deuxième réflexion à ce que vient de dire M. Philippe Hoss.

**M. Georges Als :** On n'a pas beaucoup parlé de l'internet. Dans quelle mesure ce nouveau moyen de diffusion apporte-t-il ou exige-t-il des changements au droit d'auteur créé par de la pensée. Est-ce que quelqu'un pourrait dire quelque chose là-dessus ?

**Le conférencier :** C'est une question un peu perfide de la part de Georges Als parce qu'il sait que je suis nul en internet et que lui, par contre, est en train d'étudier cette science de façon approfondie avec des professeurs hautement qualifiés. Pour cette raison, je lui cède la parole.

**M. Georges Als :** Non, je suis demandeur. Est-ce qu'une personne dans l'auditoire voudrait dire quelque chose là-dessus ?

**Réponse ex post du conférencier :** La question très intéressante, n'a pas eu, au cours de la conférence, la réponse qu'elle méritait. Qu'il soit permis au conférencier d'y répondre en vue de la refléter dans nos Actes : Lorsque les sites internet comportent des éléments qui, par leur nature, pourraient relever du droit d'auteur, tels que des images ou des reproductions de textes,

le droit d'auteur s'y applique comme à toutes autres œuvres protégées. Lorsque le contenu de ces sites n'est pas original, il n'est pas protégé. Si par contre ce contenu est original, il bénéficie du droit d'auteur, le cas échéant en tant que recueil (cf. Jean-Luc Putz, op. cit. no 132).

**M. Georges Als (président) :** Les applaudissements nourris et les questions nombreuses ont montré le grand intérêt de la question et le succès de l'orateur. Félicitons-le.

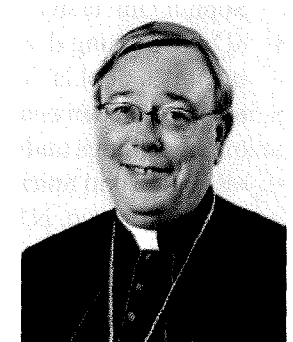
## LE JAPON: UNE EXPÉRIENCE VÉCUE

par

Monseigneur Jean-Claude Hollerich  
archevêque de Luxembourg

On trouvera ci-après le **curriculum** officiel du conférencier.

Jean-Claude Hollerich wurde am 9. August 1958 in Differdingen geboren. Seine Kindheit verbrachte er in Vianden, dem Wohnort seiner Familie.



### Studien

Sekundarschulen:

*École Apostolique* von Clairefontaine und *Lycée Classique Diekirch*

1978 – 1981: Beginn der Priesterausbildung an der Gregorianischen Universität in Rom (2 Jahre Philosophie und ein erstes Jahr Theologie)

27.09.1981: Eintritt in den Jesuitenorden

1981 – 1983: Noviziat in Namur (Jesuitenprovinz Südbelgien und Luxemburg)

1983 – 1985: Pastoral-Praktikum in Luxemburg

15.09.1985: Abreise nach Japan

1985 – 1987: Studium der japanischen Sprache und Kultur

1987 – 1989: Theologiestudium an der *Sophia University* in Tokyo

1989 – 1990: Theologie-Lizentiat an der *Philosophisch-Theologischen Hochschule Sankt Georgen* in Frankfurt

21.04.1990: Priesterweihe in Brüssel

1997: Lizentiat in deutscher Sprache und Literatur an der Ludwig-Maximilians-Universität in München. Abschlussarbeit: «Das Konstantinopolitanische Glaubensbekenntnis. Eine Textuntersuchung»  
 Bis 2001: Doktorand am Zentrum für Europäische Integrationsforschung in Bonn  
 18.10.2002: Profess (Ordensgelübde) in der Sankt-Ignatius-Kirche in Tokyo. Mitglied der japanischen Jesuitenprovinz.

### Veröffentlichungen

- «Narrativität im Konstantinopolitanischen Glaubensbekenntnis », in : Sophia Linguistica, N. 37 (1994)
- «Different Way of Dialogue», in: Bulletin of Universities and Institutes, Sophia University, N. 29 (1994)
- «Der Ursprung der Schulgrammatik», in: «Bulletin of Universities and Institutes, Sophia University, N. 30 (1995)
- «Das Entstehen eines Nationalbewusstseins in Luxemburg», in: Bulletin of Universities and Institutes, Sophia University, N. 32 (1997)
- «Religion und Spiritualität im Yolanda Roman», in: Bulletin linguistique et ethnologique, N.30 (2000)
- «Die französischen Jesuiten in Siam», in: Bulletin of the Faculty of Foreign Studies, N. 41 (2006)
- «First Globalization: European grammar in Asia», in: «Towards equitable language policy in Asia», proceedings of the 5th Nitobe Symposium, Tokyo, European Institute, Sophia University, pp. 61- 63 (2008)
- «The Echternach manuscripts», in : Hitoguchisaizu no Luxemuburugu, 4, pp. 6-7.

### Ämter

1983 – 1985: Pastorales Praktikum bei der *Jeunesse Étudiante Chrétienne (JEC)* in Luxemburg und bei den *Communautés Vie Chrétienne (CVX)*; Lehrer an der Privatschule *Fieldgen* und am *Lycée français Vauban* in Luxemburg  
 1990 – 1994: Geistlicher Begleiter der Seminaristen des propädeutischen Jahres am Großen Seminar in Luxemburg und Verantwortlicher der Berufungspastoral (parallel zu den Studien in München)  
 Seit 1994: Lehrer für Deutsch und Französisch sowie für europäische Studien an der *Sophia University* in Tokyo.

1999 Ernennung zum Honorarprofessor (professeur associé) und 2006 zum Professor  
 1996 – 2006: Seelsorger der deutschen Pfarrei in Tokyo,  
 1997 – 2011: Mitglied des Rates der Erzdiözese Tokyo für die Missions- und Pastoralwerke  
 1999 – 2011: Studentenseelsorger der *Sophia University*

2002 – 2006: Provinzverantwortlicher für die Förderung des Apostolats  
 2003 – 2006: Direktor des Katholischen Zentrums der *Sophia University*  
 2004 – 2006: Superior einer kleinen Jesuitengemeinschaft in Tokyo  
 2006 – 2008: Superior des Scholastikats  
 2008 – 2011: Rektor der Jesuitengemeinschaft an der *Sophia University*, in der 65 Jesuiten aus verschiedenen Ländern sowie Mitglieder des *Board of Trustees* der Universität leben

2008 – 2011: Konsultor der japanischen Jesuitenprovinz

April 2008 – März 2011: Vizerektor der *Sophia University* für allgemeine und studentische Angelegenheiten. Zu diesem Amt gehören direkte Kontakte mit zahlreichen Universitäten in Asien, Europa und Amerika.

Seit dem 16.10. 2011 Erzbischof von Luxemburg

Zudem war Jean-Claude Hollerich Delegierter der japanischen Bischofskonferenz bei der Vorbereitung und der Teilnahme am Weltjugendtag 2005 in Köln.

### Résumé

*Pendant plus de vingt années, le Père jésuite Jean-Claude Hollerich a vécu au Japon comme professeur et vice-recteur à la Sophia University à Tokyo, aumônier des étudiants, curé de la paroisse allemande,... Ces années l'ont profondément marqué et lui ont permis de bien connaître le pays, l'histoire, la culture, la mentalité et la société du Japon et d'autres pays asiatiques.*

*La société japonaise moderne est caractérisée par un ensemble de différentes cultures et religions, où l'ouverture à l'autre et le respect de l'autre dans sa diversité sont au quotidien. Dans sa conférence, Monseigneur l'Archevêque retracera ses expériences avec ce monde si loin de nous et en même temps très souvent si proche de nous, en tenant compte des leçons que sa rencontre avec cette culture et cette mentalité ont pu lui apprendre, et en comparant son expérience personnelle avec les défis auxquels notre société luxembourgeoise devra faire face dans le futur.*

## Introduction à la conférence de l'Archevêque

par Me André Elvinger, président de la Section des sciences morales

Révérond Père Evêque,

A l'intention de nos invités, j'aimerais dire un mot de présentation sur la Section des sciences morales et politiques de l'Institut Grand-Ducal qui prête sa tribune pour ce soir. Notre Section, la plus jeune des six Sections de l'Institut – elle est née en 1967, alors que l'Institut Grand-Ducal date de 1868 – a ceci de particulier qu'elle se caractérise par sa pluridisciplinarité. Sous le terme « sciences morales et politiques », nous abritons la philosophie, le droit et l'économie, et nos cinquante membres sont donc soit philosophes, soit juristes, soit économistes. L'Institut se veut, toutes proportions gardées, à vocation scientifique et doit donc s'astreindre à la neutralité sur le plan religieux, mais j'ai été frappé, en revoyant la longue liste des communications et articles qui sont le fruit de nos travaux depuis bientôt cinquante ans, par la partie imposante de ces travaux qui a porté sur la religion.

Il est vrai que le sujet que vous avez choisi ce soir parmi ceux que nous avons proposés n'est pas véritablement un sujet religieux puisqu'il traitera de la société japonaise moderne qui, vous le dites, est caractérisée par un ensemble de différentes cultures et religions. Mais il pourra vous intéresser en tant que théologien, et intéresser notre auditoire, que les membres de notre Section, surtout bien sûr nos philosophes, ont consacré au fait religieux et aux problèmes religieux une place très importante. En procédant par ordre alphabétique de nos membres, je note notre philosophe Norbert Campagna sur « Montesquieu, le libéralisme et la religion » et encore sur « de Tocqueville, religion et droit ». Le Père Christian Eeckhout nous a parlé de « La Bible et l'Archéologie ». L'Abbé Jean Greisch, professeur émérite à la faculté de philosophie de l'Institut Catholique de Paris, qui est un de nos membres correspondants, nous a présenté une communication sur « Horror religiosus : l'âpre goût de l'absolu et le problème de la tolérance ». Notre membre Hubert Hausemer, philosophe, nous a entretenu de « La philosophie personnaliste de Karol Wojtyla » ensuite de « Religion et confiance », de « Science et foi chez Teilhard de Chardin », sur « Athéisme et problème du mal » et encore sur « Lessing's Ringparabel : ein praktikables Modell für Religionsfrieden ? ». Notre membre émérite André Heiderscheid nous parlait, en 1973 déjà du sujet « Avortement, la doctrine de l'Eglise ». Notre membre philosophe Paul Kremer nous a parlé de « Seelenwanderung und Ich-Analyse » et notre membre décédé Pierre Pescatore nous a présenté, en 2000, une « Lecture

critique de l'encyclique « Fides et Ratio » ». Dans un style plus régulier, notre membre également décédé Adrien Ries nous disait en 1988 : « J'ai prié pour vous à Compostelle ». J'ajouterais que sur des questions qui ne peuvent pas ne pas toucher à la religion, nous avons tenu, notamment sous la direction de notre membre Jean-Paul Harpes, à deux reprises, un symposium sur « L'euthanasie et la médecine palliative ».

Voilà qui peut vous rassurer, Monseigneur, sur le fait que, même si nos membres sont nécessairement et par hypothèse de bords différents, la religion, et la culture dans la religion, ont toute leur attention.

Que notre Archevêque soit un père jésuite, faut-il s'en étonner ? L'Ordre des Jésuites est à la naissance même de l'enseignement au Luxembourg, puisque c'est en 1603 qu'après la construction de l'église jésuite, notre actuelle cathédrale, que l'Ordre a installé, à côté de cette église, un collège qui, sur ces mêmes lieux, est devenu le Kolléisch, que les vieux d'entre nous ont fréquenté avant que ce vénérable bâtiment ne devienne l'actuelle Bibliothèque Nationale en attendant d'autres destinations. Et le collège jésuite y a enseigné pendant presque deux siècles, jusqu'à 1773 lorsque, tenez-vous bien, le Pape a, pour un temps, aboli l'Ordre des Jésuites, ce qui a conduit au décret de l'impératrice Marie-Thérèse de la même année 1773 interdisant l'enseignement par l'ordre des jésuites au Luxembourg.

Beaucoup plus près de notre temps, si vous permettez un souvenir personnel, les jésuites assumaient, à la fin des années 1940, la charge d'aumônier de la Jeunesse Estudiantine Catholique, et leur petit couvent était établi avenue Gaston Diederich derrière la première église de Belair, où l'on trouvait également pour les jeunes une salle de réunion et de lecture. J'ai gardé, quant à moi, comme certains autres de ma génération, un souvenir inoubliable surtout de l'un de ces pères qui était une idole pour les jeunes, même pour ceux moins portés sur la religion, avec sa haute stature, sa soutane qui flottait au vent, sa grande tolérance, en avance sur son époque.

Je suis frappé de voir dans votre curriculum, Révérénd Père, que vous avez passé un stage pastoral de 1983 à 1985, presque quarante années après l'époque dont je parlais, auprès de la Jeunesse Estudiantine Chrétienne à Luxembourg et que depuis 1999 vous avez été l'aumônier des étudiants de la Sophia University à Tokyo, et en 2005 délégué de la conférence épiscopale japonaise pour la préparation de la Journée Mondiale de la Jeunesse à Cologne en 2005.

voire parcours de vie est extraordinaire.

Après vos études secondaires – pas au Kolléisch mais au lycée classique de Diekirch – vous avez suivi à l'Université grégorienne à Rome des cours de philosophie et de théologie, pour entrer dans la compagnie de Jésus en 1981. Dès 1985, vous êtes parti au Japon pour y étudier la langue et la culture japonaise, et pour poursuivre des études de théologie à la Sophia University de Tokyo.

Vous êtes ensuite revenu en Europe pour de nouvelles études de théologie à la Philosophisch-Theologische Hochschule Sankt Georgen à Francfort et, après votre ordination sacerdotale à Bruxelles, pour l'étude de la langue et de la littérature allemande à la Ludwig-Maximilians Universität de Munich, ensuite des études à l'Institut pour les études de l'Union Européenne à Bonn - vos études en Allemagne ont laissé votre mémoire sur le sujet « *Das konstantinopolitanische Glaubensbekenntnis. Eine Textuntersuchung* ». Vous avez une fois de plus rejoint le Japon où vous étiez, à côté de vos activités sacerdotales, enseignant de langue et d'études européennes à la Sophia University de Tokyo en tant que professeur associé d'abord et professeur ensuite, en même temps que directeur du centre catholique de cette université. Dans le cadre de votre Ordre, vous étiez en même temps le supérieur de la communauté des jésuites à Tokyo.

Au moment où vous avez été appelé à vos hautes fonctions ecclésiastiques au Luxembourg, vous étiez Vice-Recteur de la Sophia University pour les affaires générales et estudiantines, chargé des contacts directs avec de nombreuses universités en Asie et ailleurs.

Vos publications portent sur des thèmes aussi différents que la linguistique (outre votre mémoire que j'ai cité, « *Der Ursprung der Schulgrammatik* » ou « *First globalisation : European grammar in Asia* »), sur des sujets religieux, ou proches de la religion : « *Religion und Spiritualität im Yolanda Roman* » paru au Bulletin Linguistique et Ethnologique, et « *Die französischen Jesuiten in Siam* » in Bulletin of the Faculty of Foreign Studies, sur un autre sujet proche du Luxembourg « *The Echternach manuscripts* » dans une publication japonaise, et enfin « *Das Entstehen eines Nationalbewusstseins in Luxemburg* », dans le « *Bulletin of Universities and Institutes, Sophia University* ».

Venant de Differdange et de Vianden, voilà un parcours extraordinaire. Nous sommes impatients que vous nous en parliez.

## LE JAPON: UNE EXPÉRIENCE VÉCUE

Un tout grand merci pour cette introduction. Je suis en fait fier de pouvoir parler ici et je suis aussi fier et peut-être un peu nerveux d'avoir des auditeurs disons de haut rang, c'est différent d'un auditoire universitaire.

En fait je voudrais parler de mon expérience personnelle au Japon et naturellement, par ce biais dessiner, disons, différents aspects de ce pays que je considère aussi un peu comme le mien.

Donc, comme vous avez mentionné, je suis parti du Luxembourg en 1985. Je savais que j'avais des prédécesseurs luxembourgeois qui avaient enseigné à notre université, aussi une religieuse du Sacré-Cœur qui a été la professeure de français de notre impératrice du Japon au Lycée du Sacré-Cœur à Tokyo, mais j'ignorais que le fondateur même de notre université Sophia, qui célèbre son centième anniversaire cette année ci, avait la nationalité luxembourgeoise. C'était en fait un père allemand, le père Dahlmann, qui avait perdu sa nationalité prusse par les tensions qui existaient entre l'Eglise catholique et la Prusse. Les Jésuites avaient à Luxembourg au Limpertsberg une maison, le « *Schriftstellerhaus* » où ils publiaient leur revue pour la destiner à l'Allemagne. Le Père Dahlmann était spécialiste en études indiennes avec des études à Berlin et à Vienne et, au début donc du vingtième siècle, il est parti pour un séjour de recherches en Indes, puis il est passé par la Chine et enfin a abouti au Japon. Au retour de son voyage il passe par Rome où on lui dit que le Pape de ce temps-là, Pie X, était très intéressé par le Japon et on lui demanda de rencontrer le Pape. Pie X a bien écouté son rapport sur l'église au Japon et l'a remercié d'une manière un peu énigmatique : « *Vous êtes venu du Japon, vous y retournerez* ». Le père Dahlmann l'a compris par la suite puisque ce même pape a donné la mission à la Compagnie de Jésus de fonder une université au Japon ; trois pères jésuites, dont le père Dahlmann, sont arrivés au Japon en 1908 et en 1913 donc c'était la fondation de *Sophia University*. Le père Dahlmann est resté citoyen luxembourgeois, ce qui lui a valu la possibilité de continuer à enseigner à l'Université Impériale à Tokyo

pendant la première guerre mondiale, l'Allemagne étant un pays ennemi à cette époque là. Le Luxembourg de par sa neutralité avait donc un autre statut et le père Dahlmann a pu continuer son enseignement à l'Université Impériale. C'était un grand ami du bibliothécaire de cette université, le professeur Anesaki, qui encore aujourd'hui est connu par son livre sur les religions au Japon, cela reste toujours un livre classique.

Je suis parti donc en 1985 de Luxembourg sans connaître beaucoup du Japon et sans connaître aussi cette histoire de Luxembourgeois au Japon. Ma première impression, arrivé à l'aéroport de Narita, c'était la grandeur de la ville, la vitalité, la vie, la lumière. Il m'a fallu traverser toute la ville parce que mon premier logement était à l'ouest de Tokyo dans le district de Nerima, et pour vous raconter une anecdote de ma première journée à Tokyo : je voulais aller au centre ville le plus proche, qui était Shinjuku, et pour cela normalement je devais prendre le train. Ne connaissant pas du tout le japonais, j'ai compté les gares, le nombre des gares, pour arriver à Shinjuku pour pouvoir retourner. Naturellement à Shinjuku je m'étais perdu. Je n'ai plus retrouvé la gare et alors je disais à tous la seule parole en japonais que je connaissais « *Seibu-Shinjuku-eki* » La gare de Seibu-Shinjuku. Et ce premier contact avec le peuple japonais a tout d'abord été un échec, parce que la plupart des gens m'ont fait signe « *rien compris* » donc pas de communication. Mais lors un jeune étudiant me voulait communiquer mais ne savait pas l'anglais et ce qu'il a fait c'est qu'il m'a emmené à la gare. Il m'a montré comment prendre un ticket, il a pris quinze minutes de cette journée pour guider quelqu'un qui lui est absolument inconnu jusqu'à cette gare, et quinze minutes à Tokyo c'est beaucoup. Mais cela montre une gentillesse, une politesse, du peuple japonais que j'apprécie fortement.

Alors, étant comme jeune Jésuite au Japon, je n'étais pas encore prêtre à l'époque, découvrant un nouveau pays, il y a tout d'abord un deuil à faire de sa propre religiosité parce que les coutumes religieuses du Luxembourg sont bien loin du Japon. Donc les coutumes, les usances religieuses, auxquelles je tenais, je ne les avais plus. Donc j'ai dû approfondir ma foi dans ce manque, dans cette absence de ces traditions chrétiennes et je pense que cela a été très bénéfique pour moi.

Et alors sa propre religiosité qui est mise en question et aussi se rendre compte que Dieu existe depuis toujours au Japon, que la culture japonaise évidemment, pour un chrétien, pour un catholique, a des traces de Dieu et que les religions au Japon aussi parlent de Dieu. Et une de mes

premières journées au Japon, on nous a emmenés à Kamakura, une ancienne capitale d'un ancien shogunat près de Tokyo, où j'étais impressionné par les temples, surtout bouddhistes. J'étais impressionné par la sérénité du **sourire du Bouddha**. C'est une chose que je n'oublie pas et j'ai déjà choqué quelques membres de mon Eglise ici à Luxembourg, quand ils sont venus chez moi voyant une belle statue du Bouddha dans ma maison. Donc, cette rencontre avec le bouddhisme, je me rappelle un autre moment, jeune que j'étais, j'étais demandé d'aller avec le Cardinal Poupard, à ce moment c'était le président du Conseil pour la Culture à Rome, qui était en visite au Japon, de l'accompagner comme interprète jusqu'à Kyoto, l'ancienne capitale, et j'ai eu la chance de pouvoir accompagner le Cardinal au mont Hyjal où il y a le temple principal d'une des grandes Eglises bouddhistes du Japon de Tendai, et c'était pour moi une expérience religieuse et humaine profonde. En fait, je n'ai pas dû traduire beaucoup parce qu'on ne parlait pas beaucoup, on communiquait plus par le silence que par les paroles, le Cardinal a dû remettre une lettre du Pape, j'utilise maintenant des termes chrétiens, à l'Archevêque ou au Pape de la grande Eglise bouddhiste, et j'ai vu, ou j'ai senti dans mon cœur, que nous avons beaucoup de choses en commun au-delà des paroles : une expérience religieuse profonde qui est présente dans le bouddhisme, qui est présente dans le christianisme et qui nous relie. Et, ayant ainsi fait le goût du bouddhisme, j'ai demandé de pouvoir faire l'expérience d'une retraite dans le bouddhisme zen au Japon et cela m'a été accordé, mais un peu disons faisant du zen chrétien. Donc on ne m'a pas permis à cette époque d'aller dans un temple bouddhiste pour le faire (mais je l'ai fait par après), mais dans un centre pour le bouddhisme zen Shin Makutsu construit par un Jésuite allemand qui a pris la nationalité japonaise, le père Enomiya, son nom japonais, ou le père Lassalle, son nom d'origine, qui en fait en Europe a fait connaître le bouddhisme zen. C'était très dur. C'était très dur tout d'abord parce qu'avoir la position qu'il fallait pendant des heures, je pense qu'on avait cinq ou six heures de méditation par jour, était assez difficile. Ce que j'avais craint avant la retraite par contre se révélait comme un baume, quelque chose qui m'aidait c'était d'être frappé par le bâton par le maître. J'en avais eu peur, mais en fait j'ai remarqué que cela aide à rester assis, que c'est pour décontracter les muscles, que c'est donc quelque chose qui aide beaucoup à la méditation et parfois je suis stupéfait par des interprétations qu'on en fait en occident où on voit un certain sadisme ou masochisme, cela n'a rien à faire.

Mais c'était aussi à ce moment, où j'étais en apprentissage de la **langue japonaise**, l'enseignement qu'on avait chaque jour, naturellement tout en japonais et qu'il était assez difficile encore à comprendre, mais

j'adorais la beauté austère de la classe, j'adorais le repas frugal que l'on prenait en grand silence et où je voyais aussi disons des points communs avec la tradition monastique occidentale. Et cette session, cette retraite de huit jours, m'a permis de faire l'expérience d'une grande sérénité et c'est ce mot de *sérénité* que je considère vraiment comme mot clé pour notre compréhension du bouddhisme et cela m'a aidé aussi à comprendre et à vraiment goûter la tradition mystique occidentale, parce que le fondateur de mon ordre, Saint Ignace de Loyola, décrit une expérience mystique à la rivière du Cardoner où il s'est senti un avec tout ce qui l'entourait, un avec la nature pour ainsi dire, exactement un peu comme on pourrait décrire le satori du bouddhisme zen. Donc là aussi, cela m'a permis de découvrir des richesses dans d'autres religions qui me permettent aussi de voir les richesses dans ma propre religion.

J'ai parlé maintenant du **père Lassalle**, un des grands personnages du zen en Europe et puisque naturellement mon expérience au Japon s'inscrit dans l'expérience de la Compagnie de Jésus au Japon, et c'est très japonais de le dire, je ne suis pas seul, ce n'est pas moi qui ai découvert des choses, mais j'ai pu marcher à la suite de mes sempai, de mes frères aînés qui ont fait cette même expérience et leur expérience m'a aidé à faire la mienne sans que cela m'enlève ma propre responsabilité et liberté. Je pourrais maintenant parler de François Xavier qui était le premier Jésuite au Japon, mais je voudrais seulement parler de lui sur un seul point, que lui aussi a été changé au Japon. En Indes, Malaisie, Indonésie, où il a fait les premières missions, il avait appris des prières par cœur et il passait dans les villages avec une petite cloche, les enfants accourraient, il commençait à dire ses prières et certainement c'était très exotique pour les enfants, ils apprenaient ces prières. Mais François Xavier n'était pas un homme doué pour les langues. Il avait beaucoup de peine à apprendre les langues des pays qu'il passait et arrivant au Japon avec sa soutane de Jésuite vraiment plus qu'usée, il n'a provoqué aucune réaction. Mais les gens n'étaient pas du tout intéressés à sa petite clochette et aux textes qu'il récitait qui étaient probablement plus faux que corrects. Alors il a complètement changé de tactique. Il s'est dit : pour être au Japon, je dois être habillé bien. Et en fait il avait les facultés de nonce apostolique, donc d'ambassadeur du Saint Père et il s'est habillé en vêtements de messe, en vêtements liturgiques pour aller retrouver le daimyo, le prince, le roi de Kagoshima, et a été accueilli de manière très favorable. Et le Japon a changé les manières de missionner des Jésuites parce qu'il fallait s'adapter à la culture. Il y a des lettres, vues de nos jours, très drôles où les Jésuites demandent la permission de pouvoir prendre un bain. Le bain à l'époque en Europe

n'avait pas la meilleure réputation, tandis que les Japonais, tous aujourd'hui, prenaient un bain chaque jour. Et alors les pauvres Jésuites qui étaient là, qui ne prenaient pas de bain, cela ne devait certainement pas mener à une popularité parmi la population japonaise. La réponse de Rome : « *Oui, mais surtout n'exagérez pas, parce que c'est mal pour la santé.* »

Mais la cérémonie de thé qui est adapté par les Jésuites, on apprend du bouddhisme, une ouverture sur la culture, un étonnement aussi, parce qu'on voit que certaines choses qu'on avait apprises en théologie en Europe se conciliaient mal avec la réalité. Par exemple, on enseignait à ce moment en théologie que pour être moralement bon, cela peut peut-être rejoindre une de vos conférences dont vous aviez parlé dans votre présentation, il faut être chrétien. Les païens ne peuvent pas être moralement bons. Et si on regarde par exemple le livre d'orientalisme de Saïd etc., on voit aussi cette image de l'époque sur le monde musulman, sur l'Islam, on les voyait comme dégénérés sexuels, non pas parce que leur culture était telle, mais parce que cela arrangeait cette théologie de l'époque qui perdurait depuis le moyen-âge, et en fait on voyait les autres, on percevait les autres, le monde musulman, parce que le reste on ne connaissait pas, comme un autre sorti d'un monde merveilleux, mais pas réel. On ne faisait pas d'effort pour comprendre l'autre. Or, les Jésuites à ce moment au Japon devaient faire cet effort. Ils devaient apprendre la langue. Ils devaient communiquer dans cette culture et les lettres de Saint François Xavier et les lettres des autres Jésuites parlent d'une grande admiration pour le Japon. Et on trouve des phrases comme : « *Les Japonais ont plus de morale que les Européens* ». C'était des phrases assez difficiles à l'époque et certaines publications des écrits des missionnaires en Europe, n'ont pas mis ces phrases. Mais quand-même il y a eu un changement de mentalité parce qu'en fait c'est l'expérience de ces Jésuites au Japon, et plus tard en Chine, de vivre dans une société qui leur paraissait meilleure que la leur, meilleure que la société chrétienne, sous bien des points, qui menait aussi aux lumières en Europe. Donc une des sources des lumières sont des écrits des missionnaires. Je pourrais développer cela. J'ai écrit un petit article sur Voltaire et les Jésuites en anglais dans une autre publication en un symposium qu'on avait fait. Donc je n'en parle pas pour passer des temps de Saint François Xavier aux temps actuels.

Un autre grand Jésuite qui a travaillé au Japon était le père Arrupe qui est devenu plus tard le général des Jésuites. Le père Arrupe, le fait marquant de sa vie était qu'en 1945 il était maître des novices dans une

que le noviciat de Nagatsuka se trouve à l'extérieur de la Ville, le père Arrupe ayant étudié la médecine avant de se faire Jésuite, a transformé la chapelle en hôpital et aujourd'hui encore on voit une construction d'une tour d'église dans un style un peu japonais et on voit que cette tour n'est pas droite. Ce n'était pas une faute de construction, mais c'était le vent de la bombe atomique qui a encore marqué ce bâtiment qui est encore là aujourd'hui. Et j'ai eu la chance de vivre avec un Jésuite allemand, le père Klaus Luhmer, qui est décédé juste une année avant que je sois rappelé à Luxembourg, qui a été le dernier Jésuite vivant qui ait vécu l'expérience de Hiroshima. Il était lui-même dans cette maison de Nagatsuka et le père Arrupe il l'a envoyé au centre ville le jour après l'explosion de la bombe atomique pour voir ce qui était des Jésuites, aussi allemands à l'époque, qui vivaient au centre ville, dont le père Lassalle. Ce sont des gens bien robustes, parce que tous étaient en vie. Mais il y a des dessins japonais qui sont disons la première documentation de la bombe atomique à Hiroshima, dessinés par un Japonais, il dessinait ce qu'il voyait, et dans ces dessins il y a un Européen en habits noirs qui est en train de porter des malades. C'était le père Luhmer. Et c'est bien des années après 1945 que l'artiste qui avait produit ces dessins et le père Luhmer se sont rencontrés et en fait en parlant des lieux où ils ont travaillé ils ont vu que c'était lui. Le père Luhmer est parti au Japon à l'âge de 18 ans. Il a vécu pratiquement toute sa vie au Japon et quand il parlait allemand il s'excusait toujours du fait qu'il parlait plus son dialecte rhénan que l'allemand officiel, parce que pratiquement sa langue natale était devenue le japonais. Et j'ai vu d'autres Jésuites qui avaient pris la nationalité japonaise et qui avaient pris la nationalité japonaise tout juste après la guerre parce qu'ils voulaient se montrer solidaires avec le peuple du Japon, que justement dans le malheur on veut être à côté de ses amis et comme geste de solidarité ils ont pris la nationalité japonaise, ce qui aussi parfois a conduit à des scènes un peu comiques, parce qu'un de ces pères était d'origine belge, le père Frisch, mais qui avait pris un nom japonais. Et alors un jour, professeur d'anthropologie, pour sa recherche il a dû aller en Afrique. Et alors en avion il vient et il montre son passeport japonais, le douanier qui le regarde il dit : « Non, non, non, moi j'ai vu des Japonais, vous n'êtes pas Japonais, là je suis sûr » et le pauvre père dut passer quelques heures à l'aéroport avant que les autorités locales n'aient consenti de faire un appel téléphonique à l'Ambassade du Japon qui a confirmé qu'il était bel et bien Japonais et donc on lui a permis d'entrer ce pays.

Cette présence des Jésuites au Japon depuis le seizième siècle marque donc une longue histoire et une familiarité de beaucoup de Jésuites avec la culture traditionnelle japonaise, avec le bouddhisme aussi, j'en ai parlé, cela m'a profondément marqué. Mais en enseignant à l'université en étant dans le monde universitaire, il y a encore tout un autre aspect du Japon qui apparaît, la culture postmoderne du Japon. Je dirais que le Japon est peut-être le pays le plus postmoderne qui existe et je ne le dis pas dans un sens négatif. Être professeur au Japon est peut-être différent que d'être professeur ici en Europe. J'ai eu la chance de vivre beaucoup d'amitié avec les étudiants et d'avoir pu partager les joies et les soucis des étudiants. Donc ce n'est pas rare qu'un professeur sentant qu'un de ses étudiants a des problèmes, l'invite à aller boire une bière le soir pour parler. Donc il y a une relation beaucoup plus étroite entre enseignant et étudiant qu'ici en Europe. Certains de mes étudiants ont fait des carrières fort différentes. Il y en a même un qui est devenu prêtre bouddhiste et je suis toujours heureux de rester en contact avec lui. J'ai eu la nouvelle qu'un autre étudiant vient tout juste d'arriver à Berlin où il sera pour une année parce qu'il travaille pour JETRO, donc l'organisation pour les affaires économiques du Japon. Sa femme aussi fait partie de mon séminaire à l'université et j'eus la chance de pouvoir bénir leur mariage. Donc c'est une joie de pouvoir les retrouver en Europe. Mais le monde des étudiants, certains en seraient peut-être horrifiés ici dès que tout change. Il y a eu au Japon le même discours qu'en Europe que les jeunes ne sont plus civilisés etc., qu'ils n'étudient plus et toutes ces choses là, mais en vivant avec les jeunes naturellement on voit tout d'abord ce qui est bon dans les jeunes, mais aussi parfois leurs souffrances qui sont aussi culturelles. C'est plutôt le Japon des mangas et je me suis plutôt occupé du sujet parce qu'un de mes étudiants a écrit un mémoire sur la popularité des mangas en Europe, donc j'ai aussi dû me plonger dans ces affaires pour le comprendre, pour l'accompagner dans ses études et il y a un roman japonais qui à mon avis décrit bien cette situation des jeunes à Tokyo. C'est un roman de Modakamiliu (**est-ce qu'il ne s'agirait pas de Riyu Murakami ?**) et le titre du roman est « *Coin locker babies* ». J'ai parlé tout d'abord des mangas parce qu'on pourrait critiquer le roman *Coin locker babies* parce qu'il n'y a pas de personnages de roman, mais ses personnages sont très je dirais *mangaesques*, ils ont des traits de héros de manga et de nouveau pour comprendre les héros des différents mangas, je pense qu'il y a une influence shintoïste très forte, divinité, esprit du shintoïsme. Et ce *Coin locker babies* donc parle de deux jeunes gens qui n'ont pas de racines. Ils ont été trouvés justement dans un *coin locker* dans la gare de Shinjuku. C'est là leur racine. Leur racine

n'est pas plus profonde et une ville imaginaire est décrite qui ressemble en certains éléments à Tokyo mais qui est complètement imaginaire de l'autre côté, mais on voit le désarroi de ces jeunes gens.

Et cela m'a aidé aussi, je pense, à comprendre les jeunes ici au Luxembourg, parce que comme homme religieux et comme évêque j'ai pleine confiance dans les jeunes. Je suis tout à fait heureux que mon appel aux jeunes d'aller ensemble à Rio pour les Journées mondiales de la jeunesse de l'église catholique a trouvé bonne réponse. Déjà maintenant plus de 230 jeunes se sont inscrits pour aller ensemble à Rio. Après mon ordination épiscopale quand j'ai dit que je voudrais aller avec 200 jeunes à Tokyo, tout le monde m'a dit « *Mais, excusez-moi, mais c'est fou, c'est impossible. On est allé à Madrid avec une quarantaine de jeunes et Madrid est beaucoup plus proche que Rio, là il n'y a rien à faire, on ne touche plus le monde des jeunes* ». Rio, c'est vrai est beaucoup plus loin, mais déjà 230 se sont enregistrés, ce qui montre aussi une soif des jeunes d'entrer en dialogue, une soif des jeunes pour un sens de leur vie, parce que très souvent ils sont aussi déboussolés que des jeunes dans leur monde *coin locker babies*. Donc en même temps à l'université que faisant partie du monde des sciences, j'ai aussi fait partie du monde des jeunes. Par exemple, on est demandé pour accompagner un club. Encore 50 % des étudiants se sont inscrits dans des clubs et normalement ce sont les étudiants qui demandent un professeur de les accompagner, de s'occuper de leur club. Alors j'avais trois clubs très différents qui s'étaient adressés à moi. Tout d'abord la chorale, donc cela on peut le comprendre que la chorale demande un Jésuite de l'accompagner, même si je ne sais pas chanter, ce que les gens qui vont à la cathédrale ont sans doute remarqué. Les autres, c'était les scouts, hommes et femmes et le dernier, c'est cela qui est intéressant, c'est le club de Shorinji Kempo. Le Shorinji Kempo est la version japonaise d'un art martial qui a ses origines dans le temple de Shaolin en Chine (donc la lecture de Shaolin c'est Shorin et alors ji c'est le temple) et ce qui est intéressant de nouveau, en fait au Japon il y a une association de Shorinji Kempo, ils sont inscrits, pour prendre la terminologie luxembourgeoise, comme culte, comme religion bouddhiste. Et ils me demandent à moi de les accompagner, je ne suis pas très sportif, vous vous en doutez quand vous voyez ma forme. Donc j'étais stupéfait pourquoi les étudiants demandent à moi. Et alors ils me disent « *Mais Sensei, on voudrait avoir vos instructions* », parce qu'ils ont senti que par ma foi chrétienne j'ai pu comprendre leur disons « *motivation* » bouddhiste, que l'art martial peut être sans spiritualité. Et j'étais très content, très fier de cela, j'étais encore plus fier que pour mon ordination d'évêque trois jeunes du Shorinji Kempo sont venus à leurs propres frais à Luxembourg pour assister à l'ordination.

Mais c'est jeune, à la recherche des valeurs, j'ai commencé à découvrir l'Asie. Tout d'abord avant d'être vice-président aussi pour les affaires internationales d'université, j'ai emmené des jeunes en Thaïlande du Nord où nous avons fait du roomstay dans des villages Karens donc des tribus montagnardes de la Thaïlande où j'avais initié comme vice-président un festival d'étudiants avec l'Université Sogang de la Corée, de Séoul. Comme vous savez sans doute, les relations entre la Corée et le Japon sont parfois tendues à cause de l'histoire et donc faire que les jeunes puissent se rencontrer, puissent commencer une histoire nouvelle, m'a semblé important. Il m'a fallu quelques voyages en Corée pour convaincre les partenaires de Sogang University. D'ailleurs la Présidente coréenne actuelle était, et est toujours, la présidente des anciens de cette université, pour vous dire que c'est une université importante, je parle de Madame Park. Cela marche, les jeunes sont enthousiastes pour cet échange qui continue. Comme vous le savez aussi, les tensions avec la Chine existent. Et j'ai réussi à faire venir le Premier Ministre chinois dans notre université, Wen Jiabao, l'ancien Premier Ministre, pour jouer au baseball avec nos étudiants. Et une deuxième fois que Wen Jiabao était venu au Japon, j'ai pu le rencontrer dans son hôtel avec une délégation de quinze étudiants, donc faire aussi mon travail de réconciliation et comme j'ai dit j'ai confiance en jeunes, les jeunes sont bons, ils sont ouverts, ils ont des valeurs qui sont parfois différentes des nôtres, mais ils ne sont pas sans valeurs, et dans leurs valeurs cette réconciliation et la paix sont très importantes et je m'en réjouis.

D'ailleurs aussi je me suis de plus en plus intéressé par l'influence de l'Asie sur l'Europe. On parle normalement du contraire, mais l'Asie a profondément influencé l'Europe. Si vous voulez comprendre l'origine, ou une des origines de nos manières de table, de notre manière de manger au restaurant français, plusieurs assiettes etc., il faut aller en Chine, parce que ce sont les Chinois et de nouveau les missionnaires jésuites qui ont enseigné comment faire de la porcelaine, comment faire la *chinaware*. Et si on lit le livre d'Erasmus de Rotterdam sur les manières de table on voit que l'Europe a profondément changé. Ce livre mentionne par exemple qu'on ne doit jamais essuyer la cuillère avec sa bouche avant de la passer à son voisin, mais toujours à la nappe ou qu'il ne faut pas remettre les os dans le plat, mais les jeter de manière gracieuse derrière soi et surtout qu'il ne fallait pas cracher sur la table pendant le repas, mais toujours sur le sol. Ce livre sur les manières d'Erasmus de Rotterdam a été édité jusque fin du 17<sup>e</sup> siècle, donc on a eu besoin de ces manières et ces nouvelles manières que nous considérons comme profondément européennes sont certainement aussi influencées par certaines manières asiatiques.

Mais je ne voudrais plus développer cela pour vous parler encore en quelques minutes, parce que je ne voudrais pas trop abuser de votre patience, sur l'Eglise du Japon qui naturellement est une église minoritaire. Il y a 1 % de catholiques au Japon, mais la moitié de ce pourcent ce sont des étrangers, des Coréens, des Philippins, des Brésiliens et des Péruviens. Donc ce sont des Brésiliens ou des Péruviens d'origine japonaise qui sont revenus au pays, mais qui au Brésil et au Pérou sont devenus catholiques. C'est une Eglise très petite, mais très vivante. Nous avons une église à côté de notre université où six prêtres travaillent. On a 800 places assises et 400 places debout et deux trois fois pendant samedi et dimanche l'église est pleine, ce qui veut dire pas seulement les places assises. Ou si on veut aller à Noël à cette église, on célèbre surtout le 24 décembre, puisque le 25 n'est pas férié, il y a des messes à 6, 7, 8, 9, 10, 11 heures et puis à minuit. C'est la dernière parce qu'autrement il n'y a plus de train pour rentrer. Et chaque fois l'église est pleine. Et pour pouvoir rentrer dans l'église, on voit les gens faire la queue sur le trottoir, naturellement en ordre et avec beaucoup de patience.

Naturellement tous ceux qui viennent ne sont pas chrétiens. Il y en a aussi qui viennent pour l'atmosphère, mais ce serait très superficiel de dire que ce n'est pas religieux. Dans une société postmoderne comme le Japon l'appartenance religieuse est très faible, surtout parmi les jeunes, mais cela ne veut pas dire qu'il n'y ait pas de sensibilité religieuse, parce que la sensibilité religieuse existe dans la culture et dans l'art japonais. C'est impossible d'apprécier un vase japonais, d'apprécier la beauté du Japon, sans une intuition religieuse différente de la nôtre naturellement, ce n'est pas chrétien. Mais je défends toujours le Japon quand on l'accuse d'être païen. Ce n'est pas du tout le cas, d'ailleurs je pense que des païens il n'y en a pas, il y a des gens différents avec des fois et des convictions différentes, mais toute personne avec sa dignité humaine. Il y a évidemment, et j'admire ces catholiques japonais, parce qu'ils ont des difficultés énormes avec le langage de la foi. Vous voyez quand je parle du bouddhisme ici en Europe, je dois employer des termes chrétiens, parce que nous n'avons pas de nomenclature bouddhiste en Europe. Donc si je parle du bouddhisme en Europe, j'utilise des mots chrétiens en faisant toujours comprendre que c'est un peu différent, que ce n'est pas cela, puisqu'autrement on christianise trop le bouddhisme. Et c'est une faute que certains interprètes ont faite. Mais d'autre part je ne peux parler que du christianisme aux Japonais en utilisant des néologismes. Un Japonais normal cultivé qui entre pour la première fois dans une église ne comprend absolument rien, parce qu'il y a un vocabulaire qu'il ne comprend pas, des paroles qu'il n'a

jamais entendues dans les prières. Et je pense que pas mal de catholiques allant aux églises ont beaucoup de patience et cela ne doit pas toujours être ces termes théologiques qui les attirent, mais le vécu, une pureté de cœur, qu'ils trouvent à ce moment à l'église. Evidemment ce qu'il faut c'est une japonisation de l'Eglise. Il faut plus entrer dans la culture japonaise pour parler du christianisme. Mais quelle japonisation ? Le Japon de la culture ancienne ou le Japon du manga, pour parler de la culture moderne des jeunes. La culture au Japon toute comme la nôtre est composée d'aspects très, très différents qui semblent s'exclure, mais qui ne s'excluent pas parce qu'ils sont vécus par les mêmes gens au même endroit.

Donc c'est un peu de ce Japon que j'ai été tiré quand le 5 juillet 2011 le nonce apostolique à Tokyo m'a fait part que le Pape m'avait nommé archevêque de Luxembourg. Mais j'ai été heureux au Japon et je peux dire avec humilité, avec fierté que le Japon est et reste ma deuxième patrie.

Merci de m'avoir prêté vos oreilles pendant un temps si long.

## DISCUSSION

**André Elvinger** : Merci pour cette conférence extraordinaire qui fera certainement date dans nos annales une fois qu'elle aura été couchée par écrit dans le 16<sup>e</sup> volume des Actes de notre Section. Vous avez su nous faire comprendre à la fois les difficultés qu'il y a de s'introduire dans cette société du Japon et dans cette religion, ou ces religions, mais aussi la satisfaction, voire le bonheur qu'on peut en tirer. C'est l'habitude dans nos conférences d'ouvrir une discussion. Monseigneur l'Archevêque s'est déclaré prêt à écouter les questions que l'auditoire voudra bien lui poser. Merci de vos questions.

**Pierre Seck** : Monseigneur, vous avez effleuré le sujet, notamment donc ce lourd passé entre le Japon et la Corée, voire la Chine. Avec votre expérience, comment voyez-vous dans l'avenir cette évolution des relations entre le Japon et la Chine notamment ?

**Conférencier** : Je ne suis pas homme politique et je ne représente aucun gouvernement. Mais j'espère pour le Japon et pour la Chine, aussi bien que pour l'Asie et le monde entier, que ce seront de bonnes relations. Je pense que dans pas mal de pays d'Asie, Asie du sud-ouest etc., les gens voudraient bien voir le Japon comme faisant un peu le contrepoids contre la Chine, parce que la Chine devient de plus en plus grande chaque jour. Mais pour qu'il puisse devenir contrepoids, je pense que le Japon doit être ami de la Chine. S'il n'y a pas d'amitié entre les deux pays, c'est très difficile d'entrer dans cette balance. Il faut voir aussi comment la Chine accepte cela. Mais certainement il y a beaucoup de bonnes choses. Vous voyez que le plus grand centre de businessmen japonais à l'étranger c'est Shanghai, ce n'est plus les Etats-Unis. Et j'étais heureux à l'ouverture de l'école japonaise de Shanghai de pouvoir prononcer un discours justement en faveur de l'amitié de la Chine et du Japon. Je pense et j'espère que les difficultés actuelles ne mènent pas à une guerre froide ou encore pire, mais puissent disparaître pour la prospérité des deux pays et du monde entier.

**André Elvinger** : Si je puis le dire, il ne faut pas oublier que nous avons aussi en Europe un passé terriblement lourd et les cérémonies qui viennent de se dérouler entre les deux pays qui étaient les plus opposés témoignent de ce qu'il y a quand-même, avec le temps, de l'espoir.

**Sur question d'un intervenant concernant l'étudiant de la Sophia University cité par le conférencier qui est devenu prêtre bouddhiste.**

**Conférencier** : Sophia est une université catholique avec 12.000 étudiants et appartient aux 13 universités choisies par le ministère de l'éducation du Japon pour devenir des centres d'excellence internationaux. Mais, fondée par des Jésuites, obéissant ainsi au Pape Pie X, tous nos étudiants, évidemment, ne sont pas chrétiens. La majeure partie, 99 %, de nos étudiants ne sont pas chrétiens. D'où est-ce qu'on tirerait ce nombre d'étudiants chrétiens au Japon. Il faut aussi passer par des examens d'admission. L'appartenance religieuse n'est pas le critère pour accéder à une université catholique. Et parmi nos professeurs, nous avons 550 professeurs à peu près, donc enseignants et professeurs à temps plein, la majorité ne sont pas catholiques. Il y a encore une trentaine de Jésuites qui enseignent et ce que nous voulons par l'éducation de notre université, c'est promouvoir un humanisme chrétien. Et ce que nous utilisons toujours comme *catch-raise* pour les étudiants c'est « *men and women for others with others* ». Donc c'est là notre idéal. Je suis très content que, quand j'étais au Laos pour un projet avec le ministère d'éducation du Laos, j'ai visité le centre des Nations Unies contre la faim dans le monde et la directrice était une ancienne étudiante de chez nous. Cela n'est pas chrétien, mais cela fait plaisir de voir que l'éducation a porté. Je suis aussi fier que Voltaire soit issu du collège Louis-le-Grand de Paris.

**Intervenant** : Vous avez déjà répondu en partie à ma question qui vient de ce que nous pensons souvent que les prêtres chrétiens, catholiques, qui vont à l'étranger sont aussi des missionnaires, c'est-à-dire qu'ils essaient de convertir des gens et dans votre exposé vous nous avez fait sentir qu'au fond ce n'était pas votre but essentiel de convertir à une religion, mais plutôt à un sentiment religieux.

**Conférencier** : Je suis missionnaire, mais peut-être qu'on a une vue du missionnaire qui ne correspond pas à la réalité, certainement en Asie. Missionnaire veut dire : je peux proposer la foi à la liberté de quelqu'un. C'est cela, ce n'est pas prosélytisme, je ne fais pas de campagne sur une caisse de bananes devant les gares et je dis « *Si vous ne croyez pas en Jésus...* ». Il y en a qui le font, c'est cela qui est malheureux, mais c'est plutôt un christianisme fondamental américain et qui décrit le christianisme par ce fait. Ils se mettent devant les temples shintoïstes et bouddhistes et disent « *Si vous ne croyez pas...* », dans un japonais affreux, avec l'accent très, très fort, « *Si vous ne croyez pas, vous allez tous en enfer* ». Je me demande comment cela peut être la bonne nouvelle de l'évangile, mais cela c'est autre chose. Non, j'ai eu la joie chaque année de baptiser trois

ou quatre étudiants et ces baptêmes sont le fruit d'une amitié. On a fait des voyages ensemble et alors, je ne sais pas, la cinquantième fois qu'on va boire une bière on me demande « *Mais pourquoi est-ce que vous êtes devenu prêtre, qu'est-ce que c'est ? Pourquoi vous n'êtes pas marié ?* ». Et alors j'explique. Et j'explique aux uns, bon ils respectent, et j'explique aux autres, il y en a un qui est touché. Donc, être missionnaire, et aussi quand on parle de réévangélisation de l'Europe, cela ne veut nullement dire mener des campagnes et des publicités, mais proposer la foi à la liberté des gens qui peuvent y répondre ou ne pas y répondre. Ils ne perdent pas mon respect s'ils n'y répondent pas. Ils restent autant mes amis s'ils ne sont pas chrétiens. C'est cela qui est important. Et cela me fait mal à Luxembourg de voir une société en camps, parfois. Je reçois très souvent des emails, mais vraiment « *Rentrez au Japon, on n'a plus besoin de vous, ces trucs de Dieu, on n'est plus au moyen-âge, etc.* », souvent envoyés par les mêmes gens. Mais c'est un ton tout d'abord qu'au Japon je ne pourrais pas m'imaginer. Et si ce sont là les apôtres de la tolérance, mais on va avoir un bel avenir. Je ne dis pas plus.

**Intervenant** : L'islamisme est en expansion dans le monde partout. En Chine, il pose déjà des problèmes. Quelle est l'attitude des Japonais vis-à-vis de cette religion ?

**Conférencier** : C'est très loin, c'est très exotique. Mais, il y a des convertis japonais à l'islam aussi, mais ils sont tout à fait la minorité. Mais le Japon a de bons centres d'études sur l'islam. Le ministère de l'éducation et de la recherche au Japon a un centre national de recherche sur l'islam divisé sur quelques universités mené par l'université Waseda et notre université fait aussi partie. Moi j'estime beaucoup l'islam comme religion. Je n'estime pas un fondamentalisme, dans aucune religion, ni dans l'islam ni dans le christianisme. Je n'estime surtout pas quand la religion devient un motif pour haine. Mais vous parlez de l'inquisition. Si je définis l'islam par le terrorisme intégriste, je devrais aussi accepter qu'on identifie l'église catholique par l'inquisition. On a de tels phénomènes dans toutes les religions. Il faut en avoir honte, parce que c'est toujours une trahison de la dimension religieuse de l'homme. C'est utiliser la religion comme idéologie pour le combat ou pour le pouvoir ou je ne sais pas quoi. Mais c'est fondamentalement antireligieux, mais ce sont des tentations qui existent dans différentes, ou presque dans toutes les religions et il faut distinguer entre l'islam comme religion et ses fondamentalismes et il faut regarder d'où viennent les sous. C'est plutôt pour les hommes politiques. Moi je préférerais financer l'islam que de la faire financer par l'Arabie Saoudite.

**Colette Flesch** : Monseigneur, vous avez insisté sur le caractère minoritaire de l'église catholique au Japon. J'ai cru comprendre que minoritaire, elle est cependant militante et très vivante comme le sont très souvent les églises minoritaires. L'église catholique au Luxembourg est majoritaire, mais elle n'est pas très militante. Quelles sont vos impressions après les quelques mois passés à Luxembourg, et est-ce que vous croyez qu'il faut réévangéliser le Luxembourg ?

**Conférencier** : Une grande question. Tout d'abord je ne pense pas qu'on évangélise un pays, on évangélise des personnes. Donc ce serait aussi proposer de manière le message de l'évangile pour que les gens puissent le comprendre et être touchés dans leur liberté. En cela, oui.

L'église de Luxembourg est très complexe. Nous avons eu l'année passée à l'octave Notre-Dame 15.000 personnes de plus. Donc il n'y a pas que les églises vides le dimanche. Comme j'ai dit auparavant, nous avons 230 jeunes qui veulent aller avec l'Archevêque à Rio. Je pense que c'est difficile de recruter de la même manière autant de jeunes à Luxembourg. Nous avons aussi une société à Luxembourg où parmi ceux qui travaillent au moins les Luxembourgeois aussi sont minoritaires. Et si je regarde maintenant l'Eglise de Luxembourg qui comprend beaucoup de Portugais, qui comprend beaucoup de Français, parmi les Portugais au Luxembourg, 35 % pratiquent paraît-il. Les Luxembourgeois ne voient que les églises luxembourgeoises. Les messes en français à Luxembourg-Ville sont plus que pleines. Donc, nous avons une partie luxembourgeoise de l'Eglise qui est plutôt disons sans beaucoup d'énergie. Cela dépend aussi d'endroit à endroit. Ce n'est pas toujours la même image. Mais un manque de communauté, de religion vécue, certainement, en fait un manque de religion. On fait quelque chose toujours, mais ce n'est pas tellement le fait religieux qui est au centre de nos paroisses. On a plutôt présenté peut-être dans le passé, et si je dis le passé naturellement cela va loin dans le passé, toujours la religion commune morale. Et les homélies des prêtres emportaient dans le passé souvent sur ce qu'il fallait faire, sur ce qu'il ne fallait pas faire, beaucoup plus que de parler sur Dieu et l'évangile. Et c'est peut-être aussi une explication. Mais pour les communautés non-luxembourgeoises, mais qui appartiennent autant au pays, parce que ce sont des gens qui travaillent ici, qui paient leurs impôts ici, ce sont des gens à qui nous devons en grande partie la richesse du pays, la religiosité est encore beaucoup plus grande et beaucoup plus vivante. Et quelques petites initiatives que j'ai prises, j'ai eu beaucoup de réponses à cela. Mais il y a comme une crainte aussi. Un retour de l'église, c'est comme, je ne sais pas, j'ai dit tout ou quelque chose comme cela, le monstre réapparaît ou je ne sais pas quoi, cela n'existe pas. Cette Eglise dominante existe dans la

tête des gens, dans le fantasme des gens beaucoup plus que dans la réalité. En ce sens, réévangélisation pour un pouvoir politique, non, ce n'est pas notre but. Mais proposer l'évangile, cela fait partie de la foi chrétienne. Je ne peux pas être chrétien sans partager ma foi, ce qui ne veut pas dire que l'autre soit forcé de l'accepter ou non, ou que je limite mes amitiés à ceux qui seraient catholiques. Cela serait sectaire. C'est une définition des sectes. Et si nous voulons rester une religion, nous devons toujours rester ouverts au dialogue, mais très souvent j'ai l'impression qu'on veut simplement nous évicter de tout ce qui est publique.

Donc, je ne voulais pas entrer dans ce débat, mais j'ai parfois l'impression qu'il y a une très grande intolérance de ceux qui ne veulent plus de chrétiens à Luxembourg. Et là naturellement je dis non, nous avons les mêmes droits humains que les autres. Si un homme a le droit de la parole, mais l'Evêque de Luxembourg l'a aussi. Pourquoi je devrais me taire, si chaque autre citoyen peut parler ? Et là je revendique que la religion fait partie du domaine publique. Autrement nous sommes comme l'Union soviétique. En Union soviétique il y avait liberté de cultes, on pouvait aller à la messe le dimanche, mais rien d'autre, ne pas parler de la religion après la liturgie en sortant de l'église. Et nous forcer à cela, non. Et je n'ai rien dit sur les modèles de financement, parce que c'est tout à fait autre chose.

**Georges Als :** Monseigneur, je crois que vous nous avez surpris par votre façon de traiter le sujet et de nous parler en somme exclusivement du Japon spirituel, nous montrant les particularités de ce pays, sa spiritualité, ses manières, la façon dont il a pu influencer d'autres. Mais vous n'avez pas parlé du milieu physique japonais et je me demande quelle est peut-être la relation entre les deux. Ayant été une seule fois au Japon pendant quelques jours j'ai été extrêmement frappé par les conditions difficiles d'existence au Japon. Le Japon a la même densité de population que les Pays-Bas qui sont le pays le plus peuplé que l'on connaisse ici et il n'a que le tiers ou le quart du territoire utile pour cette population. Donc, il a une densité de population qui est trois ou quatre fois celle des Pays-Bas, si on prend le terrain utile. Le Japon est tout en montagne et des montagnes qui crachent des cendres et font des tremblements de terre etc., de sorte que les conditions de vie sont extrêmement dures au Japon. Il n'y a pas de place. Les Japonais viennent à Luxembourg, ou sont venus à Luxembourg, pour jouer du golf, parce qu'il n'y a pas de place au Japon pour jouer au golf. C'est une question un peu marxiste, quelle est la relation entre les conditions physiques et la spiritualité ? Est-ce que cette spiritualité dont vous parlez n'est pas aussi une façon de mieux supporter l'existence ?

**Conférencier :** Je n'ai pas parlé de cet aspect du Japon parce qu'après 21 ans au Japon cela paraît normal, tout simplement. Au début, c'est vrai, je me suis étonné quand j'ai pris la première fois le métro, je n'ai pas pu sortir à temps, parce que je ne savais pas être près de la sortie au moment précis, mais après on s'habitue tellement que cela devient normal. Et, j'en ai encore parlé hier avec des jeunes à Diekirch qui m'ont dit « *Mais je ne pourrais pas vivre comme cela* ». Je leur ai dit « *Bon, on s'y habitue* ». Les limites de l'homme sont beaucoup plus flexibles qu'on ne le pense. Mais, il y a certainement tout d'abord que le Japon est un pays de la culture du riz, comme beaucoup de pays asiatiques et pour cultiver le riz, il faut travailler ensemble. Pour pouvoir vivre, il faut qu'il y ait une structure communautaire qui soit là. Et cela a certainement beaucoup influencé le Japon. Il y a une identité japonaise dans le groupe, c'est clair. Je l'ai vue dans mon université, qui est aussi un groupe et un grand groupe avec les anciens etc.. Dans le ... japonais je ne me suis jamais senti comme un étranger, je fais partie du groupe. Mais quand je me mets dans le train pour aller dans une autre ville japonaise, dans le train pour le personnel à bord, je suis un étranger tout à coup et pour moi c'était très drôle de le voir. Il y a cette identité de groupe au Japon qui existe et qui est la seule manière de pouvoir vivre sur un espace aussi restreint. Imaginez-vous un vandalisme dans le train au Japon comme à Luxembourg. Ce ne serait pas possible, on n'entrerait plus dans le train. Ou bien des trains qui ne seraient pas à l'heure, tout le système tomberait. On ne pourrait plus aller au travail le matin.

J'ai eu la chance de vivre pendant pas mal d'années dans la maison jésuite dans l'université même, mais j'ai aussi vécu dans d'autres communautés où j'ai mis une heure en train pour aller à l'université. Et c'était encore fort confortable. Nous avons eu un professeur qui avait quatre heures de train par jour. Et on le fait parce qu'on doit le faire. La précarité de la vie humaine, vous avez fait allusion aux volcans, aux tremblements de terre. Il y a des catastrophes naturelles au Japon, on sait que la vie humaine est précaire. Voilà pourquoi on peut aussi porter le malheur ou les catastrophes de manière plus stoïque, plus sereine peut-être. Mais cela fonctionne très bien sur un petit espace. Mais je ne voudrais pas avoir autant d'Européens sur le même espace. Cela me ferait peur.

Et on travaille beaucoup plus au Japon qu'en Europe. Mais on peut le faire aussi parce qu'il y a moins de tension psychologique, je pense. En général, l'harmonie est très importante et on doit toujours travailler pour cette harmonie. Si on commet un péché contre l'harmonie on s'exclut du groupe. C'est le péché capital au Japon. Et je l'ai remarqué une fois, pour donner un exemple concret. Tout d'abord quand j'étais au Japon je

ne parlais pas le japonais, j'étais dans un jardin d'enfants préscolaire. Et alors j'ai pris un petit, je l'ai jeté en l'air, je l'ai rattrapé et tout le monde voulait avoir le même traitement. Qu'est-ce que ces petits garçons et filles de trois ou quatre ans ont fait ? Ils ont fait la queue, sans que personne ne le leur dise. Et cela était pour moi vraiment un de ces événements qui font comprendre quelque chose. Naturellement au début quand on est au Japon, parfois on se heurte à cet esprit de groupe, avec l'esprit européen. Mais alors on doit se dire, le Japon ne va pas se changer parce que moi je suis là, donc mieux m'habituer et c'est ce que j'ai tâché de faire. Mais à la fin on ne le remarque plus. C'est la même chose quand on dit : « *Les Japonais sourient toujours* », mais non, il y a un sourire quand on est gêné, il y a un sourire quand on est en colère, il y a des expressions différentes de visage et on les comprend naturellement, parce qu'autrement la communication ne pourrait pas se faire. Mais pour les Japonais, montrer tout ce qu'on ressent, cela c'est un peu enfantin. Donc ils nous voient comme des petits enfants quelque fois où les sentiments s'en vont tout de suite dans l'expression du visage. Mais je me suis peut-être trop japonisé pour le remarquer.

**André Elvinger** : Je voudrais me rattacher à la question de Georges Als sur l'exiguïté du territoire par rapport à la population. Cela n'est pas vrai seulement pour le Japon, cela a été le cas pour l'Allemagne avec le *Drang nach Osten*. Et c'est ce qui a lieu avec la conquête de l'immense Chine par le Japon, minuscule au point de vue du territoire. Il y a quand-même une grande partie de l'explication dans cet aspect « *physique* ». L'homme, du moins dans le passé, n'a pas échappé à ses démons quand il manquait de territoire.

**Conférencier** : C'est vrai, mais je voudrais disculper le peuple japonais non pas pour édulcorer des faits qui sont horribles, mais si on regarde dans l'histoire de chaque nation ou de chaque institution, on retrouve le même phénomène qu'on voudrait cacher et qu'on ignore souvent. Dans mon enseignement une fois j'ai voulu traiter le colonialisme. Et quand je me suis mis à faire des recherches, moi-même je ne savais pas dormir. C'était tellement affreux ce que je trouvais, aussi implication de l'Eglise dans cela, cela me révoltait. Mais chez nous on n'enseigne pas tellement dans les écoles. Naturellement on en parle, on dit que c'était mauvais, mais on ne montre pas les photos de quelques horreurs. Donc on en fait une connaissance abstraite plutôt qu'on enseigne. Et en ce sens on devrait faire attention à ne pas reprocher à d'autres peuples ce qu'on ne fait pas soi-même. Ou on a parlé de l'inquisition de l'Eglise. Il y a des gens qui me disent en bonne foi « *Je ne puis pas être chrétien, parce que l'Eglise a fait dans l'âge baroque ceci, au moyen-âge cela, ou il y a quarante ans cela* »

[251]  
et naturellement je ne peux que le constater et dire ma tristesse et que je comprends. Mais d'autre part, si on jugeait de la même manière toutes les institutions, nous ne pourrions plus faire partie d'un Etat, parce que l'Etat quand-même, toutes les guerres que les Etats ont menées. Encore vouloir faire partie d'un Etat maintenant. Partis politiques : je ne veux pas dire que les partis politiques soient mauvais, surtout les partis politiques à Luxembourg. Mais on a eu d'autres partis politiques, parlons du national socialisme, qui ont aussi été des partis politiques. On ne peut tout de même pas dire : « *Parce qu'il y a eu quelque chose de mauvais dans cette institution, je refuse une telle institution pour toujours.* » Nous ne saurions plus vivre, parce qu'il y a tout de même une limitation à l'imagination humaine pour les institutions que l'on crée. Et je pense qu'on a déjà créé tous les types possibles et dans tous les types il y a eu des horreurs, aussi à l'Eglise. Mais cela ne peut être un argument contre, parce qu'autrement on devrait cesser de vivre.

**André Elvinger** : S'il n'y a plus de questions, cela peut s'expliquer par le fait que vous avez tellement bien répondu à celles qui vous ont été posées que certains ont moins de courage maintenant à en poser. Je pense que c'est plutôt le contraire, car vous avez répondu à toutes les questions et vous avez parlé au cours de votre conférence, avec une telle cordialité, une telle humanité, et une telle compréhension pour l'humanité où qu'elle se trouve, que je ne peux, au nom de l'auditoire, que vous remercier de tout cœur pour cette magnifique soirée que vous nous avez permis de passer avec vous. Merci.

## L'ASSOCIATION MONÉTAIRE ENTRE LE LUXEMBOURG ET LA BELGIQUE RÉTROSPECTIVE, BILAN ET ÉLOGE POSTHUME

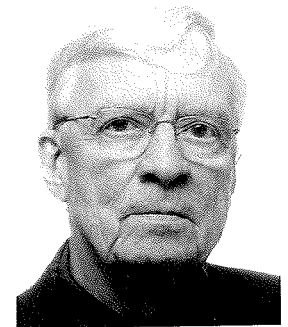
---

par

Pierre Jaans

---

Pierre Jaans, économiste, a travaillé au Département de recherche économique et statistique de la Deutsche Bundesbank (Frankfurt am Main) de 1962 à 1972, au Département des affaires financières et fiscales de l'OCDE (Paris) de 1972 à 1974 et, à partir 1976, au service de l'Etat luxembourgeois. Il occupa les fonctions de Commissaire au contrôle des banques de 1976 à 1983 et de Directeur général de l'Institut Monétaire Luxembourgeois (IML) de 1983 à 1998.



### Résumé

*« To be Euro or not to be? ». Voilà une question qui a agité les esprits dans les années 1990, celles de l'épiphanie de la monnaie commune, et elle a galvanisé les esprits depuis les crises financières de 2007 et 2009, où le public et ses dirigeants ont fini par comprendre que dans le régime de l'euro même un Etat peut faire faillite.*

*Après la deuxième guerre mondiale les pays de l'Europe de l'Ouest ont connu une période d'un demi-siècle où les économies ont fonctionné avec des monnaies nationales. C'est l'époque où le marché commun a été réalisé avec un niveau élevé de croissance et d'emploi dans tous les pays. Ce résultat fut atteint sans transfert de responsabilités et de libertés cardinales des Etats vers une ou des autorités communautaires.*

*Le présent essai retrace le parcours monétaire du Luxembourg pendant cette période, qui fut une période de grâce pour l'économie et la société luxembourgeoise.*

*L'auteur témoigne que l'Association Monétaire entre le Luxembourg et la Belgique et l'échec de la mise en œuvre d'une monnaie commune au début des années 1970 (Plan Werner) ont été des facteurs décisifs pour le succès spectaculaire de l'économie luxembourgeoise pendant la deuxième moitié du siècle passé.*

### Table des Matières

Introduction.....	3
1. Rappel de quelques éléments essentiels de l'Association Monétaire .....	5
2. Le franc a-t-il été une monnaie adéquate pour les besoins l'économie industrielle et productrice de biens du Luxembourg.....	6
3. L'Association monétaire et l'éclosion de la place financière.....	8
4. La coopération politique et administrative dans l'Association Monétaire.....	10
5. « L'incident du 20 février 1982 ».....	12
Conclusions.....	13
Notes bibliographiques .....	15

#### Note :

*On trouvera sous cette nouvelle rubrique une contribution « libre », c'est-à-dire n'ayant pas été exposée en séance, et qui n'a donc pas fait l'objet d'une discussion – ce qu'on peut regretter dans le cas présent, car sous des atours historiques, cet « éloge posthume » du régime monétaire belgo-luxembourgeois n'en soulève pas moins des questions touchant à l'actualité. Dans le volume précédent (N°XV) des Actes, nous avons reproduit le discours de réception du premier ministre Jean-Claude Juncker, membre d'honneur de notre section, sur « La gouvernance économique dans la zone euro », qui était une vibrante défense de la monnaie commune. L'analyse par Pierre Jaans du défunt régime d'association monétaire entre le Luxembourg et la Belgique laisse penser que le directeur honoraire de l'Institut Monétaire Luxembourgeois ne partage pas toutes les opinions de son ancien ministre de tutelle.*

## L'ASSOCIATION MONÉTAIRE ENTRE LE LUXEMBOURG ET LA BELGIQUE RÉTROSPECTIVE, BILAN ET ÉLOGE POSTHUME

### Introduction

Le régime d'association que le Luxembourg a eu avec la Belgique sur le plan monétaire a duré de 1922 à 1998. En utilisant une métaphore on pourrait dire que pendant cette période le Luxembourg a donné en location à la Belgique l'essentiel de son droit souverain d'assurer la circulation monétaire par l'émission de monnaie fiduciaire et d'en retirer un bénéfice – le seigneurage.

Le franc luxembourgeois a néanmoins existé en parallèle au franc belge comme numéraire et, dans des limites convenues avec la Belgique, comme monnaie fiduciaire émise par l'Etat et à partir de 1983 par l'Institut Monétaire Luxembourgeois. Cet aspect de l'Association Monétaire était important sur le plan de la symbolique politique, mais marginal sur le plan économique. Le franc belge était de fait la monnaie de l'économie luxembourgeoise.

Ce régime monétaire quelque peu hybride a accommodé l'essor du Luxembourg comme économie industrielle et à partir de 1970 également comme économie de place financière internationale offshore.

Dans le regard de ceux qui ont encore connu et vécu une partie de cette période de grâce pour l'économie et la société luxembourgeoise, l'Association Monétaire avec la Belgique est néanmoins souvent mal perçue et cette perception à connotation négative est en général entretenue par les faiseurs d'opinion, y inclus des hommes politiques.

A titre d'illustration on peut citer Monsieur Jean Claude Juncker qui dans son discours de réception à l'Institut Grand-Ducal le 3 juin 2011, a parlé de « La gouvernance économique dans la zone euro ». Après avoir évoqué le poids et la rigueur des contraintes que la monnaie unique impose aux gouvernements, parlements, partenaires sociaux et aux populations, il conclut : « C'est moins grave que la situation dans laquelle nous nous trouvons lorsque nous étions en association monétaire avec la Belgique,

ayant été une victime d'un geste de mauvaise humeur du gouvernement belge de l'époque qui ne nous consultait jamais. Nous n'avions aucune souveraineté monétaire tant que nous étions en association monétaire avec la Belgique. Aujourd'hui, avec les mêmes titres, les mêmes droits et les mêmes responsabilités nous sommes copropriétaires de la monnaie la plus forte au monde... (1) ». Pour être complet on peut ajouter que depuis le 8 octobre 2012 le Luxembourg est également copropriétaire du Mécanisme Européen de Stabilité (MES) destiné à « sauver l'Euro ».

Cette analyse de Monsieur J.Cl. Juncker reflète bien un sentiment très luxembourgeois, d'avoir été ou d'être, comme si souvent dans l'« histoire nationale » du pays, la victime - cette fois aussi sur la question de la monnaie dans le cadre de l'Association Monétaire avec la Belgique.

Avec l'introduction de l'Euro le Luxembourg est, pour reprendre la métaphore mentionnée plus haut, passé du statut de bailleur de son droit de seigneurie à un pays voisin et ami au statut de copropriétaire, à concurrence de 0,175 pour cent, de la monnaie commune à 17 pays. Sur le plan politique ce changement de régime permet à des acteurs luxembourgeois d'accéder dans le domaine monétaire à des charges de responsabilité assez largement médiatisées, ce qui constitue sans conteste « un saut de souveraineté » (1).

Le fardeau fiscal qui résulte de l'entretien de ces nouvelles et souveraines copropriétés en matière monétaires est en train de prendre des contours. Pour l'année 2013 il est prévu d'allouer 80 millions d'Euros au Mécanisme Européen de Stabilité. Ces 80 millions sont la première tranche sur 200 millions à libérer avec en toile de fonds jusqu'à 1550 millions d'Euros sujets à appel (2).

La viabilité économique de la Banque Centrale du Luxembourg a été assurée depuis sa création en 1999 par l'Etat grâce à des arrangements financiers en général non budgétisés mais à charge du contribuable sur le plan économique. Elle aura sous peu besoin d'une augmentation importante de ses moyens. Ainsi le contribuable luxembourgeois est appelé à apporter en liquide et en garanties une contribution financière importante pour assurer le fonctionnement de la monnaie commune.

Le présent essai, qu'on pourrait aussi qualifier de témoignage de quelqu'un qui a accompagné au plus près les péripéties des monnaies européennes de 1976 à 1998, se propose de montrer que les Luxembourgeois en tant que acteurs économiques et en tant que contribuables auraient tort de garder un mauvais souvenir des temps de l'Association Monétaire avec la Belgique.

## 1. Rappel de quelques éléments essentiels de l'Association Monétaire

L'objet de cet essai n'est pas de faire l'historique détaillé des péripéties de l'Association Monétaire. La période de 1922 à 1944 n'est pas prise en considération, car malgré ses turbulences elle n'a pas empêché le gouvernement luxembourgeois de reprendre l'association avec la Belgique en 1945. La période prise en considération pour dresser les bilans est celle qui va de la libération de l'occupation allemande fin 1944 à la liquidation de l'Association Monétaire par l'introduction de fait de l'Euro en 1998.(3)

Les éléments financiers essentiels de l'Association Monétaire sont les suivants :

1. Pendant la deuxième guerre mondiale le gouvernement luxembourgeois en exil et la cour grand-ducale en exil ont bénéficié d'un soutien financier de la part du gouvernement belge en exil.

2. En 1945 le gouvernement belge a fourni un prêt, par la Banque Nationale de Belgique de 1475 millions de francs belges pour permettre au gouvernement luxembourgeois d'échanger les billets et avoirs en Reichsmark et pour remettre en marche l'économie monétaire et bancaire du pays. Ce prêt ne comportait ni intérêts ni échéances de remboursement.

3. En 1963, après avoir négocié, les gouvernements luxembourgeois et belges tombèrent d'accord pour fixer le montant de la « dette monétaire » du Luxembourg envers la Belgique à 1673 millions de francs belges (soit environ 41,5 millions d'Euros). Cette dette ne comportait pas de charge d'intérêts. Elle devait être amortie par imputation des revenus que le Luxembourg percevait au titre de sa participation dans les bénéfices de la Banque Nationale de Belgique. Cette participation dans les revenus de la banque d'émission belge, calculée sur la base des proportions des populations des deux pays, était le revenu du droit de seigneurie donné en location à la Belgique, pour reprendre la métaphore utilisée plus haut.

4. Cette dette monétaire était complètement amortie dès 1979. De 1963 à 1998 le Luxembourg a bénéficié d'un revenu cumulé de 385,6 millions d'Euros au titre de sa participation dans les bénéfices de la Banque Nationale de Belgique (4). En termes de placement financier, le capital de 41,5 millions d'Euros que le Luxembourg avait emprunté à la Belgique en 1963 lui a rapporté 385,6 millions en 35 années, soit un taux de rendement de près de 6,5 %. Ces chiffres correspondent à des flux financiers en termes nominaux étalés sur 35 années. En termes réels de pouvoir d'achat d'Euros en 2012 ils seraient plus de deux fois plus élevés.

5. Pendant la période sous revue, le Luxembourg a bénéficié à titre gratuit de l'infrastructure de la Banque Nationale de Belgique : succursale

à Luxembourg, impression des billets, gestion d'une circulation gonflée du fait de place financière, services de clearing e.a.

### *Bilan comptable et fiscal*

De ce qui précède on peut tirer un bilan comptable et fiscal de l'Association Monétaire. La Belgique a rendu possible un rapide rétablissement d'une économie monétaire stable au Luxembourg après la libération de l'occupation allemande. Les conditions de l'aide accordée étaient celles d'une solidarité politique basée sur la confiance.

L'opération de « location » du droit d'émission du Luxembourg à la Belgique était économiquement avantageuse pour le trésor, c'est-à-dire pour le contribuable luxembourgeois.

A ce stade on ne peut pas en dire autant pour la participation du Luxembourg dans l'Union Monétaire Européenne. Après plus de dix ans de fonctionnement la « copropriété dans la monnaie la plus forte au monde » a eu et continue d'avoir un coût fiscal, en partie non budgétisé, très significatif ainsi qu'un risque fiscal futur potentiellement très élevé.

L'Etat luxembourgeois est passé d'un revenu de seigneurage à un coût de seigneurage.

## **2. Le franc a-t-il été une monnaie adéquate pour les besoins de l'économie industrielle et productrice de biens du Luxembourg ?**

Après la deuxième guerre mondiale, le franc belge était la monnaie d'un pays riche (Belgique + Congo belge / Zaïre) qui n'avait pas souffert de destructions majeures pendant la guerre comme les Pays Bas et le Luxembourg. La Banque Nationale de Belgique disposait d'amples réserves de change compte tenu d'une économie diversifiée et en excédent dans le commerce extérieur.

Cette situation confortable a permis à la Belgique de libéraliser les contrôles sur les mouvements de capitaux dès 1952, c'est-à-dire bien avant la République Fédérale d'Allemagne et les Pays Bas par exemple. Ce régime de complète liberté a été en vigueur pendant toute la durée de l'Association Monétaire en dépit du fait qu'à partir des années 1970 l'économie de la Belgique perdait du terrain par rapport à l'Allemagne et les Pays Bas. Dans ce contexte il ne faut pas oublier que de grands pays comme la France, l'Italie et le Royaume Uni ont pratiqué un contrôle des mouvements de capitaux très strict jusque dans les années 1980.

Grâce à l'Association Monétaire, le Luxembourg a bénéficié dès 1952 d'une monnaie pleinement convertible. La libre convertibilité de la monnaie n'est pas seulement une liberté et un confort pour ceux qui l'utilisent dans la vie courante et pour leur épargne, c'est aussi un atout pour un pays qui a besoin de diversifier son économie en attirant des investisseurs étrangers, ce qui était le cas du Luxembourg à partir des années 1950.

L'érosion du Système de Bretton Woods au cours des années 1960 et l'abandon de fait de ce Système en 1972 a mis fin à l'étalon dollar et a ouvert les marchés des devises à la libre concurrence entre les monnaies. En Europe, après les expériences des dévaluations concurrentielles des années 1930, de mauvais souvenir, et par respect dû au Traité du Marché Commun, les gouvernements ont opté pour une ligne politique d'ajustements des cours limités à ce qui était nécessaire pour accommoder de temps en temps les différentiels de compétitivité entre les économies et pour ménager les réserves de change des banques centrales concernées. Ces ajustements se sont faits dans des cadres de concertation institutionnalisés : Le Serpent Monétaire de 1972 à 1980 et le Système Monétaire Européen à partir de 1981.

Dans cet environnement le Deutsche Mark a émergé d'emblée comme la monnaie de référence basée sur l'économie la plus compétitive du Marché Commun. Pour la période 1960 – 1998 le profil de dévaluation respectivement de maintien de leur valeur par rapport à « l'étalon DM » (= 100) est le suivant : Florin NL 80, Franc Belge 58, Couronne Danoise 43, Franc Français 35, Livre Anglaise 25, Lire Italienne 15. Ces différentiels dans la valeur externe par rapport au DM sont en corrélation étroite avec les différentiels des taux d'inflation internes de ces pays en comparaison avec l'Allemagne.

Les différences considérables dans les performances de la valeur externe et interne de ces monnaies n'ont toutefois pas eu, sur la période longue considérée ici, de conséquences sérieusement dommageables sur la croissance et la création de revenus et de richesses en termes réels qui a été importante dans tous les pays. C'est aussi la période où le marché commun est devenu une réalité et où le commerce vers les pays tiers s'est fortement développé. La flexibilité des monnaies quant à leur valeur externe et interne n'a pas entravé ce processus, elle l'a même probablement facilité.

Pendant cette période le franc belge a tenu la place que la compétitivité de l'économie lui a permis de tenir, à savoir le troisième rang après l'Allemagne et les Pays Bas, ces derniers ayant pu profiter d'un bonus dû aux gisements de gaz naturel de la Mer du Nord. L'économie industrielle et productrice de biens du Luxembourg a disposé avec le franc

belge d'une monnaie qui n'était pas en discordance durable et significative avec sa propre compétitivité. Le plein emploi était une des caractéristiques de cette période.

Les examens périodiques de ranking de la compétitivité globale (c'est-à-dire à long terme) des pays faits par le World Economic Forum confirment ce classement : Allemagne et Pays Bas en position de rang 5e à 7e, Belgique, Luxembourg et France en positions 15e à 25e, Italie en position 40e à 45e.

Sur la base des éléments qui ont été évoqués on peut constater que l'utilisation du franc belge n'a pas gêné la croissance de l'économie industrielle et productrice de biens du Luxembourg. Pour l'épargne des ménages le franc belge a pratiquement en tout temps offert une rémunération réelle positive sur des instruments d'épargne classiques. Ceci n'est plus et ne sera pour longtemps plus le cas pour l'épargne en Euros

### 3. L'Association Monétaire et l'éclosion de la place financière

La libéralisation progressive des mouvements de capitaux qui s'est opérée dans les années 1960, a fait émerger graduellement un marché financier multidevises et transfrontalier : l'Euromarché en obligations dans un premier temps, suivi assez rapidement par les crédits syndiqués ou directs. A ses débuts ce marché utilisait essentiellement le dollar mais dès les années 1970 une part de plus en plus substantielle des transactions a été conclue et refinancée en deutschemarks et en francs suisses.

Dans les années 1960 ce nouveau marché était dominé par les banques américaines qui créaient des filiales à Londres pour échapper à une taxe qui grevait les crédits octroyés directement à partir des Etats-Unis (Interest Equalization Tax) à des emprunteurs étrangers.

Vers 1970 un phénomène comparable s'est produit du côté des banques allemandes. Elles ont créé en quelques années une vingtaine de filiales à Luxembourg pour échapper au coût des réserves minima imposées par la banque centrale allemande et en plus à partir de 1971 pour éviter le Bardepot qui grevait leurs opérations de crédit en Allemagne.

C'est également à cette époque que les banques suisses ont créé des filiales à Luxembourg pour recycler les dépôts fiduciaires de leurs maisons-mères, dépôts qui étaient exemptés des taxes suisses, vers des emplois sur l'euromarché.

Ainsi en schématisant un peu, Londres est devenu le centre du marché en euro-dollars et Luxembourg a émergé comme centre financier orienté sur l'euro-deutschemark et l'euro-franc suisse.

Le choix du Luxembourg, pays à taxes relativement élevées sur le bénéfice des sociétés, comme lieu d'implantation pour ces sociétés filiales bancaires allemandes et suisses, suivies bientôt par des banques d'autres origines géographiques, n'était pas fortuit. Parmi les éléments décisifs on doit relever ce que Monsieur Pierre Werner a décrit dans son intervention à la Chambre des Députés le 4 mars 1982 à la suite de la dévaluation très contestée du franc belge : « ... l'ingéniosité des dirigeants de la Banque Nationale de Belgique a créé un système de marché libre ou franc financier qui assure une liberté de circulation des capitaux financiers que d'autres pays ne garantissent pas, ou ne garantissent pas au même degré. Une place financière internationale ne peut prospérer que grâce à une telle complète liberté... » (5).

Les marchés en eurodevises qui ont émergé à Londres et à Luxembourg étaient à l'origine et jusqu'à la fin des années 1970, comme cela a été dit plus haut, essentiellement des mécanismes pour éviter des régimes de taxation (USA, Suisse) où des coûts liés à des instruments de politique monétaire (RFA) ou encore de manière plus générale des contraintes sur le plan prudentiel.

Dans ces circonstances il est évident que les autorités monétaires et étatiques concernées ne pouvaient être qu'irritées et inquiétées par ces développements qui leur échappaient et qui risquaient d'éroder l'efficacité de leurs politiques en matière monétaire et fiscale.

Des initiatives concertées entre différents états furent prises pour contrôler et maîtriser le développement des euromarchés : Plan Fourcade proposé par le Ministre des Finances français, Initiative Miller proposée par le Secrétaire d'Etat aux Finances des USA, création par la Commission de Bruxelles d'un groupe sous la Présidence de Monsieur J. Nash avec la mission de formuler des règles pour encadrer les mouvements de capitaux à court terme.

Dans ces discussions, parfois âpres, le Royaume Uni et le Luxembourg étaient des alliés objectifs suffisamment efficaces pour préserver la liberté des euromarchés. D'une manière générale on peut dire que jusque tard dans les années 1970, l'Allemagne, la France, les Pays Bas et l'Italie étaient opposés de manière très dogmatique à l'existence même des euromarchés – la globalisation et la pensée unique ne s'étaient pas encore établies dans les esprits.

Dans cette controverse sur « les dangers » des euromarchés la Banque Nationale de Belgique et les autorités gouvernementales belges étaient certes réservées mais sans parti pris idéologique. La forte présence de banques à actionnariat belge à Luxembourg y était probablement pour quelque chose.

On peut dire que l'Association Monétaire avec la Belgique n'a pas fait obstacle à l'émergence et au développement rapide de la place financière de Luxembourg. Si le Luxembourg avait vécu dans un régime de partenariat monétaire avec un pays moins libéral sur les questions de politique monétaire, comme la République Fédérale d'Allemagne, ou la France ou les Pays Bas, la place financière n'aurait pas vu le jour.

De même il faut garder à l'esprit que sous un régime de progression vers une union monétaire, le Luxembourg n'aurait pas pu devenir une place offshore spécialisée sur l'esquive et le contournement des contraintes imposées par une « politique de la monnaie et du crédit ... fortement coordonnée et (ou) l'intégration des marchés financiers doit être intensifiée » ( Page 39, Rapport au Conseil et la Commission concernant la réalisation par étapes de l'Union économique et monétaire dans la Communauté – dit « Plan Werner ».)

La mise en œuvre ordonnée du Plan Werner sombra dès son début en 1971 dans la crise généralisée et l'effondrement par étapes du Système de Bretton Woods qui obligea les pays de la Communauté de parer aux urgences avec des improvisations à géométries variables comme le Serpent Monétaire, le « Ver (Benelux) » dans le Serpent etc.

C'est une ironie de l'histoire et une chance pour le Luxembourg que le Plan Werner fut mis en échec et qu'ainsi, et grâce aussi au caractère très libéral de l'Association Monétaire avec la Belgique, une pluie d'or put s'abattre pendant plus de trois décennies sur le Luxembourg.

#### **4. La coopération politique et administrative dans l'Association Monétaire**

Le Protocole relatif au régime de l'Association Monétaire (6) prévoyait une coopération politique et administrative sur trois volets essentiels : un contrôle des changes uniforme, la compatibilité des politiques en matière de crédit et l'accord des deux parties en cas d'ajustement du taux de change du franc par rapport à des monnaies tierces.

1. La législation et la réglementation en matière de contrôle des changes étaient identiques dans les deux pays partenaires. L'application de ces textes était confiée à une Institution publique commune : L'Institut Belgo-Luxembourgeois du Change (IBLC)

L'IBLC était dirigé par un conseil de six à huit membres (dont deux à trois membres luxembourgeois) choisis parmi les cadres de la Banque Nationale de Belgique, de l'Institut Monétaire Luxembourgeois et des Ministères des Finances des deux pays. La présidence était assurée par

le Gouverneur de la Banque Nationale et la vice-présidence revenait au Directeur général de l'Institut Monétaire. Aucune décision ne pouvait être prise contre le vote bloqué des membres luxembourgeois du conseil. Cette clause de sauvegarde n'a jamais servi. L'IBLC était présent à Luxembourg par un bureau qui dans les années 1990 occupait trois personnes chargées de missions d'inspection sur place dans les entreprises et dans les banques.

L'objectif principal des inspections sur place était d'assurer la connaissance de la réglementation, la mise en place d'une organisation fiable pour son application et la vérification par sondages du respect des règles concernant le choix du marché – réglementé ou libre – approprié à la nature – commerciale ou financière – de la transaction concernée.

Les méthodes de travail de cette institution n'ont pas donné lieu à des réclamations ou des plaintes. Les erreurs que les services d'inspection détectaient étaient sanctionnées par un simple redressement et dans des rares cas graves par une proposition de transaction qui était généralement acceptée par le fauteur.

Ainsi la réglementation du contrôle des changes commune et les modalités d'application pratiquées n'ont pas gêné le bon fonctionnement de l'économie et de la place financière du Luxembourg. Comme il a été décrit plus haut, cette réglementation a pourvu un cadre libéral et juridiquement sûr pour la libre circulation des capitaux dès 1952, ce qui était un atout non négligeable pour le Luxembourg.

#### **2. La compatibilité des politiques en matière de crédit.**

Cette disposition du Protocole reconnaissait au Luxembourg la possibilité d'avoir recours à des moyens propres de politique du crédit et exigeait que l'activation de ces moyens devrait être compatible, c'est-à-dire ne devait pas contrecarrer les politiques en matière de crédit en vigueur en Belgique.

En l'absence d'une banque centrale le Luxembourg aurait pu avoir recours à des formes administratives d'encadrement de certaines catégories de crédit en francs. Toutefois les autorités luxembourgeoises n'ont pas eu recours à ce type de politique et de ce fait le problème de la compatibilité des politiques de crédits en francs ne s'est pas posé.

#### **3. L'accord des parties en cas de changement du taux de change du franc.**

Concernant les changements du taux de change vis-à-vis des monnaies tierces, le Protocole postulait le principe que les Gouvernements » s'engagent à ne procéder notamment que de commun accord à une modification du taux de change ». Cette disposition qui figurait dans le

... du traité instituant l'union économique Benelux (7), reflète la logique du Système de Bretton Woods – taux de change fixes mais ajustables.

Sur la période de 1960 à 1998 les taux de change des monnaies des pays de la Communauté ont connu au mois une vingtaine d'ajustements des taux et, à partir de 1972, des périodes de flottement, temporaires pour certaines monnaies, longues pour d'autres, dans la succession des systèmes : Bretton Woods jusqu'en 1971/72, le Serpent Monétaire de 1972 à 1980 et le Système Monétaire Européen de 1981 à 1998. Le résultat économique de ces opérations a été décrit plus haut.

Pendant cette période le Gouvernement belge a pris une seule fois l'initiative spécifique de proposer un ajustement du taux du franc. C'était en février 1982 et cet épisode sera plus amplement évoqué plus loin.

La Banque Nationale de Belgique était fondamentalement opposée à une dévaluation unilatérale du franc et elle plaidait constamment pour des politiques de modération budgétaire et de modération dans le domaine des salaires y inclus leur désindexation et en 1981 elle plaida pour une réduction significative des salaires en termes absolus, pour sauvegarder la compétitivité de l'économie belge (8).

C'est sur cette toile de fond que la position bien concertée des gouvernements belges et luxembourgeois, lors des ajustements des taux de change dans le Serpent Monétaire et à partir de 1981 dans le Système Monétaire Européen, consistait à ne céder qu'aussi peu de terrain que possible par rapport au DM qui était devenu la devise de référence dans la Communauté.

### 5. « L'incident du 20 février 1982 »

Cette politique prônée par la Banque Nationale et suivie, mais avec trop de procrastination, par le Gouvernement belge, eut pour résultat qu'à partir de 1978 le franc était surévalué.

Le prix à payer pour cette surévaluation était des taux d'intérêts réels de plus en plus élevés (à la satisfaction des épargnants dans les deux pays), une balance des paiements en sérieuse détérioration et une baisse des réserves de change de la Banque Nationale.

Pour redresser la situation, le Gouvernement belge prit l'initiative le weekend du 20 février 1982 de convoquer les Ministres des Finances des pays participant au mécanisme de change du Système Monétaire Européen en vue de dévaluer le franc belge de 10 à 12 pour cent. La mesure était présentée comme une opération de choc psychologique qui permettait de prendre simultanément un paquet de mesures de redressement dans le budget, le domaine social et celui de l'indexation des revenus.

Sur le plan intérieur de la Belgique, cette mesure était un choc. La Banque Nationale de Belgique, dont la position était connue, n'avait été informée que le vendredi tard dans l'après-midi, à peu près en même temps que le Premier Ministre luxembourgeois (9). Cette précaution fut prise pour minimiser les fuites et en fait les marchés furent pris par surprise.

Du côté luxembourgeois ce fut un choc. Dans « Itinéraires » Pierre Werner écrit : « Ce fut le premier incident grave dans la collaboration belgo-luxembourgeoise dans ce domaine depuis la fin de la deuxième guerre mondiale. Grave, parce que ... Wilfried Martens avait créé un fait accompli sans même me mettre dans le secret ». Réaliste et toujours soucieux d'honnêteté intellectuelle, il écrit un peu plus loin : « Si Wilfried Martens m'avait mis au courant et avait demandé mon accord auparavant, la réponse à lui donner n'aurait pas été simple non plus. » (10)

L'opération aboutit à une dévaluation, assez âprement négociée, de 8.5 pour cent par rapport au DM. Dans sa présentation à la Chambre des Députés du 4 mars 1982, Pierre Werner constata pour le cas où le Luxembourg aurait choisi de ne pas suivre la dévaluation du franc belge : « Enfin la position de compétitivité de nos exportations, déjà faible pour certains secteurs, aurait été affaiblie d'avantage, notamment par comparaison au partenaire belge. » (11)

L'opération de dévaluation fut en fait une réussite qui profita aussi aux entreprises exportatrices de biens et de services de l'économie luxembourgeoise et notamment à la sidérurgie qui n'était encore qu'au début de sa convalescence.

### Conclusions

L'objet de cet essai n'est pas d'évoquer un bon vieux temps, mais de porter un regard sobre et non idéologique sur une période passée, celle des monnaies nationales dans l'Europe d'après la deuxième guerre mondiale.

Durant cette période, le Luxembourg a continué l'Association monétaire avec la Belgique initiée en 1922 et interrompue par l'occupation des deux pays par les troupes allemandes. Ce choix a été profitable sur le plan financier et fiscal, adéquat sur le plan de l'économie des entreprises et de l'épargne des ménages et providentiel pour l'éclosion et le développement de la place financière.

De même ce fut un coup de chance pour le Luxembourg que la place financière encore balbutiante en 1971 n'ait pas été éliminée par une marche vers l'union monétaire telle qu'elle avait été programmée par le Plan Werner.

sept pays qui ont adopté l'Euro, les monnaies nationales appartiennent désormais à leur histoire. C'était un temps où des ajustements de parité et où le recours au flottement libre, temporaire ou plus durable, permettaient avec un peu de théâtre du côté des acteurs politiques, d'accommoder, sans grandes souffrances pour les populations concernées, les différences dans le fonctionnement social et dans l'efficacité économique des pays tout en préservant les acquis du marché commun. En outre les pays gardaient dans la dignité la responsabilité de leurs choix politiques. Pas de Troïka. Pas de haine du créancier et de son Diktat. Pas de politique de la manche ou de la quémande. Pas de chantages. Pas de drapeaux brûlés en place publique.

En ingénierie mécanique il existe le principe du « safe collapse ». Cela veut dire que quand on construit un appareil, un engin ou une machine il faut prévoir les pannes et veiller à ce que quand l'engin s'arrête et à la limite quand il se désagrège, il ne doit pas causer des dégâts majeurs, voire un désastre non - maîtrisable. Ce principe a été respecté dans la construction des systèmes de taux fixes mais ajustables : Bretton Woods, Serpent Monétaire, Système Monétaire Européen. Il n'a pas été respecté lors de la construction de l'Union Monétaire avec les suites que nous connaissons.

## Notes bibliographiques

- (1) Juncker, J.Cl., 2011, La gouvernance économique dans la zone euro, Luxembourg, Institut Grand-Ducal, Section des Sciences Morales et politiques, Page 34.
- (2) Projet de budget pour l'exercice 2013, Document Parlementaire 6500, page 28.
- (3) L'ouvrage de référence sur l'histoire de la monnaie au Luxembourg est : Paul Margue et Marie-Paule Jungblut, 1990, Le Luxembourg et sa monnaie, Luxembourg, Institut Monétaire Luxembourgeois.
- (4) Chiffres, source Banque Nationale de Belgique.
- (5) Chambres des Députés, Compte rendu du 4.3.1982, Pages 2555 – 2557.
- (6) www.legilux, Mémorial A, Protocole Lux.-Belgique sur l'association monétaire.
- (7) www.benelux. Traité instituant l'union économique Benelux.
- (8) Maes, I., 2010, A century of macroeconomic and monetary thought at the National Bank of Belgium, Brussels, National Bank of Belgium, pages 88 – 91.
- (9) Werner, P., 1992, Itinéraires luxembourgeois et européens, Tome II, Luxembourg, Editions St Paul, page 277.
- (10) cf (9) page 279.
- (11) cf (5).

## LES AMBITIONS ET DÉFIS DE LA FACULTÉ DE DROIT, D'ÉCONOMIE ET DE FINANCE

---

par

André Prüm

---

André Prüm est doyen de la Faculté de Droit, d'Economie et de Finance de l'Université du Luxembourg depuis 2005. Il y tient comme professeur de droit la chaire de droit bancaire, droit financier et droit des affaires. Agrégé des facultés de droit de France, il était en poste aux Universités de Nancy 2, de Paris-Sud et de Montpellier avant de rejoindre l'Université du Luxembourg.



### Résumé

*La faculté de droit, d'économie et de finance de l'Université du Luxembourg a connu au cours des six dernières années un important développement. Son équipe talentueuse et engagée, ses objectifs ambitieux, associés à une stratégie claire, une gouvernance collégiale entretenant une culture de qualité et la confiance qu'elle a commencé à gagner dans la société civile sont des atouts solides. Ses principaux défis pour les années à venir consistent à trouver le juste positionnement pour ses programmes d'études, spécialement pour les bachelors, à créer de fortes synergies avec l'Institut Max Planck à Luxembourg et à stimuler l'interdisciplinarité tant dans la recherche que pour des formations ciblées. Un environnement luxembourgeois porteur, le soutien de partenaires généreux et les excellents liens tissés avec des universités aux quatre coins du monde l'aideront à les relever.*

## LES AMBITIONS ET DÉFIS DE LA FACULTÉ DE DROIT, D'ÉCONOMIE ET DE FINANCE

Chers amis de la faculté de droit, d'économie et de finance<sup>1</sup>,

Je ne vous étonnerai pas en affirmant d'emblée que la création de l'Université du Luxembourg est un succès. Les interrogations qu'a soulevées le projet, rappelées à l'instant par notre président, paraissent dépassées. En moins de dix ans l'Université a pu se forger une place dans la société luxembourgeoise, gagner la confiance d'innombrables étudiants et de nombreux partenaires tout en posant les jalons pour être reconnue dans le paysage académique international.

Cet essor rapide stimule des attentes de plus en plus fortes. Les débats sur l'opportunité de doter notre pays d'une université font place aux discussions sur ses priorités.

Il est vrai que nous avons bénéficié de conditions extrêmement favorables pour lancer les activités d'enseignement et de recherche, grâce, en particulier à l'engagement remarquable de l'Etat luxembourgeois et aux généreux soutiens d'une série de partenaires privés. Cette confiance nous oblige et je voudrais remercier ici le président de la Section des sciences morales et politiques de l'Institut Grand-Ducal de me donner l'occasion de vous convaincre que nous nous sommes assignés des objectifs ambitieux pour la mériter et rendre à la société luxembourgeoise ce qu'elle nous a offert en contribuant à son épanouissement à long terme. Car tel me semble fondamentalement être la mission de toute université, celle de servir au développement des connaissances qui fondent le progrès et le bien-être. Mes propos se limiteront cependant, comme l'évoque le titre de cette conférence, à la partie de l'Université que je connais le mieux, celle de sa faculté de droit, d'économie et de finance.

<sup>1</sup> La présente contribution repose sur la transcription de la conférence dont elle conserve le style oral.

### Table des matières

I. La recherche.....	4
A) Des programmes de recherche innovants et pertinents.....	4
B) Des équipes créatives, dynamiques et diversifiées.....	6
C) Des outils d'évaluation de la qualité de la recherche.....	11
D) Transferts et partage des résultats.....	11
E) Création d'un institut de la Max Planck Gesellschaft.....	12
II. L'enseignement .....	13
III. La gouvernance.....	18
A) Une direction efficace et collégiale .....	18
B) Une utilisation responsable des ressources.....	19
IV. Partenariats .....	23
Discussion.....	24

il m'ait difficile de porter un regard entièrement neutre sur le chemin parcouru. Je vais toutefois m'efforcer de vous présenter l'état de lieux le plus objectif, en vous rendant attentifs aux principaux défis et dangers qui nous guettent ainsi qu'aux faiblesses que nous devons encore surmonter.

Je dresserai ce bilan et esquisserai nos perspectives d'avenir successivement pour les activités de recherche (I) et d'enseignement (II) en faisant ensuite un point sur la gouvernance (III) et les partenariats (IV) sur lesquels s'appuie la faculté et qui lui insufflent de nouvelles ambitions.

## I. La recherche

Le but est de produire une activité de recherche scientifique de haute qualité sur des thèmes à la fois porteurs pour la visibilité et la reconnaissance internationale de l'Université et, dans toute la mesure du possible, à la société luxembourgeoise ainsi qu'à nos autres sponsors. L'Université et sa faculté de droit, d'économie et de finance doivent être des laboratoires de savoir nourrissant de riches activités de recherche, des lieux d'échange et d'incubation d'idées. Pour réussir ce pari il fallait s'entendre, tout d'abord, sur des programmes de recherche innovants et pertinents (A) et constituer des équipes créatives, dynamiques et diversifiées (B) mais aussi définir des critères de qualité et de performance, savoir évaluer cette activité (C), et d'en rendre compte en partageant les résultats (D). A côté de ces facteurs généraux de succès, j'évoquerai enfin un enjeu particulier pour notre faculté dans les domaines des sciences juridiques : la création éminente en marge de l'Université d'un Institut de la Max Planck Gesellschaft (E).

### A. Des programmes de recherche innovants et pertinents

Dans les disciplines couvertes par la faculté de droit, d'économie et de finance, les activités de recherche demeurent avant tout le fruit d'efforts individuels plus que de productions d'équipe. Les universités sont des sièges naturels pour des recherches individuelles et offrent aux jeunes chercheurs le cadre et l'encadrement pour s'y initier. En même temps une université performante ne saurait se forger une réputation, acquérir une visibilité internationale dans des domaines de recherche identifiés sans développer des programmes collectifs fédérant les talents et les compétences de différentes disciplines.

La faculté de droit, d'économie et de finance, à orientation disciplinaire, aujourd'hui autour de trois équipes de recherche, a défini plusieurs axes de recherche en droit, en économie et en finance. Chacune a défini plusieurs axes de recherche collectifs. Je dois me contenter ici de les mentionner sans plus de détails. L'unité de recherche en droit centre ses efforts sur le droit européen, le droit des affaires et le droit luxembourgeois. Les recherches du *Center for Research in Economic Analysis (CREA)* s'articulent autour du développement régional et de la globalisation, de la croissance et de la macroéconomie, des organisations stratégiques, de l'entrepreneuriat et de la gouvernance. La Luxembourg School of Finance, notre département de finance, s'intéresse prioritairement à la finance quantitative, au *risk management*, au *law and finance* et à la finance expérimentale et compartimentale. Ces choix résultent d'une concentration au sein des équipes et sont destinés à permettre à chacune de gagner rapidement une certaine visibilité.

La structuration de nos activités de recherches soulève des défis auxquels nous devons rester attentifs. Nos trois équipes doivent tout d'abord veiller à ne pas s'isoler au sein d'une discipline. Tant au sein de la faculté que plus largement avec autres composantes de l'Université existent des vastes champs de synergies qu'il faudra exploiter. Certaines plates-formes ont déjà été créées pour encourager des recherches transdisciplinaires comme l'école doctorale conjointe entre économistes et financiers ou des projets de recherche communs entre des financiers et des juristes. Mais les échanges restent à mon sens encore insuffisants. Dans la phase de développement dans laquelle nous nous trouvons, il n'est pas anormal que chaque discipline ait cherché d'abord à structurer son propre programme ; il importe maintenant d'éviter qu'elles ne s'y enferment.

Le contexte luxembourgeois devrait nous aider à éviter cet écueil. A travers son économie originale ou l'importance de son industrie financière, le Grand-Duché paraît une terre d'élection pour des études embrassant tout à la fois des dimensions juridiques, économiques, politiques et historiques. Des recherches appliquées peuvent, par exemple, contribuer aisément à une certaine instrumentalisation de la souveraineté nationale au profit du développement économique comme en témoignent les travaux de modernisation de l'infrastructure législative réalisés au sein de la faculté et du Laboratoire de droit économique. Un contexte aussi porteur n'est évidemment pas sans contraintes, en ce qu'il a tendance à nourrir des attentes très élevées, voire exagérées ou impossible à satisfaire. Il requiert

un dialogue ouvert et permanent comme celui que nous nous efforçons d'entretenir avec la place financière, notamment à travers la Fondation Luxembourg School of Finance.

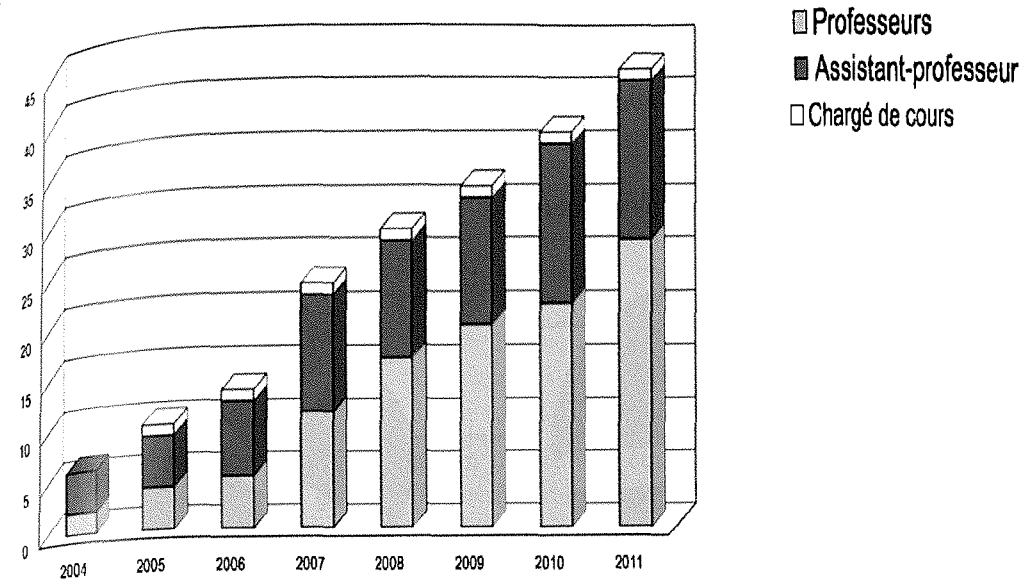
### B. Des équipes créatives, dynamiques et diversifiées

Des programmes de recherche innovants n'ont d'intérêt que s'ils sont effectivement pris en charge par des équipes performantes, créatives, dynamiques et diversifiées. A la différence des deux autres facultés de l'Université, la faculté de droit, d'économie et de finance, a été créée pratiquement ex nihilo puisqu'en 2005 elle ne comptait qu'une équipe réduite, dans les disciplines sur lesquelles elle s'est recentrée, à six enseignants-chercheurs. En définitive, cette situation s'est révélée être une grande chance pour constituer une équipe répondant à des standards académiques élevés et authentiquement internationale. C'est grâce surtout au soutien de nombreux collègues étrangers, qui ont acceptés de siéger dans nos commissions de nomination, en y occupant d'ailleurs systématiquement une position majoritaire, que nous avons réussi à relever ce défi.

Quelques graphiques résumeront mieux que longs mots, le chemin parcouru.

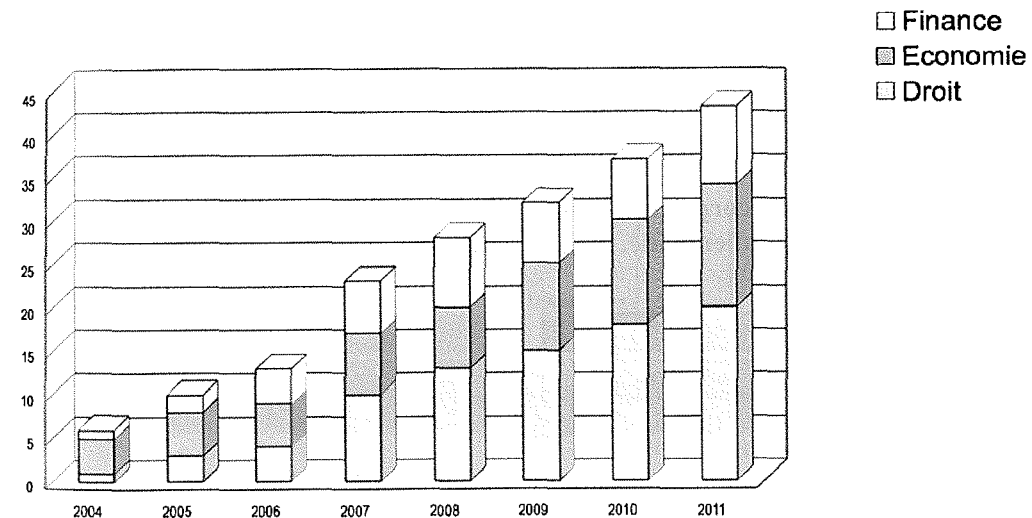
L'équipe des professeurs et d'assistants-professeurs a connu entre 2004 et 2011 une progression spectaculaire en passant de 6 à 43 personnes

Evolution de l'équipe académique par fonction (2004-2011)



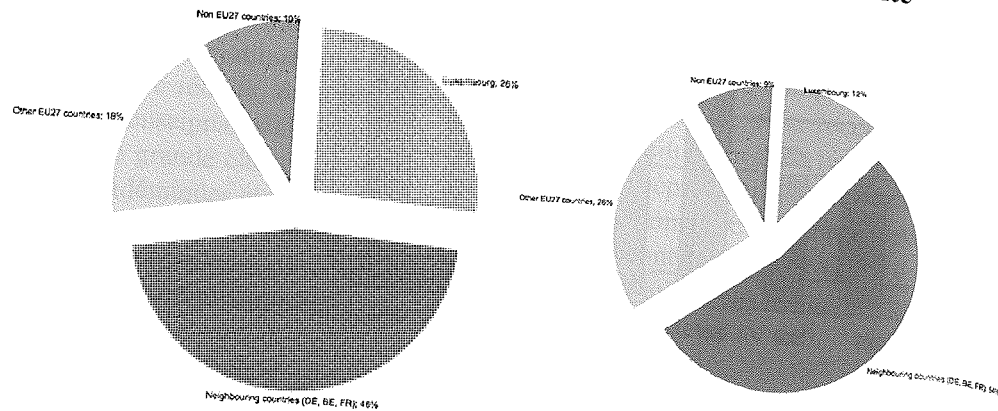
Un certain équilibre s'est établi entre, d'une part, le droit, et d'autre part, l'économie et la finance.

Evolution de l'équipe académique par discipline (2004-2011)



La répartition de nos équipes par nationalité témoigne d'un haut degré d'internationalité, la part des Luxembourgeois dans notre corps académique étant sensiblement plus restreinte que dans les deux autres facultés. La proportion des collègues qui viennent d'au-delà de l'Europe est la plus élevée de l'Université.

**Répartition du corps académique UL – FDEF par nationalité**

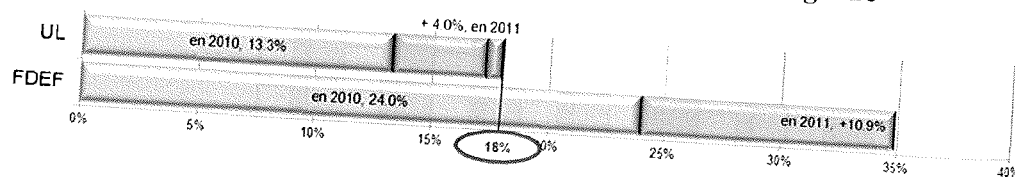


**Université**

**FDEF**

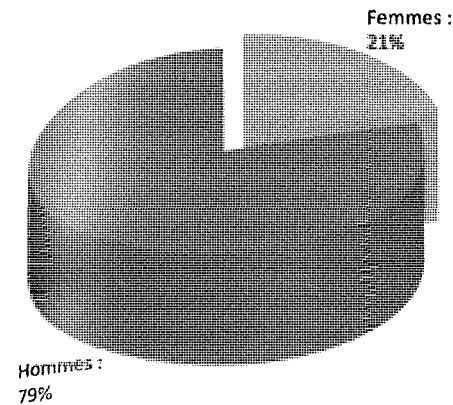
L'Université s'est fixée comme objectif dans son plan quadriennal actuel (2009-2013) que son corps académique soit formé d'au moins 18 % d'enseignant-chercheurs ayant une nationalité autre que luxembourgeoise, allemande, belge ou française. Nous avons dépassé aujourd'hui cet objectif avec une part de 35% .

**Répartition du corps académique UL – FDEF ayant une nationalité autre qu'allemande, belge, française et luxembourgeoise**



Une meilleure représentation des femmes constitue une autre de nos ambitions. Leur nombre atteint aujourd'hui 21% du corps académique, ce qui reste en-deçà de notre objectif de 30% pour 2013 mais atteint pratiquement l'objectif de l'Université fixé à 23% .

**Proportion hommes-femmes du corps académique**

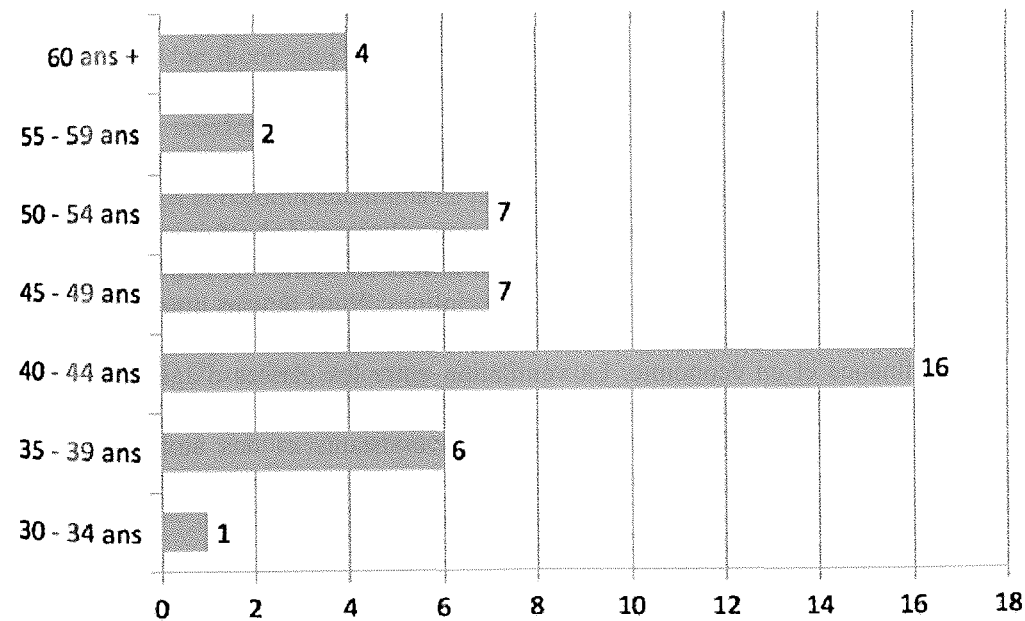


Objectif UL 2013 : 23 %

Objectif FDEF 2013 : 30 %

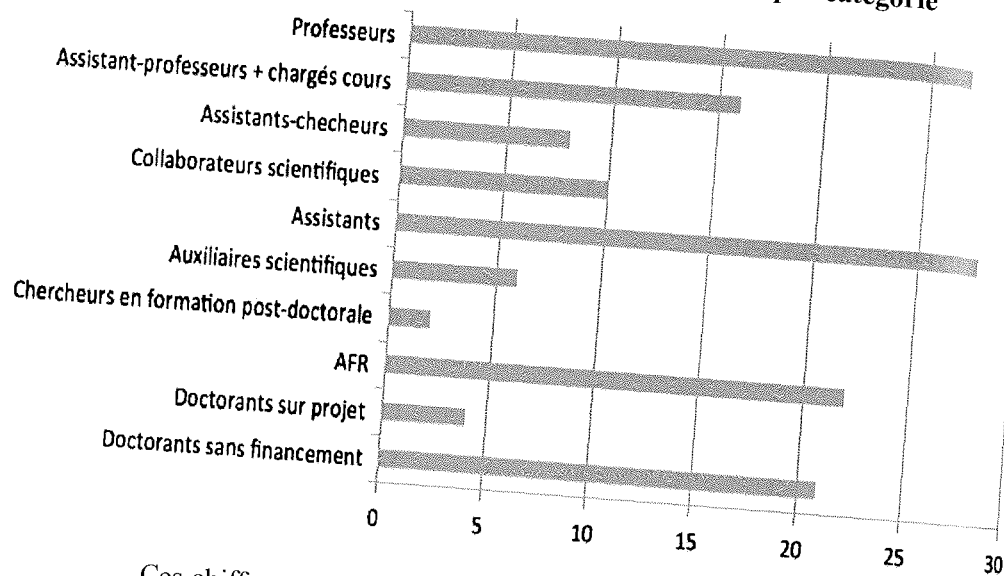
L'un des dangers lorsqu'on monte une équipe à partir de zéro est de recruter trop de gens de la même tranche d'âge et de courir ainsi le risque qu'après une génération, il faut pratiquement renouveler l'équipe entièrement, sans parler du désavantage de se trouver privé de la richesse des échanges entre collègues d'âges et d'expériences différents. Sans éviter complètement cet écueil puisqu'il y a une concentration relativement forte dans la tranche d'âge 40-44 ans, nous avons amorcé cependant une pyramide d'âge saine.

**Répartition par tranche d'âge (avril 2012)**



Enfin, certains équilibres entre les différentes catégories d'enseignants-chercheurs et de chercheurs, du collaborateur scientifique au post-doc, doivent être recherchés dans la composition globale de la faculté. Le graphique ci-dessous montre que dans un premier temps nous avons mis l'accent sur le recrutement des professeurs et assistants-professeurs. A eux maintenant d'attirer vers la faculté, à côté de leurs assistants, d'autres jeunes chercheurs, doctorants, et post-doc et de chercher également les sources de financement nécessaires auprès du Fonds National de la Recherche et de partenaires externes pour les recruter. Dans les trois à quatre années à venir, l'objectif est d'atteindre un ratio général d'au moins quatre jeunes chercheurs par professeur ou assistant professeur, dont plus de la moitié serait financée par des fonds externes à l'Université.

**Personnel académique et scientifique de la FDEF par catégorie**



Ces chiffres montrent qu'en un temps relativement bref nous avons atteint globalement de bons équilibres à la fois en termes de nationalité, d'expériences professionnelles et de disciplines. Nous devons poursuivre notre effort de recruter plus de femmes, spécialement parmi les professeurs en finance et en économie. La ventilation entre les classes d'âge va se résoudre d'elle-même. Reste, comme je viens de le souligner, à étoffer le corps intermédiaire des post-doc, des assistants et des auxiliaires scientifiques. Ceci devra être notre priorité dans les années à venir.

Cette vision statique prend cependant encore insuffisamment en compte la gestion des carrières et spécialement les possibilités de promotion à l'intérieur comme à l'extérieur de l'Université. S'agissant des promotions internes nous manquons pour l'instant au sein de l'Université d'un cadre adéquat. J'espère que la réforme en cours de la loi sur l'Université nous le donnera. Pour ce qui est des promotions pour des nominations, dans d'autres universités, nous avons au sein de la faculté connu déjà plusieurs exemples encourageants.

### *C. Des outils d'évaluation de la qualité de la recherche*

L'évaluation de la qualité de la recherche constitue un enjeu crucial pour toute Université et de nombreux indicateurs se sont développés pour tenter de la mesurer. Ils s'appliquent plus aisément aux sciences exactes qu'aux sciences sociales et manquent encore particulièrement de pertinence dans les disciplines où les sujets d'études peuvent être ciblés sur des questions qui n'ont parfois qu'un intérêt local et dans lesquelles les publications se font dans différentes langues. Pour l'essentiel, ces indicateurs restent en effet essentiellement quantitatifs et tributaires du nombre des citations, ce qui fonctionne mieux pour des sciences dites universelles et des publications en anglais que, par exemple, pour l'analyse en langue originale d'une législation nationale. Ceci ne signifie évidemment pas qu'il faut ignorer les indicateurs de qualité dans nos disciplines. Mais il faut, en s'alliant avec d'autres facultés définir des critères plus fins, plus adaptés et mieux à même de capter toute la richesse de la recherche produite. C'est un exercice sur lequel nous avons commencé à travailler.

Une façon plus subtile pour apprécier la culture de qualité au sein d'une institution constitue à se soumettre à une évaluation par un groupe d'experts externes. L'Université de Luxembourg passe actuellement pour la seconde fois cet exercice et nous attendons avec impatience les observations critiques et recommandations de la part des experts internationaux institué par le ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche. Leur premier bilan il y a quatre ans a été très encourageant. Gageons que le deuxième le sera autant pour la faculté.

### *D. Transferts et partage des résultats*

Les sciences progressent à travers le partage des résultats de la recherche.

Les publications constituent le premier vecteur de la communication de ces résultats. Elles empruntent aujourd'hui de plus en plus des supports électroniques. A côté des publications stricto sensu, se sont développées aussi des formes variées d'échanges « on line », moins formels, qui permettent de partager des idées en temps réel avec des chercheurs aux quatre coins du monde.

Le nombre des publications des membres de la faculté mais aussi la réputation des revues scientifiques dans lesquelles elles paraissent a connu une progression exponentielle au cours des six dernières années dépassant de loin la croissance de l'équipe académique elle-même. En même temps trois séries de « working papers » publiés « on-line », ont été lancées pour favoriser une diffusion plus rapide de certaines recherches. Les connaissances résultant des travaux de recherche ne sont évidemment pas réservés à la communauté scientifique, elles doivent également servir la société. La faculté s'est attaché tout particulièrement à présenter et à discuter les études menées par ses chercheurs en organisant de très nombreux colloques, conférences et séminaires et en participant aux manifestations d'autres institutions.

#### *E. La création d'un institut de la Max Planck Gesellschaft (MPG)*

En décidant d'investir dans la création et le fonctionnement d'un institut de la Max Planck Gesellschaft dédié aux sciences juridiques ; le gouvernement luxembourgeois a pris le pari ambitieux d'ériger le Grand-Duché en un haut lieu de la recherche en ce domaine.

La présence de la Cour de justice de l'Union européenne, l'importance de la communauté des juristes luxembourgeois, mais aussi les débuts prometteurs de notre faculté dans cette discipline offrent certainement un terrain fertile pour un tel projet. Il n'en demeure pas moins que l'effort supplémentaire consenti par le gouvernement est loin d'être négligeable : un budget annuel de fonctionnement de l'ordre de 7,5 millions d'euros pour financer une équipe d'une centaine de personnes réunis autour de trois directeurs. Le domaine d'investigation – le droit procédural européen et international et la régulation de l'industrie financière – a été choisi habilement avec la MPG et présente de grandes opportunités de synergies avec les travaux de l'équipe des juristes de la faculté.

Pour stimuler la coopération, l'Université accueillera les directeurs du MPI comme professeurs honoraires. Notre faculté a multiplié dès à

présent les contacts et les échanges, association à des commissions de recrutement, engagement de chercheurs en commun, projets de recherche conjoints... Les conditions semblent donc réunies pour que la réunion des talents de la faculté et du MPI permette, dans un temps pas trop éloigné, de positionner le Luxembourg comme un centre d'excellence de la recherche en droit.

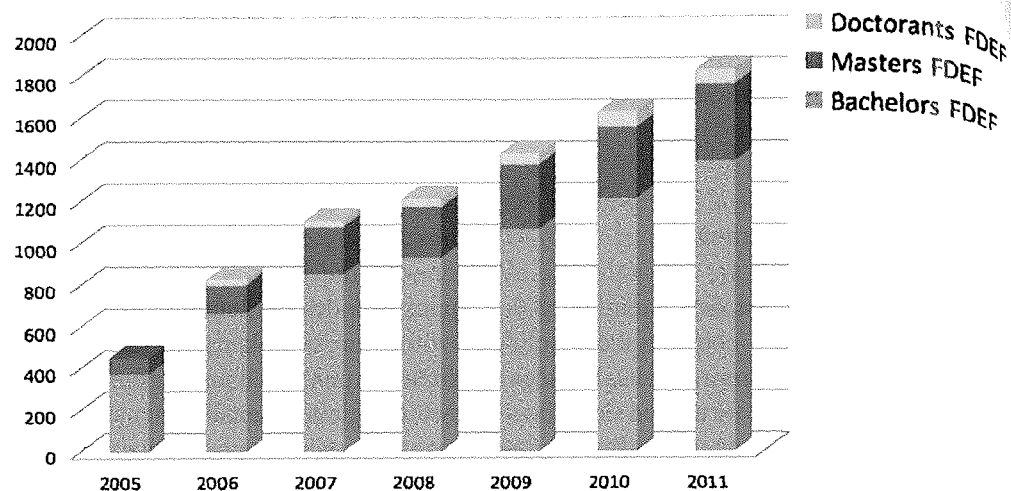
## **II. L'enseignement**

L'Université de Luxembourg doit apporter à des étudiants motivés et talentueux des connaissances solides et utiles en stimulant leur esprit critique par des programmes d'études originaux et uniques dans la grande région. L'offre de formation de la faculté s'est élargie très sensiblement au cours des six, dernières années, comme il ressort du tableau ci-dessous.

OFFRE DE FORMATIONS
Bachelor
– Bachelor Académique en Droit
– Bachelor Académique en Sciences Economiques et de Gestion
– Bachelor en Gestion (professionnel)
Master
– Master en Droit Européen LL.M. (2 filières)
– Master en Droit Economique Européen LL.M. (2 filières)
– Master en Droit Financier Européen et International LL.M. (2 filières)
– Master in Economics and Finance (Traditional track et Research track)
– Master of Science in Banking and Finance (full time et part time)
– Master in Entrepreneurship and Innovation
– Master in Accounting and Audit (début 2012-13)
Ecoles Doctorales

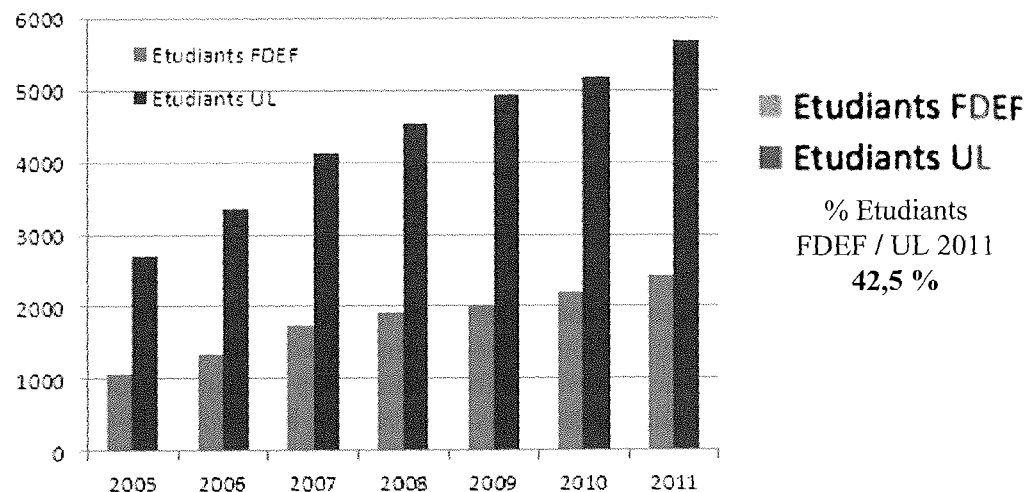
De surcroît, deux écoles doctorales ont été lancées, l'une en économie et en finance, l'autre en droit. Notre offre de formation variée et riche attire un nombre d'étudiants de plus en plus important : 1835 étudiants en total en 2011 dans les programmes de *bachelor*, de *master*, et de *doctorat*. Ce sont les premiers qui connaissent la plus forte croissance puisqu'il n'y a pas de sélection à l'entrée, alors que pour les *masters* nous limitons les cohortes à plus ou moins 25 étudiants.

## nombre d'étudiants : Bachelors - Masters - Doctorants



La faculté compte aujourd'hui plus de 40 % des étudiants de l'Université toutes formations confondues, une part en augmentation constante.

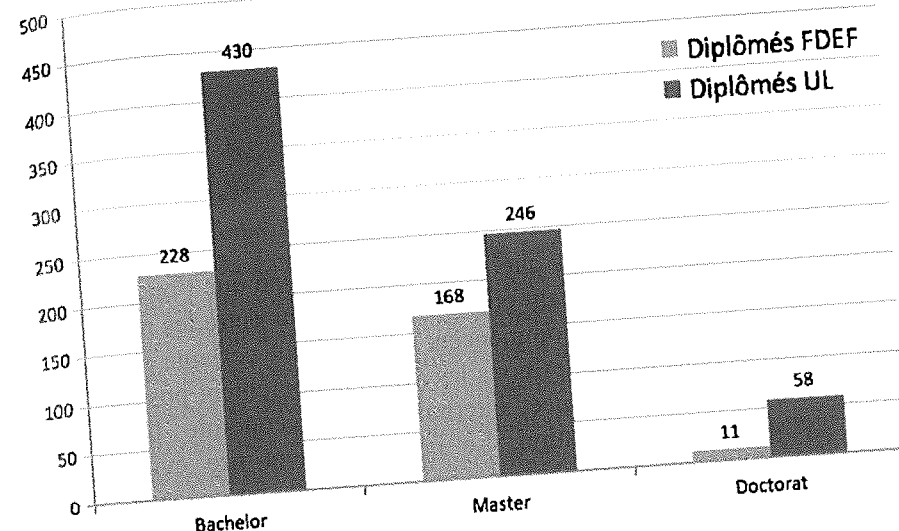
## Evolution du nombre d'étudiants UL / FDEF (Bologne et autres)



J'évoquerai tout à l'heure les ressources de l'Université et la ventilation entre ses composantes. Vous verrez qu'elles ne reflètent pas

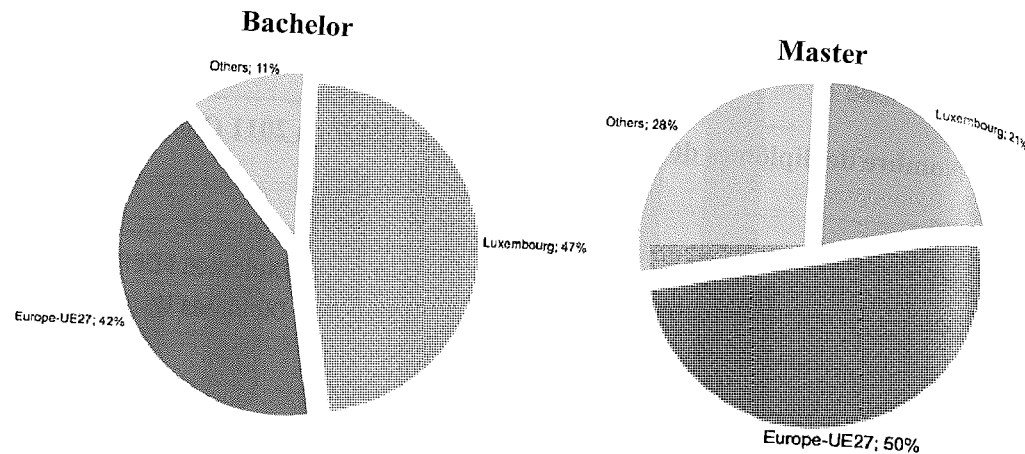
les mêmes équilibres. La contribution de la faculté de droit, de finance à l'Université en nombre des diplômes délivrés est également significative. Plus de deux tiers des masters délivrés lors de la dernière remise des diplômes, l'ont été à des étudiants de la faculté.

## Nombre de diplômes délivrés par l'UL et la FDEF en 2011 (Bologne)



De nombreux étudiants internationaux rejoignent les bancs de la faculté. En master ils représentent plus de trois quarts des cohortes et viennent souvent d'au-delà de l'Europe. Ainsi notre master en entrepreneurship accueille cette année 23 étudiants de 19 nationalités différentes. Mais même au niveau des bachelor le degré d'internationalité est de loin le plus élevé de l'Université.

## Origine Internationale des étudiants



Au-delà de ces chiffres quel est le premier bilan que l'on peut tirer sur nos formations ? Un certain contraste se fait jour entre les masters et les bachelors. Les premiers commencent à jouir d'une certaine réputation dans les niches dans lesquelles nous les avons délibérément positionnés : le droit européen, la finance internationale, l'économie financière, l'entrepreneuriat et l'innovation. Le positionnement tire évidemment profit des atouts du Luxembourg comme capitale européenne, place financière internationale et siège d'entreprises innovantes. L'association de professionnels de haute qualité à nos programmes est très appréciée par les étudiants et constitue pour eux souvent une porte d'entrée sur le marché du travail lorsqu'ils ont accompli leur formation. La qualité des programmes se trouve rehaussée par celle des étudiants que nous pouvons sélectionner parmi des candidatures de plus en plus nombreuses. Nos équipes de plus en plus amples de professeurs qui jouissent dans les spécialisations des masters d'une excellente réputation, contribuent largement au succès. Ceci commence à nous valoir une certaine reconnaissance comme en témoigne le récent listing des Innovative Law Schools dressé par le Financial Times sur lequel figure en bonne place notre master en droit européen. Le bénéfice pour l'économie luxembourgeoise n'est pas négligeable. Une partie importante des étudiants, qui ont obtenu un master de notre faculté, et dont je rappelle que la majorité n'avait auparavant pas encore mis les pieds au Luxembourg, y prennent un emploi. Ce « brain gain » constitue sans doute l'une des contributions les plus utiles que l'Université du Luxembourg peut apporter au pays. Notre ambition est maintenant de faire accréditer les masters par des agences reconnues pour asseoir leur succès à long terme.

Le succès des trois bachelors que dispense la faculté se mesure avant tout par la croissance vertigineuse du nombre d'étudiants. Mais je ne suis pas rassuré qu'il s'agisse là du bon critère. Notre offre de formation est, sans conteste, de bonne tenue. Je crains cependant qu'elle draine aujourd'hui de trop grands volumes d'étudiants sans attirer nécessairement les meilleurs qui sortent de nos lycées. Bon nombre d'entre eux continuent à partir immédiatement à l'étranger, ce qui n'est pas d'ailleurs, en soi, une mauvaise chose. L'Université du Luxembourg n'a pas vocation, à mon sens, à s'inscrire contre ce phénomène, qui a contribué de tout temps à l'enrichissement intellectuel du pays. Elle doit le compléter en offrant des formations de bachelor originales, de par leur contenu et les méthodes d'enseignement, qui se distinguent de celles proposées par les universités de la Grande Région. Elle doit, d'autre part, donner une chance à des élèves détenteurs d'un baccalauréat, qui n'ont pas la possibilité de poursuivre des études universitaires à l'étranger, de les accomplir à Luxembourg. Faut-il rappeler que le Luxembourg se situe parmi les pays européens avec la plus faible proportion de la population ayant acquis une formation universitaire. Pour l'heure, les programmes en droit, en économie et en gestion des bachelors de la faculté restent relativement classiques dans leurs approches et souffrent ainsi, comme les programmes similaires dans d'autres universités, d'un afflux important d'étudiants qui choisissent ces disciplines souvent plus pour leur caractère généraliste et les perspectives d'emploi que par vocation ou enthousiasme pour les matières.

Les étudiants les plus motivés se détournent de plus en plus de ce genre de formations au profit de programmes qui opèrent une sélection à l'entrée. Les taux d'échec parmi ceux qui s'y inscrivent sont trop élevés au cours des deux premiers semestres. Ce mal ne doit pas être vécu comme une fatalité par l'Université du Luxembourg, mais compris, au contraire, comme une opportunité. La solution passe par une redéfinition des programmes des bachelors pour accuser leur originalité et les positionner ainsi comme des offres uniques dans la Grande Région, voire en Europe. Les réflexions engagées au sein de notre faculté dans cette optique sont bien avancées. Un groupe de travail s'est efforcé ainsi à redessiner complètement la maquette du bachelor en droit autour d'une approche européenne et transnationale qui ne connaît pas d'équivalent en Europe. En un mot il s'agit de former nos étudiants dès le départ aux logiques et aux modes de raisonnement des grands systèmes juridiques présents en Europe plutôt que de ne les familiariser qu'avec un seul de ces systèmes, ce que nous faisons essentiellement pour l'instant. Cette nouvelle orientation dans le contenu sera accompagnée par une approche pédagogique également renouvelée, mettant l'accent sur la méthode dite socratique et l'apprentissage interactif

118] s'adressant à des étudiants talentueux et hautement motivés. Seuls des projets de ce genre, j'en suis persuadé, pourront éviter que les formations de la faculté ne finissent par pâtir des faiblesses d'une éducation de masse, au sein de programmes largement indifférenciés, nivelés inévitablement vers le bas, qui n'apportent somme toute qu'une faible valeur ajoutée aux étudiants qui réussissent à en sortir, en comparaison avec leurs coûts. Je suis conscient cependant qu'une telle réorientation soulève également des questions éminemment politiques. Nos débats tout à l'heure ne manqueront certainement pas d'y revenir. Je me propose donc de poursuivre ma présentation par quelques observations sur la gouvernance de la faculté.

### III. La gouvernance

Les objectifs d'une bonne gouvernance n'ont rien d'original. Il s'agit de garantir une direction efficace et collégiale qui stimule les talents et assure une utilisation performante des ressources.

#### A. Une direction efficace et collégiale

Le contexte facultaire présente cependant certaines spécificités que l'on ne saurait ignorer. Un vif débat oppose ceux qui restent attachés à une direction essentiellement démocratique d'une université et les tenants d'un mode de direction plus hiérarchique calqué sur celui d'une entreprise. Je ne voudrais pas ce soir m'étendre davantage sur ce clivage. Il n'y a à mon sens pas un seul bon modèle. La juste solution pour une université déterminée est celle qui permet de la faire progresser ce qui suppose un subtil dosage entre la concertation et l'incitation.

Toute faculté constitue en premier lieu une équipe d'enseignants et de chercheurs, qui, si vous me permettez cette comparaison, ressemble habituellement plus à une réunion de solistes qu'à un orchestre. L'enthousiasme pour constituer et transmettre un savoir à d'autres n'est-il souvent le fruit de fortes personnalités ? Le premier objectif d'une bonne direction d'une telle équipe est de créer un environnement stimulant dans lequel les différents talents peuvent s'épanouir et interagir. Le second but est de faire émerger et d'entretenir une ambition collective, un projet commun, qui se nourrit des énergies individuelles et les transcende.

Le résultat attendu en termes de qualité de l'enseignement dispensé et de la recherche produite n'est pas toujours aisé à mesurer. Les

119] indicateurs de performance prêtent, comme j'ai eu l'occasion de l'évoquer à discussion. La « clientèle » à satisfaire demeure hétérogène en ce qu'elle comprend, outre les étudiants, des partenaires divers, aux attentes variées, dans le cas d'une université publique, comme la nôtre, l'Etat et le plus généralement, la société civile. Croire qu'un tel ensemble puisse être dirigé dans une approche purement « top-down » relève, à mon sens, de l'illusion. Le dialogue constant avec tous les « stakeholders » - corps académique, chercheurs, étudiants, partenaires ... - est essentiel. Leur adhésion à une stratégie pour atteindre des objectifs communs est la clef de succès de tout management performant. A ce titre, l'élection du doyen par ses pairs comme celle des autres personnes occupant un poste de responsabilité - directeur d'une unité de recherche, d'une école doctorale, d'un programme d'études... - demeure, j'en suis convaincu, le système le plus efficace. Il doit être conjugué avec des mandats d'une durée suffisante pour permettre une vraie direction par laquelle le doyen peut laisser son empreinte, comme l'attendent de lui ses collègues, mais pas trop longue pour ne pas risquer de briser la dynamique d'une gouvernance collégiale. Un temps de cinq ans me paraît pouvoir concilier ces deux adjectifs.

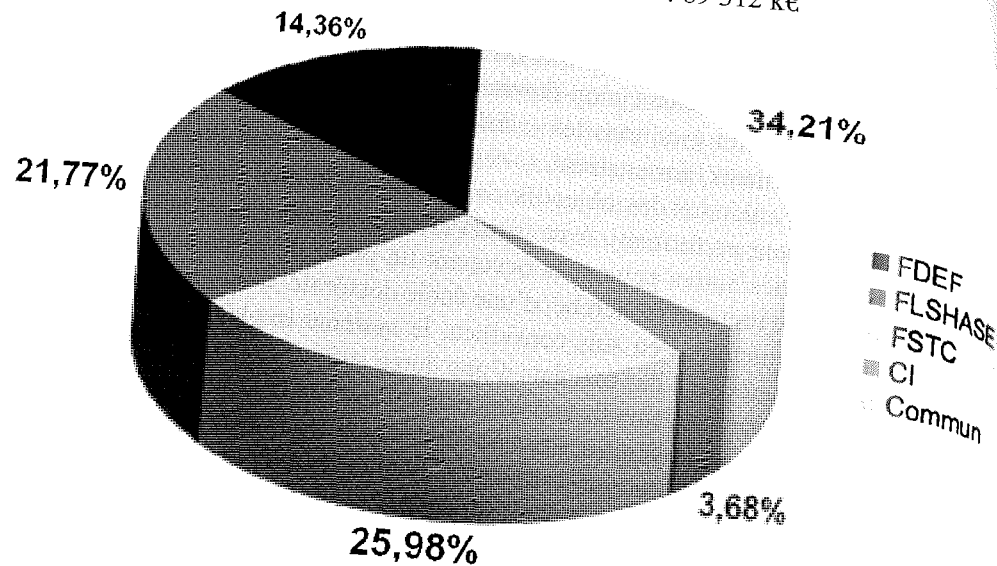
Alors pourquoi ai-je cédé, moi-même, à la tentation d'une prolongation de mon mandat ? La raison est double. D'une part, dans une phase de démarrage de notre faculté il paraissait utile de mener à bien la constitution de l'équipe. D'autre part, cette phase ne m'avait pas laissé le temps de préparer la relève. Aujourd'hui les conditions pour garantir une direction dans la continuité d'une transition en douceur ne semblent pleinement assurées. Je passerai donc le flambeau à la prochaine rentrée académique, au bout de sept années, à mon collègue et ami, Stefan Braum, en étant rassuré que la succession se déroule dans des conditions optimales.

#### B. Une utilisation responsable des ressources

En 2011 la dotation générale de l'Etat en faveur de l'Université du Luxembourg atteignait pratiquement 90 millions d'euros sans compter les 8 millions correspondant aux salaires des fonctionnaires détachés à l'Université. Le coût direct de la faculté de droit, d'économie et de finance a représenté un peu plus de 14% de la dotation générale de l'Etat. En tenant compte des salaires de fonctionnaires, la part est moindre puisque notre faculté n'en compte que deux. En comparaison avec les deux autres facultés et eu égard un nombre d'étudiants, notre poids dans le budget global de l'université demeure relativement modeste. Celui des services centraux commence cependant à atteindre, à mon sens, un seuil critique.

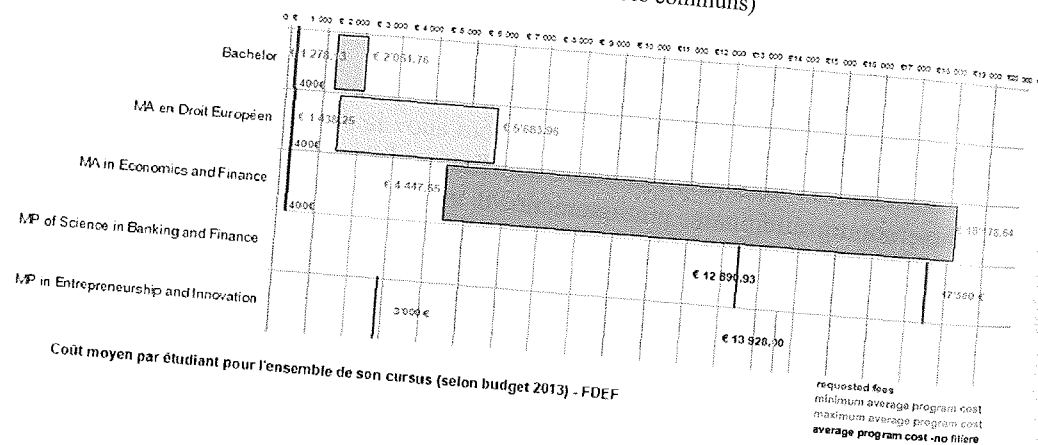
## Coût FDEF au sein de l'UL en 2011

Montant total donation de l'Etat : 89 312 k€



J'ai tenté d'estimer aussi le coût moyen par étudiant de notre faculté, intégrant les frais de fonctionnement généraux des formations y compris le coût des enseignants, internes et externes, hors coût de fonctionnement de l'université.

### Coût moyen annuel par étudiant FDEF (hors infrastructures et services communs)



Coût moyen par étudiant pour l'ensemble de son cursus (selon budget 2013) - FDEF

[21]

Dans les bachelors, le coût par année d'un étudiant reste en raison de leur nombre important assez faible : entre 1.200 et 2.000 euros. Les droits d'inscription pour l'année complète sont de 400 euros. Dans le *master* en droit européen le coût varie entre 1.500 et 5.600 euros en fonction des filières. Dans le *master en economics and finance* le *spread* est plus important, du fait que nous n'avons lancé cette filière dédiée à la recherche que cette année et qu'elle n'accueille donc que peu d'étudiants. Il faudra attendre l'année prochaine pour avoir des chiffres plus significatifs pour cette formation. Dans le *master banking and finance* le coût moyen des étudiants est de l'ordre de 13.000 euros pour la formation complète, alors que les droits d'inscription sont de 17.500 euros. Le coût du *master entrepreneurship and innovation* est de l'ordre de 13.000 euros par étudiant et par an ; les droits d'inscription sont de 3.000 euros par an.

Ces chiffres restent indicatifs car notre comptabilité ne permet pour l'heure pas des calculs plus précis. L'Université n'a d'ailleurs pas encore estimé le coût annuel des différentes formations par étudiant. J'espère que nous disposerons bientôt de cette indication qui me paraît déterminante pour établir et gérer notre budget global.

Le ratio nombre d'étudiants par enseignant-chercheur offre une autre perspective sur les ressources de fonctionnement de la faculté. Il n'est, comme le montre le tableau, ci-dessous, loin d'être bon, puisqu'il s'établit, à plus de 41 étudiants pour les formations de *bachelor*, *master* et doctorat par professeur ou assistant-professeur équivalent plein temps.

### Taux d'encadrement des étudiants (B-M-D) FDEF (Base constante)

Année	Corps académique P. / A.-P. / Ch. C.	Etudiants B-M-D	Ratio
2005	10	453	45,30
2006	13	829	63,77
2007	23	1107	48,13
2008	28	1215	43,39
2009	323	1430	44,69
2010	37	1631	44,08
2011	43	1776	41,30

Ratio étudiants/personnel académique :

– moyenne estimée en 2009 des pays de l'OCDE : 14,9

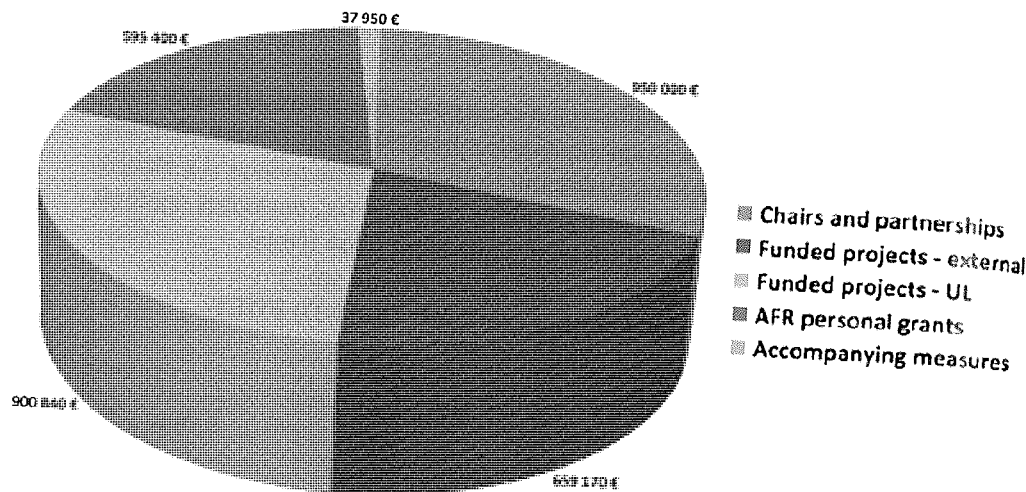
– moyenne estimée en 2011 des 2 autres facultés de l'UL (étudiants B-M-D) : 19,95

Les meilleures universités américaines se vantent de respecter des ratios de 6 à 10 étudiants par professeur. La moyenne dans l'OCDE, était en 2009 de près de quinze élèves par enseignant à plein temps. Les deux autres facultés de l'Université jouissent avec un ratio d'une vingtaine d'étudiants par membre du corps académique d'une situation nettement plus enviable.

La faculté a su s'assurer des ressources externes non négligeables. En 2012 nous avons bénéficié de plus de 3 millions d'euros en financement de chaires et de projets de recherche, outre ceux financés par l'Université elle-même.

#### Ressources externes FDEF

- Montant total des financements externes et des projets de recherche pour 2012 : 4.093.360 €
- Répartition par type de financements



La part des ressources externes demeure encore modeste par rapport à la dotation de l'État. Nous devons nous efforcer d'obtenir d'autres soutiens pour faire face à la stagnation, sinon une réduction des fonds publics alloués à l'Université.

#### IV. Partenariats

L'ambition que nous poursuivons avec nos partenariats est double puisqu'il s'agit de développer à la fois de fortes synergies avec des universités et des équipes de recherche étrangères performantes et de tisser des liens privilégiés avec des entreprises et des organisations actives dans nos secteurs d'activité.

Grâce à un ambitieux plan de relations internationales nous avons su conclure des accords de coopération avec des universités de haute renommée en Europe, en Chine, aux Etats-Unis, au Canada, en Russie et en Malaisie. A titre d'illustration, nos étudiants en droit peuvent aujourd'hui rejoindre la prestigieuse Columbia Law School à New York ou les étudiants du bachelor en gestion passer un semestre à l'Université de Tongji à Shanghai.

Plusieurs entreprises et institutions nous soutiennent à la fois financièrement et intellectuellement. Le résultat le plus visible sont les trois chaires de professeurs : la chaire ATOZ en droit fiscal, la chaire SES en droit des communications satellitaires et en droit des médias et la chaire de Deutsche Bank en finance. Des partenariats privilégiés comme celui de la *Luxembourg Business Academy* avec la Chambre de Commerce pour le domaine du management ou celui avec UBS Luxembourg, destiné à stimuler les recherches interdisciplinaires, sont une autre expression de ces soutiens. Enfin, le concours de hautes personnalités et d'excellents praticiens dans nos programmes de formation contribue fortement à leur attractivité.

J'espère que ce rapide tour d'horizon autour des formations, de la recherche, de la gouvernance de la faculté et de ses partenariats vous a permis de vous faire une meilleure idée des activités de la faculté de droit, d'économie et de finance. La faculté a assurément connu un développement très rapide au cours de ses dernières années. Son équipe talentueuse et engagée, ses objectifs ambitieux, associés à une stratégie claire, la culture de la qualité et la confiance qu'elle a commencé à gagner sont des atouts solides. Ses principaux défis pour les années à venir consistent, à mon sens, à trouver le juste positionnement pour les programmes de bachelor, à créer de fortes synergies avec le Max Planck Institut et à stimuler l'interdisciplinarité tant dans la recherche que pour des formations ciblées. Un environnement luxembourgeois très porteur, le soutien des partenaires généreux et les excellents liens tissés dès à présent avec des universités étrangères nous aiderons à les relever.

**Président** : La seule question que j'aurais à poser si l'auditoire, comme c'est souvent malheureusement le cas, ne s'effiloçait pas, ce serait : est-ce qu'il ne faut pas garder ce doyen plutôt que de le laisser partir. Mais le remplaçant est déjà en place. Bravo pour ce magnifique exposé, cet enthousiasme. Les ambitions sont là et les défis, je pense, seront surmontés. Merci.

**Marc Thewes** : La bibliothèque ? La recherche comme elle se fait maintenant elle est bien, mais elle se fait où ? Nos pauvres étudiants ils font la recherche où ?

**Conférencier** : Je pense pouvoir dire que nous avons des ressources documentaires qui sont de manière générale tout à fait correctes, même si elles sont plus riches certains domaines que dans d'autres. Si j'entends nos économistes ou les collègues en finance, Christian Wolff que je vois dans la salle me contredira si je me trompe, l'accès à des ressources qui aujourd'hui sont en grande partie électroniques est largement garanti. C'est moins le cas pour les documents en papier, en particulier dans le domaine du droit. Nous n'avons malheureusement pas la maîtrise ni même le contrôle de la manière dont les ressources que l'Université dédie à bibliothèque sont dépensées. Cela fait des années que je demande aux services centraux de nous indiquer comment ces ressources sont partagées par domaine, et quelle est l'utilisation effective des ouvrages ou des revues par les utilisateurs de la bibliothèque dans ces différents domaines. C'est un trou noir pour l'instant et c'est malheureux. Cela fait partie des faiblesses d'une centralisation qui ne favorise pas la transparence. Le problème est connu mais non encore résolu.

**Alain Georges** : J'ai une question qui a peu de relation avec l'exposé du doyen Prüm, mais qui découle de la dénomination de la faculté. Faculté de droit, d'économie et de finance, c'est vaste. Est-ce que nous avons pas ici dans votre cas trois facultés : une faculté de droit, une faculté d'économie et une faculté de finance qui sont assemblées pour des raisons de coût ou de taille ou d'efficacité ou est-ce qu'au contraire le titre et l'assemblage découlent d'une orientation consciente et déterminée de prioriser les synergies en interne et les enrichissements réciproques. Et alors on pourrait dire faculté de droit économique ou économie financière, mais cela est donc une question que je me pose : quel est votre fonctionnement interne. Ma deuxième interprétation dirait le droit pénal n'intéresse personne

sauf certains petits aspects, ou le droit administratif peu, ou l'économie politique peu également. Ce serait intéressant de connaître l'utilité et la signification de votre dénomination et, sous-question, est-ce qu'il y a une réflexion dans votre faculté sur cet assemblage ? Si je faisais un opinion poll parmi les économistes que je connais ils diraient tous que la relation économie-mathématiques est beaucoup plus intense que la relation entre économie et droit. Et donc est-ce qu'il y a une délibération ou une réflexion sur ce genre de sujet ? Et j'ai une toute petite question qui n'a rien à voir avec le reste, mais qui a une relation avec Pierre Seck, est-ce qu'il y a toujours, et j'avais cru un moment hélas seulement voir dans « Labolux » le successeur du laboratoire de droit économique que tu as créé au sein du CRP Lippmann, bientôt lui aussi défunt, une entité qui joue un peu le rôle de *law commission* ou donc de laboratoire pour les besoins de législation qui ne sont pas pris en charge immédiatement par le Gouvernement ?

**Conférencier** : Je pense que la dénomination de la faculté et l'assemblage des disciplines est un peu le fruit du hasard au départ puisque le législateur a décidé, en créant l'Université en 2003, qu'elle devait se composer de trois facultés, en regroupant certaines disciplines. Au départ d'ailleurs dans notre faculté, il y avait pratiquement autant d'informaticiens que de gens en droit, en économie ou en finance. Maintenant, le hasard fait parfois bien les choses et personnellement je suis convaincu que les synergies possibles entre ces trois disciplines – droit, économie et finance – sont telles qu'un projet de faculté unifiée se justifie pleinement. Je m'explique : Nous devons certainement travailler dans deux directions, nous devons travailler à un renforcement de chacune de ces trois équipes au sein de la faculté. Elles doivent avoir leurs recherches, leur enseignement. Elles doivent pouvoir s'affirmer dans leur communautés scientifiques. L'un de nos départements est identifiée par un nom, la *Luxembourg School of Finance* et c'est bien ainsi. Nous devons également renforcer l'identité des deux autres disciplines. En même temps, je pense que ce serait une faiblesse importante, pour chacune de ces équipes, d'être isolées et de se retrouver seule face au reste de l'Université. Il faut ici savoir faire deux choses. Il faut pouvoir s'affirmer sur un plan scientifique dans une communauté scientifique plus large et l'on voit que les combinaisons économie-finance, économie-droit-finance dans une série d'universités qui se trouvent pas si loin la nôtre, je pense par exemple à Francfort, ont abouti à des résultats tout à fait prometteurs et recueillent de larges soutiens extérieurs. En somme, j'estime qu'il est important de garder sous un même organisation facultaire ces trois disciplines. Prises isolément chacune d'entre elles sera tout simplement trop faible, n'atteindra jamais la masse critique nécessaire,

reconnue à l'extérieur, ni pour défendre correctement ses intérêts à l'intérieur de l'université. Je vous ai montré la faible part du gâteau que nous avons réussi à obtenir au cours des dernières années au sein de l'Université. Evidemment ce serait bien plus commode pour les services centraux de l'Université de nous diviser encore un peu plus et de faire des parts encore plus petites. Nous serions tous tributaires des bonnes intentions d'une administration centrale. Notre faculté a pu se défendre jusqu'à présent correctement en réussissant à obtenir un nombre important de postes pour monter ses équipes, pour se développer essentiellement parce que nous sommes unis. Il y a un vrai esprit d'équipe au sein de notre faculté et il y a donc une véritable communauté facultaire qui relie les trois disciplines. Elle des recherches plus intéressantes et une défense plus efficace de nos intérêts. Je reste donc un grand défenseur de l'idée de garder cette faculté unie pour les années à venir. On verra dans dix ans où on en est, si on aura atteint la taille nécessaire pour voir les choses autrement.

S'agissant de la question du laboratoire de droit économique, il existe encore en théorie mais évidemment ses activités ont été réduites du fait que son principal animateur était bien occupé par ses nouvelles tâches de doyen. Cela fait partie des motivations qui m'ont conduit à passer le relai et revenir à des activités de recherche que je trouvais toujours particulièrement stimulantes. L'autre raison, plus inquiétante pour laquelle les activités du laboratoire se sont trouvées réduites, tient au fait qu'au cours des dernières années les ambitions et la stratégie au niveau du pays pour moderniser notre infrastructure législative dans le domaine des affaires sont devenus plus modestes. Les travaux pour lesquels le Laboratoire étaient régulièrement sollicités se sont un peu évanouies.

**Georges Als :** J'étais frappé par un mot que vous avez prononcé, à savoir qu'il y aurait des recherches sur le rôle de la souveraineté en matière d'économie au Luxembourg. Je n'ai pas trouvé d'allusion à cela dans le rapport de l'Université et dans le papier qui s'intitule « *Research at the University of Luxembourg* » mais je voudrais vous signaler que les rapports de l'Université sont ainsi imprimés qu'ils sont à peu près illisibles. Ce serait plutôt des instruments pour des oculistes pour tester la vision des gens, mais peut-être que cela m'a échappé. Mais j'ai une observation critique qui s'adresse moins au doyen qu'à la section de l'économie. Je suis étonné par le silence de l'Université du Luxembourg sur certains grands problèmes qui agitent actuellement le Luxembourg, notamment ceux de l'avenir de notre économie, de nos pensions et de nos finances publiques. Le Luxembourg se vante encore d'être le pays le plus riche et le moins endetté, mais a-t-il encore des chances de croissance ?

Notre secteur financier qui est la source de la prospérité... contracter. Et il en va de même de l'industrie. Il est question de nouveau de fermer des sites sidérurgiques et ce qui m'a très fortement impressionné au cours des derniers mois, c'est que notre ministre de l'économie, après huit ans d'efforts tenaces, a brusquement donné sa démission, tellement il était pessimiste sur le sens des efforts qu'il a faits. Et nos niches de souveraineté qui permettent d'alimenter le budget sont attaquées par les grandes puissances et par l'Union Européenne. Alors nos finances publiques étaient longtemps en excédent grâce à tout cela et elles inspirent à présent les plus graves préoccupations. Notre dette publique augmentée à vue d'œil, elle était de 6 % du PIB il y a dix ans, elle est maintenant de 19 %, elle va être de 25 % dans trois ans d'après ce que nous dit le ministre. Un institut de recherche étranger, la fondation *Marktwirtschaft* de Berlin vient de calculer le poids de la dette occulte qui est représentée par les pensions et la sécurité sociale au Luxembourg et selon ses résultats qui sont publiés la dette publique du Luxembourg atteindrait 1000 % du PIB. En d'autres mots nous serions déjà en état de faillite virtuelle. Alors d'où mes questions, pourquoi notre Université n'a-t-elle pas fait cette recherche. Pourquoi notre Université ne prend-elle pas position sur ces problèmes et pourquoi ne fait-elle pas de recherche approfondie sur le problème des pensions qui est urgent et vital. Pourtant l'Université était conçue comme devant étudier les problèmes d'intérêt pour le pays. Selon le livre de Henri Entringer sur les défis, le ministre Biltgen a déclaré en 2005 « *L'Université est un auteur de développement économique et social* ». la Chambre des Députés écrivait en 2010 : « *La création de l'Université du Luxembourg a sans doute marqué un grand pas dans la construction de l'avenir du pays, notamment en ce qui concerne les ambitions de diversification que les activités de recherche déployées par l'Université pourront accompagner et soutenir* ». Et le programme de l'actuel Gouvernement de 2009 déclare : « *L'enseignement supérieur est appelé à contribuer au renforcement de la cohésion sociale ainsi qu'à l'essor économique du pays* ». Alors, ma question : n'est-il pas vrai que sur bien des points la faculté d'économie a déçu nos attentes ?

**Conférencier :** Je ne pense pas qu'on puisse aboutir à une telle conclusion au jour d'aujourd'hui. Les sujets que tu as soulignés sont évidemment des sujets très importants et il va de soi que ce sont des sujets qui doivent intéresser également les chercheurs de l'Université et sur certains d'ailleurs des travaux ont été faits, par exemple sur les systèmes de retraite, sur le troisième pilier, les retraites complémentaires, la *Luxembourg School of Finance*, en coopération avec le groupe AXA a

mené des recherches qui ont été diffusées au Luxembourg avec le baromètre des retraites et des pensions. Donc ce n'est pas tout à fait exact que ce domaine de recherche est resté totalement en dehors de nos préoccupations. Maintenant évidemment les attentes vis-à-vis l'Université y compris dans ce secteur là, sont énormes, mais il faut se rendre compte à quel stade de développement nous sommes. Nous venons à peine de réunir les équipes et chacun exprime vis-à-vis de l'Université des attentes très importantes qui risquent, en définitive, de nous tirer tous azimuts et je pense que ce serait une grave erreur stratégique de notre part que de répondre à toutes les sollicitations externes. Nous devons veiller à construire un véritable programme de recherche qui est à la fois utile pour ceux qui nous financent et donc en particulier aussi pour la société luxembourgeoise dans son ensemble, mais qui soit également prometteur pour les chercheurs qui le développent. Le premier résultat des recherches attendu d'une université de manière générale n'est pas de réparer les faiblesses d'une économie. Nous ne sommes pas des magiciens qui pouvons sortir d'un petit chapeau la solution à tous ces problèmes. Notre premier critère de qualité de la recherche ce sont les publications dans des revues scientifiques et je pense qu'il faut garder cela bien en mémoire et sans doute tenir compte des sujets que tu proposes aussi, mais dans une perspective de travail véritablement scientifique permettant d'aboutir à des publications. C'est cela qui doit être notre priorité.

Maintenant, pour faire une petite observation complémentaire, nous estimons que nous avons le privilège d'une large liberté académique. On aurait donc pu s'engager sur certains sujets de recherche, notamment en ce qui concerne les pensions, par exemple en ce qui concerne le poids des pensions de la fonction publique au Luxembourg, mais je ne suis pas certain que ces recherches auraient été si bien accueillies.

**Président :** Je serai extrêmement bref. Je ne puis que remercier notre conférencier de nous avoir, il est vrai dans un temps qui excède légèrement le canon de notre tribune, présenté un tableau de l'Université avec il est vrai peut-être ses forces, mais aussi ses faiblesses, peut-être pas toutes les faiblesses - Georges Als en a peut-être trouvé une de plus - mais je pense qu'il faut déjà se réjouir du texte que nous aurons. Non seulement pour l'auditoire que nous sommes, non seulement pour la communauté, mais même pour l'Université, c'est un peu aussi un testament qui vient d'être établi, non pas un testament en tant que professeur, mais un testament en tant que doyen et je dois dire un très bon testament. Bravo.

Séance du 10 décembre 2012

## UNE UNIVERSITÉ HAUT DE GAMME AU LUXEMBOURG : ÉCUEILS, DÉFIS, STRATÉGIE

par  
Rolf Tarrach

Docteur en Physique. Chercheur postdoctoral au CERN, Genève. Professeur de Physique Théorique aux universités de Valencia, Barcelone et Luxembourg. Vice-président de l'Université de Barcelone. Professeur h.c. à l'Université de Saint Petersburg, Russie. Président du CSIC (Conseil supérieur de la recherche scientifique), Madrid. Recteur de l'Université du Luxembourg.



Ancien membre du *European Union Research Advisory Board* et de l'*European Association of Heads of Research Organisations*, ancien Président de l'*Academic Cooperation Association* et du comité international d'évaluation du système universitaire de l'Espagne et ancien Vice-président du jury international des « Initiatives d'Excellence » du gouvernement français.

*Après la présentation de la vision qui guide les décisions de l'équipe dirigeante de l'Université du Luxembourg dans le présent, les difficultés et écueils qui menacent la réalisation de cette université haut de gamme, ainsi que les défis qui sont à relever, sont exposés. La pertinence de l'Université pour le pays est également évoquée. Certaines menaces, tant générales que spécifiques d'une jeune université unique dans un petit pays, sont mentionnées. L'ébauche d'une stratégie de qualité est présentée tout en priorisant l'excellence du professorat.*

## Table des matières

1. Remarques préliminaires .....	6
2. Brève introduction .....	8
3. Écueils et défis académiques.....	9
Les langues .....	9
Les priorités .....	10
La biomédecine.....	10
La médecine.....	11
L'entrepreneuriat .....	11
Les humanités .....	11
4. Défis et écueils financiers .....	13
Les frais d'inscription .....	13
La collecte de fonds .....	13
Les salaires.....	14
La propriété des immeubles.....	14
5. Défis et écueils de gouvernance.....	14
Accountability .....	14
L'équipe rectorale .....	15
Le Conseil Universitaire .....	15
Le Conseil de Gouvernance.....	16
L'autonomie organisationnelle .....	16
Les Centres interdisciplinaires.....	16
6. Les menaces.....	17
universelles .....	17
typiques d'un petit pays .....	18
pour une jeune université .....	19
7. La stratégie.....	19
Chercher les meilleurs .....	19
Leadership .....	20
Eviter la surréglementation.....	20
Principes d'incertitudes de la gouvernance .....	20
8. Conclusions.....	21

## Introduction à la conférence du Recteur Tarrach Par Me André Elvinger, président de la Section

Chers Invités, Chers Confrères, Cher Recteur,

L'Université du Luxembourg est depuis toujours, et d'ailleurs avant même qu'elle existe, au centre des intérêts de l'Institut Grand-Ducal en général et de notre Section des sciences morales et politiques en particulier. J'en prends pour témoins les manifestations, tantôt enthousiastes, tantôt critiques, tantôt les deux à la fois, dont notre Section a pris l'initiative. Pour revenir loin en arrière, notre confrère Jean-Paul Harpes avait donné le ton en 1992 sous le titre significatif « Il faudra, tout de même, une université au Luxembourg ». Dès votre accession au rectorat de cette université, vous nous avez fait l'honneur de vous adresser à nous en 2006 sous le titre, lui aussi significatif, « En attendant Belval », publié au volume X des Actes de notre Section. Par la suite, les professeurs Ergec et Prüm de la Faculté de droit, d'économie et de finance ont parlé à notre tribune de « La liberté académique et ses problèmes ». Notre confrère Henri Entringer est l'auteur de l'important ouvrage, édité par notre Section, sur « Les défis de l'Université du Luxembourg » et notre confrère André Prüm, alors doyen de sa faculté, nous a encore fait l'honneur de nous parler des « ambitions et défis de la faculté de droit, d'économie et de finance ».

Les défis restent, comme pour toute entreprise humaine, importants. Aujourd'hui encore lorsque vous nous parlerez, sous le titre « Une université haut de gamme au Luxembourg », des défis à ce noble objectif, vous entourerez les « défis » par les « écueils » d'une part, la « stratégie », votre stratégie, d'autre part.

Je me plais à penser que les défis ont été, grâce aux bientôt huit années de votre rectorat, levés sur des points importants. Grâce à votre engagement, plus personne ne peut aujourd'hui ignorer l'apport de plus en plus évident de votre université, en dehors même de son enseignement proprement dit. Les communications, les publications, les conférences de vos professeurs, par leur nombre, leur diversité et leur qualité sont telles que chacun doit se demander quelle serait sans elles notre vie culturelle et scientifique. On en trouve la démonstration la plus évidente dans l'attention qu'ils attirent tous les jours dans les médias.

Notre Section des sciences morales et politiques s'honore tout particulièrement du fait que l'un de ses membres, André Prüm, a assumé jusqu'à récemment la fonction de doyen de la faculté qui nous est la plus proche, celle du droit, de l'économie et de la finance, et l'un de nos confrères de la Section historique, Michel Margue, est encore, jusqu'au début de l'année prochaine, le doyen de la faculté des lettres, des sciences humaines, des arts et des sciences de l'éducation. En octobre dernier, notre Institut Grand-Ducal, dans le cadre de sa réactivation que nous poursuivons depuis quelques années après un sommeil d'un siècle et demi, a désigné comme son nouveau secrétaire général le doyen de la faculté des sciences, de la technologie et de la communication, M. Paul Heuschling qui épaula à ce titre le président de notre Section des sciences, Pierre Seck, devenu à la même occasion le nouveau président de l'Institut Grand-Ducal, encore un pionnier de votre université.

Il ne faut pas voir du chauvinisme dans notre fierté de voir l'Institut Grand-Ducal si proche de l'Université, car il suffit de passer en revue la liste des membres du corps enseignant de votre université pour voir combien elle est internationale et combien, à cet égard, elle réalise une exigence évidente dans ce « pays d'entre deux », comme dit Gilbert Trausch.

Encore un défi qui est en voie de trouver sa solution, l'implantation géographique de l'Université. Je lis dans le mot du Recteur au rapport d'activités 2011, comme toujours en quatre langues dont le luxembourgeois, que « the period until major parts of the University move to Belval does not see our university stuck in the doldrums ». Je ne cache pas que les mots « major parts » me rassurent pour mon cher Limpertsberg où je suis le premier voisin de votre université, mais surtout pour, même si cela devient une minor part, la faculté de droit, d'économie et de finance qui, très objectivement, est le mieux servi ici avec la proximité, sur l'autre plateau de cette ville, des institutions internationales et, dans le vénérable centre de la ville, les « major parts » du gouvernement du pays et, sur un plan un peu personnel, de la cité judiciaire.

Je sais qu'en tant qu'académicien scientifique, le Recteur se propose de siéger, pour une major part à Belval, mais avez-vous lu, Monsieur le Recteur, l'éditorial du Luxemburger Wort – je ne doute pas un instant que vous le lisez tous les jours avec la plus grande attention – qui conclut par les termes « quant à l'ancien siège de l'Arbed et ancien centre de formation d'ArcelorMittal, pourquoi ne pas y accueillir l'Université du Luxembourg ? ». Le moins qu'on puisse dire, ici vous seriez installé,

sinon géographiquement du moins en pensée, au cœur de la sidérurgie européenne et pourquoi pas, droit dans les bottes de son patron légendaire, M. Mayrisch, créateur de ce palace. Mais ne rêvons pas, les défis nous attendent.

Faut-il encore présenter notre orateur ? Je rappelle qu'il a été professeur en sciences physiques des universités de Valencia et de Barcelone puis doyen et vice-recteur de l'Université de Barcelone, fonction prestigieuse qu'il a quittée pour accepter le rectorat de l'Université du Luxembourg en 2005, où il est dans son deuxième terme « still going strong ».

Depuis lors, il continue à être reconnu à l'étranger dans des fonctions telles que la présidence de l'Association de Coopération Académique en Belgique, de membre et vice-président du jury international « Initiative d'excellence en France », jury et keynote speaker en 2011 pour le Preis für Hochschulkommunikation et encore, dans l'impossibilité de citer ses hautes décorations et communications, coauteur du rapport et des recommandations sur « Gender in science » à Londres en 2010.

## UNE UNIVERSITÉ HAUT DE GAMME AU LUXEMBOURG : ÉCUEILS, DÉFIS, STRATÉGIE

Merci, Monsieur le président. Merci de vos trop gentils mots<sup>1</sup>.

J'avais effectivement lu l'éditorial du Wort jusqu'à la fin et j'étais vraiment – mais agréablement – étonné de la proposition faite. C'est précisément dans ce contexte que je voudrais raconter une petite anecdote: il y a cinq ou six ans j'ai rencontré Monsieur Mittal Junior et je me suis présenté - avec une certaine fierté - de la façon suivante, « *I am the president of the University* » et il m'a dit « *Ah, so you are on my payroll* », et je lui ai répondu « *I am not sure I understand you* », et lui « *Yes, I mean that we have now set up the Arcelor Mittal University and I understand that you are the president of it* ». Voilà, pour Monsieur Mittal Junior une université au Luxembourg devait être l'Université d'Arcelor Mittal !

J'aimerais commencer par quelques *remarques préliminaires*, car pour parler de l'Université il faut se poser d'abord la question, mais que veut-on ? Quelle en est la finalité ?, Comment imaginons-nous cette Université dans une dizaine ou une quinzaine d'années ? Et j'avais découvert récemment que notre Université, qui a un *mission statement*, n'avait pas de *vision statement*. C'est-à-dire, on n'avait pas quelques phrases ou quelques lignes disant ce que nous voulons. Alors nous y avons travaillé, et le résultat, récemment approuvé par les instances de gouvernance, le voici :

« *The University of Luxembourg aspires to be one of Europe's most highly regarded universities with a distinctly international, multilingual and interdisciplinary character. She fosters the cross-fertilization of research and teaching, is relevant to her country, is known worldwide for her research and teaching in targeted areas, and becomes an innovative model for contemporary European Higher Education. Her core asset is her well connected world-class academic staff which will attract the most motivated, talented and creative students and young researchers who will*

<sup>1</sup> J'ai décidé de maintenir le caractère colloquial de la conférence dans sa transcription.

*learn to enjoy taking up challenges and develop into able to shape society."*

Comme ce texte est un peu long, j'utilise souvent une petite phrase qui résume très bien cette vision, à savoir, « *a world-class university relevant to her country* »<sup>2</sup>. Et j'aimerais maintenant dire quelques mots là-dessus :

*World-class university* : je n'ai pas le temps ici d'expliquer ce qu'on entend par cela, mais il y a quelques livres qui le font fort bien. L'un d'eux est écrit par Andreu Mas-Colell - un bon ami à moi - qui était pendant une quinzaine d'années professeur à Harvard, et qui est aujourd'hui le Ministre en charge de l'Economie, de la Recherche et de l'Enseignement supérieur de la Catalogne<sup>3</sup>, par Philippe Aghion, professeur à Harvard et avec lequel j'ai passé de longues semaines comme membres du même jury à Paris, et par trois autres personnes, un livre qui définit ce que c'est qu'une *world-class university* et comment il faut l'évaluer et la mesurer<sup>4</sup>. Un autre livre<sup>5</sup> sur le même sujet est écrit par Jamil Salmi - autre bon ami - qui était le coordinateur de la *Banque mondiale* pour l'enseignement supérieur, et qui a donné une conférence sur ce sujet à l'Université du Luxembourg en 2010.

Mais c'est l'autre partie, « *relevant to her country* », que j'aimerais décrire un peu plus. Qu'est-ce que cela veut dire ? D'abord, nourrir intellectuellement et préparer la jeunesse pour l'avenir, et je veux rappeler à ce propos une phrase de Thomas Watson, l'un des premiers présidents d'IBM, qui donne un exemple de ce que « préparer » veut dire : « *If you really want to succeed, double your failure rate* ». Cette phrase représente un défi pour la formation des jeunes. Il n'y a pas de problème intéressant qui ne comporte un risque de ne pas en trouver la solution. Le problème dont on sait qu'on va le résoudre n'est en général pas intéressant. Les défis intéressants sont ceux dont on ne sait pas si on va les maîtriser ou non, et il faut - en ce sens - préparer les jeunes pour qu'ils comprennent qu'une activité professionnelle, une activité académique exige, pour être

<sup>2</sup> Elle peut sembler excessivement ambitieuse - voire arrogante - mais je voudrais rappeler une phrase récente de Monsieur Jacques Santer, prononcée à propos de l'Université de la Grande Région, « *Wer heute nicht zur Spitze drängt, verliert morgen den Anschluss* ».

<sup>3</sup> Ministère de l'économie et des connaissances, une combinaison bien significative!

<sup>4</sup> "Higher aspirations: An agenda for reforming European Universities" by Ph. Aghion, M. Dewatripont, C. Hoxby, A. Mas-Colell and A. Sapir (Bruegel, Brussels, 2008)

<sup>5</sup> "The Challenge of Establishing World-Class Universities" by Jamil Salmi (The World Bank, Washington, 2009)

intéressante, l'acceptation du risque. Bien sûr, il faut évaluer ce risque, mais il est important de ne pas en avoir peur.

En deuxième lieu « *relevant to her country* » signifie être un lieu de débat sur les grands problèmes, les défis et les enjeux de la société. Bien sûr, un lieu de débat où l'on se base sur les données, sur l'information, sur la connaissance, et non sur le dogme ! Bien qu'on le fasse déjà, je pense que là aussi l'Université doit faire davantage.

Le troisième point, c'est de soutenir fortement une économie innovante et performante, basée sur la connaissance.

Ces trois volets représentent pour moi, en quelques lignes, ce que veut dire « *relevant to her country* ». D'autres visions de l'Université sont évidemment possibles, mais celle-ci est la plus proche à mes idées. Et après ces remarques préliminaires, je commence avec le sujet de la conférence.

D'abord, une brève introduction.

Je ne vais pas parler de tout ce qu'on a réalisé à l'Université, je crois que nous pouvons être légitimement fiers de ce que nous avons accompli, mais ce n'est pas là le sujet d'aujourd'hui. Dans le livre qui sera publié cette année pour le dixième anniversaire de l'Université vous trouverez plusieurs contributions expliquant ce qu'on a fait, et parmi elles mon texte « *Achievements* ». Je vais parler plutôt de l'avenir et d'une série d'écueils qu'il faudra esquiver, ou apprendre à gérer, pour réaliser cette vision d'une université haut de gamme. L'Institut grand-ducal, et particulièrement votre Section, a publié, comme vous l'avez rappelé, plusieurs contributions sur l'Université. J'en ai relu en partie quelques-unes. C'est intéressant de voir comment cette lecture montre le temps qui a passé, notamment la lecture de mon texte<sup>6</sup> écrit il y a 7 ans - cela faisait quinze mois que j'étais ici - quand l'Université était autre et ma vision bien sûr l'était aussi. Il y a un autre texte, important, récemment publié par vos soins, de Henri Entringer, « Les défis de l'Université du Luxembourg. Essai d'analyse interrogative sept années après la création de l'Université du Luxembourg ».<sup>7</sup> Vous avez publié aussi des textes - comme vous l'avez mentionné dans votre introduction - avant la création de l'Université, et après, et maintenant vous êtes en train de lire mon texte. L'ensemble de ces contributions offre une intéressante vue panoramique sur l'Université. J'aurais pu intituler cette

6 « En attendant Belval », actes de la Section des Sciences Morales et Politiques, Vol. X, 2007 ; dans le même volume on trouve le texte d'Henri Entringer « Analyse critique des attentes, réalisations et perspectives de l'Université du Luxembourg ».

7 Actes de la Section des Sciences Morales et Politiques

conférence - avec un clin d'œil sur la première - « *En attendant encore Belval* », mais je pense que l'intitulé choisi ensemble est plus pertinent.<sup>8</sup>

Il y a une série de sujets dont je ne parlerai pas, pour différentes raisons, ou parce qu'ils ne dépendent pas, ou presque pas, de l'Université. Par exemple, je ne parlerai pas de la formation des instituteurs, sujet toujours délicat. Je ne parlerai pas précisément de Belval, où il y a du retard<sup>9</sup>. Ni des aides financières aux études universitaires, qui font l'objet d'une procédure devant la Cour de justice européenne. Je ne parlerai pas des deux bibliothèques - nationale et universitaire - où le problème n'est pas seulement les bâtiments, mais à la longue plutôt le financement de leurs collections ; et je ne parlerai pas des classements des universités. Je ne toucherai que marginalement les amendements de la loi portant création de l'Université du Luxembourg actuellement prévus par le Gouvernement. Et avec ceci, j'entre dans le vif du sujet : les écueils et défis. J'en ai choisi seize. Ils sont organisés en trois groupes.

Premier groupe : les écueils et défis académiques<sup>10</sup>.

Je commence avec **les langues**. On utilise trois langues véhiculaires à l'Université : l'anglais, le français et l'allemand, et quand le sujet le requiert, le luxembourgeois. J'aime ce choix, mais il est difficile d'utiliser systématiquement et correctement trois langues. La gestion en devient complexe. Le problème des traductions est complexe, comme vous le verrez dans cet exemple : les trois catégories du corps académique à notre Université sont les chargés de cours, les assistants-professeurs et les professeurs. Comment traduisez-vous ceci en allemand ? *Professor W1, W2, W3* ou *Professor C2, C3, C4* ou *Hauptdozent, Professor und Ordentlicher Professor* ? Et en anglais : est-ce que vous prenez la version anglaise : *senior lecturer, reader and professor* ou l'américaine : *assistant professor, associate professor and full professor* ? Même les traductions - et quand on écrit des textes il faut se mettre d'accord comment on les

8 Un texte qui présente un certain chevauchement avec le texte présent sera aussi publié dans la *Festschrift* des dix ans de l'Université sous l'intitulé « *A glimpse into the future* ». Mais le texte présent est un peu plus hardi, il reflète un besoin de m'exprimer librement, ou presque que j'avais éprouvé !

9 Lors de ma visite à Luxembourg en novembre 2004 on m'a montré Belval et on m'a dit « en 2010 l'Université sera ici ».

10 Un sujet très important, dont je ne dirai rien, parce qu'on est en train d'en débattre à l'Université, est le volet de l'admission des étudiants, sa philosophie sociale et ses critères et le moment de la sélection.

traduit - sont extrêmement complexes. J'ai maintenant un petit problème avec quelques personnes qui sont membres du Conseil universitaire et qui ne comprennent pas le français. Comme la majorité des membres utilisent en général le français, ceux qui ne le comprennent pas m'ont demandé de pouvoir déléguer leur fonction à une autre personne. Que faire ? La loi est très précise et ne permet pas cette délégation. Je peux utiliser régulièrement l'anglais, mais il y aura des membres qui vont continuer à utiliser le français.

L'utilisation de trois langues est complexe, et ce n'est pas du tout évident qu'elle sera durable. L'autre extrême, défendu par une partie des meilleurs professeurs, est qu'on n'utilise plus que l'anglais, simplification importante, mais ne serait-il pas étonnant de n'utiliser aucune des trois langues administratives du Luxembourg dans la seule université publique du pays ? Je ne sais pas ce qui va se passer à la longue. Je peux vous dire que quand je suis avec un groupe de cinq, six ou sept personnes, très souvent on parle l'anglais parce qu'aujourd'hui c'est la seule langue qui, au moins au niveau du corps académique, est parlée par tous - ou presque. Il y a bien sûr toutes les autres combinaisons des trois ou quatre langues qu'on puisse imaginer : aucune n'est convaincante.

Deuxièmement, **les priorités**. On travaille toujours dans un cadre de priorités. Il faut avoir des priorités, cela donne le profilage nécessaire, notamment pour une petite université. Mais leur nombre doit être restreint et elles doivent être pertinentes, c'est-à-dire avoir un lien avec le pays. Bien sûr, nous sommes une université, et on développe en conséquence les priorités à partir de la recherche fondamentale, mais elles doivent néanmoins découler des grandes questions du pays. Elles doivent être innovantes, interdisciplinaires et surtout de haute qualité.

Troisièmement, **la biomédecine**. Vous savez qu'on travaille avec intensité sur cette matière interdisciplinaire. Son développement est dû à une décision du Gouvernement prise suite à un voyage de trois ministres aux Etats-Unis. C'est un grand projet ambitieux, coûteux, courageux, difficile et risqué, et potentiellement très innovateur. Il faudra cependant le soutenir pendant de longues années. Les retombées sur l'économie luxembourgeoise - qui étaient en premier lieu la raison de ce choix - ne viendront pas de suite. Mais il faudra soutenir cette initiative, avec beaucoup d'argent public, pendant une dizaine, une quinzaine, voire vingtaine d'années. C'est un vrai défi, non seulement scientifique, mais

aussi parce qu'il faudra toujours rappeler qu'une fois la décision prise, elle implique un engagement à long, voire à très long terme.

Quatrièmement, **la médecine**, qui est actuellement un sujet de discussions au sein de l'Université et du Conseil de Gouvernance. Le Gouvernement nous demande pour de bonnes raisons de préparer un programme d'études en médecine. Le pays a un demi-million de résidents. La pratique et l'expérience internationales nous disent qu'il faut environ 2 millions d'habitants pour justifier une école ou faculté de médecine. Nous sommes donc bien en-dessous de ce seuil. Les études en médecine sont chères, elles coûtent trois à quatre fois plus que les disciplines de votre Section. En plus, la médecine a besoin d'hôpitaux adaptés à l'enseignement. Enfin, c'est un grand défi parce que la médecine peut devenir un gouffre financier pour l'Université. De nouveau, si on s'engage il faudra le faire dans la durée, tout en veillant à ce que les moyens financiers de l'Université ne finissent pas tous dans la biomédecine et la médecine, domaines sans grande tradition industrielle au Luxembourg.

Cinquièmement, **l'entrepreneuriat**. Il faut faire beaucoup plus au niveau de l'entrepreneuriat. Le pays en a besoin. N'oublions jamais que sans la richesse créée par les entreprises, les acquis sociaux, comme on les appelle, n'existeraient pas, seraient des vœux pieux. Personnellement, je pense que la formation à l'entrepreneuriat doit être transversale. On a aujourd'hui 440 doctorants inscrits, et environ 60 personnes par an qui reçoivent leur titre de docteur de notre Université. Ils ne vont pas tous trouver un poste dans la recherche ou l'enseignement supérieur public. Si on regarde les chiffres de l'Allemagne, de ses 26.000 ou 27.000 docteurs qui sortent diplômés du système universitaire par an, il y en a 20 à 25% qui vont travailler dans la recherche ou dans l'enseignement tertiaire public ; les autres rejoignent les entreprises, les sociétés ou les autres secteurs publics. En d'autres mots, il faudra aussi, quand on forme les docteurs, ajouter une certaine formation entrepreneuriale, parce qu'elle sera pertinente pour les débouchés, pour l'emploi le plus probable qu'ils auront. Et ceci vaut *a fortiori* pour les étudiants de Bachelor et Master, qui sont beaucoup plus nombreux.

Sixièmement, **les humanités**. Les humanités sont très importantes, particulièrement pour apprendre à penser correctement, pour ne pas tomber dans les pièges des faux syllogismes. C'est surprenant comment dans les conférences, dans les films, dans les discussions et débats on utilise souvent

de faux syllogismes<sup>11</sup>, des *non sequitur*<sup>12</sup>, des biais divers<sup>13</sup>, comment on réfute des statistiques avec des anecdotes<sup>14</sup> et confond corrélation avec causalité<sup>15</sup>. Mais il n'est pas acceptable que les gens ne soient pas capables, dans la discussion politique particulièrement, de raisonner d'une façon au moins formellement correcte. Bref, pour penser correctement, la philosophie est importante. Mais pas seulement la philosophie, les sciences humaines en général, sont importantes pour apprendre du passé, pour comprendre l'autre, pour tout ce qui touche aux valeurs et à l'éthique. On rencontre d'importants problèmes d'éthique dans le développement de la biotechnologie, de la nanotechnologie, des organismes génétiquement modifiés, de la robotique, dans l'utilisation des données personnelles, dans la propriété intellectuelle, et dans beaucoup d'autres domaines. Toutes ces avancées technologiques et scientifiques doivent être accompagnées de discussions sur leurs incidences éthiques et leur valeur, pour finalement savoir ce qu'on veut vraiment et décider en conséquence, car la technologie et la science vont nous proposer un choix immense. A un certain moment il faudra dire oui, on va suivre ce développement de cette technologie parce qu'on le veut, mais on ne va pas poursuivre l'autre, parce qu'on ne le veut pas. Voilà une petite phrase qui en dit beaucoup : « *Wissen ohne Gewissen ist die größte Gefahr der Menschheit* », que j'ai entendue de la bouche de Victor Weisskopf<sup>16</sup>. Je me souviens de lui, parce que, quand j'étais en 1968 au CERN - j'ai passé un été à Genève comme étudiant - il venait de quitter le poste de directeur général du CERN et il était toujours avec les jeunes. Il nous parlait et nous apprenait beaucoup. La science moderne a besoin d'un accompagnement des humanités pour se protéger des dogmes, tant ceux qui permettent de tout faire, comme ceux qui sont contre tout progrès.

11 « Tous les chats sont des félins. Beaucoup de félins sont dangereux. Donc quelques chats sont dangereux. »

12 « Comme tu défends des frais d'inscription, tu dois être néo-libéral. »

13 Que nous, notre espèce, notre pays, notre dieu, notre planète ou notre soleil sont les centres du monde est encore un biais très étendu. Quelques penseurs ont dû donner - et donneront- leur vie parce qu'ils ont défendu le contraire.

14 « Mais mon père a fumé jusqu'à sa mort à 100 ans ! »

15 Un exemple évident mais populaire : « As ice cream sales increase, the rate of drowning deaths increases sharply. Therefore, ice cream consumption causes drowning ».

16 Probablement « Science sans conscience n'est que ruine de l'âme » de Rabelais est l'original.

## Deuxième groupe : les défis et écueils financiers.

### Frais d'inscription

Les frais d'inscription sont un instrument de stratégie académique et financière que nous n'utilisons pas encore suffisamment. C'est un instrument qui permet d'augmenter ou de diminuer le nombre d'étudiant, et aussi de changer leur profil et leur provenance et enfin, c'est aussi un instrument financier. Il est chargé d'irrationnel, car il est très difficile d'en parler objectivement. On le voit dans les pays voisins, et en Allemagne particulièrement, où une discussion sur les frais d'inscription est impossible, politiquement c'est impossible. Il ne faut pas oublier que ne pas avoir de frais d'inscription - les nôtres sont très modestes, en général 200.- euros par semestre, sauf quelques formations au niveau de *master* qui sont plus chères - nous mène à un problème du type de ce que les Anglais ou les Américains appellent le *moral hazard*, un aléa moral, car les études sont payées par le contribuable indépendamment de la réussite ou l'échec de l'étudiant qui ne supporte aucune charge financière associée à son effort - ou manque d'effort - ni en cas de réussite, ni en cas d'échec. Prenons un étudiant qui fait des études pendant quatre années et quitte l'université avec un diplôme. Les données dont on dispose en Europe disent que 2/3 des avantages économiques du diplôme sont pour la personne qui le reçoit, 1/3 est pour le pays où il travaillera. En principe, l'étudiant devrait alors payer 2/3 du coût. Mais soit, ce n'est peut-être pas nécessaire. Mais il y a aussi des étudiants qui font 4 ou 5 années d'études et par après décrochent sans recevoir un diplôme. Ils ont coûté aux contribuables - souvent des personnes qui n'ont pas pu faire d'études universitaires - beaucoup d'argent et ne portent aucune responsabilité financière de ce gaspillage. Ce sont des sujets de débat un peu partout ; comme en Europe le financement des universités publiques va probablement diminuer à l'avenir, il se peut qu'un jour il y aura des discussions intéressantes - aussi au Luxembourg - sur les frais d'inscription.

### La collecte de fonds

La collecte de fonds - l'Université est en train de mettre en place un système pour le faire de manière efficace - est importante pour deux raisons : la première est le financement, la deuxième l'autonomie. Une université qui est financée en majorité par l'Etat a toujours une autonomie quelque peu limitée. Il y a eu à l'Université de Cambridge des discussions très intéressantes autour de la question si elle pouvait décider de ne plus accepter aucune aide de l'Etat, pour être absolument autonome. Finalement, elle a décidé qu'elle n'avait pas les moyens de le faire, que sa dotation ne

seraient pas pour un désengagement total de l'Etat. Des débats hautement intéressants !

Troisièmement, **les salaires** à l'Université.

Notre grille de salaires est un héritage du passé. Elle est correcte, mais elle n'est pas bonne. On pourrait faire mieux. Il faudrait payer moins, mais elle n'est pas bonne. On pourrait faire mieux. Il faudrait payer moins, payer davantage les professeurs, et sûrement il faudrait payer moins, particulièrement en fin de carrière, les chargés de cours, par exemple. Nous y travaillons, mais je ne sais pas si nous pourrions avancer parce que changer une grille de salaires est extrêmement complexe. Mais elle n'est définitivement pas optimisée. Et d'autres questions se posent : nous faut-il, voulons-nous introduire d'une façon généralisée des primes de mérite ? Est-ce équitable de ne pas le faire ?

Et en dernier lieu, **la propriété des immeubles**.

Vous savez qu'une des raisons pour lesquelles le Gouvernement est en train de proposer certains amendements de la loi de création de l'Université est de nous permettre d'être propriétaire des immeubles qu'on utilise. On ne nous a pas demandé si on voulait être propriétaire, mais on le sera. Bon, c'est un couteau à double tranchant. On verra quelles en seront les conséquences, parce que, bien sûr, il faudra aussi avoir les moyens pour le maintien. J'espère qu'avec la propriété viendront les ressources afférentes. Et on verra aussi jusqu'où va la propriété, qu'est-ce que cette propriété nous permettra de faire. Pourrions-nous vendre et acheter ailleurs ? On ne le sait pas encore, mais j'en doute.

*Troisième groupe : les défis et écueils de gouvernance.*  
Cette section sera un peu plus longue.

Le premier point de la gouvernance est toujours ce qu'en anglais on appelle « **accountability** ». Je trouve que les termes français « reddition de compte » ou « responsabilité » ne rendent pas exactement le sens de l'*accountability* qui veut dire : rendre compte à la société de ce que l'on fait à l'Université, et prouver que cela vaut le financement reçu. Et bien sûr cette obligation envers la société a un lien direct avec la gouvernance de l'Université. Nous sommes une université publique, c'est-à-dire financée par vous tous. On ne peut pas être *accountable* à la société en général, et comme c'est le Gouvernement qui représente la société, l'Université est *accountable* envers le Gouvernement. C'est la raison pour laquelle la loi prévoit un Conseil de gouvernance dont les membres sont nommés par le Gouvernement. Ensuite le Conseil de gouvernance de l'Université

choisit et propose le Recteur au Gouvernement, qui à son tour propose la nomination au Grand-Duc, c'est-à-dire que le Recteur est *accountable* au conseil de gouvernance, parce qu'il est choisi par celui-ci, qui à son tour est *accountable* au Gouvernement. Certains critiquent ce système, mais n'oublions pas qu'un système plus *bottom up* impliquerait moins d'*accountability* et en conséquence un financement plus faible.

### **L'équipe rectorale.**

La loi ne parle pas d'une équipe rectorale mais du « rectorat », et le modèle prévu par la loi pour l'Université n'est pas du tout un modèle d'équipe, parce que chaque vice-recteur est proposé individuellement par le Conseil de gouvernance. Le Recteur, selon la loi, ne donne que son avis, et c'est le Conseil de gouvernance qui propose au Gouvernement la nomination de chaque Vice-recteur et du Directeur administratif. En conséquence, le Recteur ne commence pas son mandat avec son équipe, mais avec une équipe roulante, *a rolling team*, une équipe dont la composition change au gré des circonstances. C'est la cause d'une série de problèmes ; c'est un modèle qui est minoritaire, qui n'assure pas l'efficacité d'une équipe. En général, le Recteur nomme une équipe rectorale complète qui est là pendant son mandat, et ensuit un nouveau Recteur démarre son mandat avec une autre équipe. Le modèle de notre Université est différent et l'expérience en a déjà montré ses limites. Les doyens sont élus par le corps académique et je pense qu'ils doivent l'être.<sup>17</sup>

### **Venons-en au Conseil universitaire.**

Les membres du Conseil universitaire représentent les différents collectifs de l'Université. Le Conseil est aujourd'hui présidé par le Recteur qui, d'une certaine façon, fait le lien entre ce qui vient *top down* et de ce qui vient *bottom up* par la voie de l'élection et de la représentation. Ceci changera aussi avec l'amendement prévu de la loi selon lequel le Recteur n'en sera plus le président. C'est-à-dire qu'il y aura le Recteur et le rectorat d'un côté et le Conseil universitaire de l'autre, affaiblissant ainsi le lien entre le *top down* et le *bottom up*. Le rôle d'interface entre le Conseil universitaire et le Conseil de gouvernance joué par le rectorat sera mis en cause. Ce changement essentiel, s'il a lieu, a une certaine chance d'être revu à l'avenir.

<sup>17</sup> Curieusement - ou peut-être pas - l'instrument de gouvernance le plus important qu'on a aujourd'hui à l'Université, l'équipe de direction, qui se réunit bimensuellement, composée par l'équipe rectorale, les doyens et les directeurs des centres interdisciplinaires, n'est pas prévue par la loi. Cela montre - comme souvent - que la structure la plus pratique et efficace n'est pas prévue par la loi.

**Le Conseil de gouvernance** est de petite taille, et je considère cette petite taille définitivement comme un avantage. Dans sa composition actuelle, il est composé de trois personnalités luxembourgeoises et de quatre personnalités provenant du monde académique étranger. Mon expérience avec le Conseil de gouvernance a été - après une période initiale difficile - très positive ; pour moi, la seule question qui reste à éclaircir est si à l'avenir il faut ou s'il ne faut pas avoir dans le Conseil de gouvernance quelques membres de l'Université elle-même. Cette question ne se pose pas tout de suite, mais elle le sera à un certain moment. Et là de nouveau on peut imaginer deux modèles. Est-ce que ce seront des membres qui représentent l'Université d'une certaine façon ou des membres cooptés par le conseil de gouvernance en tant qu'individus qui apporteraient leurs connaissances et leurs points de vue personnels ? Mon choix, sans hésitation, est le second. Je crois beaucoup plus en une désignation d'une personne parce qu'elle apporte comme individu certaines idées intéressantes pour l'Université, qu'en une nomination d'un représentant dans un conseil de gouvernance dont les autres membres ne sont pas des représentants. Ce sont des discussions qui auront lieu dans quelques années, je m'en doute, avec intensité.

#### **L'autonomie organisationnelle.**

Vous savez que le nombre de facultés et leur dénomination sont fixés par la loi. Je ne suis pas d'accord avec cette disposition, qui était peut-être justifiée pendant les premiers années, mais je n'ai pas réussi à convaincre ni les députés ni le ministre de changer cette limitation sévère de l'autonomie de l'Université. Bien sûr ça sera changé un jour, on ne peut pas l'imaginer autrement. Il y a chaque fois plus d'universités qui s'organisent en une grande faculté interdisciplinaire de sciences et d'humanités, et puis en une série d'écoles dans les disciplines qui jouent un rôle professionnel plus important et dont les diplômés sont en général soumis à une régulation pour pouvoir exercer. Ce sont des modèles beaucoup plus efficaces et pratiques, parce qu'on traite de façon différente ce qui est différent. Cette contrainte est aussi une des raisons pour lesquelles dans le *ranking* de l'autonomie organisationnelle faite par l'*European University Association* le Luxembourg est le dernier des 28 pays. Il est à la dernière place, parce qu'entre autres limitations l'Université ne peut pas toucher à sa structure en trois facultés, et ne peut même pas changer leurs dénominations !

Nous avons aussi créé deux **centres interdisciplinaires** dont l'existence mène régulièrement - et je vois ici mes deux collègues directeurs de deux centres de recherche public - à des discussions sur un

possible chevauchement du rôle des centres interdisciplinaires avec le rôle joué par les centres de recherche public. Je ne pense pas que ce soit un vrai problème. Nos deux centres interdisciplinaires, en « Security, Reliability and Trust » et le « Luxembourg Center for Systems Biomedicine », sont plus près de la recherche fondamentale parce qu'ils font le lien de la recherche fondamentale avec la recherche appliquée et le développement, et peut-être même au-delà, entrant dans un terrain qui est caractéristique des centres de recherche public. La différence est cependant la distribution des tâches. Le maximum de cette distribution - le mode - est situé pour les centres interdisciplinaires plus près de la recherche fondamentale, que le maximum des CRPs, qui est en général plus près de la valorisation du développement. Mais, pour que mon point de vue soit clair : s'il n'y a pas de chevauchement, il n'y a pas de problème ; et s'il y en a trop, que le plus performant gagne !

Voilà la revue de sujets qui peuvent causer des problèmes, sur lesquels il faudra travailler à l'avenir. J'aimerais maintenant mentionner brièvement quelques *menaces*. Il y en a trois espèces.

Les **menaces universelles**, qui valent pour toutes les universités.

Parmi elles on peut trouver **l'utilitarisme**, c'est-à-dire l'exigence que l'université soit utile de façon manifeste et mesurable. A propos de cette menace, je voudrais citer une jolie phrase d'Einstein " *Creativity is the residue of time wasted* " qui résume bien le danger de cette menace. Et c'est vrai, l'utilité arrive, souvent de façon inespérée, et on ne peut pas toujours la commander, ni demander qu'elle arrive de suite. Mais elle arrivera presque toujours à la longue, souvent comme résultat du temps perdu. En plus l'utilitarisme tue la *serendipity*.

Il y a dans ce groupe en plus les menaces de **l'égalitarisme**, de **l'endogamie** et du **népotisme**.

Les exemples de la première, ce sont la dominance d'une politique de l'arrosoir ou la peur de profiler et de différencier, ou ce qu'on appelle outre-rhin *Gruppenuniversität*. Une petite anecdote montre la réalité des deux autres menaces ; c'est une expérience que je ne vais pas oublier facilement. Il y a peut-être cinq ans, j'étais quelque part au Luxembourg à une réception. Il y avait une personnalité très, très connue du pays. J'ai parlé avec cette personnalité et je lui ai dit : « *Comment allez-vous ?* ». Et la personnalité m'a répondu : « *Quand je vous vois, je vais mal* ». C'était la première et seule fois qu'une chose pareille m'est arrivée. J'ai dit à la personnalité « *Mais pourquoi ?* » et elle m'a répondu « *Parce que*

de la commission en charge de l'enseignement supérieur de la Chambre des Députés, avec la participation de notre Ministère, qu'on n'a pas bien compris ce qu'est le *tenure track system* et cela m'amène à l'expliquer en quelques mots<sup>20</sup>. Le *tenure track system* est un système par lequel vous choisissez une personne qui a effectué une ou plusieurs périodes postdoctorales parmi les candidats qui ont répondu à un appel public, vous prenez la meilleure et vous la nommez sur une *tenure track position*. Vous faites, après quatre ou cinq ans, une évaluation, et si le résultat est positif, vous donnez à cette personne *tenure*, c'est-à-dire un poste définitif, et toute la liberté académique qui doit venir avec. Et sinon, vous donnez une année de temps à cette personne pour trouver un autre travail. C'est ce qu'on appelle *up or out*, parce qu'en plus la nomination définitive est faite presque toujours à un niveau plus élevé que le niveau initial. Le *tenure track system* est un instrument essentiel d'une bonne université. Je suis sûr qu'on l'aura un jour.

Le deuxième point est le *leadership*. L'Université doit jouir d'un *leadership* fort à tous les niveaux décisionnels. La raison du *leadership* fort n'est pas de dire oui à presque tout, mais de **pouvoir dire non** à presque tout. Pour chaque fois que je dis oui, il y a dix fois que je dois dire non. Ce n'est pas toujours agréable, mais c'est essentiel pour pouvoir maintenir la stratégie de l'institution et pour pouvoir décider et profiler, maintenir le profilage.

Le troisième point est de ne jamais empêcher, moyennant réglementation, la possibilité de faire mieux, c'est-à-dire **d'éviter la surréglementation et le foisonnement de comités, commissions et conseils qui viennent avec**. On a déjà des situations à l'Université - même dans notre si jeune université ! - où on dit « Ah, maintenant on devrait pouvoir faire ceci, mais on ne peut pas le faire parce que dans notre règlement d'ordre intérieur, ou dans la loi, on dit ... etc. ». C'est toujours un danger de vouloir tout réglementer - au nom de l'équité et de la transparence, mais trop souvent pour diluer et éviter les responsabilités -, d'introduire des règles partout, et en conséquence de perdre une flexibilité essentielle pour une institution si complexe qu'une université.

J'aimerais finir les réflexions sur la stratégie avec mes **principes d'incertitude de la gouvernance**. Comme j'ai passé une trentaine d'années

de ma vie faisant de la recherche dans le domaine de la physique quantique, je ne peux pas oublier les principes d'incertitude de Heisenberg, et j'ai élaboré par analogie mes propres principes d'incertitude de la gouvernance. J'en ai plusieurs, comme d'ailleurs il y en a aussi plusieurs dans le monde quantique. Le premier dit, « La taille du conseil fois l'efficacité dans la prise des décisions est une constante », c'est-à-dire, plus la taille d'un conseil est grande, moins il est efficace pour prendre ses décisions. Le deuxième dit, « Le nombre de conseils fois leur utilité moyenne est une constante », c'est-à-dire, plus il y a de conseils, moins chacun est utile. Troisième, « Le nombre des décideurs fois la responsabilité individuelle est une constante », c'est-à-dire, plus il y a de décideurs, moins chacun est responsable. Et j'en ai un dernier, qui dit que « la longueur du discours fois la pertinence du contenu est une constante ». Et ce dernier est la raison pour laquelle je m'arrête maintenant.

En *conclusion* : si nous travaillons tous ensemble, si nous restons vigilants pendant encore quinze ans - l'université aura dix ans cette année - on pourra atteindre l'objectif d'être une université haut de gamme, pertinente pour le pays. Si nous arrivons à bien faire les choses, nous aurons cette université haut de gamme et je voudrais demander à l'Institut grand-ducal de nous soutenir activement dans cette démarche. Merci beaucoup de votre attention.

<sup>20</sup> Un document explicatif du *tenure track system* sera rendu public le moment venu. En Suisse romande on le traduit par « pré titularisation conditionnelle ».

**Président :** Merci, cher Recteur. Ce qui m'a beaucoup frappé, c'est qu'un grand nombre des choses que vous dites ne s'appliquent pas seulement à l'Université. Cela peut par exemple s'appliquer à une étude d'avocats. J'ai bien retenu plusieurs choses et il me semble que c'est à retenir, évidemment le niveau il y a aucune comparaison, c'est toute proportion gardée et si j'ai pris cet exemple, on en aurait trouvé sans doute d'autres et les hommes politiques qui sont autour de nous pourraient probablement fournir d'autres exemples. Mais est-ce que notre auditoire est de la même opinion ?

**Charles Krombach :** Voilà M. Tarrach, j'ai bien fait attention, mais ce que j'ai un peu regretté dans votre discours, c'est que vous n'avez pas parlé des élèves et si vous avez une université disons de haut niveau, je pense qu'il faut également avoir des élèves de haut niveau. Et si je regarde les sciences po en France ou d'autres universités de très haut niveau, ce qu'il faut, ce sont des concours à l'entrée, ce qu'il faut, comme vous le disiez, de grandes qualités humaines, d'autres qualités éventuellement scientifiques, des élèves qui pourraient faire grandir également l'école.

**Le conférencier :** Merci pour la question. J'ai deux réponses : la première est que la façon d'avoir les meilleurs élèves, c'est d'avoir les meilleurs professeurs. Ce n'est pas le contraire. C'était le contraire à l'époque de Bologne, il y a neuf cent et quelques années, parce que Bologne était l'université gérée par les étudiants. C'étaient les étudiants qui cherchaient les professeurs. Ce n'est plus le cas aujourd'hui. Deuxième réponse : vous avez touché à une question très intéressante, « est-ce qu'il faut sélectionner les étudiants à l'entrée ou non ? » C'est un grand sujet de débat à l'Université. Je vais vous donner mon avis là-dessus : il ne faut pas, au niveau du *bachelor*, au début des études, sélectionner à ce niveau, parce que vous ne pouvez pas faire une sélection qui donne les mêmes chances à tous les candidats, parce que probablement vous faites une sélection basée sur les notes qu'ils ont eues dans un lycée ou dans un autre, en Belgique ou à Shanghai. Vous faites une comparaison entre des choses que vous ne pouvez pas comparer. Dans les grandes écoles, c'est beaucoup plus simple. Ce sont tous des candidats de la France. Mais chez nous, c'est beaucoup plus complexe et je préfère un modèle où vous donnez les mêmes possibilités, si vous pouvez, à tous et après une année vous faites la sélection. Socialement, cela est beaucoup plus juste. Et puisque vous avez

mentionné les grandes écoles, je veux profiter pour faire une remarque. Il est très difficile d'y entrer et dans certaines grandes écoles, quand on y entre on sait déjà beaucoup mais ce qu'on y apprend n'est pas tellement extraordinaire. C'est-à-dire très souvent l'exploit de la grande école vient de la sélection à l'entrée, pas de la sélection à la sortie, pas de ce qu'on y a appris. Ce n'est bien sûr pour nous pas un modèle à suivre.

**Mme Patrizia Luchetta :** J'ai une double question par rapport à l'interdisciplinarité. Quelle est votre évaluation des centres interdisciplinaires par rapport à ce qu'ils peuvent apporter à l'Université en termes de distinction et en général, compte tenue de la convergence de plus en plus poussée des différentes disciplines ? Est-ce que la disciplinarité peut constituer à l'avenir un signe distinctif de l'Université ?

**Le conférencier :** On l'aimerait et si vous regardez précisément le *vision statement* de six lignes vous verrez que l'interdisciplinarité y est mentionnée. Maintenant, comme vous le savez très bien, pour cette approche interdisciplinaire il faut avoir une mentalité adéquate et très peu de professeurs ont cette mentalité, parce que, précisément, en général, ils ont fait leur carrière d'une façon très disciplinaire. On fait la carrière de professeur d'université encore aujourd'hui dans le cadre d'une discipline. On est nommé professeur parce qu'on a fait de très bonnes publications dans sa discipline. L'interdisciplinarité est encore regardée avec une certaine méfiance par beaucoup de grands professeurs et chercheurs. C'est beaucoup plus difficile de vraiment entrer dans la mentalité interdisciplinaire, que ce qu'on pense. Les centres interdisciplinaires sont aussi quelque peu dominés par une discipline, mais ils essaient de faire participer des gens d'autres disciplines. Par exemple, le droit : pour les deux centres *Security Reliability and Trust* et *Luxembourg Center for Systems Biomedicine*, le droit joue un rôle. La faculté de droit, d'économie et de finance commence à y participer, mais cela prendra du temps. Mais au fond tous les grands problèmes de la société sont des problèmes interdisciplinaires. Vous ne pouvez pas les approcher d'une façon mono-disciplinaire. Vous avez besoin du côté de la technologie et de la science dure, mais vous devez aussi tenir compte des conséquences économiques, des cadres légaux etc. A la fin traiter les grands sujets en profondeur requiert une approche interdisciplinaire. Vous savez que le modèle des bâtiments promu par le Fonds Belval est un modèle où l'on a évité d'utiliser des noms disciplinaires pour les maisons. On parle plutôt de la maison des sciences de la vie, de la maison du savoir, de la maison du nombre. Le « nombre » par exemple inclut les mathématiques et l'informatique. Une autre idée directrice pour Belval est

d'être ensemble, l'Université avec les CRP et d'autres institutions, pour promouvoir l'interdisciplinarité. Bon, on va voir, mais c'est un défi, sans doute.

**Mme Carpentier :** Vous avez signalé que la sélection à votre avis ne devait se faire qu'à la fin de la première année d'université. J'ai sous les yeux ici des tableaux de l'OCDE des échecs à l'université dans tous les pays de l'OCDE et également du taux d'achèvement des formations de niveau universitaire et on s'aperçoit que le taux d'échec et les taux d'achèvement posent énormément de problèmes pour au moins 30 % sinon plus des étudiants. Est-ce que le Luxembourg a à sa disposition un éventail de passerelles et de réorientations pour ces étudiants-là, car il ne s'agit pas seulement de sélectionner les meilleurs, mais d'orienter les autres vers des études qu'ils puissent réussir.

**Le conférencier :** Merci, Madame, de cette question. Oui, le taux d'échec c'est un des grands indicateurs utilisés un peu partout pour introduire des changements ou des réformes dans le système d'enseignement. Maintenant, il y a certaines règles qui sont très bien connues. Une, je l'ai mentionnée déjà : vous faites une sélection très forte à l'entrée, vous avez essentiellement zéro taux d'échec à la sortie. Mais, bien sûr, vous avez déjà éliminé la majorité des jeunes ! Il y a une autre règle très claire : vous faites payer *full cost* et le taux d'échec est très petit. Plus le taux d'échec est élevé, moins les étudiants paient. La situation extrême c'est quand vous faites - et vous payez, c'est cher ! - un MBA, et je vous assure, il n'y a pas d'échec. Qu'est-ce que cela veut dire ? Est-ce que cela veut dire que les gens qui paient beaucoup, ils sont beaucoup plus intelligents ? Ah non. Cela veut dire une autre chose : quand vous payez vous exigez et vous vous efforcez. Le taux d'échec, il faut faire attention comment on l'utilise. Si vous voulez, si le Gouvernement nous dit dans notre prochain plan quadriennal, dans notre prochain contrat, « Diminuez le taux d'échec » nous ferons deux choses. On fera la sélection à l'entrée et on multipliera par dix les frais d'inscription. Nous aurons un échec beaucoup plus petit. Il faut dire les choses comme elles sont. Néanmoins, les jeunes qui échouent sont toujours un problème, et c'est à ce point où tout d'un coup j'ai vu qu'on ne fait pas assez. Vous avez mentionné la réorientation. On ne la fait pas ou trop peu. Un problème est que des gens qui ne s'inscrivent plus chez nous on ne sait pas ce qu'ils deviennent. On ne sait pas s'ils vont à une autre université pour continuer leurs études. Dans ce cas-là ce n'est pas vraiment un taux d'échec, mais on ne le sait pas. On communique avec eux, mais en général un étudiant qui part ne répond pas, je le comprends aussi, il n'a pas envie de commencer à expliquer « Moi, maintenant je fais des études ailleurs,

parce que ... ». Et puis il y a bien sûr des gens qui commencent à travailler et par après reprennent les études un peu plus tard. Il y a des choses, des situations très différentes qui ne sont pas toutes des situations mauvaises, mais il y a bien sûr la situation mauvaise d'un étudiant qui a passé trois ans chez nous, qui abandonne et qui par après ne retire aucun profit de ce temps. Bon, disons qu'il retire un profit trop limité.

**Henri Etienne :** J'aimerais me référer à votre position de principe que c'est l'autonomie académique garante de la garantie, ensuite vous avez dit que la meilleure garantie d'une bonne qualité des professeurs c'est l'évaluation par les élèves. C'est ce que demandent les étudiants. Alors, de manière extrêmement concrète, je voudrais savoir si l'Université du Luxembourg a un système unifié et obligatoire à travers les différentes facultés pour l'évaluation des professeurs ou les étudiants.

**Le conférencier :** Merci pour la question. On a des évaluations faites par les étudiants, mais aujourd'hui elles n'ont pas de conséquences. Et si vous faites une évaluation sans conséquences, après un certain temps vous ne la ferez plus. J'insiste, lors des réunions avec mon équipe, je dis « Tout cela est très bien, mais on ne peut pas continuer à faire une chose qui n'a pas de conséquences ». Précisément dans le système de *tenure track* l'évaluation des étudiants est une pièce essentielle pour transformer la *tenure track position* en une *tenured position*. C'est un critère essentiel. De nouveau, les étudiants quand ils paient, ils exigent beaucoup plus que quand ils ne paient pas. Je ne sais pas si vous vous souvenez qu'à Harvard il y a eu un président qui a été viré. C'est un économiste très, très connu qui a joué un rôle très important dans l'Administration d'Obama, et il a été viré parce qu'à la faculté d'*Arts and sciences* - la plus grande - les étudiants qui paient quarante ou cinquante mille dollars par an, n'avaient jamais vu un des prix Nobel qui sont relativement nombreux à Harvard, parce que c'était toujours le *teaching assistants* - les post-docs - qui donnaient les cours. Et à un certain moment ils ont dit « Ecoutez, on paie quarante ou cinquante mille dollars, on aimerait voir tous ces savants que vous avez quelque part ici. » Il y a eu un très fort débat qui à la fin a coûté - bon il y avait un autre aspect, un commentaire sur les femmes - le poste au président de Harvard. Vous avez raison, il faudra voir comment on fait jouer un rôle aux évaluations des étudiants. C'est facile de le faire dans le système *tenure track*, parce qu'il y a une période d'essai, comme il se doit. Une fois vous donnez un CDI à un enseignant-chercheur chez nous, je ne peux pas imaginer qu'on puisse le licencier sur base d'une série d'évaluations négatives de la part des étudiants. On reviendra sur ce sujet !

**Intervenant (Mme Peggy Frantzen?) :** Est-ce que le problème n'est pas au début, au recrutement ? Est-ce qu'on ne cherche pas peut-être un peu trop les compétences scientifiques mais on ne regarde pas les compétences de l'enseignement, parce qu'à Luxembourg il n'y a même pas la *venia legendi* qui est demandée.

**Le conférencier :** Absolument. À la prochaine réunion avec l'équipe de direction, la semaine prochaine, j'ai exactement ce sujet sur l'ordre du jour. J'aimerais que, quand le jury qui fait le recrutement, quand ils ont la liste des personnes qu'ils proposent pour nommer, qu'ils invitent à ce moment-là le premier candidat à donner une conférence publique à l'Université, ouverte à tout le monde, pour qu'on puisse débattre, parler avec cette personne, lui poser des questions, voir comment cette personne est capable de donner un cours, de donner une leçon. Bon, cela prendra un peu plus de temps, mais alors ! On prend une décision très importante - embaucher ou pas un professeur à vie - dans un temps trop court. Il faut faire beaucoup plus que ce que l'on fait, et on le fera.

**Mme Anne Brasseur :** Monsieur le Recteur, j'ai deux questions. La première, vous avez parlé de l'importance des humanités. Or les humanités devraient également s'appliquer à toutes les facultés. Seulement, est-ce que vous réussirez à faire entrer cette idée de l'importance des humanités également dans les autres facultés ? C'est ma première question. La deuxième, c'est une question politique. Vous avez parlé de la nouvelle loi qui est en préparation, vous avez parlé de plusieurs sujets, par exemple le fait de toujours diviser l'Université en facultés et vous dites que cela va à l'encontre de la flexibilité. Quels sont les points d'après vous, les points essentiels qu'il faudrait encore changer au projet de loi pour atteindre le but d'une université d'excellence ?

**Le conférencier :** Je vais répondre à la première question et faire un petit commentaire à propos de la deuxième. Les humanités et leur rôle pour les autres disciplines : oui, vous avez raison, c'est la raison pour laquelle j'aimerais avoir une faculté des sciences et humanités. Les facultés ont une tendance de se renfermer sur elles-mêmes. On a l'avantage d'être une petite université. Dans une petite université ce manque d'ouverture ne devrait pas exister et on va lentement introduire l'idée d'avoir ce que les Anglo-Saxons appellent *a major and a minor*, c'est-à-dire, lorsque vous faites un *bachelor* dans une certaine discipline, vous devez aussi choisir une deuxième discipline, un peu moins importante du point de vue de la quantité d'heures que vous suivrez, cela permettra très souvent de faire la biologie et la philosophie par exemple, ou faire l'ingénierie et l'entrepreneuriat, c'est-à-dire d'offrir des combinaisons très intéressantes.

On ne le fait pas encore, mais nous devrions le faire, parce qu'on est une jeune université qui a la force pour les réformes.

La modification de la loi a été discutée lors de la dernière réunion du conseil de gouvernance en présence de notre ministre de tutelle et il nous a dit que c'était maintenant le moment de faire approuver les modifications, et pas le moment de faire des nouvelles propositions. C'est sans doute correct, mais beaucoup de sujets que j'ai mentionnés vont revenir inévitablement à l'avenir. Mais aujourd'hui, chère Madame Brasseur, ce serait « *politically incorrect* » d'y revenir.

**Alain Georges :** Monsieur le Recteur, vous avez dit au début que l'Université devrait être « *relevant to her country* ». Nous sommes un pays qui revendique un passé industriel prestigieux. Nous revendiquons toujours aujourd'hui un présent industriel vigoureux et le pays attend, vous l'avez dit, que vous soyez une couveuse d'entreprises nouvelles. Vous déménagez maintenant à Belval où les monuments industriels vous entourent. Est-ce que l'Université a une stratégie de renforcer la faculté des sciences, parce que les entreprises viennent rarement de la littérature latine. Est-ce que l'Université a une stratégie de développer les sciences pour l'adapter aux besoins futurs du pays, et pour définir alors également les disciplines qui seront choisies parce que l'avenir industriel ne sera pas certainement le reflet du passé industriel, donc c'est un problème très complexe, mais est-ce qu'il y a une réflexion dans ce sens dans votre faculté des sciences et dans votre rectorat ?

**Le conférencier :** Oui, sans doute. J'ai parlé à une association d'ingénieurs et architectes il y a quelques semaines et j'ai parlé précisément de ce sujet. Je partage votre avis absolument. Je crois que l'industrie sera à l'avenir beaucoup plus importante pour les pays avancés de l'Europe que ce que les gens pensent, parce que l'innovation industrielle, c'est-à-dire basée sur les atomes, est *falsifiable*, c'est-à-dire on voit très vite si elle fonctionne ou pas, si elle est commercialisable. Quand vous faites une innovation dans les services, par exemple dans le monde des banques, on ne la voit pas tout de suite, il y a des innovations où on découvre dix années plus tard, qu'elles ne faisaient aucun sens. Il y a le monde des atomes, pour lequel les lois de la nature nous disent si l'innovation en est vraiment une ou pas. Je crois que l'Europe et le Luxembourg devraient en faire plus, et ça suffit d'avoir toujours deux ans à l'avance pour transformer l'innovation en richesse. On a des écoles d'ingénierie extraordinairement bonnes en Europe. Cela suffirait pour l'Europe de continuer à être un continent avec un niveau de vie élevé. Le monde des services est beaucoup plus mobile, et il peut quitter l'Europe beaucoup plus rapidement. Les innovations

dans le monde des *bytes* (octets), comme elles ne sont pas contrôlées par les lois de la nature, mais le sont par les lois des hommes, sont d'une résilience moins solide, et sont pour de différentes raisons plus attirantes pour les pays en développement. C'est un sujet un peu complexe. Je ne peux pas faire un résumé maintenant, mais tout cela pour vous dire que oui, je crois fermement qu'il faut renforcer les ingénieries et les sciences. On est en train de le faire dans un certain sens, puisque les deux centres interdisciplinaires sont dans ce domaine. On va continuer à le faire, mais ce n'est pas facile pour une série de raisons. Et on a reçu d'ailleurs, je dois le dire, plus de soutien du secteur des services que du secteur industriel du pays. Mon expérience avec le secteur industriel du pays c'est que les mots sont encourageants, mais ne sont qu'exceptionnellement suivis par une réalisation.

**Georges Als** : Monsieur le Recteur, vous savez que le Luxembourg qui était un paradis pendant longtemps, connaît depuis cinq ans de graves problèmes au niveau des finances publiques. Or, je suis frappé qu'aucune étude sur ce sujet n'émane de la faculté de droit et de finance justement. Le sujet a été étudié à l'étranger, à Berlin notamment, mais pas au Luxembourg ce qui est un peu paradoxal. Alors la question que je me pose, est-ce que c'est parce que l'Université est payée par le Gouvernement luxembourgeois qu'elle s'abstient de toute prise de position sur un sujet qui pourrait déplaire au Gouvernement ?

**Le conférencier** : Cela commence à devenir difficile maintenant ! Monsieur Als, je crois que vous avez essentiellement raison. Maintenant, il ne faut pas oublier qu'on est une jeune université. Il ne faut pas oublier que quand je suis arrivé il n'y avait aucune formation complète, il y avait très peu de professeurs. Je me souviens, qu'en été 2005, il y avait, si vous comptez les chargés de cours, les assistants-professeurs et les professeurs en droit, une seule personne. Aujourd'hui il y en a 22. À cette époque-là, l'Université n'était pas là. L'Université est là aujourd'hui et c'est vrai qu'aujourd'hui elle devrait jouer beaucoup plus ce rôle que vous réclamez et qu'elle ne joue pas encore assez. Je prends note. Maintenant, vous dites, est-ce qu'on ne le fait pas parce que cela pourrait avoir des conséquences sur le financement de l'Université ? Je ne suis pas conscient de cette menace, et si on me pose la question, je crois que c'est plutôt que personne ne nous a demandé de le faire. C'est ça le problème. C'est un sujet qui a été soulevé par certains *think tanks* - ou embryons de *think tanks* - qui existent au Luxembourg. Il faudrait avoir beaucoup plus de discussions sur la situation financière et économique du pays, par exemple le *target 2*. Je n'ai vu ni entendu aucune discussion sur le *target 2*, aucune. C'est assez surprenant

qu'une menace immense – nous parlons de pas loin d'un quart de million d'euros par tête de pipe au Luxembourg – bien que potentielle, ne soit pas discutée d'avantage. Les économistes ne savent pas exactement si c'est une menace ou si ce n'en est pas une. C'est un exemple des discussions qui manquent. Maintenant, quand je discute avec les *think tanks*, le problème est que *to give unsolicited advice is always a bit dangerous or useless*, c'est-à-dire, donner un avis quand personne ne vous l'a demandé peut être perçu comme de l'arrogance académique, « maintenant il y a ce petit professeur qui vient et veut nous donner des leçons ». Mais quand j'ai parlé un peu de la pertinence de l'Université, je voulais aussi dire ça. Mais il faudrait aussi rencontrer un peu plus de réceptivité pour ce type de conseil du côté des personnes qui décident.

**Henri Etienne** : Monsieur le Recteur, je ne voudrais pas prendre votre rôle, mais je suis en mesure de défendre avec véhémence l'Université. Celui qui a lu le Luxemburger Wort, les pages économiques de samedi dernier, aura vu deux pages d'un des collaborateurs de l'Université avec le titre magnifique « *Le déficit du Luxembourg n'est pas suivi des autres des spécificités du Luxembourg* » et c'est un des meilleurs articles que j'ai lu sur ce sujet.

**Le conférencier** : C'est vrai, merci. Non, il y a sans doute des contributions intéressantes de certains de nos professeurs dans les débats sur les grands sujets. Il faudra faire davantage encore.

**André Elvinger** : S'il n'y a plus de questions, il me reste à remercier le Recteur à la fois pour le nombre de questions auxquelles il a répondu par sa conférence et la franchise avec laquelle il a répondu aux questions que l'auditoire a posées et je remercie l'auditoire également à ce titre. Nous avons à nouveau beaucoup appris. Dans vos mots du Recteur, toujours dans les quatre langues, je me rappelle mais je n'ai pas le texte, vous avez dit « *Plus on étudie, plus on a à savoir* » ou quelque chose comme cela.

**Le conférencier** : En général, plus on sait, plus on sait qu'on ne sait pas beaucoup.

**André Elvinger** : Et c'est un apprentissage auquel nous avons ensemble pris part cet après-midi. Merci d'avoir déjà la deuxième fois nous donné cet honneur. Quant à l'apport que l'Institut Grand-Ducal peut fournir, et bien il consiste tout d'abord à vous entendre, comme nous l'avons fait aujourd'hui et nous continuerons, je pense, à nous intéresser à l'Université. Depuis un certain temps nous nous portons avec l'idée d'une table ronde également à cet égard. Comme vous savez nous avons

organisé des tables rondes sur la Constitution, sur population, langue etc. et l'Université est l'un des sujets sur lesquels cette table ronde pourrait, j'espère prochainement, se porter. Ces tables-rondes se tiennent dans un cercle malheureusement un peu trop restreint, mais nous y pensons et nous rentrons ce soir avec la bonne conscience d'avoir quand-même fourni cette modeste tribune à l'Université et à avoir à nouveau, comme il faut toujours continuer à le faire, beaucoup appris. Merci.

## **II. IN MEMORIAM**

**Jules Stoffels**  
**(1920-2012)**



*M. Stoffels décoré de la Légion d'honneur*  
*Photo Archiv LW*

Le professeur Jules Stoffels, l'un des plus anciens membres de la section, dont il faisait partie depuis 1971, est décédé le 8 octobre 2012, à l'âge quasi-patriarcal de 92 ans. Selon l'avis mortuaire, il serait mort « subitement » - cependant depuis une demi-douzaine d'années, son état ne lui permettait plus de participer à nos séances, dont il avait été longtemps l'un des plus assidus et des plus actifs.

M. Stoffels a présenté pas moins de dix communications, dont la dernière, en 1999, portait sur les relations entre progrès social et progrès économique – rejoignant des théories keynésiennes, l'auteur y montrait que la hausse des rémunérations et des prestations sociales, loin de freiner l'économie, contribuait à son progrès par son effet sur la demande de biens et de services. Dans une même veine, il se fit un défenseur de l'indexation salariale. En même temps, cette analyse confortait sa position d'homme de gauche, voire d'extrême gauche. Plusieurs autres communications étaient consacrées à notre approvisionnement énergétique en relation avec, d'une part, l'intégration européenne, et d'autre part la coopération est-ouest. Une conférence touchant à la philosophie portait sur l'enseignement économique et la morale du bien. Toujours Jules Stoffels fut un membre des plus actifs, soit comme conférencier, soit comme discutant – ses interventions à ce dernier titre étaient soigneusement préparées et d'une longueur substantielle.

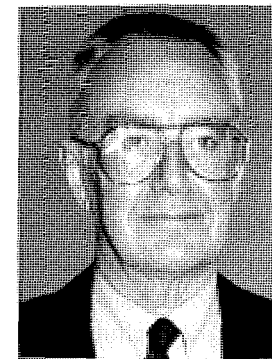
de sciences po à Paris, acquit le titre de docteur en sciences économiques ; il fut un enseignant apprécié d'économie dans plusieurs lycées du pays. Il se signalait aussi par de fréquents articles de presse, notamment dans les colonnes du Luxemburger Wort.

Ce scientifique avait eu une attitude courageuse sous l'occupation nazie. Fuyant l'enrôlement dans le Reichsarbeitsdienst, Jules Stoffels avait rejoint le maquis français. Ses mérites de résistant ont été largement reconnus, et récompensés notamment par 4 distinctions honorifiques françaises ; en 1998, dans une cérémonie à l'ambassade de France, Jules Stoffels se vit remettre les insignes de Chevalier de l'Ordre national de la Légion d'honneur. En 2006 il relata ses expériences dans un livre intitulé « Les Luxembourgeois dans les réseaux et le maquis en France 1941-1945 ».

La section des sciences morales et politiques s'associe aux hommages qui ont été rendus à son ancien membre.

Georges Als

## Gérard Rasquin (1927-2012)



Gérard Rasquin naquit le 30 juillet 1927. Il passa sa jeunesse à Esch-sur-Alzette d'où la grande carrière politique de son père Michel Rasquin pris son envol.

A la fin de ses études secondaires, Gérard Rasquin choisit d'étudier le droit, ce qu'il fit aux facultés de droit d'Aix en Provence/Marseille et de Paris. Après avoir obtenu le diplôme luxembourgeois de docteur en droit, il s'inscrivit le 29 juin 1954 au tableau des avocats stagiaires du barreau de Luxembourg. Toutefois, il n'acheva pas le stage judiciaire dont à l'époque la durée était de 3 ans. Car le 1er mars 1956 il donna suite à l'appel de Monsieur Charles-Léon Hammes, premier juge luxembourgeois à la Cour de Justice de la Communauté du Charbon et de l'Acier nouvellement créée. S'agissant de la première juridiction supranationale européenne appelée à appliquer un droit entièrement nouveau, que certains jugeaient même révolutionnaire, Monsieur Hammes souhaitait avoir auprès de lui un jeune juriste luxembourgeois, d'excellente formation, ayant une grande aisance dans les contacts professionnels et humains et dans la pratique des langues, notamment du français. Le candidat Rasquin répondait parfaitement à ce profil.

Il remplit si bien ses fonctions auprès du juge Hammes, que ses pairs avaient appelé à la présidence de cette Cour de 1964 à 1967, que lorsque celui-ci prit sa retraite en 1967, la Cour pensait ne pas pouvoir se priver du concours de ce collaborateur précieux. Gérard Rasquin passa ainsi du cabinet du Président Hammes à celui du Juge Pescatore, notre très éminent et très regretté membre, qu'il assistait de 1964 à 1985. Ensuite, on le voit successivement aux cabinets des Juges Mackenzie Stuart de 1985 à 1988 et Ole Due de 1988 à 1990, tous deux devenant Présidents de la Cour devenue entretemps Cour de Justice des Communautés Européennes, respectivement de 1984 à 1988 et de 1988 à 1994.

Il exerçait ainsi pendant trente-quatre ans, c'est-à-dire pendant toute sa carrière professionnelle, des fonctions importantes à cette haute juridiction.

Ayant acquis de vastes connaissances en matière de droit européen et de procédure devant les juridictions communautaires, il en fit bénéficier de nombreux étudiants par des cours donnés au Centre Universitaire de Luxembourg, au Centre Européen Universitaire de Nancy, à l'Ecole Nationale de la Magistrature à Bordeaux et à la Deutsche Richterakademie à Trèves et, après avoir pris sa retraite en 1994, à la Faculté de droit de Montpellier. Aussi notre Section très naturellement l'invitait-elle à siéger parmi nous comme membre effectif. Mais après quelques années il nous fit connaître que le volume de ses devoirs et responsabilités était devenu tel qu'il ne lui serait plus possible, comme cela est prévu, d'assister régulièrement à nos réunions et de participer activement à nos travaux. Avec regrets nous acceptâmes sa démission.

S'il a consacré toute son activité professionnelle à la pratique du droit communautaire, la grande passion de Gérard Rasquin a toujours été le sport et en particulier l'athlétisme. De haute taille et d'un port élégant, il commença très jeune à pratiquer avec talent et acharnement la course à pied. Il y réussit à ce point que rapidement il se haussa au plus haut niveau, collectionnant titres et médailles : douze fois champion national et quinze records nationaux. Il prit part aux jeux olympiques de 1952 à Helsinki sur 400m et dans le relais de 4x400m et de 1956 à Melbourne, étant par ailleurs finaliste sur 800m aux championnats européens de 1954 à Bern. C'était la grande époque de Josy Barthel. Il ne paraît pas qu'il eût trouvé parmi les membres de notre Section des précurseurs ni à ce jour des émules, encore que nous comptons parmi nous de grands sportifs dans d'autres disciplines.

Non content d'exceller dans la pratique active de l'athlétisme au plus haut niveau, Gérard Rasquin s'engagea tôt dans l'administration des organismes en charge de l'organisation et de la gestion des activités sportives. Sa compétence et son dynamisme furent vite reconnus, si bien qu'il est secrétaire général de la Fédération Luxembourgeoise d'Athlétisme de 1962 à 1973, président de la Commission Sportive du Comité Olympique Luxembourgeois de 1973 à 1977 et enfin, couronnement de sa carrière de dirigeant sportif, Président du Comité Olympique et Sportif Luxembourgeois de 1977 à 1989, comme successeur naturel de Josy Barthel, décédé prématurément. Dans l'exercice de cette dernière fonction, qu'il exerce avec une courtoise fermeté, il réussit de manière éclatante à tenir rassemblée la grande famille des sportifs, groupés dans bon nombre de clubs et de fédérations, dont les aspirations et prétentions sont souvent loin de converger.

C'est également comme Président du COSL qu'il se devait d'entretenir des relations étroites et confiantes avec SAR le Grand Duc Jean, membre pendant des décennies du Comité Olympique International. Pour consacrer le caractère cordial de ces rapports le Grand Duc le nomma Chambellan en service extraordinaire.

Au terme de tant d'activités professionnelles et sportives, Gérard Rasquin se retira sous le doux ciel méditerranéen à Montpellier.

Avec l'âge avançant, ses forces physiques et sa belle énergie le quittaient peu à peu. Jusqu'à la fin de ses jours son épouse et ses enfants lui rendaient largement la grande affection que pendant toute sa vie il leur avait portée.

Il s'éteignit paisiblement à Luxembourg le 11 décembre 2012.

Jacques Loesch

**Annette Schwall-Lacroix**  
**(16.7.1927 – 17.3.2013)**

Notre confrère Annette Schwall-Lacroix nous a quittés le 17 mars 2013, au terme d'une longue infirmité qui l'avait tenue à l'écart de nos réunions. Elle avait été, en effet, l'un des membres les plus assidus de notre Section, ne manquant aucune de nos conférences.

Son élection en 1994 était un hommage – tardif – à son activité inlassable au service des inégalités les plus choquantes qui affectaient, de son temps encore – et du nôtre –, les femmes en général et les femmes mariées en particulier. Faut-il rappeler que ce n'est que par la loi du 12 décembre 1972, parlant pudiquement « *des droits et devoirs des époux* », que furent supprimés les incroyables articles 215 et 217 du code civil, dûs au début du 19<sup>ème</sup> siècle à un consul misogyne : « *la femme ne peut tester en jugement sans l'autorisation de son mari* » et « *la femme, même non commune ou séparée de biens, ne peut aliéner, hypothéquer, acquérir à titre gratuit ou onéreux sans le concours du mari dans l'acte ou son consentement par écrit* », dispositions que la France avait modifiées en 1938 et supprimées en 1942, pourtant sous le régime de Vichy.

Annette Schwall-Lacroix n'avait cessé de se battre pour cette réforme. Elle présidait un club des « *Femmes Juristes* » qui se rencontraient régulièrement chez elle le soir pour donner de l'impulsion à la réforme et pour en proposer les textes. Là encore tardivement, elle reçut en 2008 le Prix Anne Beffort pour son rôle dans le combat pour l'égalité de la femme. C'est par contre très rapidement en 1975 qu'en reconnaissance de ses mérites elle fut élue membre du Conseil d'Etat : 134<sup>ème</sup> membre et première femme après 133 hommes, fonction qu'elle exerçait dans le respect de tous jusqu'au 16 juin 1999, atteinte par la limite d'âge.

Sa modestie n'avait pas empêché cette femme discrète d'être recherchée dans les cercles nationaux et internationaux, à preuve sa présence à la Fédération Luxembourgeoise des Femmes Universitaires, au



Conseil National des Femmes, à la Fondation Jean Monnet pour l'Europe et au Comité de l'Association Luxembourgeoise pour les Nations Unies.

Elle fut pendant de longues années présidente de la Croix-Rouge, section Luxembourg-Ville, à laquelle elle se dévouait corps et âme, et présidente du Cercle des Amis de Colpach. Elle était restée un pilier des girl-guides Campeuses Bronzées.

Annette Schwall-Lacroix était toutefois avant tout avocat. Elle était petite-fille d'avocat – son grand-père Léandre Lacroix était en outre Bourgmestre de la Ville de Luxembourg – et fille d'avocat – son père Alfred Lacroix était un avocat combatif et un ennemi juré des nazis – elle-même avait durant l'occupation été exclue du lycée et dû s'embaucher chez un jardinier.

Sa première famille était le Barreau. Son dévouement à la profession et à ses confrères se manifestait, au-delà des activités professionnelles, par une présence sans faille aux manifestations du Barreau. Les rallyes du Jeune Barreau pouvaient compter chaque année sur sa présence avec, au premier des stands, le légendaire café-croissants. En 1983, elle fut élue, de haute main, Bâtonnier de l'Ordre, deuxième femme (après Netty Probst) à accéder à cette charge à Luxembourg.

Elle formait avec son mari, Georges Schwall, depuis leur mariage en 1955, un couple exceptionnel. Georges Schwall, avocat puis magistrat, était un grand érudit et un juriste hors pair, connaisseur également du droit allemand et féru du droit romain qu'il enseignait pendant de longues années aux Cours universitaires pour le bonheur de ses étudiants. Il devint ensuite administrateur, puis en 1970 président du conseil d'administration de la Banque Générale du Luxembourg, dont Léandre Lacroix avait été le fondateur avec Alphonse Weicker, et qui, sous sa présidence, joua un rôle majeur et décisif dans le soutien de la sidérurgie en crise.

Annette Lacroix était, elle, présidente pendant presque 20 ans du conseil d'administration des Caves St Martin, membre du conseil d'administration de la Banque Générale du Luxembourg et d'autres entreprises luxembourgeoises telles que J.C. Printz et Soclair, devançant ainsi de loin l'appel de notre Commissaire européenne à une plus grande participation des femmes aux conseils d'administration des sociétés.

Annette et Georges partageaient ensemble non seulement le droit et les affaires, mais encore le sport dans de longues promenades, le canotage et, accompagnés de leurs neveux et nièces, des expéditions en montagne et en Islande.

L'affection que se portaient Annette et Georges – s'il est permis affectueusement de les désigner par leurs prénoms – se manifestait par le fait que, malgré ses campagnes courageuses pour l'émancipation des femmes, Annette choisit, contrairement à certaines de ses compagnes de combat, de figurer sous le double nom de son mari et du sien au tableau de l'Ordre des avocats, et d'ailleurs, à nos Actes, dans la liste des membres de notre Section.

Notre Section des sciences morales et politiques de l'Institut Grand-Ducal perd, avec Annette Schwall-Lacroix, une femme de grand mérite, généreuse et respectée de tous.

André Elvinger

### III. TABLEAU DES MEMBRES

de la Section des Sciences morales et politiques  
(Mars 2013)

La société, selon Auguste Comte, se compose de plus de morts que de vivants. Notre Section, progressivement, en fait l'expérience.

Statistique des membres:

1) par catégorie

2) par sous-section

Membres effectifs et agrégés (décédés: 32)	45	Droit	21
		Économie/Sciences sociales	13
		Philosophie	10
Membres correspondants (décédés: 3)	8		<hr/> 44
Membres d'honneur (décédés: 31)	5		
	<hr/> 58		

#### Présidents de la Section

Alphonse Huss	1967 – 1978
Carlo Hemmer	1978 – 1983
Edmond Wagner	1983 – 2004
André Elvinger	2004 –

#### Secrétaire Général

Georges Als

**Institut Grand-Ducal**  
**Section des Sciences morales et politiques**

**Tableau des Membres (2013)**  
(entre parenthèses: année de l'élection)  
(Préfixe téléphone et fax 00352)

*Membres effectifs et agrégés*

NOM ET PROFESSION	ADRESSE PRIVÉE	DROIT	ECO	PHILO
<b>AHLBORN Henri</b> (1978) Maréchal de la Cour hon. Tél.: 33 02 85 Fax: 33 09 33 Courriel: henri.ahlbarn@pt.lu	58, rue Belle-Vue L-7214 Bereldange		E	
<b>ALS Georges</b> (1966) Directeur hon. du Statec Prof. hon. à l'ULB Tél.: 44 22 46 Bureau: Tél + Fax: 45 65 63 Courriel: alsgeo@pt.lu	11, rue Adolphe L-1116 Luxembourg		E	
<b>BAUSCH Julie-Suzanne</b> Professeur GSM: 621 17 34 28 Courriel: julie-suzanne.bausch@education.lu	56, rue des Aubépines L-1145 Luxembourg			P
<b>CAMPAGNA Norbert</b> (1995) Professeur Tél.: 0033/3/82 216 139 Courriel: norbertcampagna@hotmail.com	3, allée des Marronniers F-54560 Serrouville			P
<b>ELVINGER André</b> (1978) Avocat Tél.: 24 13 90 ou bur. 44 66 440 Fax: 47 15 06 ou bur. 44 40 02 Courriel: andreelvinger@ehp.lu	174, av. de la Faïencerie L-1511 Luxembourg	D		
<b>ELVINGER Marc</b> (1991) Avocat Tél.: 45 24 17 – Fax: 44 22 55 Courriel: marcelvinger@ehp.lu	22, rue des Franciscaines L-1539 Luxembourg	D		
<b>ENTRINGER Henri</b> (1989) Directeur hon. de la C.E. Tél.: 44 51 19	31, rue Albert 1 <sup>er</sup> L-1117 Luxembourg		E	

NOM ET PROFESSION	ADRESSE PRIVÉE	DROIT	ECO	PHILO
<b>ETIENNE Henri</b> (1985) Directeur hon. de la C.E. Tél. et Fax: 40 57 15 Courriel: hetienne@pt.lu	4, rue P. de Coubertin L-1358 Luxembourg	D		
<b>FRIEDEN Luc</b> (1993) Ministre Tél.: 478-2701 – Fax: 22 19 80 Courriel: luc.frieden@fi.etat.lu	23, In der Grof L-5322 Contern	D		
<b>GÉRARD Edmond</b> (1988) Président de chambre à la Cour d'Appel Tél.: 44 28 39 ou bur. 47 59 81 363 Fax: 45 34 12 Courriel: m.e.gerard@pt.lu	24, rue Alphonse Munchen L-2172 Luxembourg	D		
<b>GOEDERT Georges</b> (1985) Professeur hon. à l'Athénée et au C.U. Tél.: 44 48 72 – Fax: 44 43 98 Courriel: geogoe@pt.lu	40, rue Schrobilgen L-2526 Luxembourg		P	
<b>GOEDERT Henri</b> (1979) Docteur en droit Tél.: 44 83 86 Courriel: goedejeh@pt.lu	62, rue Charlemagne L-1328 Luxembourg	D		
<b>HARLES Guy</b> (1985) Avocat Tél.: 621 163 043 ou bur. 40 78 78-204 Fax: 40 78 04-641 Courriel: guy.harles@arendt-medernach.com	9, rue J.B. Fresez L-1542 Luxembourg	D	(E)	
<b>HARPES Jean-Paul</b> (1968) Professeur hon. au C.U. Tél.: 44 55 57 – Fax: 45 74 01 Courriel: jean-paul.harpes@education.lu	119, Val des Bons Malades L-2121 Kirchberg		P	
<b>HAUSEMER Hubert</b> Professeur hon. Tél. et Fax: 51 09 39 Courriel: hubert.hausemer@education.lu	31, rue de Peppange L-3270 Bettembourg		P	
<b>HOSS Jean</b> (1979) Avocat Tél.: 45 43 30 Bureau: 44 66 440 – Fax: 44 22 55 Courriel: jeanhoss@ehp.lu	4, rue Pierre d'Aspelt L-1142 Luxembourg	D		
<b>KINSCH Patrick</b> (1991) Avocat Tél.: 26 26 73 Fax: 26 26 73 73 Courriel: patrick.kinsch@wka.lu	9, rue Jean Bertels L-1230 Luxembourg	D		

NOM ET PROFESSION	ADRESSE PRIVÉE	DROIT	ECO	PHILO
<b>KREMER Paul</b> (1985) Professeur au C.U. Tél. + Fax: 22 90 65 Courriel: p.a.kremer@web.de	12, rue de l'Avenir L-1147 Luxembourg			P
<b>LOESCH Jacques</b> (1979) Avocat Tél.: 44 52 18 ou prof. 26 08-1 Fax: 26 08-88 88 Courriel: jacques.loesch@linklaters.com	9, rue des Foyers L-1537 Luxembourg	D		
<b>MISCHO Jean</b> (2000) Ministre plénipot. hon. Avocat Général hon. à la Cour de Justice Européenne Tél.: 33 98 20 – Fax: 26 33 41 99 Courriel: mischoj@pt.lu	21, rue de la Paix L-7244 Bereldange	D		(Sc. po.)
<b>MOUSEL Paul</b> (1985) Avocat, Chargé de cours à l'Université du Luxembourg Tél.: 31 70 76 ou bur. 40 78 78-217 Fax: 40 78 04-667 Courriel: paul.mousel@arendt-medernach.com	13, rue de Dippach L-8055 Bertrange		D	
<b>MUHLEN Ernest</b> (1978) Ancien Ministre Tél.: 81 16 62 – Fax: 81 10 62 Courriel: ernmuhl@pt.lu	18, bd G.-D. Charlotte L-9024 Ettelbrück			E
<b>NEUEN Jacques</b> (1979) Juriste Tél.: 44 52 50 GSM: 691 46 73 05 Fax: 25 41 79 Courriel: jacques@neuen.lu	35, allée Pierre de Mansfeld L-2118 Clausen		D	
<b>PRUM André</b> (2002) Doyen de la Faculté de Droit (Université du Luxembourg) Tél.: 33 67 18 ou bur. 44 72 72 Fax: 45 24 70 Courriel: andre.prum@uni.lu	17, Bridelsknupp L-8135 Bridel		D	
<b>RAVARANI Georges</b> (2002) Président de la Cour administrative Tél.: 43 14 58 ou bur. 42 105-7869 Fax: 42 105-7872 Courriel: georges.ravarani@ja.etat.lu	24, rue Funck-Brentano L-1544 Luxembourg		D	

NOM ET PROFESSION	ADRESSE PRIVÉE	DROIT	ECO	PHILO
<b>ROMMES Jean-Jacques</b> Directeur de l'ABBL Tél.: 46 36 60-1 Fax: 46 09 21 Courriel: rommes@abbl.lu	P.O. Box 13 L-2010 Luxembourg	D		
<b>SCHMIT Roger</b> (1988) Professeur Tél.: 72 98 84 Courriel: roger.schmit@education.lu	4, rue des Bénédictins L-6414 Echternach		P	
<b>SCHULLER Guy</b> (1988) Conseiller écon. 1 <sup>re</sup> cl. au Statec Tél.: 30 90 84 ou bur. 247-84271 Courriel: guy.schuller@statec.etat.lu	13, rue Erasme L-1468 Luxembourg	E		
<b>SIWECK Jean-Lou</b> (2006) Lic. en journalisme Tél.: 26 33 06 67 Bureau: 478-8116 Courriel: jean-lou@siweck.com	28, rue Josy Welter L-7256 Walferdange	E		
<b>SPELLER Jules</b> Professeur hon. Tél.: 46 11 74	71, av. Pasteur L-2311 Luxembourg		P	
<b>SPIELMANN Dean</b> (2002) Juge à la Cour des droits de l'homme Tél.: 00 33-3-88 41 30 54 Fax: 00 33-3-88 41 27 30 Courriel: dean.spielmann@echr.coe.int	2, rue Wimpheling F-67000 Strasbourg	D		
<b>STEICHEN Alain</b> (200?) Avocat – Prof. à l'Uni Lux Tél.: 26025-1 – Fax: 26025-999 Courriel: asteichen@bsp.lu	2, rue Peternelchen Immeuble C2 L-2370 Howald	D		
<b>THEIS Robert</b> Professeur émérite à l'Université du Luxembourg Tél. + Fax: 31 63 93 Courriel: robert.theis@education.lu	4, rue de la Liberté L-8020 Strassen		P	
<b>THELEN Carlo</b> (2009) Chef Dépt. Econ. Chambre de Commerce Tél. bureau: 42 39 39 - 351 Courriel: carlo.thelen@cc.lu	6, rue Engelhardt L-1464 Luxembourg	E		

NOM ET PROFESSION	ADRESSE PRIVÉE	DROIT	ECO	PHILO
<b>TRAUSCH Gérard</b> (2000) Professeur hon. Tél.: 22 33 13 Courriel: getra@pt.lu	15, rue Fr. Clément L-1345 Luxembourg		E	
<b>URBÉ Robert</b> (2009) Porte-parole Caritas Luxembourg Tél.: 40 21 31-230 – Fax: 40 21 31-209 Courriel: robert.urbe@caritas.lu	p.a. Caritas 29, rue Michel Welter L-2730 Luxembourg		E	
<b>WAGENER Marco</b> (2006) Conseiller à la Chambre des Salariés Tél.: 621 249 802 Bureau: 27 494 – Fax: 27 494 Courriel: marwag@aol.com	Benediktinerstr. 10 D-54292 Trier		E	
<b>WEBER Raymond</b> (2007) Tél.: 23 69 75 20 GSM: 691 79 75 20 Courriel: rayweber@pt.lu	20, rue Jos Sunnen L-5403 Bech-Kleinmacher			
<b>WEITZEL Luc</b> (1993) Référéndaire Cour Justice C.E. Tél.: 22 30 35 ou prof. 43 03 22 53 Fax: 46 30 41 ou prof. 43 03 31 82 Courriel: weitzell@pt.lu	36, rue J.B. Fresez L-1542 Luxembourg	D		
<b>WIRTGEN Georges</b> (1979) Dir. hon. de l'ISERP Vice-Prés. de la Section de linguistique Tél.: 22 85 36 – Fax: 22 21 39 Courriel: georges.wirtgen@ci.rech.lu	14, rue Soupert L-2541 Luxembourg		P	
<b>WIWENES Georges</b> (2002) Premier avocat général Tél.: 47 59 81-331	62, avenue du Bois L-1250 Luxembourg		D	
<b>WURTH Michel</b> (1985) Dirigeant d'entreprise Tél.: 47 11 41 ou bur. 4792-2166 Fax: 4792-2695 Courriel: wurth@pt.lu michel.wurth@arcelormittal.com	43, rue d'Itzig L-5231 Sandweiler		E	

**THEWES Marc**  
Avocat

D

**Conseil d'administration de la Section**

Elvinger André	Président
Als Georges	Secrétaire général et Trésorier
Ahlborn Henri	Membre
Goedert Georges	Membre
Harpes Jean-Paul	Membre
Urbé Robert	Membre

*Membres décédés (année du décès)*

ARENDT Ernest (2003)	RASQUIN Gérard (2012)
DELVAUX Bernard (1972)	RAU Fernand (1994)
FABER Georges (1993)	RIES Adrien (1991)
HEIDERSCHIED Robert (1996)	SCHAAACK Robert (2010)
HEMMER Carlo (1988)	SCHABER Gaston (2010)
HIPPERT Paul (2010)	SCHILTZ Louis (2006)
HUSS Alphonse (1993)	SCHROEDER Paul (1999)
KAUFFMAN Joseph (1988)	SCHWALL-LACROIX Annette (2013)
KAYSER Armand	SIMON Armand (1996)
KONZ Fred (1980)	STOFFELS Jules (2012)
LIESCH Léon (1985)	THIRY Roger (2000)
MAUL Roger (1987)	WAGNER Edmond (2004)
MORES Edouard (2008)	WEBER Paul (Abbé) (1988)
OLINGER Jean (1999)	WEITZEL Albert (2010)
PESCATORE Pierre (2010)	WURTH Marcel (1972)
PRUSSEN Jules (1975)	ZAHLEN Jean-Pierre (1986)

*Membres correspondants*

**GREISCH Jean, Abbé** (1988)  
Prof. émérite à la Faculté de Philosophie  
Institut Catholique de Paris  
Chaire Guardini de philosophie de la religion  
Université Humboldt Berlin

Unter den Linden 6  
D-10099 Berlin  
Tél.: 0049 030 2093 2946  
Fax: 0049 030 2093 2107  
Courriel: Greisch@wanadoo.fr

**HELLMANN Rainer** (1968)  
Dr rer. pol.-journaliste et économiste

61, avenue Baron d'Huart  
B-1150 Bruxelles  
Tél.: 00322-7790922  
Fax: 00322-7632924  
Courriel: Rainer.Hellmann@brutele.be

**LALIVE d'EPINAY Pierre** (1990)  
Professeur hon. à la Faculté  
de Droit de Genève  
Etude: Lalive Avocats  
Dom: 13, rue des Sources  
CH-1205 Genève

35, rue de la Mairie  
CH-1211 Genève 6  
Tél.: 0041-22-319 87 00  
Fax: 0041-22-319 87 60  
Courriel: info@lalive.ch

**SITTER-LIVER Beat** (1998)  
Prof. Dr Dr h.c. (Lausanne)  
Université de Fribourg  
Dép. de philosophie

Altenbergstraße, 98  
CH-3013 Bern  
Tél.: 0041-31-3313243  
Fax: 0041-31-3313241  
Courriel: beat@sitter-liver.ch

**TOMUSCHAT Christian** (1985)  
Prof. Dr., Humboldt-Universität,  
Berlin Juristische Fakultät  
Dr h.c. (Univ. Zurich 2004)

Odilostrasse 25A  
D-13467 Berlin  
Tél.: 0049-30-405 414 86  
Fax: 00 49-30-405 414 88  
Courriel: Chris.Tomuschat@gmx.de

**VAX Louis** (1985)  
Professeur émérite à  
l'Université de Nancy

1, rue du Pressoir  
F-54850 Méréville  
Tél.: 0033-3-83 47 28 31

**WALINE Jean** (1985)  
Professeur émérite à la Faculté de Droit  
Université R. Schuman, Strasbourg  
Président de l'Institut Int. des Droits de l'Homme - René Cassin

4, avenue de l'Europe  
F-67000 Strasbourg Cedex  
Tél.: 0033-3-88 35 39 79  
Fax: 0033-3-88 25 18 33  
Courriel: jean.waline@laposte.net

**WELCH Cyril** (2012)  
Prof. hon. à la Mount Alison Univ. Canada

Tél.: 36 05 82  
Courriel: c.welch@mta.ca

*Membres correspondants décédés*

CALOT Gérard, Directeur hon. de l'INED (2001)  
MERGEN Armand, Prof. hon. de criminologie (1999)  
THOLL Gérard, Dozent, Bonn

## Membres d'honneur

NOM ET PROFESSION	ADRESSE PRIVÉE	DROIT ECO PHILO
<b>FLESCH Colette</b> (1979) Bourgmestre hon. de Luxembourg Anc. Vice-Prés. du Gouvernement	11 A, bd Prince Henri L-1724 Luxembourg Tél.: 47 39 10 – Fax: 46 39 15 Courriel: coflesch@pt.lu	E
<b>JUNCKER Jean-Claude</b> Premier Ministre du Luxembourg	4, rue de la Congrégation L-2910 Luxembourg Tél.: 247 82 101 Fax: 47 57 57 Courriel: ministere.etat@me.etat.lu	
<b>LESOURNE Jacques</b> (1988) Professeur hon. au Conservatoire National des Arts & Métiers Dépt. Économie et Gestion	52, rue de Vaugirard F-75006 Paris Tél.: 0033-1-43 25 66 05 Fax: 0033-1-56 24 47 98	E
<b>MART Marcel</b> (2009) Ancien Ministre Ancien président de la Cour des Comptes Européennes Maréchal de la Cour hon.	9, rue des Champs L-1323 Luxembourg Tél.: 49 51 21 GSM: 621 15 61 21 Fax: 40 92 11 Courriel: limart@pt.lu	
<b>SANTER Jacques</b> (2009) Ministre d'Etat hon. Ancien président de la Commission Européenne	33, boulevard Roosevelt L-2450 Luxembourg Tél.: 2478-8155 Fax: 2643-0999 Courriel: jacques.santer@me.etat.lu	

## Membres d'honneur décédés

<b>ANDERS Jérôme</b> (1983)	<b>MAJERUS Pierre</b> (1998)
<b>BECH Joseph</b> (1975)	<b>MULLER Jean-Pierre</b> (Rév.-P.)
<b>BIERMANN Pierre</b> (1981)	<b>RECKINGER Marcel</b>
<b>BIEVER Tony</b> (1990)	<b>REDING Marcel</b> (1993)
<b>BONN Alex</b> (2008)	<b>RODENBOURG Eugène</b> (1975)
<b>CALMES Albert</b> (1967)	<b>SAUVEPLANNE Jean Georges</b>
<b>FOOG Joseph</b> (1998)	<b>SCHAUS Lambert</b> (1975)
<b>FREDERICQ Louis</b> (Baron) (1981)	<b>SOLUS Henri</b> (1981)
<b>GANSHOF von der MEERSCH</b> Walter (1993)	<b>VERLOREN VAN THEMAAT</b> Pieter (2004)
<b>GOERENS François</b> (1992)	<b>WAGNER Camille</b>
<b>HAMMES Ch.-Léon</b> (1967)	<b>WEBER Paul</b> (1975)
<b>KRIEPS Robert</b> (1991)	<b>WEHRER Albert</b> (1967)
<b>JESCHEK Hans-Heirich</b> (2009)	<b>WELTER Félix</b> (1991)
<b>LEGROS Robert</b> (mai 2004)	<b>WERNER Pierre</b> (2002)
<b>LEVASSEUR Georges</b> (2003)	<b>WILWERTZ Paul</b> (1979)
<b>LOESCH Alfred</b> (1982)	

## IV. SYSTÈME DES PUBLICATIONS

1967-2013

- A. Actes de la Section (annuels)
- B. Cahiers (N° 1-13)
- C. Ouvrages spéciaux
- D. Communications individuelles
- E. Conférences publiques
- F. Éloges funèbres

### Disponibilité et prix

Les textes précédés d'un astérisque peuvent être obtenus en versant le prix au CCP à Luxembourg N° IBAN LU59 1111 0379 8356 0000 de la Section des Sciences morales et politiques (frais d'envoi compris):

Actes de la Section I-IX: 20 EUR, Vol. X ss. : 25 EUR  
 Cahiers 1-12: 15 EUR, N° 13: 6 EUR  
 Communications individuelles: 5 EUR  
 Ouvrages de Jules Prussen: 20 EUR par volume  
 Rapports d'un diplomate 1950-1962: 30 EUR  
 Art contemporain et société postmoderne: 20 EUR

Pour les textes non précédés d'un astérisque, s'adresser aux auteurs (cf. supra: Tableau des membres et adresses).

### Secrétariat de la Section

M. Georges Als, 11, rue Adolphe, L-1116 Luxembourg,  
 Tél. + Fax: 45 65 63 – Courriel: alsgeo@pt.lu

## Statistique des publications

19 volumes «Actes» (I à XVI, et III A-B-C)  
13 Cahiers + 3 cahiers inclus dans Actes XII, XIII et XIV  
5 ouvrages spéciaux  
près de 250 communications  
42 éloges funèbres  
plus de 7.000 pages

## Le système des publications Présentation

La Section publie essentiellement le résultat de ses travaux, c'est-à-dire les conférences ou «communications» présentées et discutées lors de ses réunions internes, exceptionnellement des conférences publiques, ou encore des ouvrages spéciaux préparés par ses membres.

Les communications font l'objet de volumes, annuels depuis 2000, appelés «**Actes**». Entre 1979 et 1999 on avait jugé plus expédient de publier les communications individuelles, système auquel on a par la suite renoncé, en raison de l'accumulation d'un grand nombre de fascicules peu maniables et . . . de leur publication souvent tardive! Pour combler le «trou» de vingt ans il a été décidé en 2005 de réunir les communications de cette période en trois volumes s'intercalant entre les volumes III et IV des Actes et pour cela appelés IIIA, IIIB et IIIC; ces volumes n'ont pu être édités qu'à un faible tirage, pour des raisons de coût. Dans ces trois volumes (comme d'ailleurs dans les autres volumes ainsi que dans les «Cahiers»), les communications ont été présentées selon l'ordre alphabétique des auteurs, la date de la communication étant toutefois indiquée entre parenthèses. On pourrait se demander pourquoi les Actes de la période 1979-1997 tiennent en seulement trois volumes. La réponse est triple. D'abord ces trois volumes contiennent chacun 11 communications alors que les volumes suivants n'en contiennent en moyenne que 7. En outre, cette période a vu publier 10 «Cahiers». Enfin, les communications d'Edmond Wagner ont été réunies dans un «Ouvrage spécial».

Les Actes ne réunissent toutefois pas l'intégralité des travaux. La série des «**Cahiers**» groupe des communications de plusieurs auteurs sur un même thème, comme p.ex. le suicide, la réforme de la constitution, la liberté de la presse, l'union monétaire, l'euthanasie, etc.

Une troisième série dénommée «**Ouvrages spéciaux**» contient, soit des oeuvres d'un membre décédé (p.ex. Jules Prussen, Edmond Wagner), soit des études ou collections de documents dues à un membre et rentrant dans l'objet de la Section (p.ex. Rapports d'un diplomate).

Enfin, pour faciliter les recherches, il a paru utile de reproduire la liste des **quelques 250 communications** selon l'ordre alphabétique des auteurs, avec également l'indication des prénoms.

## A. Actes de la section

Les Actes, qui dorénavant paraissent chaque année au mois de mai, reproduisent les textes des communications présentées.

### Actes: Vol. I 1968-69 128 p.

Séance académique du 24 octobre 1967

- Als G.: Fondements juridiques de la statistique (12.3.1968)  
 Bonn A.: Considérations sur la fonction législative du Conseil d'Etat (10.12.1968)  
 Muhlen E.: Possibilités et limites d'une politique des revenus (29.3.1968)  
 Muhlen E.: L'Union douanière dans la théorie économique (16.7.1968)  
 Pescatore P.: La protection des droits de l'homme dans l'intégration européenne (29.10.1968)  
 publié dans « Cahiers de droit européen »  
 Prussen J.: Fatalisme et logique (25.11.1968)

### Actes: Vol. II 1971-73 186 p.

Avortement: v. Cahier N°1

Journées du 12.4 et 3.5.1972

- Arendt E.: Origine et portée de l'art. 23 al. 4 de la Constitution (réforme des études supérieures) (15.3.1973)  
 Calmes C.: Fondement historique de l'art. 23 al. 4 (*id.*)  
 Elvinger A.: Obligation convertible et emprunt subordonné (27.2.1973)  
 Kauffman J.: Les données actuelles de la politique fiscale (23.3.1971)  
 Schaack R.: Réflexions sur la politique sociale (15.11.1971)  
 Stoffels J.: Régulation de la population et démographie (10.7.1972)

### Actes: Vol. III 1974-77 paru en 1999 274 p.

Le suicide: v. Cahier N°2

Journées du 2.6 - 20.11 et 2.12.1975

- Als G.: Evolution économique et chômage intellectuel (24.4.1974)  
 Als G.: L.-A. Quételet, savant universel et père de la statistique moderne (27.12.1974)  
 Als G.: Adam Smith, père de l'économie politique (4.6.1976)  
 Hemmer C.: Economie et écologie (27.1.1976)  
 Goedert G.: Nietzsche – son aspiration à un idéal surhumain (16.5.1977)  
 Harpes J.P.: A l'occasion du 250<sup>e</sup> anniversaire de la naissance de Kant (6.11.1974)

- Harpes J.P.: Adam Smith philosophe: Sympathie et éthique (4.6.1976)  
 Kunitzky N.: Indexation des revenus: système généralisé ou mesure d'urgence ? (3.12.1976)  
 Peccei A.: Quels horizons pour l'humanité ? Les alternatives du futur selon le Club de Rome (4.2.1977)  
 Stoffels J.: Economie énergétique et intégration européenne (24.2.1976)

### Actes: Vol. IIIA 1978-1984 (1<sup>er</sup> sem.) (édité en 2005)

Table alphabétique des auteurs (*date de la communication*)

- Batiffol H.: La jurisprudence, source de droit (16.5.1979)  
 Biermann P.: Nagakal: Schlangenstab und Schlangenzauber (22.5.1980)  
 Elvinger A.: Tendances actuelles du droit de la concurrence (15.10.1979)  
 Harpes J.-P.: Wittgenstein: Philosophie et langage (8.12.1978)  
 Heiderscheid A.: Particularités de la presse luxembourgeoise (7.7.1978)  
 Huss A.: Louis Marchand, écrivain luxembourgeois polyvalent (1983)  
 Kremer P.: La conception du langage d'après Foucauld (8.4.1981)  
 Kremer P.: Hegels Kritik der moralischen Weltanschauung (25.10.1983)  
 Ries A.: Le Zollverein à rebours? (12.5.1979)  
 Stoffels J.: La mutation nécessaire des PME luxembourgeoises (20.3.1984)  
 Wagner N.: L'évolution du droit de la responsabilité civile (1.12.1980)

### Actes: Vol. IIIB 1985 (2<sup>e</sup> sem.) -1990 (1<sup>er</sup> sem.) (2005)

Table alphabétique des auteurs (*date de la communication*)

- Ahlborn H.: Luxembourg – Ses défis en l'an 2000 (25.1.1988)  
 Arendt E.: Aspects nouveaux de la responsabilité de la puissance publique (6.11.1989)  
 Goedert G.: Schopenhauers Willensmetaphysik und Mitleidsethik (24.10.1988)  
 Harpes J.-P.: La méthode dialectique de Marx à l'époque de la genèse du «Capital» (4.12.1984)  
 Hausemer H.: La philosophie personnaliste de Karol Wojtyla (3.6.1985)  
 Hausemer H.: Qu'est-ce qu'une personne? La contribution du personnalisme d'Emmanuel Mounier (1905-1950) (14.5.1990)

- Kremer P.: Das gute Gewissen und das Böse (22.10.1984)  
 Lesourne J.: L'économie européenne dans un monde d'incertitudes (9.3.1988)  
 Ries A.: L'agriculture lux. à l'ore du XXI<sup>e</sup> siècle (30.6.1986)  
 Ries A.: J'ai prié pour vous à Compostelle (1988)  
 Stoffels J.: Approvisionnement énergétique de l'Europe et coopération est-ouest (7.7.1986)  
 Thill A.: La lutte contre la pauvreté (21.11.1988)

**Actes: Vol. IIIC 1990 (2<sup>e</sup> sem.) - 1997 (2005)**

- Berlinger R.: Der Traum des Sokrates (28.6.1990)  
 Campagna N.: Darf ein liberaler Staat die Pornographie verbieten ? (23.10.1995)  
 Campagna N.: Démocratie, libéralisme et république (16.1.1997)  
 Elvinger A.: Le secret professionnel dans l'actualité (24.10.1990)  
 Entringer H.: Présence de ressortissants luxembourgeois à la Commission européenne (1994)  
 Harpes J.-P.: Il faudra, tout de même, une université à Luxembourg (20.1.1992)  
 Kremer P.: Seelenwanderung und Ich-Analyse (10.5.1996)  
 Neuen J.: Mediapolis ou Themis au pays des merveilles (16.1.1991)  
 Olinger J.: Réflexions à propos des dépenses fiscales (11.6.1991)  
 Ries A.: Mobilität – Staatsbeamtestaat – Eis Sprooch(en) (14.11.1990)

**Actes: Vol. IV 1998-99 264 p.**

- Als G.: Dans l'intimité de Brigitte Bardot (17.3.1998)  
 Campagna N.: Montesquieu, le libéralisme et la religion (5.5.1998)  
 Campagna N.: Justice et parité (3.3.1999)  
 Kremer P.: Hello Dolly (à propos du clonage) (30.11.1998)  
 Sitter-Liver B.: «Würde der Kreatur» – Ein Grenzbegriff (15.6.1998)  
 Stoffels J.: Le social, entrave au progrès économique ? (24.3.1999)  
 Wagner E.: Science et responsabilité (1.10.1998)  
 Wagner E.: Problèmes éthiques du clonage (30.11.1998)

**Actes: Vol.V 2000 296 p.**

- Campagna N.: Les limites morales de la souveraineté nationale  
 Goedert G.: Nietzsche, philosophe«inactuel»  
 Pescatore P.: Lecture critique de l'encyclique «Fides et Ratio»

- Schuller G.: L'économie de très petit espace face à la globalisation  
 Vax L.: Les daimons de Ronsard et les diables de Bodin

**Actes: Vol. VI 2002 264 p.**

- Als G.: Le duel Churchill-Hitler en été 1940  
 Bauler A.: Souveraineté nationale et développement économique: le cas du Luxembourg  
 Campagna N.: Defensor iuris: Der Jurist Carl Schmitt und der Krieg  
 Campagna N.: La société libérale et Léviathan  
 Tausch G.: Développement socio-économique du Luxembourg et structures scolaires  
 Tausch G.: La triple ouverture économique, démographique et socioculturelle du Luxembourg  
 Tausch G.: L'immigration au Luxembourg: quelques réflexions

**Actes: Vol. VII 2003 308 p.**

- Garapon A.: La justice pénale internationale  
 Pescatore P.: La philosophie du droit au tournant du millénaire  
 Schuller G.: Economie et bonheur  
 Tausch G.: Les 400 ans de l'Athénée de Luxembourg

**Actes: Vol. VIII 2004 340 p.**

- Campagna N.: La confiance comme problème de la philosophie politique  
 Elvinger A.: Droit fiscal et confiance  
 Entringer H.: Confiance et management  
 Goedert H.: La chute du gouvernement de la Fontaine en novembre 1848  
 Hausemer H.: Confiance et religion  
 Schuller G.: Economie et confiance  
 Tausch G.: Démographie, famille, société et confiance au Luxembourg  
 Wagner E.: Science et confiance

**Actes: Vol. IX 2005 360 p.**

- Campagna N.: Immanuel Kant et la morale sexuelle (26.10.2004)  
 Elvinger A.: Le Juge à l'école ou: Der Richter und sein D(H)enker (28.9.2004)  
 Annexes: Le débat dans la presse  
 Interventions des membres

- Greisch J.: «Horror religiosus»: l'âpre goût de l'absolu et le problème de la tolérance (14.12.2004)
- Mischo J.: Le projet d'une Constitution pour l'Europe (1.2.2005)
- Pescatore P.: La séparation des pouvoirs et l'office du juge, de Montesquieu à Portalis (23.11.2004)
- Speller J.: Pour comprendre le procès de Galilée (1633) (17.2.2004)
- Trausch G.: Création d'une fonction publique moderne au Luxembourg (15.3.2005)

**Actes: Vol. X**                      **2007**                      **314 p.**

- Als G.: La révolution sexuelle et ses problèmes  
Où va la Sibérie ?
- Harpes J.-P.: Les comités d'éthique: Fonctionnement et objet
- Hausemer H.: Teilhard de Chardin: Foi et Science
- Kremer P.: La fin de l'homme
- Mischo J.: Les paramètres d'une solution du conflit israélo-palestinien
- Schuller G.: La réémergence de la Chine
- Tarrach R.: En attendant Belval
- Entringer H.: L'Université du Luxembourg: Analyse critique

**Actes: Vol. XI**                      **2008**                      **354 p.**

- Campagna N.: D'un prétendu droit du coupable à la sanction pénale
- Hausemer H.: Athéisme et problème du mal
- Ravarani G.: Quel(s) juge(s) voulons-nous ?
- Sitter Liver B.: Albert Schweitzer : Bioethik im Rahmen einer umfassenden Seinsethik
- Steichen A.: La légitimité des droits de succession
- Steiwer J.: La démocratie en question
- Wagener M.: La fin du travail
- Weber R.: La coopération au développement: enjeux, perspectives et politiques

**Actes: Vol. XII**                      **2009**                      **296 p.**

- Eeckhout C.: La Bible et l'archéologie
- Elvinger M.: De la difficulté à amener ceux qui font les lois à les respecter
- Frieden L.: Le rôle de l'Etat luxembourgeois au XXI<sup>e</sup> siècle
- Kinsch P.: Probabilité et certitude dans la preuve en justice

- Theis R.: Religion im Denken der deutschen Aufklärung
- Colloque:** Soins Palliatifs & euthanasie cf infra Cahier N°13a

**Actes: Vol. XIII**                      **2010**                      **460 p.**

- Eeckhout C.: Les textes de Qumrân au bord de la Mer Morte
- Loesch J.: Quels avocats avons-nous ?
- Mischo J.: La candidature de la Turquie et la question des limites de l'Union Européenne
- Prum A. et Ergec R.: La liberté académique et ses problèmes
- Rommes J.-J.: Finance et éthique
- Siweck J.-L.: Le défi énergétique vu du Luxembourg
- Spielmann D.: La Cour européenne des droits de l'Homme et la marge d'appréciation nationale
- Table ronde:** Population luxembourgeoise, nationalité, intégration, langue cf infra Cahier N°14

**Actes: Vol. XIV**                      **2011**                      **384 p.**

- Campagna N.: L'éthique de la sexualité à la recherche de son principe
- Feyder N.: L'intervention des N.U. au Congo
- Cloos J.: Y a-t-il une gouvernance européenne ?
- Goedert G.: Schopenhauer: Vorstufen der Willensverneinung
- Hausemer H.: Lessings Ringparabel aus Nathan der Weise: ein praktikables Modell für den Religionsfrieden ?
- Table ronde:** Révision de la constitution: où en sommes-nous ? cf infra Cahier N°15

**Actes: Vol. XV**                      **2012**                      **336 p.**

- Bausch J.-S.: Zeitgemässe/unzeitgemässe Betrachtungen – reflexions sur Nietzsche et notre époque
- Campagna N.: L'Islam, les Lumières et la démocratie
- Elvinger A.: Le triomphe du droit et des droits fondamentaux: l'affaire KB
- Harpes J.-P.: L'anthropologie structurale de Claude Lévi-Strauss
- Juncker J.-C.: La gouvernance économique dans la zone Euro
- Thelen C.: Recherche et innovation – un état des lieux

- Als G.: Sacrifier l'avenir pour préserver le présent ?  
Les impasses des finances publiques
- Elsen Ch.: Les accords de Schengen: Bilan et perspectives
- Elvinger A.: Historique et évolution du droit d'auteur au Luxembourg,  
avec application aux travaux de l'Institut
- Hollerich J.-C.
- Mgr: Le Japon: une expérience vécue
- Jaans P.: L'association monétaire entre le Luxembourg  
et la Belgique (Contribution libre)
- Prum A.: Les ambitions et défis de la faculté de droit,  
d'économie et de finance
- Tarrach R.: Une université haut de gamme au Luxembourg:  
écueils, défis, stratégies

**B. Cahiers** (ordre chronologique)

Les «Cahiers» rassemblent les communications de plusieurs membres sur un même sujet. Dans chaque Cahier les communications ont été présentées dans l'ordre alphabétique des auteurs, pour la facilité des recherches.

**N° 1 La libéralisation de l'avortement****1973**

Tiré à part du vol. II (pp. 45-108)

Heiderscheid A.: Doctrine de l'Eglise et réflexions sociologiques

Liesch L.: Législation comparée

Prussen J.: L'avortement est-il immoral?

Dr Pundel P.: L'aspect médical

Pescatore P.: Notes de réflexion sur le problème  
de la «libéralisation»

Débat: Abbé P. Weber – E. Arendt – A. Heiderscheid –  
E. Muhlen – L. Liesch

**N° 2 Le suicide****1979**

Tiré à part du vol. III (pp. 55-135)

Huss A. (président): Paroles introductives

Als G.: Le suicide au Luxembourg. Analyse statistique

Konz F.: Le suicide dans le droit et la pratique des assurances

Dr Muller G.: Suicides et tentatives de suicide

Wagner E.: Recherche d'une définition.

Aspects philosophiques et moraux

**N° 3 Les étrangers et leur insertion à la collectivité luxbg. (116 p.)****1980**

Als G.: Les étrangers au Luxembourg: aspects économiques  
et démographiques

Kunitzki N.: Les étrangers et leur intégration au corps social

Olinger J.: Le statut fiscal des étrangers

Ries A.: Les étrangers dans l'agriculture luxembourgeoise

Ruppert Ch.: Sécurité sociale des travailleurs migrants

Wirtgen G.: Performances scolaires des élèves étrangers  
et luxembourgeois

Hemmer C.: Conclusions

(président)

**N° 4 Presse écrite et télécommunications (134 p.)****1983**

Hemmer C. (président):	Introduction
Heiderscheid A.:	L'imprimerie, la presse et l'électronique
Neuen J.:	L'évolution de la radiodiffusion au Luxembourg
Ries A.:	L'économie de la presse écrite au Luxembourg

**N° 5 La liberté de la presse dans la loi luxembourgeoise (180 p.)****1985**

Bonn A.:	L'abus de la liberté de la presse
Heiderscheid A.:	Considérations historiques sur la loi actuelle
Hemmer C.:	La notion de la liberté de la presse
Huss A.:	Observations particulières sur la chronique judiciaire
Kunitzki N.:	Problèmes, insuffisances, perspectives d'avenir
Liesch L.:	Liberté d'expression et droits de l'homme
Mergen A.:	Les aspects criminologiques du problème
Ries A.:	Un journaliste a-t-il le droit d'inventer des nouvelles?
Thiry R.:	Problèmes de la responsabilité et des prescriptions

**N° 6 Enseignement public et éducation morale (92 p.)****1987**

Wagner E. (président):	Introduction
Flesch C.:	L'article 48 de la loi du 10 mai 1968
Hausemer H.:	Pour une éducation morale à l'école publique
Kremer P. et Schneider J.-Cl.:	Pour une éducation morale autonome à l'école
Stoffels J.:	L'enseignement économique et la morale du bien
Thiry R.:	L'enseignement moral et les objections qu'il peut rencontrer
Vax L.:	Pour la neutralité de l'enseignement à l'égard des problèmes de morale
Wagner E.:	L'éducation de l'homme, personne morale
Weber P. (abbé):	Le droit des parents et l'obligation de l'Etat concernant une formation morale dans les écoles publiques

**N° 7 Commémoration Descartes (40 p.)****1988**

Kremer P.:	Adieu René !
Harpes J.-P.:	... et pourtant
Wagner E.:	Connaissance et évidence

**N° 8 Réflexions sur la réforme de la constitution****Arendt E.:**  
**Arendt E.:****Bonn A.:****Elvinger A.:**  
**Hemmer C.:**  
**Huss A.:****Kauffmann J.:****Ries A.:****Thiry R.:**  
**Waline J.:****Weitzel A.:**

Le clair-obscur de l'art. 50 de la constitution  
Origine et portée de l'art. 23 al.4  
de la constitution  
Faut-il procéder à une réforme globale  
de la constitution ?  
La constitution et le droit au juge impartial  
Intervention sur la communication de M. Huss  
L'accentuation des dispositions visant  
le referendum  
Observations sur les communications  
de MM. Elvinger, Pescatore et Thiry  
Enseignements à tirer de certaines constitutions  
étrangères  
Droit de grève et liberté de travailler  
Le contrôle juridictionnel de  
la constitutionnalité des lois  
La constitution et les droits fondamentaux

**N° 9 Le marché unique de 1993 et ses répercussions sur le Luxembourg****1989****Volume I (100 p.)****Wagner E. (président):**  
**Braun F.:****Cloos J.:****Etienne H.:****Goergen R.:**  
**Schaack R.:****Stoffels J.:**

Introduction  
Le grand marché de 1992 au service du dév.  
écon. de l'Europe  
Den eur. Eenheidsmaatw. de Ministerrot  
e gesait  
Propriété industrielle et intellectuelle dans  
le marché unique  
L'action de la Communauté en matière fiscale  
Considérations sur la dimension sociale de  
l'Acte unique  
L'approv. énergétique au sein du marché unique  
européen

**Volume II (66 p.)****1990****Etienne H.:**  
**Mousel P. et Harles G.:****Ries A.:**  
**Stoffels J.:**

Le marché unique et la fiscalité  
La physionomie du droit lux. dans un marché  
unique  
1992 oder 2991?  
Harmonisation de la fiscalité indirecte

**Annuaire de l'économie lux. (40 p.)** 1992

Wagner E. (président): Introduction  
 Heiderscheid A.: Un cas précis: L'Imprimerie Saint-Paul  
 Neuen J.: Le secteur audiovisuel (case study)  
 Stoffels J.: Observations théoriques et pratiques concernant la mobilité et la flexibilité des systèmes économiques

**N° 11 Le traité de Maastricht et la constitution (57 p.)** 1993

Wagner E. (président): Introduction  
 Document de travail de Me E. Arendt  
 Observations de MM. A. Bonn, L. Frieden et de Mme C. Flesch  
 Etienne H.: Le contrôle de la constitutionnalité des lois au Luxembourg  
 id.  
 Schaack R.:

**N° 12 La problématique de l'Union monétaire européenne (136 p.)**

Wagner E. (président): Introduction  
 Als G.: L'union économique et monétaire  
 Etienne H.: Monnaie commune et souveraineté nationale  
 Flesch C.: La monnaie unique dans l'opinion publique  
 Hippert P.: L'entreprise face à l'union monétaire  
 Mersch Y.: Le point de vue gouvernemental sur l'union monétaire  
 Schoder J.-P.: Le Lux. peut-il adhérer à l'U.M. en l'absence de la Belgique?  
 Stoffels J.: Monnaie neutre ou monnaie active?  
 VerLoren  
 van Themaat P.: L'union monétaire dans la perspective d'une structure institutionnelle néoclassique  
 Werner P.: Les perplexités institutionnelles de l'union européenne  
 Weyland J.: Le débat sur l'UEM

**N° 13 Faut-il dépénaliser l'euthanasie ? (82 p.)** 2007

Rapports d'experts sur la situation légale en Allemagne, Belgique, France et aux Pays-Bas et textes législatifs

**N° 13a Colloque: Euthanasie et soins palliatifs (91 p.)** 2009

in: Actes Volume XII

Harpes J.-P.: Euthanasie et soins palliatifs  
 Une tentative de synthèse critique des communications et des débats

Campagna N.: Alice au pays des confusions  
 Quelques clarifications concernant l'euthanasie

Thill B. (Dr): Les soins palliatifs et la malade en fin de vie

Hausemer H.: Soins palliatifs et fin de vie  
 Cinq thèses philosophiques

Etienne H.: Euthanasie et sédation terminale

Kremer P.: L'autonomie de l'homme et l'euthanasie

Kinsch P.: Soins palliatifs et euthanasie:  
 Approche juridique

**Discussion**

Als G.: Euthanasie et soins palliatifs : quelques interrogations à propos du débat moral en cours

**N° 14 Table ronde: Population luxembourgeoise: nationalité, intégration, langue (126 p.)** 2010

in: Actes Volume XIII

Thelen C.: Aspects économiques : une société en mouvement, une plus value pour notre économie

Wagener M.: L'immigration et le monde du travail

Urbé R.: Intégration et cohésion sociale

Elvinger A.: La nationalité luxembourgeoise après la loi du 23 octobre 2008

Als N.: Langue luxembourgeoise et cohésion du pays : les défis de l'enseignement

Mischo J.: La langue, facteur de cohésion ou d'exclusion

**Discussion**

**N° 15 Table ronde: Révision de la constitution: où en sommes-nous ? (112 p.)** 2011

in: Actes Volume XIV

Introduction par le président de la Section

Introduction par la présidente de la table ronde (Colette Flesch)

Meyers P.-H.: La proposition de révision: cheminement historique, objectifs et portée générale

Gerkrath J.: La révision dans le contexte international

- [14]
- Harpes J-P.: Le chapitre 2 de la révision dans une optique philosophique
- Schmit P.: Les aspects institutionnels de la révision: revalorisation du gouvernement et du parlement
- Elvinger M.: Le rôle du chef de l'Etat dans la révision
- Discussion**
- Conclusion de la présidente

### C. Ouvrages spéciaux

- \*1. Georges ALS: Essais sur quelques économistes 100 p. 1987
2. Œuvres complètes de Jules Prussen (réunies par Jean-Paul Harpes) 240 p. 1985
  - \*Vol. I Essais et conférences (Introduction par Hubert Hausemer, Claudine Schabo, R. Koch)
  - \*Vol. II Apologie du solipsisme 406 p. 1986
  - \*Vol. III Cours de théorie de la connaissance et de métaphysique 366 p. 1992
- \*3. Robert ALS: Rapports d'un diplomate 1950-1962 624 p. 2003
  - Préface de M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre
  - Édité par Georges Als
- \*4. Henri ENTRINGER: Art contemporain et société postmoderne 190 p. 2004
5. Edmond WAGNER: In memoriam. Communications présentées à la Section 350 p. 2005
  - Préfaces de G. Als et N. Campagna
6. Henri ENTRINGER: Les défis de l'Université de Luxembourg 280 p. 2010
  - Préface de Rolf Tarrach, Recteur de l'U. du Luxembourg

[15]

### D. Communications des membres <sup>1</sup> (246)

(ordre alphabétique et chronologique)  
(entre parenthèses : nombre de communications)

- AHLBORN Henri (1)  
\* Luxembourg, ses défis en l'an 2000 in: Vol. IIIB
- ALS Georges (14)  
 \* Fondements juridiques de la statistique in: Vol. I 1970  
 \* Le chômage intellectuel in: Vol. III 1979  
 \* Quételet, savant universel et père de la statistique moderne in: Vol. III "  
 Le suicide au Luxembourg in: Vol. III "  
 \* Adam Smith, père de l'économie politique in: Essais 1976  
 Les étrangers au Luxembourg in: Cahier N°3 1981  
 \* Karl Marx et le socialisme scientifique in: Essais 1983  
 \* Optimisme et pessimisme dans l'histoire de la pensée économique in: Essais 1986  
 L'union économique et monétaire in: Cahier N°12 1997  
 \* Dans l'intimité de Brigitte Bardot in: Vol. IV 1994  
 \* Le duel Churchill-Hitler de 1940 in: Vol. VI 2002  
 Edmond Wagner (1931-2004) in: Ouvrage Spécial n°5 2005  
 La révolution sexuelle en Amérique (2003) in: Vol. X 2007  
 Où va la Sibérie? in: Vol. X 2007  
 Euthanasie et soins palliatifs: quelques interrogations in: Vol. XII 2009  
 Observations sur: La sexualité à la recherche de son principe in: Vol. XIV 2011  
 Sacrifier l'avenir pour préserver le présent ? les impasses de nos finances publiques in: Vol. XVI 2013
- ALS Nicolas (1)  
Langue luxembourgeoise et cohésion du pays: défis de l'enseignement in: Vol. XIII 2010
- ARENDT Ernest † (4)  
 Origine et portée de l'art. 23 al. 4 de la Constitution  
 Considérations à propos de la réforme des études supérieures in: Cahier N° 8  
 in: Vol. II  
 \* Le clair-obscur de l'art. 50 de la Constitution in: Cahier N° 8 1985

<sup>1</sup> Les communications sont en règle générale reproduites dans les ouvrages sub A, B, C ci-dessus.

* Aspects nouveaux de la responsabilité de la puissance publique	in: Vol IIIB	1990
BATIFFOL Henri (1) Conférence publique du 16.5.1979: *La jurisprudence, source de droit	in: Vol. IIIA	1979
BAULER André (1) Souveraineté nationale et développement écon.: le cas du Luxembourg (1815-1999) Livres: Les fruits de la souveraineté nationale Caisse Centrale Raiffeisen (332 p.)	in: Vol. VI	2001
BAUSCH Julie-Suzanne (1) Réflexions sur Nietzsche et notre époque	in: Vol. XV	2012
BERLINGER Rudolf Prof. Dr. (1) * Der Traum des Sokrates. Metaphysische Variationen zur Tonkunst	in: Vol. IIIC	1991
BIERMANN Pierre † (1) * Nagakal: Schlangentab und Schlangenzauber im antiken Vorderen Orient	in: Vol. IIIA	1981
BONN Alex † (3) Considérations sur la fonction législative du Conseil d'État Faut-il procéder à une réforme globale de la Constitution? L'abus de la liberté de la presse	in: Vol. I	1970
BRAUN Fernand (1) Le marché de 1993 au service du développement économique en Europe	in: Cahier N° 9	1989
CALMES Christian † (1) Le fondement historique de l'art. 23 al. 4 de la Constitution	in: Vol. II	1973
CALOT Gérard † (1) Conférence publique du 5 décembre 1995: Évolution démographique en Europe. Tendances actuelles et réponses politiques		non publié
CAMPAGNA Norbert (14) * Darf ein liberaler Staat die Pornographie verbieten?	in: Vol. IIIC	1996

Démocratie, libéralisme et république	in: Vol. IIIC	1998
Montesquieu, le libéralisme et la religion	in: Vol. IV	1999
Une parité hommes-femmes est-elle plus juste qu'une disparité?	in: Vol. IV	1999
Limites morales de la souveraineté nat.	in: Vol. V	2000
Carl Schmitt: le juriste et la guerre	in: Vol. VI	2002
Thomas Hobbes et la société libérale	in: Vol. VI	"
Confiance et philosophie politique	in: Vol. VIII	2004
Immanuel Kant et la morale sexuelle	in: Vol. IX	2005
Le rapport entre science et métaphysique dans la pensée d'Edmond Wagner	in: Ouvrage spécial N°5	
Tocqueville: Religion et droit		
D'un prétendu droit du coupable		
à la sanction pénale	in: Vol. XI	2008
Quelques clarifications concernant l'euthanasie	in: Vol. XII	2009
L'éthique de la sexualité à la recherche de son principe	in: Vol. XIV	2011
L'Islam, les lumières et la démocratie	in: Vol. XV	2012
CLOOS Jim (2) Den europäeschen Eenheitsmaart wéi de Ministerrot e gesäit Y a-t-il une gouvernance européenne ?	in: Cahier N°9	1989
	in: Vol. XIV	2011
EECKHOUT Père Christian (2) La Bible et l'archéologie Les textes de Qumrân	in: Vol. XII	2009
	in: Vol. XIII	2010
ELSEN Charles (1) Les accords de Schengen: Bilan et perspectives	in: Vol. XVI	2013
ELVINGER André (8) L'obligation convertible et l'emprunt subordonné	in: Vol. II	1973
* Tendances actuelles du droit de la concurrence	in: Vol. IIIA	1980
La Constitution et le droit au juge impartial	in: Cahier N° 8	1980
* Le secret professionnel dans l'actualité		1991
Droit fiscal et confiance	in: Vol. VIII	2004
Le Juge à l'école ou: Der Richter und sem D(H)enker)	in: Vol. IX	2005
La nationalité luxembourgeoise après la loi du 23.10.2008	in: Vol. XIII	(table ronde)

Le triomphe du droit et des droits fondamentaux: l'affaire KB	in: Vol. XV	2012
Historique et évolution du droit d'auteur à Luxembourg	in: Vol. XVI	2013
ELVINGER Marc (2)		
De la difficulté à amener ceux qui font les lois à les respecter	in: Vol. XII	2009
v. Cahier n°15: Table ronde sur la révision de la constitution	in: Vol. XIV	2011
ENTRINGER Henri (3) + 3 livres		
* Présence de ressortissants luxembourgeois à la Commission Européenne	in: Vol. IIIC	1994
La présence européenne à Luxembourg p.m. (Éd. des Cahiers lux., 238 p.)		1997
Le principe de confiance dans la théorie et la pratique du management	in: Vol. VIII	2004
Observations sur «Économie politique et confiance» de Guy Schuller	in: Vol. VIII	"
p.m. Art contemporain et société postmoderne		Livre 2004
Les défis de l'Université du Luxembourg	in: Ouvrages Spéciaux n°6	2010
ERGEC v. PRUM		
ETIENNE Henri (4)		
La propriété industrielle et intellectuelle dans le cadre du Marché unique	in: Cahier N° 9	1989
Le Marché unique et la fiscalité	in: Cahier N° 9	1990
Monnaie commune et souveraineté nationale	in: Cahier N° 12	1997
Euthanasie et sédation terminale	in: Vol. XII	2009
FEYDER Nadine (1)		
L'intervention des N.U. au Congo	in: Vol. XIV	2011
FLESCH Colette (2)		
L'article 48 de la loi du 10 mai 1968 portant réforme de l'enseignement secondaire	in: Cahier N° 6	1987
La monnaie unique dans l'opinion publ.	in: Cahier N° 12	1997
FRIEDEN Luc (1)		
Le rôle de l'Etat luxembourgeois au XX <sup>e</sup> siècle	in: Vol. XII	2009

GARAPON Antoine (1)		
La justice pénale internationale	in: Vol. VII	2003
GERKRATH Jörg (1)		
v. Cahier n°15: Table ronde sur la révision de la constitution	in: Vol. XIV	2011
GOEDERT Georges (4)		
* Nietzsche: son aspiration à un idéal surhumain	in: Vol. III	1979
* Schopenhauers Willensmetaphysik u. Mitleidsethik	in: Vol. IIIB	1989
Nietzsche philosophe «inactuel »	in: Vol. V	2000
Schopenhauer: Vorstufen der Willensverneinung	in: Vol. XIV	2011
GOEDERT Henri (1)		
La chute du gouv. de la Fontaine en 1848	in: Vol. VIII	2004
GOERGEN Robert (1)		
L'action de la Communauté en matière fiscale	in: Cahier N° 9	1989
GREISCH Jean (1)		
Horror religiosus: l'âpre goût de l'absolu et le problème de la tolérance	in: Vol. IX	2005
HARLES v. MOUSEL (1)		
HARPES Jean-Paul (10)		
* 250 <sup>e</sup> anniversaire de la naissance de Kant	in: Vol. III	1979
* A. Smith philosophe: Sympathie et éthique	in: Vol. III	"
* Wittgenstein: Philosophie et langage	in: Vol. IIIA	1980
p.m.: Édition des oeuvres de J. Prussen		1985-86
* La méthode dialectique de Marx à l'époque de la genèse du Capital	in: Vol. IIIB	1986
* R. Descartes: . . . et pourtant . . .	in: Cahier N° 7	1988
* Il faudra, tout de même, une université à Luxembourg	in: Vol. IIIC	1992
Les comités d'éthique	in: Vol. X	2007
Introduction au Colloque sur l'euthanasie v. Cahier n°15: Table ronde sur la révision de la constitution	in: Vol. XII	2009
L'anthropologie structurale de Claude Lévi-Strauss	in: Vol. XIV	2011
	in: Vol. XV	2012

HAUSEMER Hubert (8)		
* La philosophie personnaliste de Karol Wojtyla	in: Vol. IIIB	1986
Pour une ducation morale à l'école publique	in: Cahier N° 6	1987
* Qu'est-ce qu'une personne?		
E. Mounier 1905-1950	in: Vol. IIIC	1994
Religion et confiance	in: Vol. VIII	2004
Science et foi chez Teilhard de Chardin	in: Vol. X	2007
Athéisme et problème du mal	in: Vol. XI	2008
Soins palliatifs et fin de vie: 5 thèses	in: Vol. XII	2009
Lessings Ringparabel: ein praktikables Modell für Religionsfrieden?	in: Vol. XIV	2011
HEIDERSCHIED André (5)		
Avortement: Doctrine de l'Église	in: Vol. II	1973
* Particularités de la presse luxembourgeoise	in: Vol. IIIA	1980
Considérations hist. sur la loi de la presse	in: Cahier N° 5	1985
Mobilité et flexibilité: le cas de l'Imprimerie Saint-Paul	in: Cahier N° 10	1992
L'imprimerie, la presse et l'électronique	in: Cahier N° 4	1993
HEMMER Carlo † (3)		
* Économie et écologie	in: Vol. III	1979
* Insertion des étrangers: Conclusions du prés.	in: Cahier N° 3	1981
* La notion de liberté de la presse	in: Cahier N° 5	1985
HIPPERT Paul † (1)		
L'entreprise face à l'Union monétaire	in: Cahier N° 12	1997
HOLLERICH Jean-Claude Mgr. (1)		
Le Japon: une expérience vécue	in: Vol. XVI	2013
HUSS Alphonse † (1)		
Le suicide. Introduction	in: Vol. III	1979
* Louis Marchand, Écrivain luxembourgeois	in: Vol. IIIA	1983
* Observations sur la chronique (judiciaire)	in: Cahier N° 5	1985
L'accentuation des dispositions constitutionnelles visant le référendum	in: Cahier N° 8	1988
JAANS Pierre (1)		
L'association monétaire entre le Luxembourg et la Belgique	in: Vol. XVI	2013

JUNCKER Jean-Claude (1)		
La gouvernance économique dans la zone Euro	in: Vol. XV	2012
KAUFFMAN Joseph † (1)		
Les données actuelles de la politique fiscale	in: Vol. II	1973
KIEFFER Robert (1)		
L'avenir de nos pensions	in: Vol. XVI	2013
KINSCH Patrick (2)		
Probabilité et certitude dans la preuve en justice	in: Vol. XII	2009
Soins palliatifs et euthanasie: approche juridique	in: Vol. XII	2009
KONZ Fred † (1)		
Le suicide dans le droit des assurances	in: Vol. III	1979
KREMER Paul (9)		
* La conception du langage d'après Foucault	in: Vol. IIIA	1981
* Hegels Kritik der moralischen Weltanschauung	in: Vol. IIIA	1983
Pour une éducation morale autonome à l'école (avec J.Cl. Schneider)	in: Cahier N° 6	1987
* Das gute Gewissen und das Böse	in: Vol. IIIB	1984
* Adieu René! (Descartes)	in: Cahier N° 7	1988
* Seelenwanderung und Ich-Analyse	in: Vol. IIIC	1996
Hello Dolly	in: Vol. IV	1999
La fin de l'homme	in: Vol. X	2007
L'autonomie de l'homme et l'euthanasie	in: Vol. XII	2009
KUNITZKI Norbert von † (3)		
* L'indexation des revenus: système généralisé ou mesure d'urgence	in: Vol. III	1979
Les étrangers et leur insertion au corps social luxembourgeois	in: Cahier N° 3	1981
La liberté de la presse dans la loi lux.	in: Cahier N° 5	1985
LESOURNE Jacques		
Conférence publique du 9 mars 1988 (20 <sup>e</sup> anniversaire de la Section)		
* L'économie européenne dans un monde d'incertitudes	in: Vol. IIIB	1988
LIESCH Léon † (2)		
Libéralisation de l'avortement?	in: Vol. II	1973
Liberté d'expression en société démocratique et droits de l'homme	in: Cahier N° 5	1985

LOESCH Jacques (1)		
Quels avocats avons-nous?	in: Vol. XIII	2010
MERGEN Armand † (1)		
Liberté de la presse: aspects criminologiques	in: Cahier N° 5	1985
MERSCH Yves (1)		
Le point de vue gouvernemental sur l'Union monétaire	in: Cahier N° 12	1997
MEYERS Paul-Henri (1)		
v. Cahier n°15: Table ronde sur la révision de la constitution	in: Vol. XIV	2011
MISCHO Jean (4)		
Le projet d'une constitution pour l'Europe	in: Vol. IX	2005
Paramètres d'une solution du conflit israélo-palestinien	in: Vol. X	2007
La candidature de la Turquie et la question des limites de l'Union européenne	in: Vol. XIII	2010
Langue luxembourgeoise: facteur de cohésion et d'exclusion	in: Vol. XIII (table ronde)	
MOUSEL Paul et HARLES Guy (1)		
Droit luxembourgeois et marché unique	in: Cahier N° 9	1990
MUHLEN Ernest (3)		
Possibilités et limites d'une politique de revenus au Luxembourg	in: Vol. I	1970
L'union douanière dans la théorie écon.	in: Vol. I	"
La conversion d'une économie planifiée en économie de marché. Théorie et réalités		1998
MULLER Georges Dr † (1)		
Suicide et tentative de suicide	in: Vol. III	1979
NEUEN Jacques (3)		
L'évolution de la radiodiffusion au G.-D.	in: Cahier N° 4	1983
* Médiapolis ou Thémis au pays des merveilles	in: Vol. IIIC	1991
Mobilité et flexibilité: Secteur audiovisuel	in: Cahier N° 10	1992
OLINGER Jean † (2)		
Le statut fiscal des étrangers	in: Cahier N° 3	1981
* Réflexions à propos des dépenses fiscales		1991

PECCEI Aurelio (Fondateur du Club de Rome) †		
Résumé de la conférence publique du 14.2.1977		
* Quels horizons pour l'humanité ? Les alternatives du futur selon le Club de Rome)	in: Vol. III	1979
PESCATORE Pierre † (6)		
La protection des droits de l'homme dans l'intégration européenne	in: Vol. I	1970
Note de réflexion sur l'avortement	in: Vol. II	1973
À la recherche d'un partage des rôles entre le niveau communautaire et le niveau national: le principe de subsidiarité peut-il aider à la délimitation des compétences?		1997
* Lecture critique de l'encyclique «Fides et ratio»	in: Vol. V	2000
La philosophie du droit au tournant du millénaire: Problèmes, essais de solution	in: Vol. VII	2003
La séparation des pouvoirs et l'office du juge, de Montesquieu à Portalis	in: Vol. IX	2005
PRUM André et ERGEC Rusen (2)		
La liberté académique et ses problèmes	in: Vol. XIII	2010
Les ambitions et défis de la Faculté de droit, d'économie et de finance	in: Vol. XVI	2013
PRUSSEN Jules † (2)		
Fatalisme et logique	in: Vol. I	1970
L'avortement est-il immoral?	in: Vol. II	1973
(v. ég. C: Ouvrages spéciaux)		
PUNDEL Paul, Dr. † (1)		
L'aspect médical de l'avortement	in: Vol. II	1973
RAVARANI Georges (1)		
Quel(s) juge(s) voulons-nous?	in: Vol. XI	2008
RIES Adrien † (9)		
*Le Zollvereinrebours	in: Vol. IIIA	1979
Les étrangers dans l'agriculture lux.	in: Cahier N° 3	1981
L'économie de la presse écrite au Luxbg	in: Cahier N° 4	1983
Case study: un journaliste a-t-il le droit d'inventer des nouvelles?	in: Cahier N° 5	1985
* L'agriculture lux. à l'orée du 21 <sup>e</sup> siècle	in: Vol. IIIB	1986
* J'ai prié pour vous à Compostelle	in: Vol. IIIB	1988

Enseignements à tirer de certaines constitutions étrangères lors de la révision de la constitution lux. 1988, 1992 ou 2001?	in: Cahier N° 9	1990
* Mobilité a Flexibilité an der Lëtzebuerger Ekonomie – De Staatsbeamtestaat – Eis Sprooch(en)	in: Cahier N° 8	1990
ROMMES Jean-Jacques (1) Finance et éthique	in: Vol. IIIC	1990
RUPPERT Charles (1) Sécurité sociale des travailleurs migrants	in: Vol. XIII	2010
SCHAACK Robert † (2) Réflexions sur la politique sociale Dimension sociale de l'Acte unique	in: Vol. II in: Cahier N° 9	1973 1989
SCHMIT Paul (1) v. Cahier n°15: Table ronde sur la révision de la constitution	in: Vol. XIV	2011
SCHNEIDER Jean Claude v. KREMER Paul		
SCHODER Jean-Pierre (1) Le Luxembourg peut-il adhérer à l'Union monétaire eur. en l'absence de la Belgique?	in: Cahier N° 12	1997
SCHULLER Guy (5) Les relations économiques extérieures de l'U.E. L'économie de très petit espace face à la globalisation		1997
Économie et bonheur	in: Vol. V	2000
Économie politique et confiance	in: Vol. VII	2003
La réémergence de la Chine	in: Vol. VIII in: Vol. X	2004 2007
SITTER-LIVER Beat (2) Würde der Kreatur – Ein Grenzbegriff Albert Schweitzer: Bioethik	in: Vol. IV in: Vol. XI	1999 2008
SIWECK Jean-Lou (1) Le défi énergétique vu du Luxembourg	in: Vol. XIII	2010
SPELLER Jules (1) Pour comprendre le procès de Galilée (1633)	in: Vol. IX	2005

SPIELMANN Dean (1) La Cour européenne des droits de l'Homme et la marge d'appréciation nationale	in: Vol. XIII	2010
STEICHEN Alain (1) La légitimité des droits de succession	in: Vol. XI	2008
STEIWER Jacques (1) La démocratie en question	in: Vol. XI	2008
STOFFELS Jules (10) La régulation de la population et le problème démographique	in: Vol. II	1973
* L'économie énergétique et l'intégration eur.	in: Vol. III	1973
* La mutation nécessaire des petites et moyennes entreprises luxembourgeoises	in: Vol. IIIA	1984
* Renforcer l'approvisionnement énergétique par la coopération est-ouest	in: Vol. IIIB	1986
L'enseignement économique et la morale du bien	in: Cahier N° 6	1987
Approvisionnement énergétique au sein du Marché unique «européen»	in: Cahier N° 9	1989
Traité de Rome, Acte unique et harmonisation de la fiscalité indirecte	in: Cahier N° 9	1990
Mobilité et flexibilité: observations théor.	in: Cahier N° 10	1992
Monnaie neutre ou monnaie active? (UME)	in: Cahier N° 12	1997
Le social, une entrave au progrès économique?	in: Vol. IV	1999
THEIS Robert (1) Religion im Denken der deutschen Aufklärung	in: Vol. XII	2009
THELEN Carlo (2) Société en mouvement, une plus-value pour l'économie	in: Vol. XIII	2010
Recherche et innovation - un état des lieux	in: Vol. XV	2012
THILL André (1) *La lutte contre la pauvreté	in: Vol. IIIB	1988
THILL Bernard Dr. (1) Les soins palliatifs et le malade en fin de vie	in: Vol. XII	2009
THIRY Roger † (3) L'enseignement moral et les objections qu'il peut rencontrer	in: Cahier N° 6	1987

Les prescriptions en matière de délits de presse	in: Cahier N° 5	1985
Droit de grève et liberté de travailler	in: Cahier N° 8	1988
TARRACH Rolf (2)		
En attendant Belval	in: Vol. X	2007
Une université haut de gamme au Luxembourg: écueils, défis, stratégies	in: Vol. XVI	2013
TRAUSCH Gérard (6)		
Relations entre le développement et les structures scolaires	in: Vol. VI	2002
La triple ouverture du Luxembourg	in: Vol. VI	"
L'immigration au Luxembourg: réflexions	in: Vol. VI	"
Les 400 ans de l'Athénée de Luxembourg	in: Vol. VII	2003
Démographie, famille et confiance au Luxembourg	in: Vol. VIII	2004
Création d'une fonction publique moderne	in: Vol. IX	2005
URBÉ Robert (1)		
Intégration et cohésion sociale	in: Vol. XIII	2010
VAX Louis (2)		
Pour la neutralité de l'enseignement à l'égard des problèmes de morale	in: Cahier N° 6	1987
Daimons de Ronsard et diables de Bodin	in: Vol. V	2000
VERLOREN van THEMAAT Pieter † (1)		
L'union monétaire dans la perspective d'une structure institutionnelle néoclassique	in: Cahier N° 12	1997
WAGENER Marco (2)		
La fin du travail	in: Vol. XI	2008
L'immigration et le monde du travail	in: Vol. XIII (table ronde)	
WAGNER Edmond † (v. Ouvrage spécial N° 5) (15)		
Le suicide – Aspects philosophiques et moraux		1979
* Théories biologiques et théories cognitives		1980
La théorie évolutionniste de la connaissance		1984
* Le roseau pensant dans l'univers en évolution		1984
L'éducation de l'homme, personne morale en vertu de sa constitution cérébrale		1987
* Science et responsabilité en biologie		1987
Connaissance et évidence	in: Cahier N° 7	1988

* La procréation artificielle: aspects juridiques et éthiques		1991
* Humanisme et pensée scientifique		1994
* L'école face aux multiples chocs des valeurs dans la société actuelle		1995
L'Union économique et monétaire européenne		1997
Génotechnologie, identité personnelle et intégrité physique		
Problèmes éthiques du clonage	in: Vol. IV	1999
Science (physique, chimie, biologie, médecine, applications) et responsabilité p.m. Introductions aux volumes collectifs	in: Vol. IV	"
L'origine et l'avenir de l'univers	in: Vol. VI	2002
Science et confiance	in: Vol. VIII	2004
WAGNER Numa (1)		
* Évolution du droit de la responsabilité civile	in: Vol. IIIA	1980
WALINE Jean		
Conférence publique du 5.2.1987: Le contrôle juridictionnel de la constitutionnalité des lois	in: Cahier N° 8	1988
WEBER Paul † (1)		
Droit des parents et obligation de l'État conc. une formation morale dans les écoles publiques	in: Cahier N° 6	1987
WEBER Raymond (1)		
La coopération au développement	in: Vol. XI	2008
WEITZEL Albert † (1)		
La Constitution et les droits fondamentaux	in: Cahier N° 8	1988
WERNER Pierre † (1)		
Les perplexités institutionnelles de l'Union européenne	in: Cahier N° 12	1997
WEYLAND Joseph (1)		
Le débat sur l'UEM	in: Cahier N° 12	1997
WIRTGEN Georges (1)		
Performances scolaires des élèves étrangers et luxembourgeois	in: Cahier N° 3	1981

**E. Conférences publiques par des personnalités étrangères  
organisées par la Section**

Date	Conférences	Circonstances (Sujet: v. liste ci-dessus)
14.2.1977	Aurelio PECCEI	Fondateur du Club de Rome Conférence honorée de la présence du Grand-Duc et de la Grande-Duchesse Quels horizons pour l'humanité ?
16.5.1979	Henri BATIFFOL	Professeur de droit réputé La jurisprudence, source de droit
4.2.1985	Gérard CALOT	Auteur du rapport Calot sur la démographie du Luxembourg (1978) Evolution démographique en Europe et réponses politiques
5.2.1987	Jean WALINE	Sujet d'actualité: Projet de création d'une Cour constitutionnelle Le contrôle international de la constitutionnalité des lois
9.3.1988	Jacques LESOURNE	20 <sup>e</sup> anniversaire de la Section L'économie européenne dans un monde d'incertitude

**F. Éloges funèbres**

de	par	in: Actes
Anders Jérôme	G. Als	IV
Arendt Ernest	G. Als	VII
Bonn Alex	A. Elvinger	XII
Calot Gérard	G. Als	VI
Delvaux Bernard	A. Huss	II
Faber Georges	E. Wagner	IV
Goerens François	G. Als	IV
Heiderscheid Robert	A. Elvinger	IV
Hemmer Carlo	E. Wagner	IV
Hippert Paul	H. Ahlborn	XIV
Huss Alphonse	E. Wagner	IV
Jeschek Hans-Heinrich	A. Elvinger	XIII

Kauffmann Joseph	E. Wagner	IV
Krieps Robert	E. Wagner	IV
Levasseur Georges	G. Als	IX
Legros Robert	F. Rigaux	X
Liesch Léon	G. Als	IV
Maul Roger	G. Als	IV
Mergen Armand	G. Als	IV
Mores Edouard	J-P Harpes	XII
Olinger Jean	G. Als	V
Pescatore Pierre	A. Elvinger	XIV
Prussen Jules	A. Huss et E. Wagner	III
Rasquin Gérard	J. Loesch	XVI
Rau Fernand	G. Als	IV
Reding Marcel	G. Als	IV
Ries Adrien	E. Wagner	IV
Schaack Robert	H. Etienne	XIV
Schaber Gaston	J.P. Harpes	XIV
Schiltz Louis	A. Elvinger	X
Schroeder Paul	E. Wagner	V
Schwall-Lacroix Annette	A. Elvinger	XVI
Simon Armand	G. Als	IV
Stoffels Jules	G. Als	XVI
Thiry Roger	A. Elvinger	V
Thorn Gaston	A. Elvinger	XI
VerLoren van Themaat Pieter	G. Als	IX
Wagner Edmond	G. Als (H. Ahlborn, H. Entringer)	IX
Weitzel Albert	G. Ravarani	XIV
Welter Felix	E. Wagner	IV
Werner Pierre	E. Wagner	VII
Wurth Marcel	A. Huss	II
Zahlen Jean-Pierre	E. Wagner	IV

**V. LÉGISLATION  
CONCERNANT LA SECTION  
DES SCIENCES MORALES**

**RÈGLEMENT MINISTÉRIEL DU 23 NOVEMBRE 1966  
PORTANT CRÉATION D'UNE SECTION  
DES SCIENCES MORALES ET POLITIQUES  
DE L'INSTITUT GRAND-DUCAL**

Le Ministre d'Etat, Président du Gouvernement,  
Le Ministre des Affaires culturelles,

Vu le règlement organique de l'Institut Grand-Ducal, approuvé par arrêté royal grand-ducal du 24 octobre 1868, et notamment l'art. 3, al.2, de ce règlement;

Sur l'avis favorable de la Section historique, de la Section des Sciences médicales, de la Section des Sciences naturelles, de la Section de linguistique, de folklore et de toponymie et de la Section des arts et des lettres de l'Institut;

Arrêtent:

**Art. 1<sup>er</sup>.** Il est créé une sixième section de l'Institut Grand-Ducal, sous la dénomination de « Section des sciences morales et politiques ».

**Art. 2.** Le règlement organique de la section, annexé au présent règlement ministériel, est approuvé.

**Art. 3.** Le présent règlement ministériel sera publié au Mémorial.

Luxembourg, le 23 novembre 1966

Le Ministre d'Etat,  
Président du Gouvernement,  
Pierre WERNER  
Le Ministre des Affaires culturelles  
Pierre GRÉGOIRE

### **Chapitre 1<sup>er</sup> – But et activité de la section**

**Art.1<sup>er</sup>.** La section a pour but de cultiver l'étude des sciences morales et politiques et de favoriser leur diffusion.

Par sciences morales et politiques, au sens du présent règlement, il y a lieu d'entendre, notamment, la philosophie, les sciences sociales, politiques et économiques, ainsi que la science juridique.

La section groupe des personnes qui, par la valeur de leurs travaux scientifiques, méritent d'être réunies en un collège représentatif des branches du savoir définies ci-dessus.

**Art. 2.** La section accomplit sa mission par tous les moyens qu'elle juge appropriés et, en particulier, par

- des réunions de travail;
- la participation à des réunions internationales d'étude;
- l'organisation de cours et de conférences publics;
- l'édition de publications.

Les travaux de la section font l'objet d'une publication annuelle.

La section peut prendre toute disposition, le cas échéant en coopération avec les autres sections de l'Institut grand-ducal et les institutions poursuivant des buts similaires, en vue de faciliter le travail scientifique de ses membres, notamment par la constitution d'une documentation et d'une bibliothèque.

La section conseille le Gouvernement dans le domaine de la compétence définie ci-dessus. Elle donne son avis sur les questions scientifiques qui lui sont soumises; elle peut prendre l'initiative d'adresser des rapports et des vœux au Gouvernement, aux institutions et aux établissements publics.

<sup>1</sup> et par lettre de Madame la Ministre de la Culture du 6 octobre 2010.

### **Chapitre 2 – Composition de la section**

**Art. 3.** La section comprend des membres effectifs, des membres correspondants, des membres agrégés et des membres d'honneur.

Le nombre des membres effectifs est limité à cinquante; il ne pourra être excédé qu'en vertu d'une délibération prise et approuvée conformément à l'article 23 du présent règlement.

Les membres effectifs participent, de plein droit, à toutes les activités et délibérations de la section. Les autres membres y prennent part sur invitation et, en ce qui concerne les délibérations, avec voix consultative.

**Art. 4.** Pour être admis comme membre d'une des catégories déterminées par l'art. 3 il faut être proposé par deux membres effectifs. Toute proposition doit être présentée par écrit et adressée au président de la Section, accompagnée d'une notice exposant les mérites scientifiques du candidat et d'un relevé de ses publications. Le président soumet la candidature au conseil d'administration qui peut demander les informations supplémentaires qu'il juge utiles.

Sur avis positif du conseil d'administration, la demande d'admission est soumise au vote lors d'une réunion des membres effectifs de la section. Si l'avis du conseil d'administration est négatif, il est communiqué, avec ses motifs, à ceux qui ont proposé le nouveau membre, et s'ils le demandent, la candidature sera soumise à la réunion des membres effectifs. Pour être élu, le candidat doit réunir les deux tiers des suffrages des membres présents ou représentés. L'élection se fait au scrutin secret.

Le conseil d'administration veille à assurer un équilibre entre les différentes branches du savoir représentées au sein de la section conformément à l'article 1<sup>er</sup>, alinéa 2 du présent règlement.

**Art. 5.** Les membres correspondants sont désignés en règle générale parmi les personnalités résidant à l'étranger, les membres agrégés parmi les personnalités susceptibles d'être admises ultérieurement en qualité de membres effectifs.

**Art. 6.** L'exclusion de la section peut être prononcée pour un fait grave, en vertu d'une décision prise à la majorité des deux tiers des membres effectifs.

**Art. 7.** Le membre effectif ou agrégé qui, pendant une année entière, n'a pas pris part, sans motif légitime, aux travaux de la section, est censé renoncer à sa qualité de membre.

### **Chapitre 3 – Administration de la section**

**Art. 8.** La section est administrée par un conseil d'administration composé de trois membres au moins dont le président, élus par l'assemblée générale des membres effectifs de la section, pour des mandats de cinq ans;

Dans la mesure du possible les branches visées à l'article 2 seront représentées au conseil d'administration.

Le conseil d'administration peut désigner en son sein un vice-président. Il désigne un secrétaire général et un trésorier.

Le conseil d'administration ne peut délibérer valablement que si la majorité de ses membres est réunie.

**Art. 9.** Le président gère les intérêts de la section, convoque et préside les assemblées et les réunions de la section, et veille à l'application du règlement.

En cas d'empêchement, le président est remplacé par le vice-président ou le secrétaire général.

**Art. 10.** Le secrétaire général est chargé des écritures et de la correspondance concernant la section. Il a en outre le soin de la documentation, de la bibliothèque et des archives.

**Art. 11.** Le trésorier de la section est chargé des recettes et des dépenses de la section. Tous les ans il rend compte de sa gestion.

**Art. 12.** Les actes, écritures et correspondances de la section sont signés par le président, le secrétaire général ou le trésorier, selon leurs attributions.

**Art. 13.** Le conseil d'administration pourra, d'après les besoins de la section, fixer une cotisation annuelle à payer par les membres effectifs et par les membres agrégés.

**Art. 14.** Au début de chaque année, la section adresse au Gouvernement son rapport d'activité pour l'année écoulée, son programme de travail pour l'année en cours, ainsi que le compte des recettes et des dépenses de l'année écoulée et le budget de l'année en cours.

**Art. 15.** Les recettes de la section sont constituées notamment:  
1° par les subsides du Gouvernement; 2° par la vente des publications; 3° par les dons de particuliers; 4° s'il y a lieu, par les cotisations des membres.

**Art. 16.** Les membres qui se déplacent pour remplir une mission dans l'intérêt de la section peuvent obtenir le remboursement de leurs dépenses.

**Art. 17.** Les dépenses extraordinaires excédant les ressources de la section font l'objet d'une proposition spéciale et motivée à soumettre au Gouvernement.

### **Chapitre 4 – Réunions et délibérations de la section**

**Art. 18.** Il sera tenu chaque année au cours du premier semestre une assemblée générale des membres effectifs. Le conseil d'administration en fixe le jour et l'heure.

**Art. 19.** Après la lecture du procès-verbal de l'assemblée générale précédente, le secrétaire général de la section donne sommairement connaissance de la correspondance et le trésorier rend compte de la gestion des fonds.

Le secrétaire général peut transmettre un extrait du procès-verbal à la presse, aux fins de publication.

**Art. 20.** Le président de la section fait convoquer des assemblées générales extraordinaires toutes les fois qu'il le juge nécessaire et, en tout cas, à la demande motivée d'au moins cinq membres effectifs.

**Art. 21.** Les rapports et les mémoires des membres ou des personnalités invitées sont présentés et discutés en séance, ou, si le conseil d'administration en décide ainsi, sont adressés aux membres. Les auteurs des mémoires ont droit à la livraison gratuite de vingt-cinq imprimés de leur travail.

**Art. 22.** L'assemblée générale délibère à la majorité des membres effectifs présents ou représentés, sous réserve des dispositions spéciales du présent règlement. Procuration ne peut être donnée qu'à un autre membre et seulement par écrit.

Les membres votent à haute voix, sauf dans les cas où le présent règlement en dispose autrement et lorsque le scrutin secret est soit proposé par le président, soit demandé par trois membres au moins.

### **Chapitre 5 – Dispositions finales**

**Art. 23.** Le présent règlement ne pourra être modifié que par la délibération d'une assemblée générale de la section, pour laquelle la majorité des deux tiers des membres effectifs doit être présente ou représentée, sous réserve de l'approbation par le Gouvernement. La modification sera publiée au Mémorial.

Si l'assemblée a été convoquée sans que les deux tiers des membres effectifs soient présents ou représentés, elle pourra, après une nouvelle convocation, prendre une résolution sur les objets mis à l'ordre du jour à la majorité des membres présents ou représentés, quel que soit le nombre des membres présents ou représentés.

**Art. 24.** En cas de dissolution, le patrimoine de la section est acquis à l'Etat.

**Art. 25.** Il y a lieu d'entendre, dans le présent règlement, par l'expression «le Gouvernement», le Ministre ayant dans ses attributions les affaires culturelles.

## **VI. ORGANISATION DE L'INSTITUT GRAND-DUCAL**

Introduction - Sites Internet

1. Législation
2. Adresses et administration
3. Membres des sections
4. Fonctionnement des sections : Résultat d'une consultation  
(v. Actes Vol XV pp 285-312)

## INTRODUCTION

L'Institut Grand-Ducal fut créé par Arrêté royal Grand-Ducal du 24 octobre 1868. Il comprenait alors les trois sections des sciences historiques, des sciences naturelles, physiques et mathématiques et des sciences médicales. S'y ajoutèrent au 20<sup>e</sup> siècle la section de linguistique, de folklore et de toponymie et celle des arts et des lettres. La 6<sup>e</sup> section, celle des sciences morales et politiques, fut créée par règlement ministériel du 23 novembre 1966. Elle est donc la plus jeune partie d'un organisme intellectuel et culturel auquel la Maison Grand-Ducale a accordé son patronage dès sa création.

C'est par modestie que les départements de l'Institut sont appelés «sections» et non pas «académies», comme tel est le cas à l'étranger.

Toutes les sections se sont signalées par une remarquable présence intellectuelle dans leur domaine et se sont efforcées de fournir des contributions de qualité. Certes, comme l'a souligné M. Alphonse Huss, premier président de notre section, dans son **allocution inaugurale du 24 octobre 1967**, *« nous n'entendons pas hisser nos modestes efforts à la hauteur qui est marquée, à l'étranger, par des compagnies de grand prestige et dont les membres, en style élevé, sont parfois taxés d'immortalité. Mais, si le Grand-Duché ne sait guère mettre sur pied, dans les différents domaines du savoir humain, des institutions pouvant se mesurer avec celles des grands pays, du moins se reconnaît-il le droit et s'imposera-t-il même le devoir de consacrer à des réalisations, dans ces mêmes domaines, des forces et moyens en proportion avec son importance territoriale et démographique »*.

## SITES INTERNET

On trouvera d'ores et déjà une documentation sur les deux sites Internet :

- Institut Grand-Ducal
- Institut grand-Ducal section des sciences morales et politiques

avec notamment une présentation en luxembourgeois de l'histoire et des aspects généraux de l'Institut, ainsi que des présentations en français des différentes sections : sciences naturelles, arts et lettres, folklore et onomastique, sciences médicales, section historique, pour certaines sections même la liste des membres par sous-section.

Pour la section des sciences morales et politiques, la documentation se limite pour le moment aux textes de loi et aux titres (et prix) des publications.

La possibilité de porter sur Internet également les textes des publications est à l'étude dans différentes sections.

## 1. LÉGISLATION

### p.m. ARRETE ROYAL GRAND-DUCAL DU 24 OCTOBRE 1868, PORTANT APPROBATION DU REGLEMENT POUR L'INSTITUT ROYAL GRAND-DUCAL DE LUXEMBOURG

Nous, GUILLAUME III, par la grâce de Dieu, Roi des Pays-Bas, Prince d'Orange-Nassau, Grand-Duc de Luxembourg, etc., etc.;

Vu le règlement organique proposé par la société des anciens monuments, par la société des sciences naturelles et par celle des sciences médicales, pour l'Institut royal grand-ducal de Luxembourg;

Sur le rapport de Notre Directeur-général des finances et vu la délibération du Gouvernement réuni en conseil;

Avons arrêté et arrêtons:

#### Art.1<sup>er</sup>

Le règlement susmentionné, tel qu'il est annexé au présent arrêté, est approuvé.

#### Art.2

Notre Directeur-général des finances est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Luxembourg, le 24 octobre 1868.

Pour le Roi Grand-Duc:

Son Lieutenant-Représentant

dans le Grand-Duché,

HENRI,

PRINCE DES PAYS-BAS.

Pour le Prince:

Le Directeur-général des finances,  
de COLNET-D'HUART

Le Secrétaire,  
G. d'OLIMART

[3]

INSTITUT ROYAL GRAND-DUCAL DE LUXEMBOURG  
REGLEMENT ORGANIQUE (24.10.1868)

**1. Composition et but de l'Institut**

**Art.1<sup>er</sup>**

Il est établi à Luxembourg une société ayant pour but de cultiver les sciences, les lettres et les beaux-arts.

Cette société prend le nom d'Institut royal grand-ducal, et se compose actuellement des trois sociétés déjà existantes: de la société archéologique, de la société des sciences naturelles et de celle des sciences médicales.

Pour mieux atteindre le but que ces trois sociétés ont poursuivi jusqu'à ce jour, chacune dans sa spécialité, celles-ci sont réunies en une seule. Cette réunion met les sociétaires à même d'agir de concert, de se prêter un appui mutuel et de soigner davantage les intérêts communs à tous. Elle a en outre l'avantage de faciliter au public l'accès des collections.

**Art.2**

Sa Majesté le Roi Grand-Duc est Protecteur de l'Institut.

Son Altesse Royale le Prince Lieutenant-Représentant de Sa Majesté dans le Grand-Duché en est Président d'honneur.

En cette qualité Son Altesse Royale dirige Elle-même les opérations de l'association toutes les fois qu'Elle assiste à une de ses réunions.

**Art.3**

L'Institut est divisé, pour le moment, en trois sections. Ces sections correspondent aux susdites sociétés et se nomment respectivement: Section des sciences historiques, Section des sciences naturelles et mathématiques et Section des sciences médicales.

Le Gouvernement royal grand-ducal, d'accord avec la Société, se réserve d'ajouter une ou plusieurs sections à celles ci-dessus énumérées.

[4]

**Art.4**

L'Institut se compose de trois catégories de membres: de membres effectifs, de membres correspondants ou agrégés et de membres honoraires.

Ces membres sont nommés par les sections conformément aux règlements spéciaux de ces dernières.

Le nombre des membres n'est pas limité, sauf les cas prévus par les règlements particuliers.

Tout membre effectif nouvellement élu paie, en entrant dans sa section, un droit d'admission dont le minimum est fixé à dix francs, et dans la suite une cotisation annuelle de cinq francs au moins.

Le sociétaire qui est membre de deux ou de plusieurs sections, paie la contribution entière de la section pour laquelle il opte et la moitié seulement de la cotisation des autres sections dont il fait partie.

**Art.5**

Chaque membre effectif d'une section a le droit d'assister aux séances des autres sections, sans toutefois y avoir voix délibérative.

**Art.6**

Chaque section a son administration, son budget et ses publications séparées.

**Art.7**

Il n'y a d'autres dépenses communes à effectuer que celles autorisées par l'assemblée générale. Dans ces dépenses, chaque section ne supporte qu'une part proportionnelle au subside qui lui est accordé sur la caisse de l'Etat.

**2. Administration et Personnel**

**Art.8**

L'Institut a un président et un secrétaire général. Il est administré par les présidents des sections, assistés du secrétaire général.

### **Art.9**

Le président de l'Institut et le secrétaire général sont en exercice pendant un an, et entrent en fonctions immédiatement après la séance publique du mois d'octobre, dont il est question à l'art. 16.

### **Art. 10**

Les fonctions de président annuel de l'Institut sont remplies tour-à-tour par les présidents des différentes sections, d'après l'ancienneté de leur fondation.

Il en est de même des fonctions de secrétaire général, qui sont exercées annuellement par le secrétaire de la section dont le président est en même temps président de l'Institut.

### **Art. 11**

Le président gère les intérêts communs, ordonnance les dépenses, convoque et préside l'assemblée générale.

### **Art. 12**

Le secrétaire général est chargé des écritures concernant l'Institut, de la correspondance générale, de la conservation des archives et de la comptabilité commune.

Dans les séances plénières, le secrétaire général peut se faire assister par les secrétaires sectionnaires comme secrétaires adjoints.

### **Art. 13**

En cas d'empêchement, le président annuel est remplacé par celui des présidents de section qui doit lui succéder comme président de l'Institut.

Lorsque le secrétaire général est empêché d'exercer ses fonctions, elles sont remplies par celui des secrétaires sectionnaires qui doit lui succéder en sa dite qualité.

## **3. Séances et Délibérations**

### **Art. 14**

Le Président convoque l'assemblée générale ordinaire et extraordinaire.

Il la convoque aussi souvent qu'il le juge nécessaire ou que les bureaux sectionnaires le demandent.

### **Art. 15**

Le secrétaire général rédige les procès-verbaux, et en donne lecture; il rend compte de la gestion des fonds, signale les faits nouveaux et communique aux sections les pièces ou les articles dont la connaissance peut les intéresser.

Après chaque séance générale, le secrétaire peut transmettre un extrait du procès-verbal à un ou plusieurs journaux. Lorsque l'assemblée le demande, il en publie un bulletin spécial.

### **Art. 16**

Les membres de l'Institut se réunissent en séance ordinaire, chaque année le dernier mardi du mois d'octobre à cinq heures du soir. Si ce mardi tombe la veille de la Toussaint, la séance ordinaire aura lieu le lundi qui précède cette fête.

La séance ordinaire est publique.

L'ordre à observer dans les séances est fixé par le règlement.

### **Art. 17**

Nul mémoire, rapport, discours et nulle communication quelconque ne peut faire l'objet d'une lecture ou discussion publique, et aucune expérience ne peut être faite sans approbation préalable du bureau de la section respective.

### **Art. 18**

Les décisions de l'Institut sont prises par la totalité des sections réunies en assemblée générale.

Ces sections adoptent ou rejettent, à la majorité des suffrages, les propositions qui leur sont soumises.

#### **4. Bibliothèques et Musées**

##### **Art. 19**

Les bibliothèques et les collections des trois sections de l'Institut sont conservées dans un bâtiment fourni aux frais de l'Etat.

Bien que distinctes, elles sont réunies pour autant que possible dans un local commun, qui servira également aux séances de l'Institut et à celles des sections.

Elles sont confiées à la garde des conservateurs et secrétaires des sections respectives.

##### **Art. 20**

En cas de nomination d'un bibliothécaire conservateur, les fonctions de cet employé seront déterminées dans le règlement spécial.

#### **5. Publications**

##### **Art. 21**

Les sections font, chacune indépendamment des autres, publier leurs travaux. Elles font mutuellement l'échange de leurs publications.

#### **6. Dispositions transitoires**

##### **Art. 22**

Si des changements ou des ajoutes au présent règlement organique sont jugés nécessaires, ils sont débattus en assemblée générale et votés à la majorité des voix.

Si l'assemblée générale les approuve, elle les soumet à la sanction du Gouvernement.

##### **Art. 23**

Chaque section introduira dans son règlement spécial les modifications nécessaires pour l'adapter au présent règlement organique.

Appartient à l'arrêté royal grand-ducal du 24 octobre 1868.

Le Secrétaire pour les affaires du Grand-Duché  
G. d'OLIMART

## **Législation relative aux sections**

(p.m. à chaque arrêté est annexé un règlement d'ordre intérieur)

### **Section de linguistique**

Arrêté ministériel du 26 novembre 1935 portant création d'une Section de linguistique, de folklore et de toponymie de l'Institut Grand-Ducal (Mém. 1935, p. 1182).

### **Section des Arts et Lettres**

Règlement ministériel du 5 janvier 1962 portant création d'une Section des Arts et des Lettres de l'Institut Grand-Ducal (Mém. A 1962, p. 98).

### **Section des sciences morales et politiques**

Règlement ministériel du 23 novembre 1966 portant création d'une Section des sciences morales et politiques de l'Institut Grand-Ducal (Mém. A 1966, p. 1114).

## **2. ADRESSES ET ADMINISTRATIONS DES SECTIONS**

Créé voilà plus d'un siècle – en 1868 – l'Institut vit encore dans le provisoire. Seule la section de linguistique possède un siège, avec secrétariat et bibliothèque, au 2a rue Kalchesbruck, L-1852 Luxembourg – la section des sciences naturelles y disposant également d'un bureau. Plusieurs sections ont leur siège administratif, voire leur bibliothèque ou leurs archives, au domicile du président ou du secrétaire. Ainsi s'explique la liste d'adresses ci-après.

### **1. Section historique**

Président: M. Paul Dostert,  
18, rue Schrobilgen, L-2526 Luxembourg  
Secrétaire: M. Guy Thewes  
14, rue du St-Esprit, L-2090 Luxembourg

### **2. Section des sciences naturelles, physiques et mathématiques**

Président: M. Pierre Seck,  
162a, avenue de la Faïencerie, L-1511 Luxembourg  
Courriel: pierre.seck@uni.lu  
Secrétaire: M. Paul Heuschling,  
162a, avenue de la Faïencerie, L-1511 Luxembourg

### **3. Section des sciences médicales**

Président: Dr. Mario Dicato,  
Centre Hospitalier de Luxembourg  
4, rue Barblé, L-1210 Luxembourg  
Secrétaire: Dr. Marc Keipes,  
Clinique Ste-Zithe, L-2763 Luxembourg

### **4. Section de linguistique, d'ethnologie et d'onomastique**

Siège: 2a, rue Kalchesbruck, L-1852 Luxembourg  
Président: M. Jean Enschedé  
Secrétaire: M. Alexandre Ecker  
Courriel: sekretariat@igd-leo.lu  
Tél.: 247-88640

### **5. Section des arts et des lettres**

Président: M. Lucien Kayser,  
11, rue Lemire, L-1927 Luxembourg  
Courriel: lucien.kayser@gmail.com

Secrétaire: M. Claude Mangen,  
30, Cité Pierre Strauss, L-9357 Bettendorf

Courriel: cmangen@100komma7.lu

# **6. Section des sciences morales et politiques**

Président: M. André Elvinger,  
174, avenue de la Faïencerie, L-1511 Luxembourg  
Courriel: andreelvinger@ehp.lu

Secrétaire: M. Georges Als,  
11, rue Adolphe, L-1116 Luxembourg  
Courriel: alsgeo@pt.lu

## **3. MEMBRES DES SECTIONS**

(état: mars 2013)

### **A) LES MEMBRES DE LA SECTION HISTORIQUE**

Barthel Charles, (2003)  
15, route de Luxembourg - L-6196 Eisenborn

Dostert Paul, (1991)  
18, rue Schrobilgen - L-2526 Luxembourg

Hellinghausen Georges, (1995)  
51, rue J.Wilhelm - L-2827 Luxembourg

Kieffer Monique, (1995)  
37, bd Roosevelt - L-2450 Luxembourg

Kirps Josée, (2006)  
Plateau du Saint-Esprit - L-1475 Luxembourg

Krier Jean, (1985)  
Marché-aux-Poissons - L-2345 Luxembourg

Langini Alex, (2010)  
4, bd Roosevelt - L-2450 Luxembourg

Margue Michel, (2000)  
6, am Gronn - L-6917 Roodt/Syre

Margue Paul, (1964)  
38, rue Seimetz - L-2531 Luxembourg

May Guy, (1991)  
6, rue des carrefours - L-8015 Strassen

Polfer Michel, (2007)  
Marché-aux-Poissons - L2345 Luxembourg

Reinert François, (2011)  
Marché-aux-Poissons - L-2345 Luxembourg

Schoentgen Marc (2010)  
1, rue de la Croix - L-9216 Diekirch

Schroeder Jean, (1980)  
3, rue C.M. Spoo - L-6483 Echternach

Thewes Guy, (2010)  
14, rue du St Esprit - L-2090 Luxembourg

Thill Gérard, (1965)  
5, rue des Lignes - L-1935 Luxembourg

Trauffer Henri, (2003)  
20, rue des Lilas - L-6454 Echternach

Trausch Gilbert, (1964)  
2, rue des Roses - L-2445 Luxembourg

Weiller Raymond, (1969)  
40, rue de l'Avenir - L-1147 Luxembourg

#### Bureau exécutif:

Paul Dostert, Président

Guy Thewes, Secrétaire

Charles Barthel, Trésorier

Monique Kieffer, Bibliothécaire

Josée Kirps, Archiviste

Michel Polfer, Conservateur

Guy May, Secrétaire adjoint

## B) LES MEMBRES DE LA SECTION DES SCIENCES

### Membres effectifs

Nom	Prénom	Nom	Prénom
Altzinger	Gust	Massard	Jos
Bintz	Jacques	Massard-Geimer	Gaby
Diederich	Paul	Meisch	Claude
Elter	Robert	Metz	Henri
Francis	Olivier	Muller	Adolphe
Groff	Paul	Pfister	Laurent
Hary	Armand	Pier	Jean-Paul
Heuschling	Paul	Poncin	Norbert
Hoffmann	Jules A.	Sauber	Ferd
Hoffmann	Lucien	Schneider	Nico
Humbel	René L.	Seck	Pierre
Kieffer	Nelly	Stomp	Norbert
Kies	Antoine	Theves	Georges
Klopp-Albrecht	Monique	Wennig	Robert
Kugener	Henri	Werner	Jean
Lahr	Jos		

### Membres d'honneur

Nom	Prénom	Nom	Prénom
Barthelmy	Jean-Pierre	Keller-Didier	Colette
Charlier	Philippe	Krüger	Jan-Kristian
Cohen-Tannoudji	Claude Nessim	Lehn	Jean-Marie
Coppens	Yves	Lexa-Chomard	Annette
De Duve	Christian	Lorquet	Jean-Claude
D'Hondt	Jean-Loup	Paquet	Paul
Eymard	Pierre	Parent	Georges Henri
Gerl	Maurice	Pelt	Jean-Marie
Haluk	Jean-Pierre	Perdang	Jean
Hampe	Erhart	Siest	Gérard
Hansen	Jean-Pierre	Sigvaldson	Gudmundur
Haton	Jean-Paul	Vincendon	Guy
Hebrard	Jacques	von Szentpaly	Laszlo
Hocquart	Roger	Weis	Antoine
Juvigne	Etienne	Zongziz	Cai
Kahane	Jean-Pierre		

Source: rapport d'activités 2011 de la Section

### Bureau exécutif

Pierre Seck, Président  
Robert Elter, Vice Président  
Paul Heuschling, Secrétaire général

Lucien Hoffmann, Trésorier  
Laurent Pfister, Bibliothécaire

## C) LES MEMBRES DE LA SECTION DES ARTS ET DES LETTRES

### Sous-Section « Littérature française » (6)

CONTER Claude  
66, rue Dr. Welter - L-4347 Esch-sur-Alzette - Tél. 553043

KAYSER Lucien  
11, rue Lemire - L-1927 Luxembourg - Tél. 446377  
e-mail : lucien.kayser@gmail.com

MOLITOR Félix  
1877 chemin des Nauses - F-82200 Moissac  
e-mail : felix.molitor@education.lu

SCHAACK Raymond  
53, rue de Gasperich - L-1617 Luxembourg - Tél. 487417  
e-mail : rasak@pt.lu

SCHLECHTER Lambert  
30, Duerfstrooss - L-9156 Eschweiler - Tél. 26950177

WELTER René  
47, rue Marie-Curie - L-3447 Dudelange - Fax 523419  
e-mail : rene.welter@estuaires.lu

### Sous-Section « Littérature allemande » (7)

BLAISE Henri  
28b rue J.P. Brasseur - L-1258 Luxembourg - Tél. 445149

GOETZINGER Germaine  
14, rue Edmond Dune - L-1404 Luxembourg - Tél. 760029 / 326955-315

GROBEN Jos  
2, rue Millewee - L-5417 Ehnen - Tél. 760029  
e-mail : joseph.groben@education.lu

JACOBY Lex  
8, rue Bellevue - L-7214 Lux.-Bereldange - Tél. 339953

KOHNEN Jos  
55, rue Louis XIV - L-1948 Luxembourg - Tél. 440612

KOLTZ Anise  
4, rue Comte de Ferraris - L-1418 Luxembourg

MAAS Paul  
6, rue du Château - L-5772 Weiler-la-Tour - Tél. 23667370  
e-mail : pol.maas@education.lu

**Sous-Section « Littérature luxembourgeoise » (4)**

GREISCH Pol  
17, rue J.P. Koenig - L-1875 Luxembourg - Tél. 472865

HOSCHEIT Jhemp  
58, rue des Remparts - L-4303 Esch-sur-Alzette - Tél. 542587  
e-mail : jhemp.hoscheit@education.lu

KARTHEISER Josiane  
28, rue Gutenberg - L-1649 Luxembourg - Tél. 495035  
e-mail : josiane.kartheiser@education.lu

LOSCH Henri  
6, rue des Thermes - L-8266 Mamer - Tél. 318043

**Sous-Section « Musique » (6)**

CAO Pierre  
18, rue de Roedgen - L-3961 Ehlang - Tél. 370329  
e-mail : pierre.cao@arsysbourgogne.com

KERGER Camille  
17, rue de la Gare - L-3334 Hellange - Tél. 512729

LENNERS Claude  
rue Aloyse Meyer - L-2154 Luxembourg - Tél. 407214  
e-mail : lcl.@pt.lu

MÜLLENBACH Alexander  
Rosittengasse 3 - A-5020 Salzburg  
Tél. 0043-662-820023 - Gsm 0043-676-9508541  
e-mail : amuellenbach@aon.at

ULVELING Paul  
14, rue du Fossé - L-7319 Steinsel - Tél. 339181  
e-mail : pba@vo.lu

WEBER Loll  
B.P.11 - L-9701 Clervaux - Tél. 921060 - Gsm : 691 193410  
e-mail : lollweb@pt.lu

**Sous-Section « Théâtre, Danse, Cinéma et Médias » (7)**

EIFFES Christiane  
1, rue Fort Elisabeth - L-1463 Luxembourg - Tél. 483495  
e-mail : danse@danse.lu

HOFFMANN Frank  
1, Sëmmelgronn - L-8395 Simmer - Tél. 305021  
e-mail : frank.hoffman.n@ename.lu

LESCH Paul  
62, rue de Hamm - L-1713 Luxembourg - Tél. 292389  
e-mail : paul.lesch@education.lu

LINK André  
1, rue L.de Froment - L-2413 Luxembourg - Tél. 484171  
e-mail : andre.link@saint-paul.lu

MANGEN Claude  
30, Cité Pierre Strauss - L-9357 Bettendorf - Tél. 807437 - Gsm 621-555802  
e-mail : cmangen@lookomma7.lu

REUTER Lex  
25, rue des Aulnes - L-4986 Sanem - Tél. 594762  
e-mail : alex.reuter@education.lu

VON ROESGEN M.-Paule  
12, bvd. Paul Eischen - L-1480 Luxembourg - Tél. 475408  
e-mail : mpvonroesgen@hotmail.com

**Sous-Section « Arts plastiques et Architecture » (8)**

BAUER Christian  
107, rue de Hollerich - L-1741 Luxembourg - Tél. 330367-1  
e-mail : cba@cba.lu

EWEN Luc  
4, rue d'Ettelbruck - L-7462 Moesdorf - Tél. 325557

NEY Bertrand  
34, rue de Bettembourg - L-3320 Berchem - Tél. 369988  
e-mail : bertrand.ney@gmx.net

NICOLAS Pit  
6b, Rannerwee - L-8334 Cap - Tél. 300296  
e-mail : mady.nicolas@internet.lu

SCHUMACHER Pierre  
18, av. Gaston-Diderich - L-1420 Luxembourg - Tél. 452826  
e-mail : pit.schumacher@gmail.com

STRAINCHAMPS Armand  
23, rue Alfred de Musset - L-2175 Luxembourg - Tél. 222091

THILL Edmond  
27, rue Henri Lamormesnil - L-1915 Luxembourg  
Musée National Marché-aux-Poissons - L-2345 Luxembourg  
Tél. 479330-314

THURM Nico  
4, rue de Rotterdam - L-4308 Esch-sur-Alzette - Tél 550895

#### Membres correspondants (3)

KRIER Rob 41, Westsalischestrasse - D-10711 Berlin  
PENSIS Bram Henri 2485m Vicking Court - Wi-54904 Oskosh USA  
SCHALZ Nicolas 45, Bleichstrasse - D-28203 Bremen

#### Membres honoraires (3)

GROBEN Joseph 2, rue Millewee - L-5417 Ehnen  
JUNIUS Jean-Pierre 64, rue de l'Eglise - Schiffflange  
WORRÉ Théo 21, avenue Monterey - Luxembourg

## D) LES MEMBRES DE LA SECTION DE LINGUISTIQUE, D'ETHNOLOGIE ET D'ONOMASTIQUE

Nom	Prénom	Ville
<b>Membres effectifs</b>		
Atten	Alain	Luxembourg
Barthelemy	Ben	Schandel
Becker	Armand	Ehnen
Bento	Isabel	Luxembourg
Berg	Guy	Bous
Diderich	Tom	Bruxelles
Ecker	Alexandre	Hesperange
Ensch	Jean	Strassen
Fichtner	Ralph	Howald
Gloesener	Marthy	Olm
Jehle	Christine	Howald
Jung	Tessy	Luxembourg
Kalmes	Victor	Berschbach
Kayser	Prosper	Bech-Kleinmacher
Kohn	Jo	Schiffflange
Krantz	Robert	Dudelange
Krieger	Carlo	Pekin
Lafontaine	Paul	Belvaux
Lulling	Jérôme	Schiffflange
Malget	Jean	Whlerange
Meintz	Jean-Claude	Luxembourg
Milmeister	Jean	Tuntange
Moulin	Claudine	Rameldange
Mousset	Jean-Luc	Luxembourg
Muller	Jean-Claude	Rédange
Reisdoerfer	Joseph	Wiltz
Reuter	Antoinette	Luxembourg
Riechert	Charles	Luxembourg
Schlechter	Pierre	Schoos
Sperl	Helmuth	Luxembourg
Tumiotto	Angela	Crauthem
Wiltgen	Alphonse	Luxembourg
Wirtgen	Georges	Luxembourg

**Membres d'honneur**

Cox	H. L.	Bonn
Fraikin	Jean	Liège
Freckmann	Klaus	Trier
Gärtner	Kurt	Berlin
Kramer	Johannes	Trier
Krier	Fernande	Paris
Langensiepen	Fritz	Bonn
Meder	Cornel	Niedercorn
Newton	Gerald	Sheffield
Rohr	Günther W.	Föhren
Schanen	François	Clapiers
Scholer	Othon	Diekirch
Wegera	Klaus-Peter	Bochum

**Membres correspondants**

Berg	Florence	Schrasseg
Biver	Jemph	Scheedgen
Deitz	Luc	Koerich
Gardini	Fausto	Jacksonville, Florida, USA
Leytem	Eugène	Mersch
Margue	Michel	Roodt-sur-Syre
Schons	Guy	Hollenfels
Weyland	Léon	Luxembourg

***Publications:***

Bulletin linguistique et ethnologique  
Beiträge zur luxemburgischen Sprach - und Volkskunde

**Conseil d'administration**

- Jean Ensich, président
- Alain Atten, vice-président et archiviste
- Alexandre Ecker, secrétaire
- Armand Becker, vice-secrétaire
- Angela Tumiotto, trésorière
- Tessy Jung, publications
- Marthy Gloesener, relations chercheurs et étudiants

**E) CONSEIL D'ADMINISTRATION  
DE LA SECTION DE MÉDECINE**

Président:	Dr Mario Dicato
Vice-Président:	M. Robert Wennig
Trésorier:	Dr Romain Stein
Secrétaire général:	Dr Marc Keipes
Bulletin:	Dr G. Berchem
Membres:	Drs Jacqueline Genoux-Hames - Henri Metz - Cl. Muller - N. Welschbillig - Ch. Pull - L. Meyers - M. Rosch

**F) LES MEMBRES DE LA SECTION  
DES SCIENCES MORALES ET POLITIQUES**

cf supra III. Tableau des membres

**VII. PROJET DE  
RÉORGANISATION DE  
L'INSTITUT GRAND-DUCAL**

## Pourquoi une réorganisation ?

Des efforts sont en cours, à l'initiative d'André ELVINGER, pour réveiller l'Institut Grand-ducal de sa torpeur plus que centenaire, seules ses sections ayant été actives, dans une splendide isolation. Le président en a rendu compte, il y a un an, dans sa préface au volume précédent des Actes. Un inventaire des structures et activités des six sections a pu être dressé, sur base d'un questionnaire conçu par Jean-Paul Harpes ; la synthèse des réponses a été publiée au volume XV des Actes (pages 286-312). Une certaine collaboration a été formalisée entre les 6 sections, avec élection d'un président et d'un secrétaire général de l'Institut, sur base du règlement organique de 1868. Mais le besoin s'est fait sentir d'adapter ce règlement aux données actuelles, moyennant quelques amendements qui font l'objet de l'avant-projet ci-après, qui a été soumis aux pouvoirs publics pour approbation.

Version 30 janvier 2013

### **Avant-projet de loi portant modification du règlement organique de l'Institut Royal Grand-Ducal de Luxembourg**

*N.B. Les textes en caractères gras représentent des ajoutes par rapport à la version précédente du projet*

#### **Texte de l'avant-projet**

#### **Article I**

Le Règlement Organique de l'Institut Royal Grand-Ducal, approuvé par l'arrêté royal grand-ducal du 24 octobre 1868, est modifié de manière à lui donner la teneur suivante :

#### **1. Organisation et but de l'Institut**

#### **Article 1<sup>er</sup>**

L'Institut Grand-Ducal, ainsi dénommé (ci-après en abrégé « *l'Institut* »), est la continuation de l'Institut Royal Grand-Ducal de Luxembourg institué par arrêté royal grand-ducal du 24 octobre 1868.

L'Institut est une personne morale de droit public à statut particulier régie par le présent règlement organique (ci-après le « *Règlement Organique* »).

L'Institut est placé sous la protection du Grand-Duc.

## Article 2

L'Institut a pour objet de cultiver les sciences, les lettres et les arts et de contribuer au rayonnement de la production intellectuelle sur les plans national et international.

L'activité de l'Institut, sans préjudice des activités des Sections (telles que définies ci-après), comporte notamment la tenue de réunions de travail, les communications des membres et des invités, l'organisation de manifestations à caractère culturel et scientifique, ainsi que la participation à des réunions internationales d'instituts similaires.

L'Institut assume sa représentation et celle des Sections à l'égard des pouvoirs publics et d'autres personnes morales de droit privé ou public.

**Sur demande qui pourra lui être adressée sur des questions de caractère scientifique par le gouvernement, l'Institut émettra des avis ou répondra à des missions qui pourraient lui être conférées. De tels avis pourront également être remis par l'Institut au gouvernement à l'initiative de l'Institut lui-même.**

**L'Institut recherchera la coopération avec l'Université du Luxembourg en ses différentes facultés.**

## 2. Les Sections et leurs membres

### Article 3

L'Institut comprend des sections, (ci-après les « *Sections* »), qui répondent, chacune dans son domaine, à son objet. Chaque Section constitue une personne morale de droit public à statut particulier.

Les Sections actuelles sont : la Section historique, la Section des sciences naturelles, physiques et mathématiques, la Section des sciences médicales, la Section de linguistique, d'ethnologie et d'onomastique, la Section des arts et des lettres et la Section des sciences morales et politiques.

Chaque Section est régie par son règlement (ci après le « *Règlement* »). Chaque Section arrête son Règlement qui doit être en

conformité avec le Règlement Organique et qui peut être modifié selon les dispositions du Règlement et moyennant approbation de l'Institut et du Gouvernement. Les Sections peuvent prévoir des sous-sections.

L'Institut pourra, par modification conformément à l'article 22, ajouter une ou plusieurs Sections à celles énumérées ci-avant.

### Article 4

Chaque Section groupe les personnes qui, par la valeur de leurs travaux scientifiques, **culturels ou artistiques**, méritent d'être réunies en un collège représentatif des branches du savoir ou de la culture de la Section.

Chaque Section se compose de membres effectifs et peut comporter, selon son Règlement, des membres agrégés, des membres correspondants et des membres d'honneur. **Seuls** les membres effectifs des Sections sont considérés comme membres de l'Institut.

Ces membres sont nommés par chaque Section conformément à son Règlement.

Le Règlement des Sections **limitera le nombre des membres effectifs** de la Section.

Le Règlement peut prévoir des cotisations à payer par ses membres.

### Article 5

Chaque membre d'une Section a le droit d'assister aux séances des autres Sections, sans toutefois y avoir voix délibérative.

## 3. Administration des Sections et de l'Institut

### Article 6

L'Institut et chaque Section ont leur administration, leurs comptes de recettes et de dépenses et leurs budgets séparés.

### Article 7

Les recettes de l'Institut peuvent notamment comprendre un subside que l'Institut peut solliciter auprès du Gouvernement et, le cas échéant,

[4]  
les contributions des Sections. Les dépenses de l'Institut sont celles occasionnées par ses activités dans le cadre de son objet.

Les recettes et dépenses de l'Institut sont prévues ou autorisées par les séances ordinaires ou extraordinaires de l'Institut.

#### Article 8

L'Institut a un président et un secrétaire général. Chaque Section a un président et un secrétaire qui sont désignés par la Section selon son Règlement.

#### Article 9

Le président de l'Institut et le secrétaire général de l'Institut sont en exercice pendant deux ans et entrent en fonctions immédiatement après la séance ordinaire prévue à l'article 16 (ci-après la « *Séance ordinaire* »).

#### Article 10

Les fonctions de président de l'Institut sont remplies tour-à-tour par les présidents des Sections, d'après l'ancienneté de leur fondation, sauf si, sur proposition de la Section revêtue de l'ancienneté, la Séance ordinaire décide d'une autre séquence.

Il en est de même des fonctions de secrétaire général de l'Institut, qui sont exercées par le secrétaire de la Section dont le président est en même temps président de l'Institut.

#### Article 11

Le président de l'Institut représente l'Institut à l'égard des tiers. Il gère les intérêts communs, ordonnance les dépenses, convoque et préside la Séance ordinaire et les séances extraordinaires.

En cas d'empêchement, le président de l'Institut est remplacé par le président d'une autre Section dans l'ordre d'ancienneté des Sections, et à défaut, par le secrétaire général de l'Institut ou un secrétaire d'une Section dans l'ordre d'ancienneté.

Le président est assisté par un conseil consultatif composé des présidents, et en leur absence, des secrétaires des autres Sections. Le conseil

[5]  
consultatif émet son avis sur les questions que lui soumet le président qui le convoque à cet effet chaque fois qu'il le juge nécessaire.

**Le conseil est également consulté sur l'attribution aux différentes Sections des avis et missions demandés ou conférés par le gouvernement selon l'article 2, 4<sup>ème</sup> alinéa.**

#### Article 12

Le secrétaire général de l'Institut est chargé des écritures concernant l'Institut, de la correspondance générale, de la conservation des archives et de la comptabilité commune. Il peut être assisté d'un trésorier désigné d'un commun accord du président et du secrétaire général.

Dans les séances, le secrétaire général de l'Institut peut se faire assister par les secrétaires des Sections comme secrétaires adjoints.

Lorsque le secrétaire général est empêché d'exercer ses fonctions, elles sont remplies par le secrétaire d'une autre Section dans l'ordre d'ancienneté des Sections qui doit lui succéder en sa dite qualité.

#### Article 13

A la fin de chaque année, l'Institut et chacune de ses Sections remettent au Gouvernement leur rapport d'activité pour l'année écoulée, leur programme de travail et leur budget pour l'année en cours, ainsi que leur bilan et leur compte de recettes et de dépenses de l'année écoulée.

### 4. Séances et Délibérations

#### Article 14

Le président convoque la Séance ordinaire.

Il convoque les séances extraordinaires aussi souvent qu'il le juge nécessaire ou qu'une Section le demande.

#### Article 15

Le secrétaire général rédige le procès-verbal de la séance qu'il soumet pour contresignature au président; il rend compte de la gestion des fonds, signale les faits nouveaux et communique aux Sections les pièces ou les articles dont la connaissance peut les intéresser.

## Article 16

Chaque année, avant le 30 juin, l'Institut se réunit en Séance ordinaire.

La Séance ordinaire entend les rapports du président, du secrétaire général et, s'il y a lieu, du trésorier. Elle examine et approuve les comptes de l'année écoulée et le budget de l'année en cours. Elle procède à la désignation du président et du secrétaire général conformément à l'article 10.

## Article 17

Les séances de l'Institut comportent, outre celles prévues pour la Séance ordinaire, les activités qui rentrent dans son objet tel que défini à l'article 2.

## Article 18

Les décisions de l'Institut sont prises, en séance ordinaire ou extraordinaire, à la majorité des Sections représentées à la séance, chaque Section disposant d'une voix, et à cet effet, chaque Section est représentée par son président, par son secrétaire ou le membre auquel ceux-ci auront donné pouvoir pour les représenter. En cas d'égalité de voix des Sections, la voix de la Section dont relève le président de l'Institut est prépondérante.

## 5. Bibliothèques et Musées

### Article 19

Les bibliothèques et les collections de l'Institut et des Sections sont conservées dans un ou plusieurs bâtiments fournis aux frais de l'Etat et réunies pour autant que possible dans un local commun, qui pourra servir également aux activités administratives ainsi qu'aux séances de l'Institut et à celles des Sections.

Elles sont confiées à la garde du secrétaire général de l'Institut et des secrétaires des Sections.

## Article 20

En cas de nomination d'un bibliothécaire conservateur, ses fonctions seront déterminées dans un règlement à arrêter par l'Institut.

## 6. Publications

### Article 21

L'Institut et les Sections, chacune indépendamment des autres ou, selon l'objet, en commun, publient leurs travaux. L'Institut et les Sections font mutuellement l'échange de leurs publications.

## 7. Dispositions générales

### Article 22

Un règlement grand-ducal pourra approuver la modification du présent Règlement Organique, prise en séance extraordinaire de l'Institut conformément à l'article 18, sur des points autres que ceux prévus aux articles 1<sup>er</sup> et 2.

### Article 23

Chaque Section introduira dans son Règlement les modifications nécessaires pour l'adapter au Règlement Organique.

### Article 24

Aux fins du Règlement Organique et des Règlements des Sections, il y a lieu d'entendre par l'expression « *le Gouvernement* », le Ministre ayant dans ses attributions la Culture.

### Article 25

En cas de dissolution de l'Institut, le patrimoine de l'Institut est acquis à une institution similaire désignée par Séance extraordinaire de l'Institut et, à défaut, à l'Etat.

L'Institut Grand-Ducal fut créé par arrêté royal grand-ducal du 24 octobre 1868 par la réunion, comme l'explique l'article 1<sup>er</sup> de cet arrêté, de trois sociétés alors existantes, la Société archéologique, la Société des sciences naturelles et la Société des sciences médicales.

L'arrêté royal grand-ducal n'a pas été modifié depuis lors. Cependant, son article 3, alinéa 2, qui prévoyait d'ajouter une ou plusieurs sections supplémentaires aux trois sections issues des sociétés existantes en 1868, a été appliqué à plusieurs reprises :

- par arrêté ministériel du 26 novembre 1935 portant création d'une Section de linguistique, de folklore et de toponymie de l'Institut Grand-Ducal (Mémorial 1935, page 1182) qui érigeait la Société luxembourgeoise d'études linguistiques et dialectologiques en quatrième section de l'Institut Grand-Ducal,
- par le règlement ministériel du 5 janvier 1962 (Mémorial A 1962, page 98) qui instituait une cinquième section de l'Institut Grand-Ducal sous la dénomination de « *Section des arts et des lettres* », et enfin
- par le règlement ministériel du 26 novembre 1966 (Mémorial A 1966, page 1114) qui créait une sixième section de l'Institut Grand-Ducal sous la dénomination « *Section des sciences morales et politiques* ».

Les six Sections de l'Institut Grand-Ducal ont développé au cours des années, et de façon autonome, une activité soutenue par des communications de qualité et des publications importantes.<sup>1</sup> Par contre, l'Institut Grand-Ducal en tant que tel n'a, depuis de longues années, plus exercé ses fonctions propres. Ainsi, notamment, il n'a pas, depuis longtemps, nommé ses présidents et ses secrétaires, ni réuni ses membres en assemblée générale comme le prévoit l'article 14 de l'arrêté royal grand-ducal.

<sup>1</sup> C'est par modestie que les départements de l'institut sont appelés « sections » et non pas « académies », comme tel est le cas à l'étranger. Certes, comme l'a souligné M. Alphonse Huss, le premier président de la section des sciences morales et politiques, la plus jeune des sections, dans son allocution inaugurale du 24 octobre 1967, « nous n'entendons pas hisser nos modestes efforts à la hauteur qui est marquée, à l'étranger, par des compagnies de grand prestige et dont les membres, en style élevé, sont parfois taxés d'immortalité. Mais, si le Grand-Duché ne sait guère mettre sur pied, dans les différents domaines du savoir humain, des institutions pouvant se mesurer avec celles de grands pays, du moins se reconnaît-il le droit et s'imposera-t-il même le devoir de consacrer à des réalisations, dans ces mêmes domaines, des forces et moyens en proportion avec son importance territoriale et démographique ».

Le maintien de l'existence juridique de l'Institut Grand-Ducal sous l'arrêté royal grand-ducal de 1868 ne fait pourtant pas de doute. Comme le signale Pierre Pescatore dans « *Introduction à la science du droit* », il existe une continuité historique de l'ordre juridique sous les différents régimes qu'a connus le Luxembourg, tel que, entre autres, celui sous la révision de la Constitution du 17 octobre 1868 qui précède, de façon surprenante, d'une semaine l'arrêté royal grand-ducal du 24 octobre 1868 créant l'Institut Grand-Ducal.<sup>2</sup> Il est donc certain que, Belle au bois dormant, l'Institut Grand-Ducal a perduré comme le prouve la création des nouvelles Sections en 1935, 1962 et 1966.

Aussi les Sections de l'Institut ont-elles pris l'initiative de réactiver l'Institut Grand-Ducal en tant que tel. Il est alors apparu que le texte de 1868, bien que continuant à définir de façon adéquate l'objet et l'organisation de l'Institut et de ses Sections, avait, sur un certain nombre de points, besoin d'être adapté aux exigences actuelles. C'est la condition pour que l'Institut Grand-Ducal, contrairement à ce qui est le cas aujourd'hui, puisse assumer sa représentation sur le plan national en faveur de l'Etat et de ses institutions, et, en toute modestie, sur le plan international, à l'égard d'institutions comparables en Europe et au-delà.

Il pourrait y avoir une incertitude sur la **nature juridique** de l'Institut Grand-Ducal qui ne relève d'aucune des formes actuelles des institutions à caractère non but lucratif, ne s'agissant ni d'une association sans but lucratif, ni d'une fondation, ni encore d'un établissement public.

Il a été intéressant de constater que, par une législation fort récente, la France a, quant à elle, procédé à une mise à jour sur le plan juridique de l'Institut de France et des Académies qui en dépendent. Comme le constate le rapport de la Commission spéciale du Sénat (no 121) l'Académie française existait avant la création de l'Institut puisque ses statuts et règlements datent de 1635, mais les premiers textes constitutifs de l'Institut de France remontent à la Constitution de l'an III et à la loi du 3 brumaire an IV qui ont affirmé l'indépendance de l'Institut et des Académies. Il fut constaté également que l'Institut et les Académies bénéficient, en fait, des attributs de la personnalité morale, même si ce terme ne figurait pas jusqu'à présent dans les actes constitutifs.

Aussi, en France, la loi de programme no 2006-450 du 18 avril 2006 pour la recherche contient-elle un titre IV traitant des « *Dispositions relatives à l'Institut de France et aux Académies* », dont l'article 35 dispose

<sup>2</sup> On peut citer, pour la France, dans le sens de la continuité de la loi, Jacques et Louis Boré dans « *La cassation en matière civile* » nos 61.11 et suivants.

que « l'Institut de France ainsi que l'Académie Française, l'Académie des inscriptions et belles-lettres, l'Académie des Sciences, l'Académie des Beaux-Arts et l'Académie des Sciences Morales et Politiques qui le composent sont des personnes morales de droit public à statut particulier placées sous la protection du Président de la République ».

Il semble indiqué de suivre cet exemple édifiant. En effet, la forme de « personne morale de droit public à statut particulier » est celle qui convient le mieux au caractère, unique en lui-même, de l'Institut Grand-Ducal. Contrairement à une association sans but lucratif, l'Institut n'est pas créé par ses membres, mais par la loi elle-même, et contrairement à une fondation, il ne repose pas sur l'affectation d'un patrimoine, enfin, contrairement à un établissement public, l'Institut, pour sauvegarder son caractère et celui de ses sections, bénéficie de l'indépendance également à l'égard de l'Etat.

Le projet de loi s'efforce, pour assurer à l'Institut sa continuité, de suivre dans les grandes lignes **le règlement organique de 1868** qui, pour l'essentiel, **répond encore à la vocation et à l'objet de l'Institut aujourd'hui**. Le projet s'est efforcé de suivre la nomenclature des articles du Règlement organique de 1868 de façon à faciliter la comparaison.

### Commentaire des articles

#### Article I :

L'objet de la loi est la modification du Règlement Organique de l'Institut Royal Grand-Ducal tel qu'approuvé par l'arrêté royal grand-ducal du 24 octobre 1868.

#### Article 1<sup>er</sup> :

Cet article, en son premier alinéa, se place dans la continuité de l'Institut Royal Grand-Ducal de Luxembourg institué le 24 octobre 1868.

L'alinéa 2 s'inspire du texte de l'article 35, premier alinéa de la loi française du 18 avril 2006 qui confirme la personnalité morale de l'Institut et des Académies.

La qualification de personne morale, indispensable pour que l'Institut puisse bénéficier de la sécurité juridique de son patrimoine, de ses ressources et de ses engagements, ne constitue pas véritablement une

nouveauté.<sup>3</sup> Il est permis en effet de considérer que l'arrêté royal grand-ducal du 24 octobre 1868, en assurant à l'Institut des organes tels que son président, son secrétaire général, son assemblée générale et ses séances, a implicitement attribué à l'Institut sa personnalité juridique. Comme en France, il s'agit donc de le confirmer, tant pour l'Institut que pour ses Sections.

L'article reprend le principe tel qu'il était énoncé à l'article 2 de l'arrêté royal grand-ducal de 1868, que l'Institut est placé sous la protection du Grand-Duc.

#### Article 2 :

Cet article reprend l'objet tel qu'il était défini à l'article 1<sup>er</sup> du règlement organique en s'inspirant en outre de l'article 35, alinéa 2 de la loi française du 18 avril 2006 selon lequel l'Institut a « *pour mission de contribuer à titre non lucratif au perfectionnement et au rayonnement des lettres, des sciences et des arts* ».

L'alinéa 2 prévoit les activités de l'Institut. Alors qu'à l'heure actuelle ces activités sont assurées par les seules Sections, on peut concevoir et espérer qu'à l'avenir l'Institut, réactivé, pourra s'adonner à des activités communes conformes à ses buts et à ceux des Sections, sans empiéter sur les domaines de celles-ci, et cela tant sur le plan national, de manière intersectorielle, que sur le plan international, en vue de développer ses relations avec des institutions similaires à l'étranger. Il appartient également à l'Institut d'assurer les relations avec les pouvoirs publics en se faisant l'interlocuteur de l'Institut lui-même et de ses Sections.

#### Article 3 :

Cet article rappelle l'existence des six sections actuelles de l'Institut Grand-Ducal dénommées actuellement Section historique, Section des sciences naturelles, Section des sciences médicales, Section de linguistique, d'ethnologie et d'onomastique, Section des arts et des lettres et Section des sciences morales et politiques.

<sup>3</sup> Certes, la notion de la personnalité juridique n'était pas entrée dans les textes en 1868. Cependant, c'est déjà par un arrêt du 11 mars 1875 (Pasirisie I, no 63) que la Cour d'appel a confirmé, en l'absence de tout texte, qu'en ce qui concerne les sociétés civiles, elles constituaient des personnes morales. Curieusement, c'est plus tard, par des arrêts du 23 février 1891 et 2 mars 1892, que la Cour de cassation de France, là encore sans texte à l'appui, a confirmé la personnalité morale des sociétés civiles.

Le texte confirme à chacune d'elles sa personnalité juridique. Il ajoute, comme le prévoyait l'article 3 du règlement organique de 1868, que l'Institut pourra, suivant la procédure prévue à l'article 22, ajouter une ou plusieurs Sections à celles qui existent.

Toujours à l'image, toutes proportions gardées, de l'Institut et des Académies en France, cette organisation, qui maintient celle de 1868, donne à l'Institut et à ses Sections une structure quasi fédérale, assurant ainsi l'autonomie des Sections.

#### Article 4 :

Le premier alinéa de cet article est inspiré par l'article 1<sup>er</sup> alinéa 3 du règlement organique de la Section des sciences morales et politiques, **en tenant compte des adaptations que cette disposition comporte pour les autres Sections. La désignation des membres de chaque Section doit se faire sur la base de leurs travaux scientifiques, culturels ou artistiques, tels que des ouvrages, œuvres, articles et autres publications, des conférences, la participation active à des colloques, congrès ou expositions et la collaboration à des revues scientifiques, culturelles ou artistiques.**

Pour le surplus, cet article reprend en l'adaptant, le contenu de l'article 4 du règlement organique actuel quant aux différentes catégories de membres et quant à leur désignation.

**L'alinéa 4 prévoit la limitation du nombre des membres effectifs de chaque Section, conformément à l'usage des académies notamment en France et en Belgique, ce nombre étant le plus souvent de l'ordre de cinquante membres effectifs par Section.**

Il est précisé que seuls les membres effectifs d'une section sont considérés comme membres de l'Institut.

#### Article 5 :

Cet article reprend l'article 5 du règlement organique en étendant aux membres autres que les membres effectifs le droit d'assister aux séances des autres Sections.

#### Article 6 :

Cet article, correspondant à l'article 6 du règlement organique de 1868, confirme encore l'autonomie des Sections en confirmant que chaque Section a son administration, ses comptes et ses budgets séparés.

#### Article 7 :

A l'heure actuelle, l'Institut en lui-même n'a ni recettes ni dépenses, seules les Sections ayant des recettes, surtout par les subsides du Gouvernement – qui cependant sont déterminées globalement – et des dépenses occasionnées par leurs réunions et leurs publications. Il faut prévoir qu'à l'avenir l'Institut réactivé assumera les dépenses causées par ses activités et devra donc disposer de ressources propres. C'est ce que prévoit cet article en adaptant à cet effet l'article 7 du règlement organique actuel.

#### Article 8 :

Cet article reprend pour partie celui de l'article 8 du règlement organique actuel en confirmant que chacune des Sections, a un président et un secrétaire. Le terme de secrétaire général est réservé, dans ce texte, à l'Institut ; pour éviter toute confusion, le terme de secrétaire est employé pour les sections. Rien n'empêche cependant les sections de conférer à leur secrétaire le titre de secrétaire général.

#### Article 9 :

Cet article reprend, là encore, les dispositions du règlement organique actuel sur l'exercice et la durée des président et secrétaire général en portant toutefois leur durée, prévue pour un an au règlement organique, à deux ans, de manière à assurer une certaine continuité des fonctions.

#### Article 10 :

Cet article reprend la formule de l'article 10 du règlement organique actuel qui prévoit que les fonctions des président et secrétaire général de l'Institut sont remplies tour à tour par les présidents et secrétaires des Sections, d'après l'ancienneté de leur fondation.

C'est encore une particularité de l'Institut qui s'explique par son caractère fédéral.

#### Article 11 :

Cet article reprend en substance l'article correspondant du règlement organique actuel quant aux fonctions du président en ajoutant la fonction de représentation du président.

Le texte prévoit en outre l'institution d'un conseil consultatif des présidents ce qui facilitera la transition dans la rotation des présidents.

#### Article 12 :

Même observation quant à cet article qui reprend, quant au secrétaire général, les fonctions prévues au règlement organique actuel.

#### Article 13 :

Il n'a pas paru opportun de suivre ici la loi française de 2006 qui, en son article 36, dispose que « *l'Institut et les Académies bénéficient de l'autonomie financière sous le seul contrôle de la Cour des Comptes* ». La solution française est inspirée par le souci de l'indépendance de l'Institut. La mission de la Cour des comptes luxembourgeoise est définie par l'article 105 de la Constitution, tel que révisé le 2 juin 1999, comme suit : « *Une Cour des comptes est chargée du contrôle de la gestion financière des organes, administrations et services de l'Etat ; la loi peut lui confier d'autres missions de contrôle de gestion financière des deniers publics* ». La question se poserait si une telle extension de la mission de la Cour des comptes peut s'appliquer, au-delà de l'attribution de deniers publics par le Gouvernement, à la gestion de ces deniers, après subside, par une institution qui n'est pas un organe, une administration ou un service de l'Etat.

A l'heure actuelle, les sections remettent les comptes de l'année et le budget au Ministre de la culture. A titre d'exemple, l'article 14 du Règlement organique de la section des sciences morales et politiques s'exprime comme suit :

« *Au début de chaque année, la section adresse au Gouvernement son rapport d'activité pour l'année écoulée, son programme de travail*

*pour l'année en cours, ainsi que le compte des recettes et des dépenses de l'année écoulée et le budget de l'année en cours* ».

Ce degré de contrôle du Gouvernement n'est pas incompatible avec l'autonomie de l'Institut Grand-Ducal et des Sections.

Aussi l'article 13 adopte-t-il une formule proche de celle rappelée ci-dessus.

#### Article 14 :

Le règlement organique de 1868 prévoyait des assemblées générales ordinaires et extraordinaires. En l'état actuel, la tenue d'une véritable assemblée se heurterait à la très grande disparité dans le nombre des membres des différentes Sections qui aurait pour conséquence de compromettre l'égalité des Sections. Aussi paraît-il préférable de prévoir des « *séances* » ordinaires et extraordinaires qui, comme il sera dit à l'article 18, sont prises à la majorité des Sections, chaque Section étant représentée pour ces séances par le président ou le secrétaire ou les membres qu'ils désignent.

#### Article 15 :

Cet article est inchangé sauf le remplacement du terme « *l'assemblée* ».

#### Article 16 :

Cet article reprend l'exigence d'une séance ordinaire annuelle en évitant de fixer un jour déterminé. Il prévoit donc la tenue de la séance ordinaire annuelle avant le 30 juin de chaque année. L'article supprime également la publicité de la séance ordinaire. Il prévoit en outre que la séance ordinaire examine les comptes et le budget de l'Institut.

#### Article 17 :

Cet article remplace l'article 17 du règlement organique de 1868 qui, en termes de négation, subordonnait les travaux de l'Institut à celles des Sections. Il est vrai qu'à l'heure actuelle cela est conforme à la réalité, seules les Sections exerçant des activités. Cependant, ainsi qu'il a été relevé au commentaire de l'article 1<sup>er</sup>, de telles activités pourront notamment être

exercées par l'Institut d'une manière intersectorielle et, comme cela est particulièrement évident, pour ce qui relève de la représentation à l'égard des pouvoirs publics.

#### Article 18 :

Ainsi qu'il a été relevé à propos de l'article 14, l'assemblée générale telle qu'elle était prévue par le règlement organique de 1868 est remplacée par des séances ordinaires et extraordinaires, les décisions étant prises à la majorité des Sections. Comme les Sections pourront, comme c'est le cas à l'heure actuelle, être en nombre pair, il convient de prévoir la voix prépondérante de la Section dont relève le président.

#### Article 19 :

L'article 19 du règlement organique prévoyait que les bibliothèques et les collections des trois Sections alors existantes étaient conservées dans un bâtiment fourni aux frais de l'Etat. Il faut rappeler qu'en 1868 il n'existait aucun musée au Luxembourg en dehors des collections de la Section historique qui sont actuellement conservées par le Musée national d'histoire et d'art. Il existe pour chaque Section une bibliothèque, modeste ou plus importante selon les Sections, bibliothèques qui sont tenues en des endroits divers. L'établissement d'un « *local commun* » reste un vœu que les Sections ont constamment rappelé.

#### Article 20 :

Cet article maintient, avec espoir, la prévision d'un bibliothécaire conservateur éventuel.

#### Article 21 :

S'il n'existe pas pour le moment de publications de l'Institut en tant que tel, les publications des Sections sont régulières, importantes et de qualité. L'article 21 prévoit, comme l'article 21 précédent, des publications à faire par l'Institut, sans préjudice de celles des Sections et de leur échange.

#### Article 22 :

Cet article qui rappelle l'article 22 du règlement organique de 1868, prévoit les modalités de modification du Règlement Organique.

#### Article 23 :

Ce texte, en reprenant le contenu de l'article 23 du règlement organique de 1868, prévoit les modifications aux règlements des Sections que le présent règlement organique peut rendre nécessaires.

#### Article 24 :

Cet article donne la définition du terme « *Gouvernement* » et s'inspire à cet égard du texte qui figure à l'heure actuelle à l'article 25 du Règlement de la Section des sciences morales et politiques.

#### Article 25 :

Il a paru nécessaire, ce que ne faisait pas le règlement organique de 1868, de prévoir les conséquences d'une dissolution de l'Institut. Le texte s'inspire de celui qui figure actuellement à l'article 24 du Règlement de la Section des sciences morales et politiques, sauf à prévoir en premier lieu l'attribution du patrimoine à une institution similaire et en second lieu seulement à l'Etat.

L'Institut Grand-Ducal, calqué – mutatis mutandis – sur le modèle de l'Institut de France, a été créé en 1868, dans le «but de cultiver les sciences, les lettres et les arts». Il groupe six sections : Histoire – Sciences naturelles – Médecine – Linguistique – Arts et Lettres – Sciences morales et politiques. Cette dernière section ne remonte qu'à 1966 et couvre «notamment la philosophie, les sciences sociales, politiques et économiques ainsi que les sciences juridiques». Conformément à son règlement organique : «La section groupe des personnes qui, par la valeur de leurs travaux scientifiques, méritent d'être réunies en un collège représentatif de ces branches du savoir».

L'activité des membres est bénévole et ne donne lieu à aucune rémunération.

Ils s'engagent à participer aux travaux, faute de quoi leur exclusion est automatique d'après le règlement.

Leurs travaux font l'objet de communications orales dont les textes sont réunis annuellement en un volume appelé «Actes».

Le présent volume comprend 6 études sur des sujets divers, ainsi qu'un chapitre traitant du projet de réorganisation de l'Institut Grand-Ducal.

On y trouvera en outre le tableau des membres, l'inventaire des publications ainsi que des renseignements sur l'organisation actuelle de l'Institut.

**LB**

**75450**

**+1**

ISBN 978-2-9599794-6-0

© 2013 Institut Grand-Ducal

Section des Sciences Morales et Politiques

Adresse pour la correspondance:

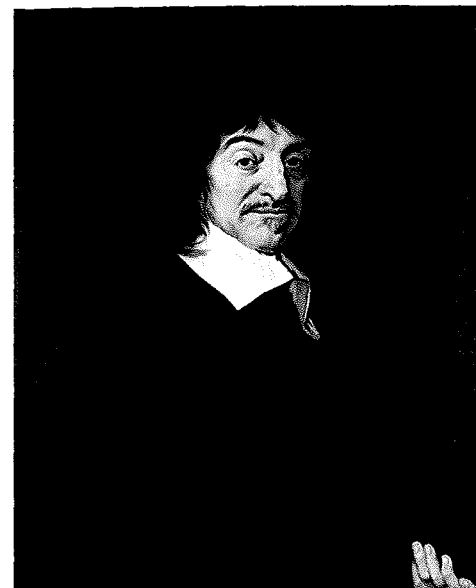
o M. Georges Als, Secrétaire Général, 11, rue Adolphe, L-1116 Luxembourg

**Institut Grand-Ducal**

# ACTES

**de la Section  
des Sciences Morales et Politiques**

*Volume XVI*



**Luxembourg  
2013**

ACTES

de la

Section

des

Sciences

Morales

et

Politiques

Vol. XVI

2013